

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

Les Parlements et la Notion de Souveraineté Nationale au XVIII^e Siècle

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 30 mai 1932 à 14 heures.

PAR

Roger BICKART

Licencié es lettres

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur.

Suffragants : MM. MEYNIAL, Professeur.

LE BRAS, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE FELIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN.

1932

Les Parlements
et la
Notion de Souveraineté Nationale
au XVIII^e Siècle

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Parlements
et la
Notion de Souveraineté Nationale
au XVIII^e Siècle

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 30 mai 1932 à 14 heures.

PAR

Roger BICKART

Licencié es lettres

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur.
Suffragants : MM. MEYNIAL, Professeur.
LE BRAS, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE FELIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN.

1932



INTRODUCTION

Le préambule de l'édit de décembre 1770 résume en ces termes la doctrine sur laquelle est fondée la souveraineté du roi de France :

« Nous ne tenons notre couronne que de Dieu; le droit de faire des lois, par lesquelles nos sujets doivent être conduits et gouvernés, nous appartient à nous seuls, sans dépendance et sans partage »¹.

Moins de vingt ans plus tard, la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, votée par l'Assemblée constituante le 26 août 1789, proclame, dans son article 3, que « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation », et, dans son article 6, que « la loi est l'expression de la volonté générale ».

Le principe de la souveraineté nationale, entré à cette date dans notre droit constitutionnel positif, en est encore aujourd'hui considéré comme la base².

En l'introduisant dans la Déclaration des droits de l'homme, l'Assemblée constituante marquait solennellement le terme de la grande controverse qui, pendant plusieurs siècles, avait mis aux prises les

(1) *Recueil général des anciennes lois françaises*, publié par ISAMBERT, t. XXII, p. 506.

(2) Cf. BARTHÉLEMY et DUEZ, *Traité élémentaire de droit constitutionnel*, p. 59.

deux concepts fondamentaux de la souveraineté : celui du droit divin des rois et celui du droit national.

La notion de la souveraineté de droit divin, suivant laquelle le roi tient son autorité directement et immédiatement de Dieu, était devenue, depuis Louis XIV, la base de la doctrine officielle. Ce monarque l'avait adoptée, formulée lui-même dans ses *Mémoires*, et appliquée progressivement; bien plus, les circonstances avaient amené ses propres sujets à y donner une adhésion qui devait demeurer, jusqu'à la fin du règne, presque entièrement unanime. L'avantage de cette idée, pour la royauté, était de justifier la pratique traditionnelle de l'absolutisme : le roi, ne tenant ses pouvoirs que de Dieu, n'est responsable que devant lui, mais il l'est entièrement; or, la plénitude de la responsabilité suppose la plénitude de l'autorité¹.

Dégagée, en théorie, dès les XII^e et XIII^e siècles, par les théologiens scolastiques, l'idée de la souveraineté populaire avait été exprimée publiquement dans le sein des Etats généraux. Ainsi, aux Etats de 1484, réunis à Tours pendant la minorité de Charles VIII, Philippe Pot avait déclaré, dans un discours demeuré célèbre, que le peuple était « donateur du pouvoir »².

(1) Cf. OLIVIER-MARTIN, dans *Histoire générale des peuples*, t. II, p. 158; MARION, *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Vo Roi, Royauté, pp. 490-492; ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, pp. 340-341.

(2) Cf. BARTHÉLEMY et DUEZ, *op. cit.*, p. 55.

Au XVI^e siècle, à l'époque des guerres de religion, l'origine populaire de la souveraineté fut affirmée successivement par les huguenots, dans des écrits tels que la *Franco-Gallia*, d'Hotman, ou les *Vindiciae contra tyrannos*, et par les catholiques ligueurs.

A la fin du règne de Louis XIV, le protestant Jurieu oppose derechef l'idée de la souveraineté populaire à la conception triomphante du droit divin.

Pour Jurieu, comme pour les publicistes de la fin du XVI^e siècle, comme aussi pour ces jurisconsultes des XVII^e et XVIII^e siècles qui constituent l'*Ecole du droit de la nature et des gens*, la doctrine de la souveraineté nationale repose sur l'idée d'un contrat passé par le peuple avec le roi : le peuple, titulaire initial de la souveraineté, l'a aliénée ou, du moins, en a transmis l'exercice à un monarque; mais il peut la lui reprendre dans certains cas déterminés et, avant tout, s'il viole les conditions du contrat.

Cette théorie a servi de point de départ aux philosophes du XVIII^e siècle, et principalement à Rousseau. Pour l'auteur du *Contrat social*, la souveraineté réside dans la communauté entière; le souverain, être collectif, a pour organe la « volonté générale » du corps social, dont l'expression n'est pas autre chose que la loi; la souveraineté ne peut être aliénée en aucun cas : le roi, s'il y en a un, n'exerce le pouvoir qu'en qualité de commis, toujours révocable, de la nation¹.

(1) Cf. ESMEIN, *Eléments de droit constitutionnel*, pp. 269-283; BARTHÉLEMY et DUEZ, *op. cit.*, p. 55.

Tel est l'aspect sous lequel la notion de souveraineté nationale s'est fixée dans l'esprit des hommes qui ont préparé et accompli la Révolution.

L'objet du présent travail est de rechercher dans quelle mesure et sous quelle forme cette notion a été exprimée, au XVIII^e siècle, par les Parlements.

L'intérêt historique d'une pareille enquête est évident. Parmi les diverses causes de la Révolution, l'opposition exercée par les Parlements, dans les idées et dans les faits, contre le pouvoir monarchique, a joué un rôle décisif et proprement fatal. Conjurée, à la fin du règne de Louis XV, par la réforme de Maupeou, ranimée, dès le début du règne de Louis XVI, par le malencontreux rappel des Parlements, cette opposition finit par susciter, dans les mois qui précédèrent la convocation des Etats généraux, la crise où le régime entier devait sombrer.

Au XVIII^e siècle, les Parlements ont exercé sur l'opinion une influence directe, grâce à la divulgation de leurs *remontrances*.

On sait qu'à l'occasion de l'enregistrement des ordonnances royales, c'est-à-dire de leur transcription sur des registres, qui les rendait publiques et exécutoires, les Cours souveraines étaient admises à faire connaître au roi, dans des remontrances, les inconvénients de la loi. Louis XIV avait rendu inoffensive et même illusoire cette prérogative, en inter-

disant aux Cours de présenter des remontrances avant l'enregistrement¹.

Mais, à la mort de Louis XIV, pour prix de l'annulation du testament royal défavorable à ses intérêts, le régent Philippe d'Orléans restitua au Parlement de Paris le droit de faire des remontrances avant l'enregistrement, et cette faculté fut étendue aux autres Parlements.

Dès lors, le rôle des remontrances allait devenir primordial. Lorsque les Parlements proposeront de modifier, ou même refuseront d'enregistrer une loi, c'est dans les remontrances qu'ils feront valoir leurs arguments, et, en même temps, exposeront leur manière de voir sur les affaires publiques. Or, certaines de ces remontrances, que la tradition du régime exigeait secrètes, sont, au XVIII^e siècle, livrées clandestinement à l'impression, largement propagées, et lues avec avidité. Le pouvoir royal, de son côté, contraint d'user de la même arme, publie fréquemment ses répliques. Au lieu d'un entretien confidentiel du prince avec ses magistrats, s'ouvre un débat public dont la nation entière est témoin; et, comme les remontrances répandues de la sorte sont presque toujours, par la force des choses, celles qui présentent l'intérêt le plus général et le plus pressant, les ressorts essentiels du gouvernement et de l'administration se trouvent dévoilés et livrés à l'examen.

(1) Cf. ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 519; MARION, *Dictionnaire*, Vo Remontrance.

On voit par ce qui précède que les remontrances des Parlements, avec les actes corrélatifs émanés du pouvoir royal, constituaient les sources désignées de ce travail.

Les remontrances du Parlement de Paris ont été éditées au complet par Flammermont et Tourneux, dans la *Collection de documents inédits sur l'histoire de France*. M. Le Moy a publié un choix de remontrances du Parlement de Bretagne¹. La plupart des actes royaux auxquels nous avons eu à nous reporter se trouvent dans le *Recueil général des anciennes lois françaises*, publié par Isambert. Pour le reste, nous avons utilisé les recueils et les brochures de l'époque, conservés à la Bibliothèque nationale et inscrits au *Catalogue de l'histoire de France*. Ils sont au nombre d'environ trois cents.

On trouvera, au bas de chaque page, les indications qui concernent les textes publiés par Flammermont et Tourneux, par Le Moy et par Isambert. Pour les autres, on voudra bien se reporter à la liste placée à la fin du volume, laquelle reproduit, en regard de chaque texte cité, la cote correspondante de la Bibliothèque nationale.

On trouvera au même endroit le rappel des ouvrages d'histoire et de droit auxquels nous nous référons dans les pages qui suivent. Il en est un dont nous nous sommes constamment inspiré et que,

(1) Certaines remontrances de ce Parlement, intéressantes pour notre objet, n'y figurent pas : ainsi les remontrances du 18 mars 1765, celles du 19 février 1771, etc.

cependant, nous n'y avons pas nommé, parce que nous aurions eu à le faire trop souvent : c'est le Cours d'histoire du droit français, professé à la Faculté de Droit de Paris par M. Olivier-Martin, qui, ayant conçu l'idée de la présente étude, nous a fait l'honneur de nous la confier et a guidé notre travail de ses précieux et bienveillants conseils.

CHAPITRE PREMIER

Exposé d'ensemble

La notion de souveraineté nationale apparaît dans les remontrances des Parlements, au XVIII^e siècle, sous l'aspect d'une participation de la nation au pouvoir législatif, attribut essentiel de la souveraineté.

Pour justifier cette participation, les Parlements s'appuient sur une certaine conception du *gouvernement monarchique* et de la *constitution française*.

Dans leur pensée, le gouvernement de la France, comme en général tout gouvernement monarchique, est *légitime*, c'est-à-dire fondé sur des lois : c'est ce qui le distingue des gouvernements despotiques. Certaines d'entre ces lois sont *fondamentales* et immuables en principe; transmises par la tradition coutumière, elles composent, par leur ensemble, la constitution française. Les lois fondamentales expriment un contrat synallagmatique, librement établi entre le roi et la nation, qu'il lie par des droits et des obligations réciproques.

Il résulte de cette conception que les lois fondamentales ou, en d'autres termes, les clauses du con-

trat, ne peuvent être modifiées sans le consentement de la nation; que le roi est subordonné aux lois fondamentales et même à la loi en général; enfin, que les lois ordinaires doivent être non seulement conformes à l'intérêt public, mais encore compatibles avec les lois fondamentales.

Il faut que la nation puisse s'assurer que cette dernière condition est toujours remplie. Elle doit donc intervenir dans l'établissement de la loi.

A l'origine de la monarchie, c'était la nation elle-même, réunie en assemblée générale, qui donnait ou refusait le consentement nécessaire à la formation de la loi.

A présent, en l'absence des Etats généraux, ce sont les Parlements qui représentent la nation dans l'exercice de cette prérogative. Leur double qualité de *dépositaires des lois* et de *corps intermédiaires* les destine, en effet, à être non seulement les organes, mais encore les représentants de la nation.

D'ailleurs, les divers Parlements, bien que répartis entre les provinces pour la commodité de la justice, ne sont que les *classes*, solidaires entre elles, d'un même corps indivisible. Or, l'histoire montre que ce Parlement unique, né avec la monarchie et lié à sa constitution, succède aux anciennes assemblées générales de la nation, dont il a hérité la prérogative de consentir les lois.

Les Parlements consentent les lois, pour le compte de la nation, par l'opération de l'enregistrement, instituée par une loi fondamentale.

Un examen libre de la loi précède l'enregistrement, qui ne peut être forcé; sinon, les Parlements ont le droit, et même le devoir, de résister, soit séparément, soit de concert.

Aux prétentions parlementaires le pouvoir royal oppose les principes suivants :

La souveraineté que le monarque tient de Dieu, et dont il est comptable à Dieu seul, réside toute entière dans la personne du roi et ne peut être partagée.

La nation n'est pas un corps séparé du souverain; au contraire, elle fait un avec lui; ses droits sont donc confondus avec ceux du roi et ne reposent que dans ses mains.

Les Parlements n'ont pas qualité pour représenter la nation, car leurs membres ne sont que les officiers du roi. Ils ne peuvent davantage prétendre à former tous ensemble un seul corps, qui remonterait à l'origine de la monarchie; car ce sont les rois qui ont successivement établi les divers Parlements, en assignant à chacun d'eux un ressort indépendant.

Au roi seul appartient le pouvoir législatif; les Parlements ne participent donc pas à la formation de la loi.

Par conséquent, l'enregistrement n'a pas la portée que les Parlements lui attribuent; et le roi peut toujours, après avoir entendu leurs remontrances, faire enregistrer la loi d'autorité. Les Parlements n'ont ensuite aucun moyen légitime d'en entraver l'exécution, et, le cas échéant, le roi peut et doit briser leur résistance par tous les moyens.

Telles sont, vues d'ensemble, les positions respectives des Parlements et de la royauté devant le problème du pouvoir législatif et de la souveraineté en général.

Au cours des pages qui vont suivre, nous examinerons en détail les différents éléments de ce problème, dans une analyse comparée de la doctrine parlementaire et de la doctrine royale, en en réservant la critique pour la fin.

Ayant pensé faire œuvre utile en rangeant dans un ordre logique des textes dispersés, nous laisserons, le plus souvent, dans notre exposé, la parole aux Cours elles-mêmes, ainsi qu'au roi et à ses représentants.

Partout où nous pourrons le faire sans risquer des redites ou rompre l'enchaînement des idées, nous présenterons ces dernières dans leur développement chronologique.

Pour permettre de rattacher les discussions doctrinales dont nous allons rendre compte aux événements qui les ont provoquées, nous esquisserons, au préalable, un bref tableau de l'activité parlementaire dans le domaine de notre propos.

On peut distinguer trois phases dans cette activité : l'une se place en 1718; la seconde embrasse, presque sans interruption, une période de vingt ans, qui s'étend de 1751 à 1771; la dernière comprend les années décisives 1787 et 1788.

En 1718, le Parlement de Paris essaie d'entraver

les réformes de Law; le lit de justice du 26 août, suivi de l'exil de plusieurs conseillers, brise sa résistance; mais, peu après, la faillite du « Système » vient consacrer son triomphe moral¹.

Dans les années qui suivent, les affaires religieuses absorbent son attention : il prend parti pour les gallicans contre les ultramontains, défenseurs de la bulle *Unigenitus*. C'est à propos de la réforme de l'Hôpital général, devenu un foyer de jansénisme (1751), et de la querelle des « refus de sacrements » (1752), que le Parlement de Paris commence à consacrer de longs développements aux théories sur la constitution du royaume et sur son propre rôle en matière législative, déjà en germe dans ses remontrances de 1718. A la suite des « grandes remontrances » du 9 avril 1753, il est envoyé en exil².

Rappelé l'année suivante, il entame bientôt avec le Grand Conseil une querelle à laquelle les Parlements provinciaux prennent activement part (1755-1756). C'est à cette occasion qu'apparaît dans les remontrances la théorie des « classes », au nom de laquelle, désormais, chaque fois qu'un Parlement sera en difficulté avec le pouvoir, les autres feront cause commune avec lui. Les Parlements qui bénéficient de ces interventions collectives sont d'abord ceux de Paris (1757), de Besançon (1757-1761), de

(1) Cf. OLIVIER-MARTIN, dans *Histoire générale des peuples*, t. II, p. 254; Henri CARRÉ, dans *Histoire de France* de LAVISSE, t. VIII, 2^e partie, pp. 16-18.

(2) Cf. OLIVIER-MARTIN, *ibid.*, p. 259; CARRÉ, *ibid.*, pp. 237-241.

Toulouse (1763-1764), de Pau (1765-1766), de Rennes (1765-1770).

Dans cette période, les conflits qui dressent les Cours contre le gouvernement résultent, pour la plupart, de leur refus d'enregistrer les lois fiscales que les nécessités de la guerre rendent indispensables, et des voies d'autorité auxquelles ce refus oblige le roi à recourir. En 1756 le second vingtième, en 1759-1760 la « subvention générale » de Silhouette, en 1763-1764 les réformes de Berlin et de l'Averdy, sont les prétextes dominants de l'opposition parlementaire¹.

A partir de 1764, l'« affaire de Bretagne », nouée autour d'une querelle entre le duc d'Aiguillon, commandant en chef de la province, et La Chalotais, procureur général au Parlement de Rennes, apporte un aliment nouveau à cette opposition. Le Parlement de Paris s'y mêle avec tant d'ardeur subversive que Louis XV doit intervenir en personne. Le 3 mars 1766, il se rend au Parlement et rappelle les vrais principes, après avoir censuré les allégations de la magistrature en termes si sévères que cette séance royale est restée connue sous le nom de « séance de la flagellation ».

Le Parlement de Paris, d'abord un peu intimidé, ne tarde pas à reprendre courage. Le roi ayant imposé, en lit de justice, le 27 juin 1770, un silence perpétuel sur l'affaire de Bretagne, le Parlement riposte

(1) Cf. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, t. II, pp. 260-262; CARRÉ, *op. cit.*, t. VIII, 2, pp. 241-244 et 361-368.

par l'arrêté du 2 juillet, qui suspend le duc d'Aiguillon de tous ses privilèges de pair de France¹.

Alors le nouveau chancelier, René-Nicolas de Maupeou, ancien premier président du Parlement de Paris, juge le moment venu d'en finir avec les « grandes robes ». Le 7 décembre 1770, il fait enregistrer en lit de justice un édit de discipline qui résume les prétentions des Parlements, condamne leurs erreurs, à commencer par le système des classes, et rétablit les principes traditionnels de la monarchie française, notamment quant à l'emploi des voies d'autorité. Le Parlement riposte en cessant le service judiciaire; sur son refus de le reprendre, il est dispersé, le 20 janvier 1771, et remplacé provisoirement par une commission de membres du Conseil.

Les Parlements de province viennent à la rescousse (janvier-février 1771). Mais Maupeou ne s'en laisse pas imposer. Un édit, enregistré le 23 février, transforme l'organisation judiciaire : le Parlement de Paris garde ses attributions quant à l'enregistrement des ordonnances, mais, pour l'administration de la justice, son immense ressort est réparti entre six « Conseils supérieurs », créés à ses dépens avec compétence en dernier ressort.

A peine les Conseils supérieurs ont-ils commencé à s'organiser que certains Parlements de province protestent contre l'édit de février et déclarent qu'ils ne reconnaîtront pas les nouveaux tribunaux (mars-avril 1771).

(1) Cf. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, t. II, pp. 262-263; CARRÉ, *op. cit.*, t. VIII, 2, pp. 379-385.

Maupeou tient tête à l'orage. Le 13 avril, en lit de justice, Louis XV installe le nouveau Parlement de Paris, dont le noyau est composé des magistrats du Grand Conseil. Maupeou démembre quelques Parlements de province, en convertit d'autres en Conseils supérieurs, renouvelle le personnel des plus hostiles et supprime même celui de Rouen. Les autres Parlements s'inclinent. A la fin de l'année 1771, le service judiciaire est partout assuré¹.

En 1774, Louis XVI monte sur le trône. Maurepas le décide à disgracier Maupeou et à rappeler les Parlements. Au lit de justice du 12 novembre, les membres de l'ancien Parlement de Paris, réinstallés dans leurs fonctions, doivent enregistrer divers édits et une ordonnance de discipline. Les remontrances ne sont désormais permises qu'après l'enregistrement; l'interruption de la justice et les démissions concertées sont défendues, à peine de forfaiture, à juger par une Cour plénière. « Toutes ces précautions ne pouvaient masquer l'acte irrémédiable de faiblesse accompli par le roi »². A la fin de 1774 et au début de l'année suivante, les Parlements provinciaux sont, à leur tour, rétablis.

L'opposition parlementaire ne tarde pas à renaître. Elle entraîne, en 1776, la chute de Turgot, en 1781, celle de Necker; en 1787, elle oblige indirectement Calonne à soumettre à l'Assemblée des Notables ses

(1) Cf. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, t. II, pp. 264-265; CARRÉ, *op. cit.*, t. VIII, 2, p. 394-403.

(2) OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, t. II, p. 372; Cf. CARRÉ, *op. cit.*, t. IX, 1^{re} partie, pp. 8-19.

projets de réforme financière. Mais les Notables se déclarent sans pouvoir pour consentir les nouveaux impôts et Loménie de Brienne, successeur de Calonne, se retrouve en présence des Parlements.

Saisi, le 22 juillet 1787, d'un premier édit fiscal, augmentant l'impôt du timbre, le Parlement de Paris émet d'abord la prétention de vérifier le déficit; puis il proclame, dans ses remontrances du 26 juillet, qu'il n'a pas qualité pour accorder un impôt d'une durée illimitée et que seule la nation, « réunie dans ses Etats généraux », peut consentir un impôt perpétuel. Il fait le même accueil à un second édit établissant une subvention territoriale. Le roi fait enregistrer les deux édits, le 6 août, en lit de justice. Le Parlement déclare, le lendemain, l'enregistrement nul et illégal, puis dénonce les édits comme contraires aux « droits de la nation ». Louis XVI exile les magistrats à Troyes, où, à peine arrivés, ils réclament la convocation des Etats généraux. Les Parlements de province interviennent dans le même sens.

Cependant, les parlementaires s'ennuient à Troyes et Brienne a besoin d'argent. Des pourparlers s'engagent : le Parlement obtient son rappel, à la condition d'enregistrer un édit établissant deux vingtièmes, selon les principes adoptés pour la subvention territoriale, le premier pour une durée illimitée, le second pour cinq ans.

Le 19 novembre, le Parlement ayant accepté le principe d'un emprunt en échange de la promesse

de convoquer les Etats généraux en 1792, Louis XVI vient assister à l'enregistrement. Mais un malentendu se produit : le roi laisse les magistrats opiner, comme dans les séances ordinaires, mais il ne fait pas réduire les avis ni compter les voix, et ordonne l'enregistrement d'autorité, selon la procédure des lits de justice. Le duc d'Orléans proteste. Louis XVI lui répond gauchement et l'exile bientôt après.

Les Parlements provinciaux réclament contre cet exil et contre l'illégalité prétendue de la séance royale du 19 novembre (décembre 1787-mars 1788). Le Parlement de Paris fait de même, dans ses remontrances arrêtées le 11 avril et présentées au roi le 13. Louis XVI lui réplique en termes cinglants. Le Parlement exaspéré interdit tout remaniement des rôles du vingtième et répète que les Etats généraux ont seuls qualité pour octroyer les subsides.

Alors le garde des sceaux Lamoignon décide le ministère à agir énergiquement et prépare des édits à la Maupeou. Mais, le 3 mai, le Parlement de Paris, averti par une indiscretion, expose à sa manière, dans un arrêté, les lois fondamentales de la monarchie, et ses membres jurent d'y demeurer fidèles. Le roi casse l'arrêté et fait appréhender, en pleine assemblée des chambres, les deux conseillers les plus compromis, d'Eprémèsnil et Montsabert. Le 8 mai, dans un lit de justice tenu à Versailles, le Parlement est contraint d'enregistrer une série d'édits destinés à le réduire à l'impuissance; sa compétence judiciaire normale est considérablement restreinte par

la création de « grands bailliages » et son personnel est réduit, en conséquence, de plus de moitié; mais, surtout, il perd toutes ses attributions politiques : le droit d'enregistrement et de remontrances est transféré, pour tout le royaume, à une Cour plénière dont l'ordonnance de novembre 1774 a fourni le prototype.

Le Parlement de Paris, ainsi que ceux de province, réduits de la même manière par la création de grands bailliages dans leur ressort, organisent une résistance furieuse, qui se traduit par de véhémentes remontrances, et aboutit, dans certaines provinces, à de véritables émeutes.

Le ministère, déconcerté et divisé, finit par annoncer, le 5 juillet 1788, dans un arrêt du Conseil, la convocation prochaine des Etats généraux. Un édit du 8 août en fixe la date au 1^{er} mai 1789 et ajourne la constitution de la Cour plénière. Brienne, puis Lamoignon sont congédiés. Necker laisse les Parlements rentrer en vainqueurs.

Mais leur triomphe dure peu. Dès le 25 septembre, le Parlement de Paris, en enregistrant la déclaration qui ordonne la convocation des Etats généraux, se prononce en faveur des règles suivies en 1614, c'est-à-dire : nombre égal de députés pour chaque ordre et vote par ordre, alors que le parti national, qui maintenant dirige le mouvement, revendique le doublement du Tiers et le vote par tête. D'autres Parlements adoptent une attitude analogue. Reconnaissant son erreur, le Parlement de Paris se déjuge,

le 5 décembre, mais en vain. L'opinion publique, déçue et désormais édifiée sur l'égoïsme et l'esprit étroitement conservateur des Parlements, les abandonne, avant de se retourner contre eux. Leur rôle est terminé ¹.

(1) Cf. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, t. II, pp. 378-380; CARRÉ, *op. cit.*, t. IX, 1, pp. 323-366; MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. I, pp. 405 et s.

CHAPITRE II

Le gouvernement monarchique et la constitution française

I. La souveraineté royale de droit divin. Le roi règne, par esprit de conseil, pour le commun profit. — II. Le gouvernement de la France est monarchique et, par conséquent, légitime. — III. Des lois fondamentales, immuables en principe, composent la constitution française. — IV. Les lois fondamentales expriment un contrat entre le roi et la nation. — V. Droits et obligations réciproques engendrés par ce contrat. — VI. Conséquences de la théorie : subordination du roi aux lois fondamentales et à la loi en général ; subordination des lois ordinaires aux lois fondamentales. — VII. Autres conséquences : toute modification aux lois fondamentales exige le consentement de la nation ; le contrat est rompu si le roi manque à ses obligations.

I. La doctrine parlementaire et la doctrine royale ont un point de départ commun : le principe de la souveraineté royale de droit divin.

Au lit de justice du 12 septembre 1715, le premier président du Parlement de Paris salue dans le petit Louis XV « l'image visible de Dieu sur la terre » ¹.

En 1732, il dit, s'adressant au roi :

(1) *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*, publiées par FLAMMERMONT et TOURNEUX, t. I, p. 35.

« Nous reconnaissons toute l'étendue de votre puissance absolue et souveraine » ¹.

Pendant la période des luttes religieuses, le Parlement de Paris oppose la notion du droit divin aux prétentions ultramontaines. Ainsi, en 1733 :

« Le pouvoir de votre parlement, Sire, surtout par rapport aux entreprises de la puissance ecclésiastique, intéresse le pouvoir du souverain. L'autorité qu'il exerce en votre nom est une émanation de cette autorité suprême que vous ne tenez que de Dieu sur vos peuples » ².

De même, en 1751 :

« A lui seul [au roi] appartient la suprême puissance... : mais cette puissance, c'est de Dieu qu'il la tient; son principal devoir est donc de l'employer à faire servir Dieu qui la lui donne.

« ...Plus la puissance dont on abuse... est indépendante en elle-même, plus le souverain doit opposer la puissance également indépendante qu'il tient de Dieu seul... » ³.

En 1756, le premier président du Parlement de Paris dit à Louis XV :

« Votre parlement, Sire, reconnaîtra toujours que l'autorité souveraine et législative réside dans la personne seule de V. M. » ⁴.

« Sire », dit le Parlement de Rouen, en 1759, « la

(1) FLAMMERMONT, t. I, p. 300.

(2) Paris, Remontrances du 15 mai 1733. *Ibid.*, p. 309.

(3) Paris, Remontrances du 11 mars 1751. *Ibid.*, pp. 427 et 429.

(4) Paris, Députation du 11 mars 1756. *Ibid.*, t. II, p. 99.

Monarchie française est établie sur deux principes qui rendent ses fondements inébranlables : l'autorité suprême qui réside en votre auguste personne, et l'amour des Français pour leur Souverain.

...les sujets regardent comme un devoir inviolable l'obéissance la plus parfaite aux volontés d'un maître dans lequel ils reconnaissent l'image de la Divinité » ¹.

La même année, le Parlement de Paris reconnaît encore que « dans la personne du Roi, seul législateur dans son royaume, réside l'universalité, la plénitude et l'indivisibilité de l'autorité; ...son parlement punirait sévèrement quiconque oserait vouloir ou limiter ou partager cette autorité souveraine du Roi » ².

Après la séance de la flagellation, la Cour de Paris arrête, le 20 mars 1766, qu'elle « continuera de tenir pour maxime inviolable qu'au Roi seul appartient la puissance souveraine dans son royaume, qu'il n'est comptable qu'à Dieu de l'exercice du pouvoir suprême... » ³.

En 1771, le Parlement de Paris écrit encore au roi :

« Votre parlement, Sire, a toujours tenu et ne cessera de tenir pour maxime inviolable, que V. M. ne tient sa puissance que de Dieu... » ⁴.

(1) Rouen, Remontrances du 19 avril 1759, pp. 1 et 2.

(2) Paris, Objets d'itératives remontrances du 29 mai 1759. FLAMMERMONT, t. II, p. 184. Cf. Itératives remontrances du 3 juillet 1759. *Ibid.*, pp. 194-195.

(3) *Ibid.*, p. 563.

(4) Lettre du 17 janvier 1771. *Ibid.*, t. III, p. 177.

Cependant, dès le début du règne de Louis XV, le Parlement de Paris exprime l'idée que le roi ne doit exercer son pouvoir que pour le bien public ou, selon la formule traditionnelle, pour le « commun profit », et, de préférence, après avoir pris l'avis de son conseil :

« Le pouvoir absolu ne doit jamais se communiquer à une seule personne. Les rois ont seuls le droit de l'exercer, parce que Dieu, dont ils le tiennent immédiatement, les doue ordinairement d'une sagesse et d'une prudence qui les porte à ne l'employer qu'au bien et à l'avantage de leur peuple; il y a même peu de cas où ils veuillent se fier à leurs seules lumières et où ils se déterminent sans prendre l'avis de leur conseil » ¹.

Plus tard, le Parlement de Paris répète, avec plus de force, que « le pouvoir absolu de la souveraineté » doit être « éclairé et tempéré... par la prudence des conseils » ².

D'après le Parlement de Bordeaux, en 1758, le roi exerce l'autorité souveraine « sans division et sans partage », en vue de « la grandeur du Prince, la gloire de la Nation et l'utilité publique » ³.

« Gouverner pour le commun profit des sujets », dit, en 1764, le Parlement de Rouen, « est la loi primitive de toute puissance publique; c'est pour assurer et rendre inviolable, autant qu'il est possible,

(1) Remontrances du 13 mai 1716. FLAMMERMONT, t. I, p. 44.

(2) Remontrances du 27 novembre 1755. *Ibid.*, t. II, p. 86.

(3) Remontrances du 10 mai 1758, p. 12 et 13.

cette loi sacrée, et pour rendre plus vénérable aux yeux des peuples l'autorité suprême, que la constitution de l'Etat a assigné aux monarques français le conseil de leurs *féaux, assesseurs de leur trône*, assemblés en Parlement, et qu'elle a établi dans leurs assemblées le siège de la majesté souveraine du Monarque » ¹.

« C'est de Dieu seul », dit au roi, en 1771, le Parlement de Toulouse, « que vous tenez votre couronne... Il [le Parlement] sait que Dieu seul a donné la sanction au choix libre de nos ancêtres, et que nos souverains n'ont jamais dû reconnaître de puissance supérieure entre leur peuple et Dieu; mais vous nous avez appris vous-même, Sire, que votre couronne n'est à vous *que pour le bien et le salut de l'Etat* [En note : Edit de juillet 1717] ²; vous avez senti que l'autorité des rois, si elle était exercée à discrétion, ne serait pas digne de la source sublime dont elle émane... » ³.

Le Parlement de Toulouse dit encore, en 1788 :

« Votre souveraineté, Sire, est pleine et entière... On peut même dire en un sens qu'elle est absolue, en ce qu'elle est indépendante de toute autorité humaine. Mais il ne s'ensuit pas que votre gouvernement puisse être arbitraire » ⁴.

(1) Rouen, Remontrances du 29 août 1764, p. 25. La partie imprimée en italiques est, comme dans toutes les citations qui suivent, en italiques dans le texte.

(2) V. ci-dessous, p. 19.

(3) Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771. *Recueil des réclamations, remontrances, etc... au sujet de l'édit de décembre 1770, etc...*, t. II, p. 333.

(4) Toulouse, Remontrances du 12 janvier 1788, p. 17.

*

* *

De son côté, le pouvoir royal affirme, à maintes reprises, le principe de la souveraineté monarchique de droit divin :

« ...les rois, images de la divinité sur la terre...

« ...le pouvoir suprême, qu'il [le roi] ne tient que de Dieu et qui ne peut appartenir qu'à sa seule personne » ¹.

« C'est dans la personne seule du Roi qu'existe l'universalité, la plénitude et l'indivisibilité de l'autorité » ².

« ...le Roi voit avec plaisir... l'hommage légitime qu'elles [les remontrances] rendent à l'autorité souveraine attachée à sa couronne et concentrée en sa personne, soit pour le commandement, soit pour la législation, soit pour ce qui achève d'en former l'universalité, la plénitude et l'indivisibilité » ³.

« L'autorité suprême réside en la personne seule du Roi » ⁴.

« ...S. M. m'ordonne de vous faire ressouvenir que son autorité étant souveraine, personne dans son Royaume ne peut la partager avec Elle; c'est S. M. seule qui en possède la plénitude... » ⁵.

(1) Discours du chancelier au lit de justice du 13 décembre 1756. FLAMMERMONT. t. II, pp. 161 et 162.

(2) Réponse du chancelier à la députation du Parlement de Paris, 8 avril 1759. *Ibid.*, p. 185.

(3) Réponse du roi aux itératives du Parlement de Paris du 3 juillet 1759. *Ibid.*, p. 203.

(4) Réponse du chancelier, du 26 juin 1759, aux remontrances du Parlement de Rouen, du 19 avril 1759, p. 29.

(5) Lettre du chancelier au Parlement de Rouen, 7 novembre 1760, p. 2.

En 1770, un arrêté du Parlement de Bordeaux, où il est dit : « ...tous les ordres que peut donner le seigneur Roi ne sont que des développements et des applications de la loi constitutive qui commet en ses mains le dépôt de la force publique et celui des lois » ¹ — est cassé par un arrêt du Conseil d'Etat, qui rétablit ainsi les principes :

« ...on y établit [dans l'arrêté de Bordeaux] que S. M. tient d'une loi constitutive le pouvoir qu'Elle ne tient que de Dieu, et de l'exercice duquel Elle ne doit compte qu'à Dieu;... S. M. ne tient sa couronne que de Dieu,... en sa personne seule réside toute l'administration de la force publique, et... Elle ne doit compte de cette administration qu'à Dieu seul » ².

Quelques mois plus tard, dans l'édit de décembre 1770, Louis XV dit encore :

« Nous ne tenons notre couronne que de Dieu » ³.

Mais, fidèle à la tradition monarchique, le roi précise qu'il entend régner par « esprit de conseil » et en vue du bien public.

Ainsi, dans l'édit de juillet 1717, le roi dit, au sujet de la couronne :

« Nous savons qu'elle n'est à nous que pour le bien et le salut de l'Etat... » ⁴.

(1) Bordeaux, Arrêté du 13 août 1770. *Affaires des Parlements de Rennes et de Pau*, t. VII, pièce 13, p. 3.

(2) *Ibid.*, t. VII, pièce 18, p. 2.

(3) *Recueil général des anciennes lois françaises*, publié par ISAMBERT, t. XXII, p. 506.

(4) ISAMBERT, t. XXI, p. 147. Cf. Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771, ci-dessus, p. 17.

De même, en 1759, il assure les magistrats qu'« ils trouveront toujours en Lui un roi juste, éloigné de toute extrémité, qui, bien persuadé du vrai caractère de la Royauté, ne veut régner que par esprit de conseil, de justice et de raison,... ne désire que le plus grand bien et que l'amour de ses sujets... »¹.

« C'est en ma personne seule », dit le roi dans la réponse lue à la séance de la flagellation, « que réside la puissance souveraine dont le caractère propre est l'esprit de conseil, de justice et de raison »².

L'édit de décembre 1770 fait encore allusion à « un gouvernement sage, qui ne veut régner que par la raison et par la justice »³.

Enfin, dans l'édit de novembre 1774, Louis XVI atteste, à son tour, que son intention « sera toujours de régner par l'esprit de raison et de conseil »⁴.

*

* *

Jusqu'ici donc, la royauté et les Parlements paraissent bien d'accord; aussi, à la séance royale du 19 novembre 1787, le garde des sceaux Lamoignon, voulant rappeler au Parlement de Paris le principe de la souveraineté royale de droit divin, peut-il se

(1) Réponse du roi aux itératives du Parlement de Paris du 3 juillet 1759. FLAMMERMONT, t. II, pp. 203-204.

(2) Séance royale du 3 mars 1766. *Ibid.*, p. 557.

(3) ISAMBERT, t. XXII, p. 507. .

(4) *Ibid.*, t. XXIII, p. 44.

contenter de citer l'arrêté de ce Parlement, en date du 20 mars 1766, que nous avons reproduit ¹.

Or, voici en quels termes le Parlement de Rennes réplique au discours de Lamoignon :

« *A vous seul, Sire, appartient la puissance souveraine dans tout votre royaume* ². Nul autre ne la partage avec vous; mais cette puissance est tempérée par des lois, et c'est ce qui la distingue de la puissance absolue, aussi étrangère à votre caractère personnel qu'au caractère du peuple sur lequel vous réglez.

« Vous n'êtes *comptable qu'à Dieu de l'exercice du pouvoir suprême* ³. Cette maxime serait encore soutenue aujourd'hui, comme elle le fut par les Parlements dans le temps des démêlés de la France avec la Cour de Rome. Nulle puissance au dehors ne peut interroger V. M. *sur l'essence de son pouvoir suprême*, parce qu'aucune puissance étrangère ne vous a conféré le droit de régner. C'est pour établir cette indépendance de nos Rois que la maxime « *Le Roi ne tient sa Couronne que de Dieu et de son épée* » fut proposée comme loi fondamentale aux Etats de 1614; mais la Nation, en défendant les droits de son Souverain, n'a pas voulu sans doute établir des principes qui pussent lui être opposés. V. M. n'est *comptable qu'à Dieu de l'exercice du pouvoir suprême*, et cependant, Elle aime à reconnaître, comme

(1) V. ci-dessus, p. 15.

(2) Citation du discours de Lamoignon.

(3) Citation du discours de Lamoignon.

ses augustes prédécesseurs, qu'Elle est dans *l'heureuse impuissance* de rien entreprendre contre les lois de la Monarchie » ¹.

On voit que le principe de la souveraineté royale de droit divin subit ici des restrictions. Le Parlement s'inspire, en les formulant, d'une certaine conception du *gouvernement monarchique*, tel qu'il doit exister en général, et, en particulier, tel qu'il est institué par la *constitution française*. C'est cette conception que nous allons étudier.

II. A plusieurs reprises, au cours du XVIII^e siècle, la royauté a solennellement affirmé qu'elle entendait régner par les lois.

Ainsi, dans la déclaration du 21 novembre 1763 :

« Voulant régner, non par l'impression seule de l'autorité, mais par l'amour, par la justice, et par l'observation des règles et des formes sagement établies dans notre royaume... » ².

Dans les lettres patentes du 25 février 1764, Louis XV déclare de même qu'il entend « régner par l'observation des lois et des formes sagement établies » dans le royaume ³.

(1) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle*, pp. 136-137.

(2) Citée par : Toulouse, Remontrances du 22 décembre 1763, p. 2; Dijon, Remontrances du 14 février 1764, p. 14; Rouen, Remontrances du 29 août 1764, p. 25, etc. Cf. Paris, Remontrances du 18 janvier 1764. FLAMMERMONT, t. II, p. 432.

(3) ROSCHACH, *Histoire Générale de Languedoc*, t. XIV, p. 2287. Cf. Bordeaux, Remontrances du 21 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 428.

Au lit de justice du 13 avril 1771 : le roi, dit le chancelier Maupeou, « ne veut régner que par les lois, et son cœur désavouerait les lois mêmes si elles trompaient ses vœux et faisaient le malheur de ses peuples » ¹.

Dans l'édit de novembre 1774, Louis XVI s'exprime en ces termes :

« Notre intention sera toujours de régner par l'esprit de raison et de conseil, suivant la forme et les lois sagement établies dans notre royaume » ².

Ces quelques déclarations du pouvoir royal contrastent, par leur brièveté, avec les développements interminables que présentent les remontrances.

Pour les Parlements, le gouvernement de la France, comme tout gouvernement monarchique, est *légitime*, c'est-à-dire fondé sur les lois. C'est par la légitimité que le gouvernement monarchique se distingue du gouvernement despotique ou arbitraire. Montesquieu, dans *l'Esprit des lois*, paru en 1748, définit le gouvernement monarchique « celui où un seul gouverne, mais par des lois fixes et établies ; au lieu que dans le despotique, un seul, sans loi et sans règle, entraîne tout par sa volonté et par ses caprices » ³.

C'est en 1751 que la notion du gouvernement monarchique apparaît dans les remontrances.

(1) FLAMMERMONT, t. III, p. 206.

(2) ISAMBERT, t. XXIII, p. 44.

(3) *De l'esprit des lois*, liv. II, ch. I.

Le premier président du Parlement de Paris, s'adressant au roi, s'exprime ainsi :

« L'observation des lois est l'affermissement des empires; de là cette sage économie du gouvernement monarchique, tel que celui sous lequel nous avons le bonheur de vivre, où le souverain, source de tout pouvoir, veut bien se lier lui-même... » ¹.

Il dit, l'année suivante :

« ...ces lois publiques doivent être considérées comme le ciment et le lien de l'Etat, puisque c'est sur leur assurance que V. M. règne heureusement sur nous et que les peuples lui obéissent » ².

On lit dans les objets de remontrances du Parlement de Paris, de janvier 1753 :

« ...la souveraineté du prince, son autorité sur tous ses sujets indistinctement, l'obéissance des peuples et leur liberté légitime, forment l'essence de toute monarchie et ne peuvent subsister que par le maintien des lois » ³.

Les « grandes remontrances » du 9 avril 1753 développent longuement ce thème :

« ...Nous y voyons, Sire, la souveraineté du Prince, son autorité sur tous ses sujets indistinctement, l'obéissance des peuples, leur liberté légitime. Nous y voyons ces différents devoirs s'unir intimement entre eux, et par leur réunion former l'idée d'une juste monarchie, où les sujets, soumis sans contrainte,

(1) Députation du 16 août 1751. FLAMMERMONT, t. I, p. 467.

(2) Discours du premier président du Parlement de Paris au roi, 20 décembre 1752. *Ibid.*, t. I, p. 529.

(3) Objets de remontrances du 25 janvier 1753. *Ibid.*, t. I, p. 513.

trouvent dans l'autorité souveraine du Prince leur force et leur sûreté, où le Prince, assuré du cœur et de la foi des peuples, trouve dans leur liberté légitime sa gloire et son bonheur, où tout enfin concourt au bien général de l'Etat.

« Il n'est point, Sire, de monarchie qui ne soit ébranlée par l'altération de l'un de ces devoirs. *Que l'autorité cesse dans le Royaume, tout sera en confusion, comme l'univers entier tomberait à chaque instant dans le néant, si la puissance divine cessait de le soutenir* (Bossuet, *Politique tirée de l'Ecriture sainte*). Que l'obéissance soit affaiblie, les forces de l'Etat sont partagées et le Royaume intérieurement agité se détruit par lui-même. Que la liberté légitime des peuples soit blessée, les liens du devoir les attachent toujours à l'Etat; mais que ces liens sont différents de ceux que forment l'amour et la confiance !

« ...C'est par cette obéissance que les sujets deviennent membres vivants de l'Etat, que chacun d'eux, recevant du chef et communiquant aux autres membres des mouvements dirigés par sa sagesse au bien général, devient lui-même le principe de la conservation du chef, des autres membres et du corps entier. Rompre cette heureuse dépendance, c'est cesser d'être membre de l'Etat, ou plutôt s'en déclarer l'ennemi.

« Nous avons, Sire, l'avantage de parler à un prince qui sait... que le principe de l'obéissance des

sujets est en même temps celui de leur liberté légitime...¹.

« ...C'est ainsi que votre autorité, Sire, est le plus ferme appui de la liberté légitime de vos sujets, liberté qui vous les soumet plus sûrement que la contrainte, qui vous les attache par des liens plus puissants que ceux de la force, liberté qui, également opposée à la licence et à la servitude, caractérise le gouvernement monarchique.

« ...Les lois sont le nœud sacré et comme le sceau de cet engagement indissoluble. Le Roi, l'Etat et la Loi forment un tout inséparable. Affermir le trône des rois et rendre leur souveraineté inviolable, maintenir la subordination et la tranquillité parmi les sujets, assurer leurs droits et leur liberté légitime, ...tels sont les fruits de l'exacte observation des lois »².

Un peu plus loin, le Parlement cite un passage de Bossuet, où le gouvernement légitime est opposé au gouvernement arbitraire :

« Le gouvernement arbitraire, où il n'y a de loi que la volonté du Prince, ne se trouve point dans les états parfaitement policés; il n'a pas lieu parmi nous, il est visiblement opposé au gouvernement légitime »³.

Le Parlement de Rouen dit, à son tour, que les prédécesseurs du roi ont été « convaincus que le

(1) FLAMMERMONT, t. I, pp. 523-524.

(2) *Ibid.*, p. 525.

(3) *Ibid.*, p. 526.

maintien des lois est l'appui du trône et le motif de la confiance et de l'attachement des peuples » ¹.

Et, quelques années plus tard :

« Il est de principe qu'aucun Etat ne peut subsister sans lois. Elles sont la base de toute autorité » ².

« L'unité, principe de force et de stabilité, présida à la formation de la Monarchie française.

« Un même instant vit éclore trois éléments dont l'assemblage majestueux ne fait qu'un tout inséparable : un Roi, une Loi, un Parlement.

« Un Roi, couronné par la Loi, appuyé sur son Parlement.

« Une Loi qui est au Roi ce que la volonté est à l'âme; un Roi et une Loi qui n'ont, par conséquent, qu'un même pouvoir de régner » ³.

« ...Les notions les plus communes apprennent à tous les hommes qu'il n'est point d'autorité sans lois et que c'est dans les lois qu'elle puise toute sa force » ⁴.

En 1760 apparaît, au Parlement de Rennes, la notion d'une « constitution » établissant en France le gouvernement monarchique :

« Un Etat dont la constitution est fondée sur les lois doit être gouverné suivant les lois. Elles doivent faire la règle de l'autorité du Souverain et de l'obéissance des sujets » ⁵.

(1) Rouen, Remontrances du 22 mai 1753, citées par FLOQUET, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. VI, p. 351.

(2) Rouen, Remontrances du 12 février 1756, p. 3.

(3) Rouen, Itératives du 4 juillet 1760, p. 3.

(4) *Ibid.*, p. 15.

(5) Rennes, Itératives du 18 juillet 1760, p. 5.

Dans un gouvernement monarchique, dit le Parlement de Toulouse, « la Loi, le Souverain et l'Etat ne forment qu'un tout indissoluble; ... c'est à ce précieux ensemble qu'appartient le nom de Patrie... » ¹.

Le Parlement de Paris dit encore, en 1763 :

« Le Roi, l'Etat et la Loi forment un tout inséparable; de même que le Souverain est l'auteur et le protecteur des lois, de même les lois sont la base et les garants de l'autorité du Souverain; ainsi toute atteinte portée aux lois retombe plus ou moins directement sur le Souverain lui-même... » ².

D'après le Parlement de Grenoble, « le principe constitutif de la Monarchie est dans la Loi » ³.

En 1764, le Parlement de Paris reprend la description du gouvernement monarchique, fondé sur les lois :

« Le gouvernement, Sire, sous lequel les Français ont le bonheur de vivre depuis tant de siècles et sous une suite non interrompue de rois à qui leur devoir et leur amour les soumettent, est un gouvernement monarchique.

« Le caractère essentiel de ce gouvernement est de rendre invariable, perpétuelle et inaltérable la puissance du monarque et de sa postérité, et de procurer la même stabilité au bonheur des sujets, par la conservation de leur liberté, de leur honneur et de leurs droits; ces précieux avantages, fondements

(1) Toulouse, Objets d'itératives du 17 novembre 1760, p. 4.

(2) Paris, Remontrances du 24 juin 1763. FLAMMERMONT, t. II, p. 342.

(3) Grenoble, Objets de remontrances du 29 novembre 1763, p. 31.

de la durée des monarchies, prennent leur source dans les lois qui règlent les droits respectifs du souverain et des peuples ¹.

« ...L'arbitre souverain des empires, qui veille d'une manière si particulière sur cette monarchie, a voulu instruire et les rois et les peuples : apprendre aux rois que leur puissance, aux peuples que leur bonheur étant fondés sur les lois, l'observation des lois peut seule les perpétuer; que l'époque du renversement des lois sera celle de la perte des avantages respectifs, et qu'on ne peut ébranler les lois sans mettre en péril le prince et ses sujets » ².

A la même époque, le gouvernement monarchique est plusieurs fois opposé au gouvernement despotique :

C'est la conservation des lois « qui, dans un Etat monarchique, fait la sûreté du Monarque et des sujets. Ce gouvernement, plus parfait que les autres, assure au Prince qui, comme V. M., veut régner par les lois, l'obéissance et l'amour de ses sujets; bien différent de ces despotes qui ne reconnaissent d'autre règle que la volonté, le Monarque n'a point à craindre ces résolutions qu'excite la tyrannie : toujours d'accord avec la loi que ses peuples ont volontairement reçue, sa volonté ne peut manquer de devenir la leur » ³.

(1) Paris, Remontrances du 18 janvier 1764. FLAMMERMONT, t. II, pp. 428-429.

(2) *Ibid.*, p. 435.

(3) Rennes, Remontrances du 11 août 1764. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 87.

« ...le despotisme, ce gouvernement arbitraire et forcé, qui éteint la vraie souveraineté, se trouverait malgré vous, Sire, et à votre insu, établi sur les débris de votre souveraineté monarchique : les formes que vous voulez être gardées seraient infailliblement détruites, et, avec elles, la stabilité des lois, l'existence de la Patrie; et dès lors commencerait le règne de cet esclavage universel, qui, avilissant également le commandement et l'obéissance, laisse le sujet sans frein, parce qu'il le laisse sans liberté légitime » ¹.

« Les vues pures et sublimes de V. M. s'élèveront contre les préjugés de ces hommes qui confondent le gouvernement monarchique avec le despotisme, ne connaissent point de milieu entre l'asservissement et la révolte, entre pouvoir tout ce qui est juste et vouloir tout ce que l'on peut » ².

« Le but, Sire, et l'effet de tout gouvernement est la perfection et la félicité des sujets, l'affranchissement de toute violence et de toute oppression. Le Souverain n'est que l'arbitre des moyens d'opérer ces avantages : il peut tout pour le bonheur de son peuple, il ne peut rien pour sa ruine, ou il abuserait de son pouvoir, contre le vœu de ces lois saintes qui affermissent son trône et dont il a juré le maintien. Tel est le principe constitutif de la Monarchie française : elle est par essence une monarchie limitée; par ses lois fondamentales qui restreignent le pou-

(1) Rouen, Remontrances du 29 juillet 1765, pp. 8-9.

(2) Paris, Remontrances du 25 août 1765. FLAMMERMONT, t. II, p. 487.

voir de ses souverains, elle diffère essentiellement du gouvernement despotique... » ¹.

En 1771, les Parlements reproduisent les mêmes idées, avec plus d'accent :

La « constitution primitive de la Monarchie » offre « le tableau flatteur d'une Nation libre, gouvernée par un Monarque qui communique tout pouvoir civil et politique, mais qui, subordonné lui-même à la justice et aux lois fondamentales, gouverne par des lois fixes et invariables comme son autorité même » ².

« ...le gouvernement français est tel que, par les lois et maximes du Royaume, l'obligation du Monarque qui commande est de régner par justice, selon les lois de son Etat » ³.

« ...tous les peuples du monde ont des institutions pour éviter l'oppression, ou des moyens de s'en affranchir : les chartres restreignent le pouvoir dans les monarchies limitées; les corps dépositaires des lois arrêtent la volonté momentanée dans les monarchies parfaites; les séditions renversent l'idole dans les états despotiques... » ⁴.

« Il n'appartient point aux magistrats de mettre des bornes au pouvoir législatif ou au pouvoir souverain; mais l'un et l'autre sont essentiellement li-

(1) Rouen, Itératives représentations du 24 février 1766. *Affaires des Parlements de Rennes et de Pau*, t. II, pièce 13, pp. 19-20.

(2) Rouen, Lettre au roi du 8 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 205.

(3) Grenoble, Objets de remontrances du 4 mars 1771. *Ibid.*, p. 514.

(4) Aix, Arrêté du 18 mars 1771. *Ibid.*, p. 509.

mités par la justice, borne naturelle de tout pouvoir social, par la constitution du gouvernement, par les lois, par les souverains eux-mêmes...¹.

« La souveraineté monarchique, instituée pour remédier aux désordres de l'anarchie, est également éloignée de l'autre extrême qui est le despotisme. Il n'est d'autre terme moyen que les lois; et des lois fixes et invariables... sur tous les points fondamentaux...

« ...vous ne voulez et ne pouvez, Sire, régner que selon les lois établies...²

« ...On avait pour maxime, dans ces temps heureux, que tout le pouvoir souverain était entre les mains du Roi, qu'il était le seul législateur, mais que son pouvoir était borné par la justice et par les lois, qu'elles étaient inviolables...³

« ...Où finit le pouvoir invariable des lois, là commence l'instabilité distinctive du despotisme. *Les lois, l'Etat et le Prince n'y font qu'un, la loi y est uniquement la volonté du Prince* [En note : *Esprit des Lois*] et sa volonté seule rend tout légitime »⁴.

En 1788, plusieurs Parlements déclarent encore que la monarchie française est établie sur les lois :

« ...l'autorité légitime du monarque n'est distinguée du pouvoir absolu du despote que parce qu'elle est réglée par les lois... »⁵.

(1) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, p. 33.

(2) *Ibid.*, p. 59.

(3) *Ibid.*, p. 61.

(4) *Ibid.*, p. 74.

(5) Grenoble, Arrêté du 24 janvier 1788, p. 2.

« Les lois, Sire, sont le plus solide appui du corps politique; c'est sur cette base inébranlable qu'est établie l'heureuse constitution du gouvernement français.

« Les fondateurs de la Monarchie ont successivement établi les lois par lesquelles elle est régie et policée » ¹.

« Il est de l'essence de la Monarchie d'être réglée par les lois. Si on leur substitue la volonté momentanée du Prince ou de ses ministres, elle dégénère en despotisme » ².

« Les lois forment la base de notre constitution : *le gouvernement monarchique*, dit Montesquieu, *est celui où un seul gouverne par des lois fixes et stables*; elles tempèrent l'exercice du pouvoir... » ³.

« ...la France est une monarchie, gouvernée par le Roi, suivant les lois... » ⁴.

III. Dans l'esprit des Parlements, ce qui fait la stabilité du gouvernement monarchique, c'est qu'il repose sur certaines lois constitutives, qui sont immuables. Or, la France en possède de telles : ce sont les *lois fondamentales du royaume*.

On verra plus loin que le pouvoir royal, de son côté, reconnaît l'existence et le caractère d'immutabilité de cette catégorie de lois ⁵.

(1) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 122.

(2) Grenoble, Remontrances du 23 février 1788, p. 2.

(3) Bordeaux, Remontrances du 4 mars 1788, p. 6.

(4) Paris, Arrêté du 3 mai 1788. FLAMMERMONT, t. III, p. 745.

(5) V. ci-dessous, pp. 63-64.

Dès la Régence, le Parlement de Paris fait allusion aux lois fondamentales :

« En même temps, Sire, que nous reconnaissons que vous êtes seul maître, seul législateur, qu'il y a des lois que les différents événements, les besoins de vos peuples, la police, l'ordre et l'administration de votre royaume peuvent vous obliger de changer, en en faisant de nouvelles dans la forme de tout temps observée dans cet Etat, nous croyons de notre devoir de vous représenter qu'il y a des lois, aussi anciennes que la monarchie, qui sont fixes et invariables, dont le dépôt vous a été transmis avec la couronne » ¹.

En 1753, puis en 1755, le même Parlement éclaire la notion de lois fondamentales par des citations que les remontrances reproduiront fréquemment dans la suite :

« Il est des lois fondamentales qu'on ne peut changer; c'est principalement de ces lois qu'il est écrit qu'en les violant on ébranle tous les fondements de la terre, après quoi il ne reste plus que la chute des empires. Il est même très dangereux de changer celles qui ne le sont pas, si l'on n'y est forcé par des nécessités imprévues, avec un esprit de profiter à la fois et de l'expérience du passé et des conjonctures du présent » (Bossuet, *Politique tirée de l'Ecriture sainte*).

« Trois sortes de lois bornent la puissance du Sou-

(1) Paris, Itératives du 26 juillet 1718. FLAMMERMONT, t. I, pp. 94-95.

verain sans intéresser la souveraineté : les lois de Dieu, les règles de justice naturelle et non positive (étant le propre de la seigneurie publique d'être exercée par justice, et non à discrétion), finalement les lois fondamentales de l'Etat » (Loyseau, *Traité des seigneureries*, chap. II, n° 9) ¹.

« Nous avons, Sire, deux sortes de lois : les unes sont les ordonnances de nos rois, qui se peuvent changer selon la diversité des temps et des affaires; les autres sont les ordonnances du Royaume, qui sont inviolables, par lesquelles vous êtes monté au trône et cette couronne a été conservée par vos prédécesseurs » (Discours de Harlay, premier président du Parlement de Paris, au roi; lit de justice du 15 juin 1586) ².

A la suite de ces dernières remontrances, le premier président du Parlement de Paris rappelle encore au roi qu'il est des lois fondamentales « qui ne peuvent être changées et auxquelles le caractère d'immutabilité est tellement propre, que toute décision qui porterait quelque atteinte à ces lois, fût-elle même revêtue de quelque solennité que ce pût être, ne pourrait jamais subsister » ³.

« Nous ne pouvons », dit le Parlement de Rouen en 1756, « nous dispenser de remonter à des lois primitives, et d'annoncer à V. M. que leur immutabilité peut seule rendre immuable la constitution de

(1) Paris, Grandes remontrances du 9 avril 1753. FLAMMERMONT, t. I, p. 526.

(2) Paris, Remontrances du 27 novembre 1755. *Ibid.*, t. II, p. 69.

(3) Paris, Députation du 11 mars 1756. *Ibid.*, t. II, p. 99.

l'Etat, l'ordre de la législation, l'économie des tribunaux...

« ...il est dans un état des lois immuables et constitutives, un plan fixe et invariable de gouvernement... Une monarchie, un état policé ne subsistent que par la stabilité de certaines lois capitales » ¹.

« Méconnaître », dit le Parlement de Paris, en 1763, « l'existence ou la force irréfragable des lois immuables par leur nature, constitutives de l'économie de l'Etat, ce serait ébranler la solidité du trône même... » ².

En 1771, le Parlement de Besançon rappelle que les premières lois ont été « vraiment fondamentales, puisque sans elles la société ne subsisterait pas », et qu'elles sont également « invariables, puisqu'on ne pourrait les altérer sans blesser la sûreté publique, dont la société n'aurait plus aucun garant » ³.

D'après le Parlement de Bordeaux, « dans tous les gouvernements légitimes, ce nœud qui lie l'intérêt du Souverain avec celui des peuples est formé par des lois fixes et immuables, et... ces lois fondamentales sont la seule barrière entre la monarchie et le despotisme » ⁴.

« Indépendamment », dit le Parlement de Dijon,

(1) Rouen, Remontrances du 26 juin 1756, p. 15.

(2) Paris, Remontrances du 24 juin 1763. FLAMMERMONT, t. II, p. 342.

(3) Besançon, Remontrances du 11 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 385.

(4) Bordeaux, Arrêté du 26 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 448.

« des lois naturelles qui sont de tous les pays, il y a dans chaque gouvernement particulier des lois fondamentales et des lois occasionnelles... les unes forment les lois du Royaume, les autres les lois de chaque siècle... si les unes peuvent varier selon les temps et le besoin des circonstances, il n'en est pas de même des autres; ...celles-ci sont la base immuable sur laquelle porte l'édifice de la constitution d'un empire; sans quoi l'état du Prince et celui des sujets deviendrait exposé à de continuelles variations » ¹.

En 1788, le Parlement de Rennes dit encore :

« Les fondateurs de la Monarchie ont successivement établi les lois par lesquelles elle est régie et policée.

« Ces lois sont essentiellement invariables et indépendantes des volontés mobiles. Leur stabilité assure la puissance et la prospérité de l'Etat » ².

Mais où se trouvent les lois fondamentales ?

Les Parlements reconnaissent qu'elles ne figurent pas dans une constitution écrite, mais résultent de la tradition coutumière.

Les lois fondamentales, dit le Parlement de Rouen, en 1756, « sont consignées dans l'être même » du gouvernement français « plus authentiquement que

(1) Dijon, Arrêté du 1^{er} mai 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 469.

(2) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. **LE MOY, Remontrances du Parlement de Bretagne**, p. 122. V. aussi : Paris, Remontrances du 18 janvier 1764. **FLAMMERMONT**, t. II, pp. 428 et s.; Lettre du 17 janvier 1771. *Ibid.*, t. III, p. 178; Représentations du 8 janvier 1775. *Ibid.*, t. III, p. 262.

dans des actes écrits, rappelées expressément dans les moments critiques, invoquées par les souverains eux-mêmes, perpétuées d'âge en âge par la pratique habituelle, imprimées dans tout ce qui caractérise le génie uniforme et constant de la Nation » ¹.

Le Parlement d'Aix, dans des remontrances de 1771, reproduites textuellement, en 1788, par le Parlement de Rennes, s'exprime ainsi :

« Les bornes qui séparent la Monarchie du despotisme doivent être d'autant plus respectées dans l'Empire français qu'une généreuse confiance ne permet point aux fondateurs de s'occuper du soin de les fixer avec précision. Les lois tutélaires qui les défendent ne furent point écrites par forme de convention. Une tradition non interrompue les a consignées dans les monuments de tous les âges. Les mœurs et le génie de la Nation, qui formèrent dans l'origine la constitution de l'Etat, la maintiennent sans effort, par l'habitude d'un commandement paternel et d'une obéissance filiale » ².

Dès lors que les lois fondamentales n'ont pas été fixées par écrit, ceux qui les invoquent ont beau jeu d'en étendre ou d'en restreindre la liste, selon les besoins de la cause qu'ils défendent. Les Parlements ayant, comme nous le verrons, intérêt à grossir le nombre des lois fondamentales, les décrivent vo-

(1) Rouen, Remontrances du 26 juin 1756, pp. 16-17.

(2) Aix, Remontrances du 18 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 486; citées par Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, pp. 138-139.

lontiers en termes si généraux et si imprécis qu'elles semblent tout embrasser.

Ainsi, pour le Parlement de Rouen, en 1756, les lois fondamentales sont « toutes celles qui constituent l'économie ancienne, la distribution politique, la gradation de toutes les parties de notre gouvernement.

« ...Ces lois sont celles que dicte une saine politique, supérieure à l'impression des passions; celles qui tendent le plus directement à mettre le Prince à l'abri des surprises, à resserrer les différentes parties de l'Etat, à mettre entre elles une harmonie, une unité qui fasse mouvoir avec justesse vers un même but tous les ressorts qui composent l'économie du gouvernement » ¹.

Pour le Parlement de Bordeaux, en 1771, ce sont « celles qui assurent la stabilité du Trône, la constitution de l'Etat, l'honneur, la liberté, les propriétés du citoyen et le repos de la Nation » ².

« Les lois », dit le Parlement de Toulouse, « qui assurent l'indépendance de votre couronne, celles qui l'ont rendue héréditaire dans votre auguste maison, celles qui règlent l'ordre de la succession au trône, celles enfin qui constituent la nature du gouvernement monarchique, méritent de tenir le premier rang parmi les lois fondamentales; mais les lois qui garantissent à vos sujets la sûreté de leurs personnes, la propriété de leurs biens et de leurs vies, l'usage légitime de leur liberté, le droit de veiller à

(1) Rouen, Remontrances du 26 juin 1756, pp. 16-17.

(2) Bordeaux, Arrêté du 29 janvier 1771, p. 9.

la conservation de leur honneur, celui d'être gouvernés et jugés suivant les principes et les formes de la société dont ils sont membres, doivent aussi être comptées au nombre de ces lois... » ¹.

Les lois, dit le Parlement de Dijon, « quoiqu'infiniment variées dans leur objet,... portent toutes sur la même base, soit lorsqu'elles règlent la succession et l'exercice de la souveraineté, soit lorsqu'elles assurent l'honneur, la liberté, la propriété, soit même lorsqu'elles prononcent des règlements arbitraires, relatifs aux temps, aux lieux, aux mœurs et aux circonstances.

« Ce n'est que sous ce dernier rapport, et pour le degré de perfectibilité dont les institutions des hommes ont besoin, qu'elles sont susceptibles de changement ou d'abrogation. S'il n'est pas possible de le faire sans porter atteinte aux premiers principes de toute société, la propriété réelle et la liberté personnelle, elles sont, par là même et dans toute l'étendue possible, des lois fondamentales...

« Les mêmes principes rendent également invariables les lois qui, plus arbitraires en elles-mêmes, et susceptibles dans leur origine de dispositions différentes, ont été consacrées par la solennité de leur sanction, par le consentement universel de la Nation, et par l'usage d'un grand nombre de siècles; leur antiquité est alors une marque infaillible de leur convenance et de leur nécessité » ².

(1) Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 333.

(2) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, pp. 24-25.

C'est seulement à la fin du siècle que le Parlement de Paris, dans l'arrêté du 3 mai 1788, se risque à dresser une liste précise des lois fondamentales; ce sont, dit-il, celles qui « embrassent et consacrent :

« Le droit de la maison régnante au Trône, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion des filles et de leurs descendants;

« Le droit de la Nation d'accorder librement les subsides par l'organe des Etats généraux régulièrement convoqués et composés;

« Les coutumes et les capitulations des provinces;

« L'inaliénabilité des magistrats;

« Le droit des Cours de vérifier dans chaque province les volontés du Roi et de n'en ordonner l'enregistrement qu'autant qu'elles sont conformes aux lois constitutives de la province ainsi qu'aux lois fondamentales de l'Etat;

« Le droit de chaque citoyen de n'être jamais traduit en aucune matière devant d'autres juges que ses juges naturels, qui sont ceux que la loi lui désigne;

« Et le droit, sans lequel tous les autres sont inutiles, celui de n'être arrêté par quelque ordre que ce soit, que pour être remis sans délai entre les mains des juges compétents » ¹.

Parmi les principes auxquels les Parlements attribuent expressément le caractère de loi fondamentale, il en est un d'une grande importance pour

(1) FLAMMERMONT, t. III, pp. 745-746.

notre propos : c'est le droit d'enregistrement, tel que les Cours le conçoivent. On le retrouvera plus loin.

De son côté, le pouvoir royal se retranche parfois derrière les lois fondamentales, qu'il accuse le Parlement de méconnaître.

Ainsi, à la séance de la flagellation, après avoir fait le procès des prétentions parlementaires :

« Entreprendre », dit la réponse royale, « d'ériger en principe des nouveautés si pernicieuses, c'est... méconnaître les véritables lois fondamentales de l'Etat » ¹.

Plus tard, dans l'édit de février 1771, le roi énumère un certain nombre d'objets réglés par des lois fondamentales ou, du moins, immuables comme elles.

Les magistrats du Parlement de Paris, dit-il, « ont tenté d'alarmer nos sujets sur leur état, sur leur honneur, sur leurs propriétés, sur le sort même des lois qui établissent la succession à la couronne, comme si un règlement de discipline avait pu s'étendre sur ces objets sacrés, sur ces institutions que nous sommes dans l'heureuse impuissance de changer, et dont la stabilité sera toujours garantie par notre intérêt inséparablement lié avec celui de nos peuples » ².

IV. Ainsi, d'après les remontrances, le gouvernement monarchique, la constitution française reposent sur l'existence de lois fondamentales et sur leur im-

(1) Paris, Séance royale du 3 mars 1766. FLAMMERMONT, t. II, p. 557.

(2) ISAMBERT, t. XXII, p. 513.

mutabilité. Or, un des points capitaux de la doctrine parlementaire est que les lois fondamentales expriment un contrat librement établi entre le roi et la nation.

Les Parlements invoquent, à l'appui de cette idée, le témoignage d'un écrit inspiré par Louis XIV et publié par son ordre : le *Traité des droits de la Reine très-chrétienne sur divers Etats de la monarchie d'Espagne* ¹.

Le Parlement de Paris cite cet ouvrage dans ses grandes remontrances du 9 avril 1753 :

« La loi fondamentale de l'Etat forme une liaison réciproque et éternelle entre le Prince et ses descendants, d'une part, et les sujets et leurs descendants, de l'autre, par une espèce de contrat qui destine le Souverain à régner et les peuples à obéir... engagement solennel dans lequel ils se sont donnés les uns aux autres pour s'entr'aider mutuellement [En note : *Traité des droits de la Reine...*, 1^{re} part., éd. de 1667, p. 169] » ².

Puis c'est, en 1760, le Parlement de Rouen :

« La loi de Dieu est le *pacte de son alliance avec les hommes*; la loi du Royaume est aussi le *pacte sacré de votre alliance avec la Nation française* : *c'est une espèce de contrat qui destine le Souverain à régner et les peuples à obéir* [En note : *Traité des droits de la Reine*, composé par l'ordre de Louis XIV].

(1) Cf. LEMAIRE, *Les lois fondamentales de la monarchie française*, p. 188.

(2) FLAMMERMONT, t. I, p. 522.

A la vérité, nul ne peut vous demander compte de l'exécution de cet engagement solennel, si ce n'est Dieu seul qui en fut le dépositaire et qui stipula pour nous; mais nous pouvons — comme à Lui — vous demander avec respect et soumission... l'accomplissement de vos promesses » ¹.

En 1771, le Parlement de Bordeaux cite encore le « *Traité des droits de la Reine* », où, dit-il, « se rappelle le contrat sacré qui lie dans la Nation le Souverain et les sujets » ².

La même année, le Parlement de Rouen dit :

« Quand on annonce à la Nation votre intérêt comme le seul garant de la stabilité de ses droits, comme le lien mutuel du Monarque et des sujets, n'est-ce pas pour rompre ceux que les lois ont formés, ceux qui doivent seuls exister entre un Roi bienfaisant et une Nation libre ? » ³.

Le Parlement de Besançon fait allusion aux « motifs qui ont réuni les hommes en corps de société » et mentionne que « les premiers instituteurs de ces sociétés » ont été amenés « à apporter divers tempéraments à l'exercice de l'autorité souveraine, d'où sont nées les lois fondamentales de l'Etat, lois essentiellement invariables » ⁴.

Il se réclame simultanément du *Traité des droits de la Reine* et de Puffendorf :

(1) Rouen, Itératives du 4 juillet 1760, p. 17. V. aussi : Rennes, Itératives du 18 juillet 1760, p. 11.

(2) Bordeaux, Représentations du 16 janvier 1771, p. 16.

(3) Rouen, Remontrances du 19 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 225.

(4) Besançon, Arrêté du 23 février 1771. *Ibid.*, t. II, p. 371.

« ...L'objet des premières lois a été de prévenir ce danger : lois vraiment fondamentales, puisque sans elles la société ne subsisterait pas. Elles sont également invariables, puisqu'on ne pourrait les altérer sans blesser la sûreté publique, dont la société n'aurait plus aucun garant...

« Le désir de se garantir de tant de maux [ceux qu'engendre le despotisme] réunit autrefois les hommes en corps de société. Il se forma *de cette réunion* une autorité protectrice, revêtue de toute la force nécessaire pour assurer le salut public, et il serait bien étrange de penser que *le consentement mutuel*, qui fit alors un Prince et des sujets, eût eu pour but de soumettre les uns à la volonté arbitraire et indéfinie de l'autre » ¹.

« Avant que de subjuguier les Gaules », dit le Parlement de Bordeaux, « les Francs avaient des lois, ou plutôt des conventions tacites, sous lesquelles ils s'étaient associés, et que l'usage avait consacrées. Ces lois, ces coutumes, nous les retrouvons après la conquête des Gaules; elles forment la constitution de la Monarchie française... » ².

La Cour souveraine de Nancy, évoquant le traité qui réunit la Lorraine à la France, dit : « On vit alors le Monarque et les nouveaux sujets renouveler en quelque sorte, par des actes exprès et solennels, ce pacte tacite et primordial... » et souligne « l'exis-

(1) Besançon, Remontrances du 11 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, pp. 385 et 396.

(2) Bordeaux, Remontrances du 25 février 1771. *Ibid.*, t. II, p. 420.

tence de ces lois immuables et fondamentales, formées dans tous les Etats, par le concours du Souverain et des peuples » ¹.

Le Parlement de Dijon exprime l'idée que certaines lois fondamentales doivent en partie leur caractère au consentement de la nation ².

Le Parlement de Besançon s'efforce de démontrer qu'un gouvernement « modéré » repose nécessairement sur une convention primitive, et fait ressortir la liberté du consentement donné par la nation française au contrat qui la lie à son roi :

« L'amour et le désir de la propre conservation, inspirés à tous les hommes par la nature, ont dicté la loi suprême du salut public et du bien commun. Les gouvernements modérés se sont élevés sur cette base; une convention primitive l'a affirmée, en déterminant les droits et les devoirs mutuels des princes et des sujets ³.

« ...La raison enseigne à tous que les gouvernements n'ont pu s'établir que par la force ou par le libre consentement des peuples; que la force n'a pu produire qu'un gouvernement arbitraire et despotique, parce qu'elle impose la loi à discrétion, et qu'elle n'en reçoit point; que le consentement libre des peuples a nécessairement produit un gouvernement modéré, parce que la sujétion volontaire

(1) Nancy, Lettre au roi du 20 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 540.

(2) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771. Cf. ci-dessus, p. 40.

(3) Besançon, Remontrances du 5 juin 1771, p. 7.

est l'effet d'un pacte, d'une convention, d'un traité, d'où naissent des droits et des devoirs mutuels ¹.

« ...Ce n'est pas la conquête qui a soumis les Francs à Pharamond, à Pépin, à Hugues Capet. Un consentement libre, une sujétion volontaire ont posé les fondements du trône de ces princes sur les cœurs de leurs sujets; et la preuve de ce fait, consignée dans l'histoire, démontre la réalité de la convention primitive dont nous avons eu l'honneur de vous parler » ².

A la fin du règne de Louis XVI, les Parlements reproduisent la thèse du contrat primitif, dans un style qui révèle l'influence des philosophes contemporains. En 1788, le Parlement de Paris s'exprime ainsi :

« La nature de l'homme n'est pas d'être indépendant. Pour lui, l'indépendance est un état de guerre; la ruse ou la force y dominant tour à tour, et la justice, dénuée de sanction, y manque de pouvoir. La nature de l'homme est donc de s'unir à ses semblables et de vivre en société, assujetti à des conventions générales, c'est-à-dire à des lois. Mais des conventions qui l'assujettiraient sans le protéger ne seraient plus des lois, ce seraient des fers. La force peut les imposer, la faiblesse ou la folie peuvent les porter, mais la force n'oblige pas et la faiblesse ou la folie ne peuvent s'engager; toute soumission légitime est volontaire dans son principe » ³.

(1) Besançon, Remontrances du 5 juin 1771, p. 9.

(2) *Ibid.*, p. 10.

(3) Paris, Remontrances des 11-13 mars 1788. FLAMMERMONT, t. III, p. 715.

Le Parlement de Rennes parle le langage même de Rousseau :

« *Que l'homme soit né libre, qu'originellement les hommes soient égaux*, ce sont des vérités qui n'ont pas besoin d'être prouvées.

« L'égalité primitive et la liberté originelle ont subsisté aussi longtemps que l'état de nature; mais aussitôt que l'espèce humaine s'est réunie en société, il a fallu que chaque individu sacrifiât une portion de sa liberté pour conserver l'autre, et sans doute une des premières conditions de l'association a été que les volontés particulières céderaient toujours à la volonté générale. Telle a été, Sire, l'origine des gouvernements, telle a été l'origine de l'obéissance aux lois » ¹.

Le Parlement de Metz déclare « qu'il existe ou qu'on doit supposer une convention primitive dans tout gouvernement légitime » et que les lois sont « un titre commun, une convention réciproque entre le Souverain et ses sujets » ².

Le Parlement de Rouen affirme que la constitution primitive de chaque gouvernement a été « adoptée » par la nation ³.

V. Le contrat primitif auquel font allusion les citations qui précèdent, est une convention synallagmatique : il crée, au profit ou à la charge des deux par-

(1) Rennes, Remontrances du 2 mai 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 144.

(2) Metz, Déclarations et itératives protestations du 20 juin 1788, pp. 3 et 4.

(3) Rouen, Lettre au roi du 9 novembre 1788, p. 1.

ties, royauté et nation, des droits et des obligations réciproques.

Les Parlements, dans leurs remontrances, font dériver ces droits et ces obligations, tantôt du contrat lui-même, tantôt des lois fondamentales, — ce qui revient au même, puisque ces dernières constituent pour eux l'expression même de la convention originelle.

Dès 1718, le Parlement de Paris évoque l'idée de devoirs mutuels entre le roi et les peuples :

« Tous les ordres de votre royaume vous doivent fidélité et obéissance, mais, Sire, vous leur devez justice et protection » ¹.

En 1753, il rattache cette notion à celle du contrat primitif, en rapprochant le *Traité des droits de la Reine* de certains précédents trouvés dans les actes du Parlement de Paris au XVI^e siècle :

« ...une espèce de contrat qui destine le Souverain à régner et les peuples à obéir..... engagement solennel dans lequel ils se sont donnés les uns aux autres pour s'entr'aider mutuellement » ².

« Le Royaume est au Roi, et le Roi est aussi au Royaume... » (20 décembre 1527, *Reg. du Parlement*). « Les sujets doivent à leur prince dévotion et obéissance et le Prince doit à ses sujets protection et défense » (29 octobre 1555, *ibid.*). « Les sujets ne peuvent, par quelque voie que ce soit, eux distraire de l'obéissance de leur roi; par conséquence réci-

(1) Paris, Itératives du 26 juillet 1718. FLAMMERMONT, t. I, p. 105.

(2) Cf. ci-dessus, p. 43.

proque ne les doit ledit seigneur délaisser et abandonner; car tout ainsi qu'ils lui doivent fidélité et subvention, il leur est débiteur de justice » (15 juillet 1560, *ibid.*) ¹.

Puis, la notion de droits et d'obligations réciproques entre le roi et la nation réapparaît, à diverses reprises, sous l'une ou l'autre des formes que nous avons signalées.

Ainsi, en 1764, le Parlement de Paris invoque les « lois qui règlent les droits respectifs du Souverain et des peuples » et remarque ensuite que « l'exercice du gouvernement civil » met quelquefois « en opposition les droits du Souverain avec ceux des peuples » ².

« La loi », dit le Parlement de Rennes, en 1765, « porte les obligations du Prince avec ses droits. Que les sujets, en remplissant toutes leurs obligations, réclament leurs droits légitimes, qu'ils défendent leur liberté primitive : ce sentiment fait germer le patriotisme... » ³.

Après la séance de la flagellation, le Parlement de Paris s'exprime en ces termes :

« ...elle [la Cour] continuera de tenir pour maxime inviolable... que le lien qui unit le Roi et la Nation est indissoluble par sa nature, que des intérêts et des devoirs réciproques entre le Roi et ses sujets

(1) Paris, Grandes remontrances du 9 avril 1753. FLAMMERMONT, t. I, pp. 522-523.

(2) Paris, Remontrances du 18 janvier 1764. *Ibid.*, t. II, pp. 429 et 430.

(3) Rennes, Remontrances du 18 mars 1765, p. 64.

ne font qu'assurer la perpétuité de cette union, que la Nation a intérêt que les droits de son chef ne souffrent aucune altération, que le chef a intérêt que les membres ne perdent aucun des droits essentiels qui leur appartiennent, que les peuples jurent obéissance et fidélité au Roi, que le Roi, chef souverain de la Nation et ne faisant qu'un avec elle, promet à ses peuples justice et protection sous la religion du serment » ¹.

Les lois constitutives de la monarchie, dit-il encore en 1768, forment « le lien de l'obéissance due par les peuples et de la protection due par le Monarque » ².

D'après le Parlement de Rouen, en 1771, les lois sont « les seules limites qui fixent les droits respectifs du Monarque et de la Nation » ³.

D'après le Parlement de Besançon, « l'établissement et le maintien d'une autorité protectrice, le règlement et l'assurance des droits des citoyens » sont les objets des lois fondamentales et constitutives « qui forment la relation de Prince et de sujets, liés entre eux par des devoirs mutuels et réciproques ».

Il ajoute : « Tout ce qui blesse ces objets frappe sur la constitution. Si l'autorité protectrice et bienfaisante devient arbitraire et nuisible, si les droits des citoyens ne sont plus assurés, comme il est im-

(1) Paris, Arrêté du 20 mars 1766. FLAMMERMONT, t. II, p. 563.

(2) Paris, Remontrances des 19-20 mars 1768. *Ibid.*, t. II, p. 867.

(3) Rouen, Arrêté du 5 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 192.

possible qu'ils le soient sous un gouvernement réglé par la volonté unique, la relation de Prince et de sujets ne subsiste plus; il ne reste qu'un maître et des esclaves; des esclaves qui doivent tout, et un maître qui ne leur doit rien » ¹.

Et plus loin : « Ce n'est pas la force, c'est la loi constitutive et fondamentale qui est la mesure commune des droits et des devoirs mutuels et réciproques du Souverain et de la Nation » ².

Quelques mois plus tard, le Parlement de Besançon affirme à nouveau qu'une « convention primitive » a déterminé « les droits et les devoirs mutuels des princes et des sujets » ³ et que, dans un gouvernement modéré, la « sujétion volontaire » des peuples est « l'effet d'un pacte, d'une convention, d'un traité, d'où naissent des droits et des devoirs mutuels » ⁴.

« Les rois », dit le Parlement de Paris, en 1775, « ont toujours reconnu qu'il était de ces lois primordiales et de ces institutions sacrées qui tiennent à la constitution de l'Etat, qui assurent à la fois les droits de la Couronne et les droits essentiels des sujets... » ⁵.

En 1787, le Parlement de Grenoble fait allusion aux « ordonnances du Royaume qui, en assurant les

(1) Besançon, Remontrances du 11 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, pp. 397-398.

(2) *Ibid.*, t. II, pp. 406.

(3) Besançon, Remontrances du 5 juin 1771, p. 7.

(4) *Ibid.*, p. 9. Cf. ci-dessus, pp. 46-47.

(5) Paris, Représentations du 8 janvier 1775. FLAMMERMONT, t. III, p. 262.

droits du Souverain, assurent en même temps ceux des sujets, leur liberté, leur propriété... » ¹.

Dans ses remontrances des 11-13 avril 1788, le Parlement de Paris interprète comme il suit son propre arrêté du 20 mars 1766, que Lamoignon vient de citer à la séance royale du 19 novembre 1787 :

« ...cet arrêté maintiendra dans tous les temps l'autorité royale et la *liberté publique*, parce qu'il n'a point séparé les droits du Trône de ceux des peuples, les devoirs des sujets du serment des rois, l'intérêt de la Nation aux droits de son chef de l'intérêt du chef aux droits de la Nation...

« Puisqu'il existe des devoirs réciproques entre les rois et les sujets, que deviendrait cette vérité dans la pratique, si les rois d'un seul mot avaient le droit de resserrer les uns et d'étendre les autres au gré des circonstances ? » ².

Le Parlement de Rouen rappelle « que les droits de tout souverain d'une nation libre, que les droits du Roi *des Francs* » reposent « sur les mêmes bases que ceux de son peuple » ³.

Ainsi, en face des droits du souverain, les Parlements dressent les droits de la nation. Ces derniers, prétendent-ils, sont contenus dans les lois fondamentales.

En 1758, le Parlement de Bordeaux qualifie les

(1) Grenoble, Remontrances du 20 décembre 1787, p. 7.

(2) FLAMMERMONT, t. III, p. 733.

(3) Rouen, Arrêté du 25 juin 1788, pp. 9-10.

lois fondamentales de « lois primitives et nationales » ¹.

En 1761, le Parlement de Rouen dit que les lois fondamentales « sont le droit de la Nation » ².

En 1763, le Parlement de Paris fait allusion aux « lois inviolables qui forment le droit sacré de la Nation » ³.

Les lois constitutives de la monarchie, dit-il en 1768, « assurent et conservent les droits et les privilèges de la Nation » ⁴.

« La loi fondamentale », dit le Parlement de Besançon en 1771, est « le titre même des droits, libertés et franchises de la Nation » ⁵.

D'après le Parlement de Dijon, les lois fondamentales forment « une espèce de justice et d'équité nationales, aussi irréfragables que la justice naturelle » ⁶.

En mai 1788, le Parlement de Rennes ose même avancer que les lois fondamentales « appartiennent en propriété à la Nation, et qu'aucune puissance n'a le droit de l'en dépouiller » ⁷.

VI. Le rôle prépondérant que les Parlements attribuent à la loi en général et, particulièrement, aux

(1) Bordeaux, Remontrances du 10 mai 1758, p. 16.

(2) Rouen, Remontrances du 8 janvier 1761, p. 15.

(3) Paris, Remontrances du 26 décembre 1763. FLAMMERMONT, t. II, p. 417.

(4) Paris, Remontrances des 19-20 mars 1768. *Ibid.*, t. II, p. 867.

(5) Besançon, Remontrances du 11 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 408.

(6) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, p. 26.

(7) Rennes, Arrêté du 31 mai 1788, p. 140.

lois fondamentales, dans le gouvernement monarchique et dans la constitution française, entraîne deux conséquences :

— d'une part, le roi est subordonné aux lois fondamentales et même à la loi en général;

— d'autre part, les lois ordinaires sont subordonnées aux lois fondamentales.

A. On a déjà rencontré la première de ces idées au cours des citations qui précèdent. Voici d'autres passages des remontrances où elle apparaît isolée et se signale d'autant mieux à l'attention.

Dans les grandes remontrances de 1753, le Parlement de Paris appuie l'idée de subordination du monarque à la loi sur une série de citations, fréquemment reproduites dans la suite :

« Politiques, jurisconsultes, magistrats, souverains eux-mêmes, tous ne se sont formé l'idée d'un royaume florissant qu'en réunissant *et l'obéissance des sujets au souverain et celle du souverain à la loi* (*Traité des droits de la Reine...*, 2^e partie, p. 205) » ¹.

« ...Le ministère public... disait autrefois à Louis XIII: V. M., Sire, ne tiendra pas pour gens véritables ceux qui lui diront que votre puissance est au-dessus des lois, et que votre seule volonté doit être tenue pour règle... (*Plaidoyers de Servin*, p. 398; *Reg. du Parlement*, 2 octobre 1614).

(1) Les grandes remontrances complètent, en note, comme il suit, la citation du *Traité des droits de la Reine* : « Combien est-il plus légitime de dire que la parfaite félicité d'un royaume est qu'un prince soit obéi de ses sujets, que le prince obéisse à la loi et que la loi soit droite et toujours dirigée au bien public ? »

« Les plus grands princes, Sire, ont établi plus énergiquement encore l'autorité des lois... Instruits de leurs devoirs, ils ont reconnu que *la première loi du Souverain est de les observer toutes; qu'il a lui-même deux souverains, Dieu et la Loi* (*Mémoires de Sully*, éd. de 1745, t. I, p. 460) : maxime sublime dont était pénétré Henri le Grand... Quelle noblesse dans ces expressions des empereurs romains : *Il est digne de la majesté souveraine de se reconnaître assujettie aux lois; notre autorité dépend de celle des lois; il y a plus de grandeur à soumettre la couronne aux lois qu'à la porter* (*Cod. de Legibus et Constitutionibus Principum*) !

« Quelle énergie enfin dans ces maximes publiées en 1667, sous le nom et par les ordres de Louis le Grand : *Les rois, par un attribut même de leur souveraineté, sont dans une bienheureuse impuissance de détruire les lois de leurs états ! Ce n'est ni imperfection ni faiblesse dans une autorité suprême de se soumettre à la justice de ses lois... Qu'on ne dise point que le Souverain ne soit pas sujet aux lois de son état, puisque la proposition contraire est une vérité du droit des gens... (Traité des droits de la Reine..., 2^e part., p. 191) » ¹.*

D'après le Parlement de Rouen, en 1757, les lois primitives de l'Etat « ne sont pas soumises à la volonté des rois » ².

« De tout temps », dit-il encore en 1760, « nos rois

(1) Paris, Grandes remontrances du 9 avril 1753. FLAMMERMONT, t. I. pp. 525-527.

(2) Rouen, Remontrances du 6 août 1757, p. 64.

ont regardé la loi comme leur souveraine. Dès la naissance de la Monarchie, ils ont déclaré *que leur propre autorité serait de nulle valeur toutes les fois qu'elle se trouverait en contradiction avec la loi* [En note : Capitulaire de Clotaire I^{er}, 560] » ¹.

En 1763, le Parlement de Grenoble traite de « paradoxe impie et sacrilège » l'idée « que la puissance du Souverain est au-dessus des lois », et cite d'Aguesseau :

« ...les rois... ne sont jamais plus grands que lorsqu'ils soumettent toute leur grandeur à la Justice, et qu'ils joignent au titre de Maître du monde celui d'esclave de la Loi » ².

La même année, le Parlement de Paris cite un discours du chancelier de l'Hôpital :

« ...quel que soit le pouvoir suprême dont V. M. possède la plénitude, ce pouvoir n'est pas au-dessus des lois de votre Etat ».

Il reproduit ensuite la citation de Servin ³, et ajoute que « ce langage... est l'expression fidèle du droit fondamental de la Constitution française » ⁴.

En 1765, le Parlement de Rouen dit :

« S'il est un moyen assuré de fixer la prospérité d'un empire, c'est de veiller avec une attention scrupuleuse à ne point laisser dénaturer un gouverne-

(1) Rouen, Itératives du 4 juillet 1760, p. 16.

(2) Grenoble, Remontrances du 17 août 1763, pp. 4 et 5. Cf. Rennes, Remontrances du 18 mars 1765, pp. 23-24.

(3) Cf. ci-dessus, p. 55.

(4) Paris, Remontrances du 26 décembre 1763. FLAMMERMONT, t. II, p. 418.

ment où la loi règle les volontés du Prince, et où les volontés du Prince ne détruisent point la loi » ¹.

En 1769, le Parlement de Grenoble cite Pasquier :

« Grande chose, véritablement digne de la majesté d'un prince, que nos rois, à qui Dieu a donné toute puissance absolue, aient d'ancienne institution voulu réduire leur volonté sous la civilité de la loi... »

— et le *Traité des droits de la Reine* :

« ...la sagesse d'un grand prince consiste principalement à former de bonnes lois, sa puissance à les faire observer, sa gloire à s'y assujettir lui-même, et la véritable souveraineté à faire des lois si souveraines qu'elles obligent le Souverain même, avec cette différence qu'elles règnent sur les peuples par l'autorité, et sur sa personne par la seule justice » ².

Au moment de la réforme de Maupeou, les Parlements reviennent à plusieurs reprises sur ce sujet.

Pour le Parlement de Paris, l'édit de décembre 1770 « renferme la possibilité de détruire les lois mêmes sur lesquelles la stabilité du trône est fondée, dont l'objet doit à jamais assurer l'immutabilité et assujettir à leur exécution stricte les magistrats et le Monarque lui-même » ³.

« Il est... Sire, comme le disait le Premier Président de Harlay, des lois inviolables, et ces lois sont à l'abri de tout changement, parce que, suivant le langage si énergique de l'édit du mois de juillet

(1) Rouen, Remontrances du 23 juillet 1765, p. 12.

(2) Grenoble, Remontrances du 31 août 1769, pp. 2 et 3.

(3) Paris, Arrêté du 13 décembre 1770. FLAMMERMONT, t. III, p. 171.

1717, le Souverain lui-même est dans une heureuse impuissance d'y porter aucune atteinte » ¹.

D'après le Parlement de Rouen, la constitution primitive de la monarchie dispose que le roi est « subordonné... à la justice et aux lois fondamentales » ².

Le Parlement de Dijon s'exprime ainsi :

« La première de toutes les autorités dans l'Etat doit être celle des lois établies... l'empire des lois s'étend jusque sur le Monarque lui-même... » ³.

« ...l'impuissance de toucher en rien à cette partie de la loi [la loi fondamentale], bien loin d'altérer le plein pouvoir du Monarque, fait au contraire sa grandeur et sa sûreté;... elle est une des prérogatives de la souveraineté, et le principal soutien de sa stabilité... cette impuissance n'est autre que celle où se trouve la divinité même de rien faire de contraire à sa rectitude inaltérable » ⁴.

« Ainsi », dit le Parlement de Besançon, « l'ordre social est essentiellement exclusif de toutes variations arbitraires, parce qu'il est le résultat de la convention primitive. L'impuissance, Sire, avouée et reconnue par vos ministres, d'altérer les lois fondamentales ne peut dériver que de cette convention dont toutes les parties intégrantes ont nécessairement une égale stabilité... » ⁵.

(1) Paris, Lettre au roi du 17 janvier 1771. FLAMMERMONT, t. III, p. 178.

(2) Rouen, Lettre au roi du 8 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 205.

(3) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, pp. 56-57.

(4) Dijon, Arrêté du 1^{er} mai 1771, p. 12.

(5) Besançon, Remontrances du 5 juin 1771, p. 13.

En 1775, le Parlement de Paris dit encore :

« Les rois ont toujours reconnu qu'il était de ces lois primordiales et de ces institutions sacrées qui tiennent à la constitution de l'Etat, qui assurent à la fois les droits de la Couronne et les droits essentiels des sujets, sur lesquelles leur suprême autorité ne devait pas s'étendre et qu'ils ne pouvaient ni changer ni détruire » ¹.

En 1788, le Parlement de Rouen invoque encore « cette vérité fondamentale de tout gouvernement monarchique : la loi est au-dessus du Souverain » ².

« V. M. », dit le Parlement de Rennes, « n'est comptable qu'à Dieu de l'exercice du pouvoir suprême, et cependant, Elle aime à reconnaître, comme ses augustes prédécesseurs, qu'Elle est dans l'heureuse impuissance de rien entreprendre contre les lois de la Monarchie » ³.

Le Parlement de Grenoble rappelle qu'à l'origine de la monarchie franque « la puissance du Prince ne pouvait jamais faire taire la loi » ⁴ et laisse entendre que rien n'est changé sur ce point.

Le Parlement de Rennes prend à partie Lamoignon, « ...celui-là, surtout, qui, chargé, par le devoir de sa place, de maintenir la législation, a ouvertement méconnu toutes les maximes de la Monarchie, et osé

(1) Paris, Représentations du 8 janvier 1775. FLAMMERMONT, t. III, p. 262.

(2) Rouen, Lettre au roi du 17 janvier 1788, p. 3.

(3) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 137.

(4) Grenoble, Remontrances du 23 février 1788, p. 2.

persuader au Souverain que sa volonté était au-dessus de toutes les lois » ¹.

Parfois la subordination du souverain à la loi est présentée comme volontaire.

Ainsi, d'après le Parlement de Besançon, les lois françaises offrent « le spectacle continu et toujours uniforme d'un Roi revêtu de l'autorité souveraine... se soumettant volontairement aux lois, et se garantissant des surprises par des défenses formelles et mille fois répétées d'obtempérer aux ordres contraires à la loi » ².

C'est par la loi fondamentale, dit-il en termes voisins, que le roi « est d'autant plus juste qu'il se met dans l'heureuse impuissance de faire le mal, soit en se soumettant volontairement aux lois, soit en voulant n'être pas obéi si, contre sa volonté et par surprise, il donnait quelque'ordre contraire » ³.

Et le Parlement de Paris :

« ...les rois, prédécesseurs de V. M.... ont élevé la justice au-dessus de la force, en déclarant qu'ils soumettaient eux-mêmes leurs intérêts aux lois civiles, leurs volontés aux lois fondamentales de leur empire » ⁴.

Parfois aussi les Parlements font de cette subordination un des objets du serment prêté par le roi à son sacre :

(1) Rennes, Arrêté du 9 mai 1788, p. 60.

(2) Besançon, Arrêté du 23 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 371.

(3) Besançon, Remontrances du 11 mars 1771. *Ibid.*, t. II, p. 407.

(4) Paris, Remontrances du 5 septembre 1784. FLAMMERMONT, t. III, p. 590.

« ...il y a des lois, aussi anciennes que la monarchie, qui sont fixes et invariables, dont le dépôt vous a été transmis avec la couronne; vous promettrez à votre sacre de les exécuter, et vous ne voudriez pas, Sire, les détruire avant que d'avoir pu vous engager par serment à les maintenir » ¹.

« De tout temps... nos rois ont regardé la loi comme leur souveraine... Vous êtes le soixante-et-unième des rois chrétiens qui successivement ont juré de *conserver à chacun, suivant son état et condition, les lois sous lesquelles ils ont vécu pendant les règnes précédents*. [En note : Serment de Charles le Chauve, 844] » ².

En 1770, les membres du Parlement de Paris invoquent la fidélité qu'ils doivent « au serment qu'ils ont fait de garder et observer les lois et ordonnances du Royaume, et l'obligation d'acquitter en cette partie les rois du serment qu'ils font à leur sacre... » ³.

En 1771, le Parlement de Dijon :

« Nous vous dirons, Sire, que les Français ont été gouvernés jusqu'ici par des lois établies pour le bonheur de votre Empire; que V. M. a juré solennellement à son sacre de garder et observer ces lois » ⁴.

Le Parlement de Rouen rappelle, à son tour, que le roi a juré à son sacre l'observation des lois fonda-

(1) Paris, Itératives du 26 juillet 1718. FLAMMERMONT, t. I, p. 95.

(2) Rouen, Itératives du 4 juillet 1760, p. 16.

(3) Paris, Arrêté du 5 décembre 1770. FLAMMERMONT, t. III, p. 163.

(4) Dijon, Lettre au roi du 6 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 458.

mentales et promis solennellement d'en maintenir l'exécution ¹.

Le Parlement de Grenoble mentionne « ces anciennes ordonnances du Royaume » que le roi « promet à ses peuples, lors de son avènement au trône, de maintenir dans leur vigueur » ².

Le 24 février 1766, le Parlement de Rouen était même allé jusqu'à dire de ce serment royal qu'il avait été fait à la nation :

« Plein de respect pour les lois,... vous vous êtes engagé solennellement à rétablir leur empire, et vous avez ainsi renouvelé le serment que vous avez fait à la Nation en prenant la couronne portée par vos augustes aïeux » ³.

Louis XV répondit, le 4 mars, à une députation du Parlement de Rouen :

« Le serment que j'ai fait, non pas à la Nation, comme vous osez le dire, mais à Dieu seul, m'oblige surtout à faire rentrer dans le devoir ceux qui s'en écartent et qui veulent établir des principes contraires à la constitution de mon Etat » ⁴.

Comme nous l'avons déjà indiqué, le roi reconnaît l'existence de lois fondamentales qu'il ne peut changer.

L'édit de juillet 1717, retirant au duc du Maine et

(1) Rouen, Lettre au roi du 26 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 217.

(2) Grenoble, Objets de remontrances du 4 mars 1771. *Ibid.*, t. II, pp. 519-520.

(3) Rouen, Itératives représentations du 24 février 1766. *Affaires des Parlements de Rennes et de Pau*, t. II, pièce 13, p. 3.

(4) Cité par FLAMMERMONT, *Le chancelier Maupeou et les Parlements*, p. 28.

au comte de Toulouse, fils légitimés de Louis XIV, le droit éventuel de succession au trône qu'un édit de juillet 1714 leur avait attribué en cas d'extinction de la lignée légitime, dispose que « si la nation française éprouvait jamais ce malheur, ce serait à la nation même qu'il appartiendrait de le réparer par la sagesse de son choix, et puisque les lois fondamentales de notre royaume nous mettent dans une heureuse impuissance d'aliéner le domaine de notre couronne, nous faisons gloire de reconnaître qu'il nous est encore moins libre de disposer de notre couronne même » ¹.

L'idée suivant laquelle le roi ne peut changer les lois fondamentales, est encore clairement exprimée dans l'édit de février 1771 ², dans le discours de Maupeou, au lit de justice du 13 avril 1771 ³, et dans la réponse royale du 18 janvier 1775 aux représentations du Parlement de Paris, du 8 janvier ⁴.

B. D'autre part, les Parlements professent que les lois ordinaires sont subordonnées aux lois fondamentales; autrement dit, elles doivent être compatibles avec ces dernières.

Cette idée est, d'ailleurs, admise en substance par la royauté. Ainsi, les lettres patentes du 19 juin 1768 font allusion aux « lois et maximes générales » du

(1) ISAMBERT, t. XXI, p. 146.

(2) V. ci-dessus, p. 42.

(3) FLAMMERMONT, t. III, p. 191.

(4) *Ibid.*, t. III, p. 265.

royaume, auxquelles « les instituts, privilèges, lois particulières..., doivent être subordonnés » ¹.

En 1764, le Parlement de Paris, faisant allusion aux lois « qui règlent les droits respectifs du souverain et des peuples », ajoute : « de ces lois, les unes sont immuables, les autres peuvent être changées, pourvu que ce changement n'altère point les premières » ².

Le 5 décembre 1770, le même Parlement, refusant d'enregistrer l'édit de décembre 1770, reproduit une formule déjà utilisée en 1583 :

« La Cour, attendu que l'édit est contre les lois fondamentales de l'Etat, auxquelles lois on ne peut déroger..... n'a puissance de procéder à la vérification de l'édit » ³.

Quelques jours après, le 13 décembre, il fait valoir que l'édit de décembre 1770 renferme la possibilité de détruire les lois fondamentales ⁴.

Enfin, dans un arrêté du 7 janvier 1771, il déclare qu'il « ne reconnaîtra jamais comme une loi de l'Etat un édit qui, par ses dispositions, porte atteinte aux maximes anciennes et aux lois du Royaume et qui, par ses conséquences, pourrait fournir un moyen d'anéantir toutes les lois... » ⁵.

« Le pouvoir du législateur », dit le Parlement de

(1) ISAMBERT, t. XXII, p. 483.

(2) Paris, Remontrances du 18 janvier 1764. FLAMMERMONT, t. II, p. 429.

(3) FLAMMERMONT, t. III, p. 163.

(4) *Ibid.*, p. 171.

(5) *Ibid.*, p. 174.

Dijon, à la même époque, « consiste principalement dans la création des lois nouvelles...

« Si les lois nouvelles sont des institutions de police générale ou particulière, elles doivent non seulement ne rien contenir de contraire aux premiers principes de la législation, elles doivent encore être compatibles avec l'esprit des lois anciennes, avec les règles invariables sur lesquelles la Nation a toujours été gouvernée... » ¹.

VII. On a vu plus haut que, dans l'esprit des Parlements, les droits de la nation sont assurés par un contrat synallagmatique, librement consenti par elle, et exprimé par les lois fondamentales.

Cette conception entraîne deux conséquences très graves que les Parlements n'ont pas méconnues :

1° *Le contrat entre le roi et la nation, les lois fondamentales, ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la nation.*

En 1771, le Parlement de Rennes déclare que « c'est à la Nation seule qu'il pourrait appartenir de changer les conditions *de l'espèce de contrat que la loi fondamentale de l'Etat forme entre le Prince et ses sujets* [En note : *Traité des droits de la Reine*] » et ajoute que « jamais occasion plus importante ne mérita l'assemblée générale de la Nation » ².

Au même moment, le Parlement de Toulouse, se référant à l'édit de juillet 1717, s'exprime en ces termes :

(1) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, pp. 25-26.

(2) Rennes, Arrêté du 16 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 294.

« Pourquoi craindrions-nous de dire à V. M. qu'il existe des lois inviolables... lorsque nous tenons de vous-même qu'il est des lois que vous ne pourriez changer sans consulter la Nation ? » ¹.

Le 6 décembre 1787, le Parlement de Rennes représente « l'heureuse impuissance où est S. M. de rien changer aux lois fondamentales du Royaume sans avoir consulté la Nation, sans son consentement formel » ².

Le 5 mai 1788, à la veille de la réforme de Lamoignon, après avoir protesté « contre toute loi nouvelle qui pourrait porter atteinte aux lois constitutives du Royaume, aux droits de la Nation française, aux droits, franchises et libertés de la province de Bretagne, en particulier contre toute loi qui pourrait tendre à détruire, intervertir, changer ou modifier, soit au fond, soit dans la forme, l'administration de la justice dans le Royaume ou dans la province de Bretagne », il déclare que « de pareils changements intéressant essentiellement la constitution, ils ne pourraient être admis dans le Royaume qu'après avoir été consentis par les Etats généraux, et dans le ressort de la Cour, qu'après avoir été consentis par les Etats de Bretagne » ³.

2° *Si le roi ne remplit pas ses obligations contractuelles, la nation est quitte des siennes et le contrat est rompu.*

(1) Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771, p. 6. Cf. ci-dessus, pp. 63-64.

(2) Rennes, Objets de remontrances du 6 décembre 1787, p. 6.

(3) Rennes, Protestation et Arrêté du 5 mai 1788, p. 5.

En 1767, le Parlement de Rouen, protestant contre les mesures de rigueur prises contre les membres des Parlements de Pau et de Rennes, écrit au roi :

« Une Nation qui a le malheur de voir quelques-uns de ses membres traités de la sorte, doit concevoir les plus vives alarmes;... la puissance souveraine ne paraît plus cette force tutélaire dans laquelle les peuples sont accoutumés à révéler et à chérir la vive image de la toute-puissance divine; les sujets ne se considèrent plus comme formant tous avec le Souverain un corps dont les intérêts sont communs à chacun de ses membres; ainsi le lien social se trouve rompu, et les fondements de l'Etat sont ébranlés » ¹.

Le 30 août 1787, le Parlement de Besançon déclare que « ces coups d'autorité sans cesse renouvelés, ces enregistrements forcés, les exils, la contrainte et les rigueurs mises à la place de la justice, étonnent dans un siècle éclairé, blessent une nation idolâtre de ses rois, mais libre et fière, glacent les cœurs, et pourraient rompre les liens qui attachent le Souverain aux sujets et les sujets au Souverain » ².

La royauté ne pouvait tolérer cette dangereuse maxime; aussi affirme-t-elle que la nation n'a pas de droits séparés de ceux du roi et que le lien unissant le roi à la nation est indissoluble.

Le 8 avril 1759, le chancelier dit à une députation

(1) Rouen, Lettre au roi du 3 septembre 1767, p. 52.

(2) Besançon, Arrêté du 30 août 1787, cité par FLOQUET, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. VII, p. 122.

du Parlement de Paris, au sujet des remontrances du 4 avril précédent :

« On y parle du droit de la Nation, comme s'il était distingué des lois dont le Roi est la source et le principe... » ¹.

A la séance de la flagellation :

« ...les droits et les intérêts de la Nation », dit la réponse royale, « dont on ose faire un corps séparé du Monarque, sont nécessairement unis avec les miens et ne reposent qu'en mes mains » ².

A la même époque, le Parlement de Grenoble ayant osé dire que « des scènes qui épouvantent la Nation, en compromettant ses droits, relâcheraient peut-être les liens étroits de l'obéissance, si le sentiment naturel des Français, *etc.* », le Conseil d'Etat casse ses arrêtés et les censure en ces termes :

« ...Comme s'il était permis... de laisser entendre qu'en aucun cas les sujets puissent se croire dégagés des liens indissolubles de l'obéissance, et de présenter comme n'étant plus que le tribut volontaire de leur amour ce qui ne peut cesser d'être en même temps le devoir inviolable de leur fidélité » ³.

Dans la séance royale du 19 novembre 1787, le garde des sceaux Lamoignon, citant l'arrêté du Parlement de Paris en date du 20 mars 1766, rappelle :

(1) FLAMMERMONT, t. II, p. 186.

(2) Paris, Séance royale du 3 mars 1766. *Ibid.*, t. II, p. 558.

(3) Arrêt du Conseil d'Etat, du 27 mars 1766, cassant deux arrêtés du Parlement de Grenoble, en date des 22 mars et 30 juillet 1765. *Affaires des Parlements de Rennes et de Pau*, t. II, pièce 17. Cf. Paris, Séance royale du 3 mars 1766. FLAMMERMONT, t. II, p. 558.

« ...Que le lien qui unit le Roi et la Nation est indissoluble par sa nature;

« Que des intérêts et des devoirs réciproques entre le Roi et ses sujets ne font qu'assurer la perpétuité de cette union;

« ...Que le Roi est chef souverain de la Nation et ne fait qu'un avec elle;... » ¹.

A quoi le Parlement de Rennes réplique en accusant le roi de se dégager lui-même du lien qui l'attache à la Nation :

« Oui, Sire, *le lien qui vous unit à la Nation est indissoluble par sa nature...*

« *Des intérêts et des devoirs réciproques... ne font qu'assurer la perpétuité de cette union; enlever aux Corps intermédiaires par qui ce lien et cette union subsistent, le droit de les entretenir et de veiller à ce qu'ils ne soient jamais rompus, c'est diviser ces intérêts mutuels, c'est se dégager de ces devoirs réciproques qui en assurent la perpétuité* » ².

(1) Paris, Séance royale du 19 novembre 1787, pp. 5-6.

(2) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 137.

CHAPITRE III

La Nation participe par son consentement à la formation de la loi

En même temps qu'elle affirme le principe de la souveraineté monarchique de droit divin, la royauté précise que le pouvoir législatif, cet attribut essentiel de la souveraineté, appartient entièrement et exclusivement au monarque.

Dès 1718, il est dit dans une réponse royale à des remontrances du Parlement de Paris :

« L'autorité du Roi serait insuffisante pour réprimer tous les abus que causent successivement la malice des hommes et la nécessité des temps, si, se réduisant à maintenir les anciennes lois, elle n'en établissait pas de nouvelles.

« Les unes et les autres ne subsistent que par la volonté du souverain et n'ont besoin que de cette volonté seule pour être loi » ¹.

« C'est à moi seul », dit le roi dans la réponse lue à la séance de la flagellation, « qu'appartient le pouvoir législatif sans dépendance et sans partage » ².

(1) Paris, Réponse du 2 juillet 1718 aux remontrances du 27 juin 1718. FLAMMERMONT, t. I, p. 86.

(2) Paris, Séance royale du 3 mars 1766. *Ibid.*, t. II, p. 557.

Et dans l'édit de décembre 1770 :

« ...le droit de faire des lois par lesquelles nos sujets doivent être conduits et gouvernés, nous appartient à nous seuls, sans dépendance et sans partage » ¹.

Les Parlements, à leur tour, proclament que le roi est le « seul législateur » ², que le pouvoir législatif réside « en entier » ³, « avec toute son étendue » ⁴, dans la personne sacrée du souverain, qu'il lui est « inhérent », qu'il est « indivisible et incommunicable » ⁵; que c'est « un droit essentiel, incommunicable », concentré dans la personne du roi et qu'il ne tient que de sa couronne ⁶; que le pouvoir législatif, le « droit de faire des lois », réside dans la personne du souverain, appartient à lui seul, sans dépendance et sans partage ⁷.

Mais cette attitude est loin d'être tout à fait sin-

(1) ISAMBERT, t. XXII, p. 506. V. aussi : Arrêt du Conseil du 8 septembre 1731. *Ibid.*, t. XXI, p. 367; Déclaration du 10 décembre 1756. *Ibid.*, t. XXII, p. 271; Réponse du chancelier à la députation du Parlement de Paris du 8 avril 1759. FLAMMERMONT, t. II, p. 185; Arrêt du Conseil d'Etat du 1^{er} septembre 1770. *Affaires des Parlements de Rennes et de Pau*, t. VII, pièce 18, p. 3; Réponse du 5 février 1786 aux remontrances du Parlement de Rennes du 9 juillet 1785. LE MOY, *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*, p. 522, note.

(2) Paris, Itératives du 26 juillet 1718. FLAMMERMONT, t. I, p. 94.

(3) Bordeaux, Remontrances du 25 mai 1757, p. 22.

(4) Bordeaux, Remontrances du 12 mars 1756, p. 6.

(5) *Ibid.*

(6) Paris, Remontrances du 3 juillet 1759. FLAMMERMONT, t. II, pp. 194-195.

(7) Paris, Arrêté du 20 mars 1766. *Ibid.*, t. II, p. 564; Lettre du 17 janvier 1771. *Ibid.*, t. III, p. 178. V. aussi : Bordeaux, Remontrances du 10 mai 1758, p. 13; Rennes, Remontrances du 12 janvier 1764, p. 8; Rouen, Lettre du 26 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 215; Grenoble, Objets de remontrances du 4 mars 1771. *Ibid.*, t. II, pp. 514-515; Rennes, Remontrances du 24 juillet 1771, pp. 4-5; etc.

cère. Tantôt elle marque une retraite momentanée, comme au lendemain de la séance de la flagellation (arrêté du Parlement de Paris du 20 mars 1766) ou du lit de justice de décembre 1770 (lettre du Parlement de Paris du 17 janvier 1771); tantôt elle tend à donner le change sur la portée d'autres maximes, tout opposées, et qui, elles, expriment le fond de la pensée parlementaire.

En effet, dans le même temps qu'ils reconnaissent au souverain le pouvoir exclusif de faire les lois, les Parlements dégagent, avec une force et une netteté de plus en plus accusées à mesure que l'on avance dans le siècle, l'idée, pourtant incompatible avec la précédente, suivant laquelle la nation participe à la formation des lois.

Cette idée, qui apparaît dans les remontrances à l'occasion de la querelle avec le Grand Conseil, revêt d'abord l'aspect d'un « concours » appelé par la nation au législateur.

Dans ses remontrances du 27 novembre 1755, le Parlement de Paris décrit d'abord en ces termes la constitution française :

« ...un seul souverain, un seul tribunal, un seul système de lois : trois principes de l'ordre politique, mais principes qu'un lien indissoluble unit à jamais, ou plutôt qu'une heureuse et saine constitution incorpore et confond, pour ainsi dire, ensemble.

« Un souverain, mobile universel, âme de tous ses états, qui seul agit partout, dont les moindres im-

pressions se portent avec rapidité dans toute l'étendue du corps politique et forment à l'instant même des mouvements proportionnés aux vues de leur auteur, mais des mouvements qui semblent naître dans les membres eux-mêmes; un tribunal...; des lois, qui sont la volonté souveraine et toujours juste du Prince, mais qui, dans l'instant même où elles émanent du Trône, sont déjà le vœu libre de la nation » ¹.

Il s'enhardit ensuite jusqu'à déclarer que le droit d'enregistrement est « la plus grande et la plus importante de toutes les fonctions, la plus intimement unie à la constitution même de la Monarchie, celle dans laquelle se peignent le plus essentiellement et l'empreinte de la majesté royale et l'image du concours de la nation » ².

Quelques mois plus tard, le Parlement de Metz montre comment ce concours de la nation était organisé dans le passé de la monarchie :

« Pendant près de douze siècles, à compter du premier âge de la Monarchie, l'on n'a reconnu qu'un seul tribunal souverain, qui fut longtemps ambulant à la suite de nos rois. C'était dans la pleine assemblée de ce Conseil national que les prédécesseurs de V. M. venaient projeter et consommer toutes leurs lois, sans que le concours de la Nation, par le suffrage des membres qui l'y représentaient, fût jamais présumé diminuer ou affaiblir le pouvoir législatif et coactif

(1) FLAMMERMONT, t. II, p. 34-35.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 74.

qui a toujours résidé dans la personne seule de nos rois » ¹.

Dès l'année suivante, le Parlement de Rennes substitue à cette idée encore un peu vague de « concours », les notions précises d'« approbation », de « consentement » :

« ...vos lois, Sire,... acquièrent l'approbation des peuples avant d'en exiger l'obéissance;...

« ...la volonté de nos monarques ne devient loi que lorsque son équité et utilité est authentiquement reconnue; elle ne peut elle-même se donner cette louange; elle doit la recevoir de ceux sur lesquels elle entend régner;...

« Il ne se fait aucun établissement, quel qu'il soit, que tous ceux qui y ont intérêt ne soient entendus sur l'avantage ou désavantage qui peut en résulter; lorsqu'il s'agit des lois générales qui intéressent la Nation, c'est la Nation qui est consultée; c'est le Parlement pour elle qui est appelé en témoignage de l'équité et de l'utilité de la loi. Mais quelle foi pourrait être due au témoignage si la voix du témoin a été étouffée,... si on a fait consentir à la Nation ce qu'elle ne consent point ? » ².

En 1760, le Parlement de Rouen affirme nettement que les lois doivent être « acceptées » par la nation :

« Il est de l'essence d'une loi d'être acceptée. Le droit d'accepter est le droit de la Nation. Ce droit vainqueur du temps et des préjugés, ce droit autre-

(1) Metz, Remontrances du 18 mars 1756, p. 3.

(2) Rennes, Remontrances du 12 août 1757. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, pp. 56-57.

fois l'âme du Gouvernement français, subsiste encore malgré les efforts conjurés des passions intéressées à l'anéantir » ¹.

Et, quelques mois après, le même Parlement précise que l'acceptation de la nation doit être « volontaire » ².

En 1763, le Parlement de Toulouse invoque la nécessité du consentement libre de la nation et remonte, à son tour, aux origines :

« ...lorsqu'une société s'est soumise à un pouvoir réglé par les lois, la première condition de sa dépendance est l'inviolabilité des lois suivant lesquelles elle a juré d'obéir. Si la législation devient arbitraire, s'il est permis d'anéantir les lois anciennes ou d'en établir de nouvelles sans le consentement libre de la Nation ou de ses représentants, c'est dénaturer son obéissance en la privant de son objet.

« Ce n'était point pour être les approbateurs muets des volontés de leurs maîtres que nos pères se rendaient aux champs de mars sous Clovis et ses premiers successeurs; le bruit du bouclier militaire ou le murmure des Francs assemblés décidaient du sort de la loi. Le consentement libre de la Nation était regardé, dans ces premiers âges de la Monarchie, comme une condition si essentielle à toute loi publique, que les ordonnances des rois des deux premières races semblent moins des lois du Monarque que des lois de la Nation. Il n'en est point qui ne

(1) Rouen, Remontrances du 10 mai 1760, p. 10.

(2) Rouen, Itératives du 26 juillet 1760, p. 5.

soit un monument précieux de cette antique liberté nationale, sur les débris de laquelle on tente depuis longtemps d'élever le fragile colosse du pouvoir absolu.

« Cette tradition salubre s'est heureusement perpétuée sous les rois de la troisième race... » ¹.

« C'est le consentement de la Nation », dit le Parlement de Rennes, en 1764, « qui donne le complément à la loi; c'est ce consentement qui en rend l'exécution indispensable, en assurant qu'elle est la volonté ferme et stable du Souverain, dans la personne duquel réside exclusivement la puissance législative » ².

En 1771, dans l'effervescence provoquée par l'édit de décembre 1770 et la dispersion du Parlement de Paris, les Cours de province affirment de plus belle, et s'attachent à prouver par des arguments historiques, que les lois doivent être consenties par la nation. Elles invoquent, notamment, un édit de Charles le Chauve, l'édit de Pistes.

Le Parlement de Rouen, à propos des lois fondamentales, allègue qu'elles « furent de tout temps l'expression de la volonté générale » ³. Il rappelle que les premières lois de la France avaient pour caractère « le consentement du peuple et l'autorité

(1) Toulouse, Remontrances du 22 décembre 1763, pp. 43-44.

(2) Rennes, Remontrances du 12 janvier 1764, p. 8.

(3) Rouen, Lettre au roi du 8 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 205.

du Prince. *Lex consensu populi fit et constitutione Regis*, disait l'édit de Pistes » ¹.

Le Parlement de Bordeaux rattache à la constitution française le droit de la nation de consentir les lois :

« Avant que de subjuguier les Gaules, les Francs avaient des lois, ou plutôt des conventions tacites, sous lesquelles ils s'étaient associés, et que l'usage avait consacrées. Ces lois, ces coutumes, nous les retrouvons après la conquête des Gaules; elles forment la constitution de la Monarchie française; elles assurent à la Nation le droit de concourir à la formation des lois nouvelles.

« Nous trouvons, sous la première race de nos rois, plusieurs monuments des assemblées du champ de mars, qui prouvent ce concours de la Nation...

« Ce concours de la Nation dans l'exercice de la puissance législative lui est conservé sous les rois de la seconde race... [Suivent des citations, en tête desquelles figure l'édit de Pistes].

« Ce n'est qu'après ce consentement de tous que les capitules des rois étaient regardés comme lois...

« Hincmar nous apprend quels étaient l'ordre, la forme et l'autorité de ces assemblées connues sous le nom de *Placita* ou de *Parlements*. C'est dans celles du mois de mai que se faisaient les lois, par le concours du Prince et de la Nation...

« Ainsi, depuis la fondation de la Monarchie jus-

(1) Rouen, Remontrances du 19 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 227.

qu'au règne de Philippe le Bel, la Nation a été maintenue dans le droit de concourir à la législation : point de loi sans son consentement.

« ...ce droit ne pourrait pas être perdu pour la Nation; il est imprescriptible, inaliénable. Attaquer ce principe, c'est trahir non seulement la Nation, mais les rois mêmes; c'est renverser la constitution du Royaume, c'est détruire le fondement de l'autorité du Monarque » ¹.

« Un des principes », dit le Parlement de Grenoble, « qui constitua toujours essentiellement la Monarchie française, fut l'adhésion libre de la Nation à chaque loi nouvelle, soit qu'elle fût convoquée aux champs de mars dans les Parlements généraux, ou représentée par le seul Corps qui reste aujourd'hui intermédiaire entre le Monarque et le sujet; toujours son consentement fut nécessaire pour donner à la loi la sanction qui la complète » ².

Le Parlement de Toulouse s'exprime en ces termes :

« ...dans l'origine de la Monarchie, les rois proposaient ou faisaient proposer la loi, dans des assemblées générales où tous les Francs sans distinction donnaient leurs suffrages... Le pouvoir législatif résidait dans la personne du Prince, mais il ne l'exerçait qu'avec la Nation et de son consentement.

« Ces assemblées générales étant devenues trop

(1) Bordeaux, Remontrances du 25 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, pp. 420-424.

(2) Grenoble, Objets de remontrances du 4 mars 1771. *Ibid.*, t. II, p. 516.

nombreuses, on n'y admit plus indistinctement tous les Francs; mais tous étaient censés y délibérer, par l'organe de ceux qui les représentaient. Chaque canton nommait des députés pour aller porter le vœu de ces assemblées particulières dans les Parlements généraux, composés alors des grands du Royaume et des personnes qui avaient caractère pour y assister... plusieurs capitulaires de Charles le Chauve prouvent qu'ils furent dressés du consentement du peuple.

« Ainsi ce premier changement n'ôta aux Francs d'un ordre inférieur que le droit d'aller voter en personne dans les Parlements généraux. Ils se maintinrent longtemps dans l'usage d'y envoyer des députés qui donnaient leur suffrage à la loi, et participaient ainsi à la législation comme auparavant, quoique dans une autre forme » ¹.

« Ce n'est point assez », dit le Parlement de Dijon, « que la loi ait reçu l'être du législateur; il lui faut encore une forme, une solennité qui constate qu'elle a tous les caractères nécessaires à la légalité...

« Chaque gouvernement varie sur ses formes; une fois établies, elles sont inviolables, et la loi ne devient obligatoire que lorsqu'elle les a reçues.

« Dans les différents âges de la Monarchie française, il y a toujours eu, Sire, pour l'établissement des lois, des formes essentielles...

« La législation a été placée entre les mains du

(1) Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, pp. 338-339.

Souverain, mais l'acceptation¹ a toujours été nécessaire pour procurer l'effet de la loi. Si le lieu, la forme de l'acceptation, le nombre et la qualité des acceptants, ont varié dans les diverses époques de notre Gouvernement, il n'en est pas moins incontestable que l'acceptation en général a toujours été nécessaire à la loi, et que l'on ne pourrait la supprimer sans porter atteinte à la constitution primitive et essentielle de l'Etat »².

« La plupart des lois de la première race », dit le Parlement de Besançon, dans ses remontrances du 11 mars, « portent l'empreinte de l'avis, du consentement, de la délibération des fidèles... Sous la seconde race, les lois se faisaient de l'ordonnance du Roi et du consentement du peuple. Ce sont les propres termes de l'édit de Pistes... »³.

Il revient à la charge dans ses remontrances du 5 juin :

« Un usage toujours uniforme dans la longue durée de la Monarchie ne laisse aucun doute sur la nature du Gouvernement français; les Princes n'ont pas cru déroger à leur majesté en recevant les avis, les conseils, le consentement des peuples; les assemblées générales, les Placites, les Etats, les Parlements ont été les canaux de cette communication réciproque; les lois, les impôts, les affaires publiques s'y sont discutés, délibérés, réglés...

(1) Ici, le Parlement cite en note l'édit de Pistes.

(2) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, pp. 26-28.

(3) Besançon, Remontrances du 11 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 399.

« La loi, dans la confection de laquelle le concours de la Nation était si marqué, se réduit à présent à la nue volonté du Prince... » ¹.

« Quelle est », demande le Parlement de Rennes, « la forme essentielle qui rend légale la volonté du Monarque ? Tous ceux qui connaissent l'histoire de la Monarchie française savent que cette forme essentielle réside dans le consentement de la Nation : *Lex consensu populi fit et constitutione Regis* » ².

Après la séance royale du 19 novembre 1787, les Parlements proclament de nouveau que le consentement de la nation est nécessaire à la formation des lois, et s'efforcent de le prouver en reproduisant leur démonstration historique :

« Autrefois, la Nation était consultée. Elle concourait par elle-même à la formation des lois nouvelles : c'est ce qu'attestent, sous la première race de nos rois, les monuments des assemblées du Champ de Mars...

« Sous la seconde race, Charles le Chauve dit *qu'une loi se fait par le consentement du peuple et la constitution du Roi*. Enfin, sous la troisième race, la Nation continue à concourir à la formation des lois... » ³.

« Les Francs,... en élevant Clovis sur un bouclier, pour le mettre à leur tête, l'établirent leur chef, pour

(1) Besançon, Remontrances du 5 juin 1771, pp. 7-8.

(2) Rennes, Remontrances du 24 juillet 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 310.

(3) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. *Le Moy, Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 128.

les gouverner suivant les lois qu'ils feraient de concert » ¹.

« En France, tout, jusqu'au nom de la Nation, rappelle l'idée de la liberté. Si l'on remonte aux premiers siècles de la Monarchie, si l'on consulte les capitulaires, on trouve que les Français concouraient avec leurs rois à la formation de la loi [En note, citation de l'édit de Pistes]... » ².

« Sous la première race, le Roi avait comme à présent sa cour. le peuple *ses champs de mars*; le peuple consentait ou demandait la loi, le Roi la présentait ou l'accordait, et cette loi obtenue ou consentie par le peuple, la cour du Roi la confirmait.

« Les suffrages du peuple, les suffrages de la cour étaient pleinement libres : il ne faudrait ne connaître ni l'esprit des Francs, ni leurs lois, ni leur histoire, pour en douter.

« La même liberté a subsisté sous la seconde race : *la loi*, dit un capitulaire, *se fait par le consentement du peuple et la constitution du Roi*.

« La constitution du Roi, reportée dans sa cour, au placite général, recevait sa dernière forme, pour être insérée parmi les capitulaires; celui de Worms, daté de 803,... définit clairement les droits du Roi, du peuple et du placite général; du Roi pour accorder ou proposer la loi; du peuple pour la demander ou la consentir; du placite général pour l'approuver et la maintenir.

(1) Grenoble, Remontrances du 23 février 1788, p. 2.

(2) Bordeaux, Remontrances du 4 mars 1788, p. 6.

« La cour du Roi était composée de grands, d'évêques et de sénateurs... Les membres de cette cour étaient appelés par les rois : leurs féaux, leurs adjudants, leurs coopérateurs, les administrateurs de la chose publique; leur propre titre, les mœurs nationales, les lois, l'histoire, les déclarations des rois eux-mêmes déposent de leur droit de suffrage en présence du Roi.

« Ce droit n'a point changé sous la troisième race... ¹.

« La seule volonté du Roi n'est pas une loi complète; la simple expression de cette volonté n'est pas une forme nationale » ².

« ...nous ne cesserons... de veiller au maintien des lois dont le dépôt sacré nous a été confié.

« ...la plus inviolable de toutes, celle que la Nation française a conservée en se donnant des rois; celle qui forme ce lien d'amour, de confiance et de protection, par lequel les peuples sont unis au Souverain; celle, en un mot, sans laquelle la Monarchie ne saurait exister, est qu'aucune loi ne peut obliger que lorsqu'elle est consentie. [En note, citation de l'édit de Pistes] » ³.

« ...tous les monuments de notre législation, tous ceux dont s'étaye notre histoire, attestent de concert deux vérités également précieuses à la Nation et à ses monarques : l'une, qu'aucun impôt ne peut être

(1) Paris, Remontrances des 11/13 avril 1788. FLAMMERMONT, t. III, pp. 727-728.

(2) *Ibid.*, t. III, p. 727.

(3) Dijon, Protestations du 4 juin 1788, p. 2.

assis qu'avec le consentement des peuples; l'autre, qu'il est encore nécessaire à la formation de leurs lois » ¹.

« ...ce principe fondamental de la Monarchie française — principe consacré, comme la loi qui règle la succession au Trône, par le long usage et par la possession, écrit presque à chaque page des annales de notre législation, et qui défend de reconnaître pour loi les constitutions du Prince qui n'auraient pas été consenties : *Lex consensu populi fit et constitutione Regis...* » ².

(1) Metz, Déclarations et itératives protestations du 20 juin 1788, p. 4.

(2) Rouen, Arrêté du 25 juin 1788, p. 11.

CHAPITRE IV

Les Parlements représentent la nation dans le consentement à la loi

I. Les Parlements dépositaires des lois. — II. Les Parlements intermédiaires entre le roi et la nation. — III. Les Parlements organes de la nation auprès du roi. — IV. Les Parlements représentants de la nation. Démonstration historique. Conséquences de cette idée. Réfutation royale.

Ainsi, dans la pensée des Parlements, le consentement de la nation est nécessaire à la formation de la loi. Mais il est évident que la nation n'est pas en mesure de donner elle-même ce consentement. La France du XVIII^e siècle n'est plus la *civitas* germanique qu'a décrite Tacite, et l'on ne saurait penser, à cette heure, à réunir l'assemblée générale de la nation. Il faut donc que, dans l'opération du consentement à la loi, la nation soit représentée. Les Etats généraux n'ayant plus été convoqués depuis 1610, les Parlements prétendent être les seuls corps habiles à représenter actuellement la nation dans l'exercice de cette prérogative.

Ce n'est pas, on le pense, en ces termes que les

Parlements ont commencé de formuler leurs aspirations au partage du pouvoir législatif. Nous allons montrer qu'ils ont d'abord utilisé à cette fin une certaine conception de leur rôle politique, laquelle se rattache à la théorie de la constitution française exposée précédemment ¹.

I. Nous avons fait ressortir le rôle prépondérant que les Parlements attribuent aux lois dans le gouvernement monarchique, en affirmant l'immutabilité des lois fondamentales, puis la subordination du roi à la loi et des lois ordinaires aux lois fondamentales. Or, cette immutabilité doit être conservée, cette subordination contrôlée. Telle est la double mission dont les Parlements se prétendent chargés, en vertu de la théorie du *dépôt des lois* confié aux *corps intermédiaires*.

Cette théorie, au XVIII^e siècle, était loin d'être nouvelle. Elle se rattachait à l'idée d'une monarchie *tempérée* ou *limitée* par des *puissances secondes*, par lesquelles on entendait tantôt les Etats généraux et tantôt les Cours souveraines. Cette dernière formule, plus ou moins associée au principe de la souveraineté populaire, avait été exposée au XVI^e siècle par des écrivains tels que du Haillan. Délaissée ensuite, elle avait repris vigueur au moment de la Fronde et trouvé place jusque dans les harangues de certains magistrats. Ainsi Omer Talon, avocat général au Parlement de Paris, professe que « le climat

(1) V. ci-dessus, chap. II.

politique de la France doit être tempéré comme son climat naturel », qu'il faut, en face de l'autorité royale, une « puissance seconde », et conclut : « Nous jouissons de cette puissance seconde, que la prescription des temps autorise, que les sujets souffrent avec patience et avec respect » ¹. A la même époque, le Cardinal de Retz écrit que la puissance royale « a été tempérée par des coutumes reçues et comme mises en dépôt, au commencement dans les mains des Etats généraux, et depuis dans celles des Parlements » ².

Tandis qu'en France les excès de la Fronde jettent pour longtemps le discrédit sur l'idée d'une monarchie limitée, l'Angleterre parvient, non sans heurts, à réaliser un juste milieu entre l'absolutisme monarchique et la république populaire, le Parlement servant de médiateur entre le roi et la nation.

Au milieu du XVIII^e siècle, Montesquieu, séduit par les nouvelles institutions de l'Angleterre et, par ailleurs, imprégné de la tradition parlementaire française, replace au premier plan les notions de « rangs intermédiaires » et de « dépôt des lois » : « Les pouvoirs intermédiaires, subordonnés et dépendants, constituent la nature du gouvernement monarchique, c'est-à-dire de celui où un seul gouverne par des lois fondamentales... Ces lois fondamentales supposent nécessairement des canaux moyens par où coule la puissance... Il ne suffit pas qu'il y ait, dans une mo-

(1) Cf. LAVISSE, *Histoire de France*, t. VII, 1^{re} part., p. 29.

(2) Cité par LEMAIRE, *Les lois fondamentales de la monarchie française*, p. 168.

narchie, des rangs intermédiaires; il faut encore un dépôt de lois. Ce dépôt ne peut être que dans les corps politiques qui annoncent les lois lorsqu'elles sont faites et les rappellent lorsqu'on les oublie » ¹.

Les Parlements trouvent ainsi, dans l'*Esprit des lois*, la confirmation retentissante de leurs propres théories. Ils se reconnaissent, à bon droit, dans ces « corps politiques » auxquels Montesquieu remet le dépôt des lois, et, ce qui est bien plus contestable, accaparent la qualité de « pouvoirs intermédiaires » ².

On va voir sous quelle forme, avant et après la publication de l'*Esprit des lois*, les Parlements expriment l'idée qu'ils se font de leur rôle politique — et, d'abord, en ce qui concerne le *dépôt des lois*.

*

* *

En premier lieu, les Parlements se déclarent les dépositaires des lois fondamentales du royaume ³. Ils doivent veiller à leur conservation ⁴.

Le Parlement de Rouen dit, en 1756 :

(1) *De l'esprit des lois*, liv. II, chap. IV.

(2) Cf. LEMAIRE, *op. cit.*, pp. 212-213; Carcassonne, *Montesquieu et le problème de la constitution française au XVIII^e siècle*. pp. 75-76.

(3) V. Paris, Itératives du 26 juillet 1718. FLAMMERMONT, t. I, p. 95; Remontrances du 3 septembre 1731. *Ibid.*, t. I, p. 273; Remontrances du 4 août 1732. *Ibid.*, t. I, p. 280; Remontrances du 27 novembre 1755. *Ibid.*, t. II, p. 87; Bordeaux, Remontrances du 21 mai 1760, p. 29; Metz, Lettre au roi du 10 septembre 1765, p. 2; Rennes, Remontrances du 19 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, pp. 274 et 278; *etc.*...

(4) V. Paris, Remontrances du 12 avril 1739. FLAMMERMONT, t. I, p. 374; 15 avril 1752. *Ibid.*, t. I, p. 491; Rennes. Remontrances du 11 février 1757, p. 3; Paris. Lettre au roi du 17 janvier 1771. FLAMMERMONT, t. III, p. 178; *etc.*

« S'il subsiste dans l'Etat quelque principe invincible, quelque ordre fixe et immuable, si l'on ose réclamer des lois fondamentales, si des corps respectés président à la conservation de l'ordre primitif, s'opposent aux innovations, forment dans tout l'Etat, qu'ils gardent, pour ainsi dire, d'espaces en espaces, une chaîne continue, une barrière insurmontable, l'esprit d'indépendance, l'esprit de domination gémiront dans les liens d'une subordination légitime » ¹.

« Il fallait », dit le Parlement de Bordeaux, en 1758, « un dépôt des lois... Il fallait un corps à qui la garde de ce dépôt fût confiée, qui veillât sans cesse au maintien et à l'exécution des lois anciennes et fondamentales... » ².

Ce dépôt des lois fondamentales, tous les Parlements en sont chargés au même titre.

Ainsi, d'après la Cour de Rouen, les Parlements sont chargés « solidairement du même dépôt des lois constitutives de la Monarchie » ³.

Les Parlements rattachent cette prérogative à leur serment :

« ...Sire, si votre Parlement doit ses premiers soins à l'intérêt de la Religion, il est également tenu par la fidélité qu'il vous a jurée de veiller à la conservation des grandes maximes qui constituent l'essence de votre souveraineté » ⁴.

(1) Rouen, Remontrances du 26 juin 1756, p. 7.

(2) Bordeaux, Remontrances du 10 mai 1758, p. 15.

(3) Rouen, Arrêté du 10 août 1764.

(4) Paris, Remontrances du 15 avril 1752. FLAMMERMONT, t. I, p. 491.

« ...le premier de nos serments... est de nous opposer de tout notre pouvoir à tout ce qui pourrait porter atteinte aux maximes fondamentales du Royaume » ¹.

« Le premier service que lui prescrivent [au Parlement] ses serments, c'est de veiller au maintien des lois fondamentales de la Monarchie... » ².

D'après le Parlement de Toulouse, ce serment n'aurait pas été prêté uniquement au roi, mais aussi à la nation :

« Votre Parlement de Paris... a promis solennellement au Roi et à la Nation de veiller à la conservation des lois fondamentales du Royaume... » ³.

La royauté reconnaît, en principe, que le Parlement est dépositaire des lois fondamentales.

Ainsi, au lit de justice du 22 février 1723, le garde des sceaux, après avoir mentionné « les droits sacrés de la couronne et les libertés du royaume », ajoute :

« Vous en êtes, Messieurs, les dépositaires; le Roi vous a confié cette portion de son autorité; usez-en avec la fermeté que votre conscience exige et avec la modération et le respect que mérite cette matière » ⁴.

De même, une déclaration de 1732 admet que les représentations des Parlements tendent « à conserver le dépôt sacré des maximes de ce royaume sur

(1) Toulouse, Remontrances du 22 décembre 1763, pp. 40-41.

(2) Toulouse, Lettre au roi du 9 février 1771. *Recueil des réclama-tions, etc.*, t. II, p. 322.

(3) Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771. *Ibid.*, t. II, p. 350.

(4) FLAMMERMONT, t. I, p. 167.

les droits de notre couronne et sur les libertés de l'Eglise gallicane » ¹.

Il est vrai que ces deux premiers exemples ont spécialement trait aux matières religieuses.

Mais en 1768, à propos, cette fois, du Grand Conseil, le roi reconnaît de même aux Parlements le droit, dit-il, de « pourvoir, chacun dans leur ressort, au maintien des lois et maximes générales de notre royaume » ².

Cependant le pouvoir royal témoigne du souci de renfermer ce droit dans ses justes limites.

Ainsi, en 1737, le chancelier avertit le Parlement de Paris qu'il ne doit pas prétendre « être seul animé d'un zèle qui lui est commun avec tous les ordres du Royaume pour la défense de nos maximes » ³.

Le Parlement réplique assez mollement :

« Ce n'est pas, Sire, qu'il [le Parlement] se persuade être le seul animé de zèle pour les droits de V. M. et pour les maximes du Royaume; il reconnaît avec joie que ce zèle... lui est commun avec tous les ordres qui composent votre monarchie; mais pendant que les uns sont chargés d'instruire vos peuples de l'obéissance qui est due à ces lois, que les autres sont armés pour les défendre, votre parlement, obligé par état de veiller à les maintenir dans toute leur pureté, les a toujours soutenues par une opposition constante à ce qui pourrait les blesser » ⁴.

(1) Déclaration du 18 août 1732. ISAMBERT, t. XXI, p. 375.

(2) Lettres patentes du 19 juin 1768. *Ibid.*, t. XXII, p. 483.

(3) Réponse du chancelier aux remontrances du Parlement de Paris du 7 avril 1737. FLAMMERMONT, t. I, p. 357.

(4) Paris, Itératives du 6 septembre 1737. *Ibid.*, t. I, p. 360.

En 1756, Louis XV répond en ces termes à une députation du Parlement de Paris :

« Mon parlement m'expose que, dans les circonstances actuelles, les lois fondamentales de la Monarchie sont ouvertement attaquées; il n'appartient qu'à moi seul de décider d'un objet de cette importance, et je serai toujours très disposé à prendre sur une matière aussi essentielle l'avis des princes de mon sang, des pairs et des grands du Royaume et celui de mon parlement » ¹.

De même, en 1764, la Cour de Rouen ayant arrêté que le « Parlement de France » est « gardien et dépositaire » de la « constitution politique de l'Etat » ², le roi riposte ainsi :

« C'est moi qui suis le vrai et suprême gardien des lois et des véritables principes de l'ordre public de mon royaume » ³.

*

* *

Les Parlements, à les en croire, ne sont pas dépositaires des seules lois fondamentales; ils le sont également de toutes les autres.

C'est ce qu'expose au roi le premier président du Parlement de Paris, en 1751 :

« L'observation des lois est l'affermissement des empires; de là cette sage économie du gouvernement monarchique... où le souverain, source de tout pou-

(1) FLAMMERMONT, t. II, p. 95.

(2) Rouen, Arrêté du 10 août 1764.

(3) Députation du Parlement de Rouen, 29 août 1764. FLOQUET, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. VI. pp. 521-522.

voir, veut bien se lier lui-même en établissant sous lui des puissances secondaires qui, par leur constitution, sont chargées du dépôt des lois et d'en maintenir l'exécution.

« C'est à votre parlement, Sire, que ce droit a été dévolu dans la succession des temps; c'est lui qui par les principes de son institution est chargé de ces importantes fonctions » ¹.

En 1753, dans les grandes remontrances du Parlement de Paris, il est de nouveau question d'un dépôt qui paraît bien comprendre la généralité des lois :

« De là l'établissement, nécessaire à la monarchie, de magistrats chargés par état, engagés plus étroitement encore par serment, de garder et faire observer toutes les lois et maximes du Royaume, et d'y conformer la police générale dont ils ont la manutention. C'est un dépôt sacré dont les ordonnances *chargent la conscience de votre parlement* [En note : Ordonnance du 15 août 1389], et dont *il doit rendre compte à Dieu et à V. M.*, suivant ce que lui disait en 1600 un chancelier de France [En note : 1^{er} avril 1600, M. de Bellièvre]. C'est en votre nom, Sire, que votre parlement veille à la conservation de l'Etat; son autorité n'est autre que la vôtre, mais c'est votre autorité devenue inaccessible aux surprises, employée uniquement au bien public, conduite et éclairée par les lois. Il en est, Sire, *le ministre essentiel* [En note : Ordonnance du 21 octobre 1467], suivant l'expression d'un de nos rois, qui chargea son parle-

(1) Paris, Députation du 16 août 1751. FLAMMERMONT, t. I, p. 467.

ment [En note : Louis XI, 22 avril 1482] de l'acquitter du serment qu'il avait prêté à son sacre de maintenir les lois du Royaume. *En lui consiste la direction des faits par lesquels est entretenue et policée la chose publique de votre royaume* [En note : Ordonnance du 21 octobre 1467] » ¹.

« ...la qualité de dépositaire des lois », dit le Parlement de Dijon, en 1771, « nous est assurée par la nature de la Monarchie, par des lois particulières, par un usage constant; et dans cette qualité sont nécessairement renfermées toutes les autres : de là dérivent, Sire, tous les droits de votre Parlement, qui ne sont que des devoirs pour lui, et pour la Nation des ressources indestructibles...

« Les fonctions de votre Parlement, Sire, ne se bornent point à l'administration de la justice; dépositaire de toutes les lois, il est chargé de l'exécution de celles qui sont faites; il doit concourir par la vérification à l'établissement de celles qui sont à faire » ².

Le Parlement de Rennes déclare, en 1788 :

« Les fondateurs de la Monarchie ont successivement établi les lois par lesquelles elle est régie et policée.

« Ces lois sont essentiellement invariables et indépendantes des volontés mobiles. Leur stabilité assure la puissance et la prospérité de l'Etat; c'est pour

(1) Paris, Grandes remontrances du 9 avril 1753. FLAMMERMONT, t. I, p. 528.

(2) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, pp. 18-20.

cela qu'elles sont confiées à des Corps toujours subsistants et immuables comme elles.

« Les Parlements, Sire, sont chargés du dépôt des lois... ¹.

« Les Parlements ne sont pas chargés seulement de l'administration de la justice. Le dépôt des lois leur est confié... ².

« Les Parlements sont les dépositaires et les gardiens inflexibles des lois : ils doivent veiller à leur conservation, sans distinction de lieu ou de ressort; ils doivent *veiller au maintien des lois établies...*, vérifier les nouvelles... » ³.

La royauté admet d'ailleurs le principe du « dépôt des lois » confié aux Parlements : ainsi, dans l'édit de février 1771 ⁴, et dans l'édit de novembre 1774, dont le préambule reconnaît que « la stabilité des lois et celle des magistrats, pour leur dépôt et leur exécution, sont la base la plus solide de la félicité publique » ⁵.

A leur qualité de dépositaires des lois, les Parlements rattachent certains droits qu'ils exercent ou aspirent à exercer.

(1) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 122.

(2) *Ibid.*, p. 123.

(3) *Ibid.*, p. 127. V. aussi : Rouen, Lettre au roi de mars 1754. FLOQUET, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. VI, pp. 320-321; Bordeaux, Remontrances du 21 mai 1760, p. 23; Grenoble, Remontrances du 20 novembre 1760, p. 27; Rouen, Lettre au roi du 19 août 1768, p. 4; Besançon, Remontrances du 10 avril 1771, p. 13, et Protestation du 26 mai 1788, p. 6; *etc.*

(4) ISAMBERT, t. XXII, p. 514. V. ci-dessous, p. 98.

(5) *Ibid.*, t. XXIII, p. 43.

C'est d'abord, bien qu'il ne soit pas toujours nommé, le droit de remontrances.

Ainsi, dans les objets des grandes remontrances de 1753, après avoir signalé que le Parlement « est chargé par sa constitution et par serment de garder et faire observer toutes les lois et maximes du royaume », le Parlement de Paris ajoute « qu'une portion essentielle de ce devoir est... de représenter généralement audit seigneur Roi l'abus que l'on aurait fait de son nom et de son autorité... » ¹.

« Les remontrances », dit le Parlement de Paris, en 1768, « ne forment ni un jugement ni un acte de juridiction, elles ne sont que l'expression de la fidélité. Lorsque le Parlement présente des supplications à V. M., ce n'est point un tribunal qui prononce, mais un corps de magistrature qui implore votre bonté ou le dépositaire de la loi qui représente au législateur les atteintes données aux lois qu'il a faites lui-même » ².

Et le Parlement de Rennes, en 1788 :

« Les Parlements, Sire, sont chargés du dépôt des lois; leur première et principale fonction est de veiller à ce qu'elles soient exécutées; leur devoir leur prescrit d'avertir le Souverain des infractions qu'elles éprouvent, ou par des entreprises coupables, ou par des erreurs passagères. Mais si le Souverain refuse de recevoir les réclamations des Cours de Parlement,

(1) Paris, Objets de remontrances du 25 janvier 1753. FLAMMERMONT, t. I, p. 513.

(2) Paris, Remontrances des 18/20 mars 1768. *Ibid.*, t. II, p. 839.

s'il leur défend même de lui en adresser sur ces objets, les lois seront impunément violées... » ¹.

« ...Les Cours, chargées, chacune dans leur ressort, du dépôt des lois, placées entre le Monarque et ses sujets, tenues par leur serment de maintenir les peuples dans l'obéissance et de rappeler la loi au Souverain, loin de sortir des bornes qui leur sont prescrites, remplissent un devoir essentiel en maintenant les peuples dans la soumission, et en réclamant auprès du Souverain l'exécution des lois par lesquelles il a promis de régner » ².

Le roi ne dit pas le contraire. Ainsi, dans l'édit de février 1771 portant création de conseils supérieurs, il déclare, au sujet du Parlement de Paris :

« ...nous nous sommes fait un devoir de lui conserver d'ailleurs tous ses droits et toutes ses prérogatives. Dépositaire des lois, chargé de les promulguer, de les faire exécuter, de nous en faire connaître les inconvénients, et de faire parvenir jusqu'à nous les besoins de nos peuples... » ³.

Parfois aussi, c'est au nom du dépôt des lois que les Parlements entendent intervenir dans les affaires extra-judiciaires :

« Les Parlements », dit la Cour de Rennes, « ne sont pas chargés seulement de l'administration de la justice. Le dépôt des lois leur est confié. *Par eux est entretenue et policée la Chose publique du*

(1) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 122.

(2) Rennes, Arrêté du 1^{er} mars 1788, p. 3.

(3) ISAMBERT, t. XXII, p. 514.

Royaume, dont ils sont Ministres essentiels, comme Membres du corps dont vous êtes le Chef [En note : Déclaration du 21 octobre 1467] » ¹.

D'autre part, on verra, comme l'ont déjà montré certaines des citations qui précèdent, que les Parlements rattachent fréquemment le droit d'enregistrement à la notion du dépôt des lois.

Enfin, le rang éminent, par rapport au monarque et aux peuples, que la théorie parlementaire de la constitution française attribue aux lois, confère à leurs dépositaires une situation médiatrice entre le roi et la nation.

C'est ce que le Parlement de Paris a fait clairement ressortir dans ses remontrances du 18 janvier 1764 :

« L'exercice du gouvernement civil s'étendant à des détails infinis quant aux rapports des citoyens les uns vis-à-vis des autres et mettant quelquefois en opposition les droits du souverain avec ceux des peuples, les occupations multipliées des souverains et leur équité ont exigé qu'ils le remissent entre les mains d'un ordre de citoyens chargés de rendre en leur acquit la justice aux sujets et de les maintenir dans la jouissance de leurs droits et de leur liberté légitime, et qu'ils les rendissent dépositaires et ministres des lois; en leur confiant ce dépôt, d'une part, le souverain les a revêtus de son autorité pour faire respecter ses droits et les lois; d'une autre part, il

(1) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 123. Cf. Paris, Remontrances du 9 avril 1753, ci-dessus, p. 95.

les a associés à l'obligation de veiller à la conservation des droits légitimes des peuples.

« Sous ce double aspect, les magistrats représentent et le roi et ses sujets : le roi, pour ramener ses sujets par la rigueur des peines à l'obéissance, s'ils osaient s'en écarter; les peuples, pour porter au pied du trône les témoignages de leur soumission et de leur amour et les expressions respectueuses de leurs plaintes et de leurs réclamations » ¹.

De même, en 1788, le Parlement de Metz, après avoir déclaré que le consentement des peuples est nécessaire à la formation de leurs lois, ajoute :

« ...celles-ci dès lors étant un titre commun, une convention réciproque entre le Souverain et ses sujets, il a été nécessaire d'établir des corps dont la durée fût égale à celle de l'Etat, qui en conservassent le dépôt, qui en procurassent l'exécution, et qui chargés, d'un côté, d'éclairer la religion du Monarque, le fussent également, de l'autre, de rappeler au peuple le respect et la soumission qu'il lui doit » ².

On voit que la notion de « corps intermédiaires » est liée, dans les remontrances, à celle de « dépôt des lois » et qu'elles y sont toutes deux rattachées à la conception parlementaire de la constitution monarchique.

II. Dès le début du règne de Louis XV, le Parle-

(1) FLAMMERMONT, t. II, p. 430.

(2) Metz, Déclarations et Itératives protestations du 20 juin 1788, pp. 4-5.

ment de Paris fait allusion au rôle intermédiaire qu'il joue entre le roi et les peuples :

« L'on crut encore dès ce temps-là que le Parlement était une espèce de lien nécessaire entre le souverain et ses autres sujets, le peuple se persuadant que les lois examinées par le Parlement étaient utiles ou du moins nécessaires, et nos rois ayant éprouvé que leurs sujets s'y soumettent plus volontairement lorsqu'elles ont passé par ce tribunal » ¹.

Mais c'est après 1748, c'est-à-dire après la publication de *l'Esprit des lois*, que l'idée se développe et se précise.

Le 16 août 1751, le premier président du Parlement de Paris, s'adressant à Louis XV, invoque « cette sage économie du gouvernement monarchique... où le souverain... veut bien se lier lui-même en établissant sous lui des puissances secondaires qui... sont chargées du dépôt des lois et d'en maintenir l'exécution » ².

D'après les grandes remontrances de 1753, le Parlement de Paris est, comme il dit au roi, « chargé de *représenter à vos sujets la personne même de V. M.*, et de leur répondre de la justice et de l'utilité de toutes ses lois, de représenter vos sujets aux yeux de V. M., et de vous répondre de leur fidélité et de leur soumission » ³.

Il décrit « cette gradation de pouvoirs intermé-

(1) Paris, Itératives du 26 juillet 1718. FLAMMERMONT, t. I, p. 90.

(2) Députation du 16 août 1751. *Ibid.*, t. I, p. 467. V. ci-dessus, pp. 93-94.

(3) FLAMMERMONT, t. I, p. 528.

diaires qui, dépendant du Souverain dont ils émanent, et distribués parmi les sujets, forment l'enchaînement de toutes les parties de l'Etat, maintiennent votre autorité sans efforts, veillent sur la fidélité des peuples dont ils s'ouvrent les cœurs par une attention continuelle à leurs besoins; dépôts sacrés, où votre autorité souveraine et la confiance des sujets s'unissent intimement; degrés nécessaires pour établir entre le trône et les peuples cette communication qui fait descendre du Prince vers les peuples la protection de la justice et des lois et remonter des peuples vers le Souverain l'hommage de leur respect, de leur obéissance, de leur amour » ¹.

Les Parlements, dit-il encore en 1755, sont « le nœud sacré et le soutien commun de l'empire et de l'obéissance » ².

En 1757, le Parlement de Bordeaux exprime la même idée :

« Un corps, Sire, aussi utile à votre gloire et à votre service, n'est pas moins précieux à la Nation; c'est un bien qu'elle partage avec son Souverain; elle le possède en commun avec lui; c'est le nœud sacré qui, depuis l'établissement de la Monarchie, entretient, entre le Prince et ses sujets, une heureuse et tendre correspondance d'autorité et de soumission, un commerce habituel d'amour et de fidélité, de protection et de secours respectifs » ³.

Il dit encore, en 1760 :

(1) FLAMMERMONT, t. I, pp. 568-569.

(2) Paris, Remontrances du 27 novembre 1755. *Ibid.*, t. II, p. 87.

(3) Bordeaux, Remontrances du 25 mai 1757, pp. 4-5.

« ...le Parlement..., devenu ambulatorio à la suite de nos rois, demeure le garant des liens sacrés qui unissent le Monarque à ses sujets, le peuple à son Roi : placé entre le Trône et le peuple, il est, auprès du Trône, le garant de la fidélité et de l'obéissance de tous les ordres; il est, auprès du peuple, le garant de la justice des volontés du Souverain. Pour le Souverain, il veille au maintien de son autorité et à l'exécution de ses lois; il veille, pour la Nation, au maintien de ses droits, de ses intérêts et de sa liberté ¹.

« ...par la constitution de l'Etat, il faut un corps intermédiaire entre le Trône et le peuple, pour être le gardien, le dépositaire et le ministre des lois... » ².

En 1764, le Parlement de Rennes se dit « médiateur entre le Souverain et les sujets » ³.

Il existe dans le royaume, dit la même Cour en 1765, « un Corps toujours subsistant, uniquement et également occupé à maintenir vos sujets dans l'obéissance qu'ils vous doivent, et à s'opposer avec courage à quiconque ose se couvrir de votre nom pour les opprimer.

« Ce Corps... c'est votre Parlement. La loi règle et affermit le pouvoir du Monarque et l'obéissance des sujets. Votre Parlement est le dépositaire de ce bien respectif. C'est lui qui est le centre des correspondances entre le Prince et la Nation; c'est lui qui

(1) Bordeaux, Remontrances du 21 mai 1760, pp. 7-8.

(2) *Ibid.*, p. 15.

(3) Rennes, Remontrances du 11 août 1764. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 94.

maintient cet heureux équilibre qui fait la force du Gouvernement français » ¹.

Le devoir des Parlements, dit la Cour de Paris dans l'arrêt du 20 mars 1766, rendu après la séance de la flagellation, « est de se conformer aux lois..., de les garder et faire observer, maintenir les peuples dans l'obéissance; de représenter au Souverain ce qui est utile au bien de l'Etat, de veiller sans cesse à la conservation des droits de la royauté et de répondre à la confiance du Monarque en rendant à sa décharge la justice la plus exacte à ses sujets et s'occupant du soin de les conserver dans leurs droits légitimes » ².

En 1771, le Parlement de Rouen expose que, dans le gouvernement monarchique, sous l'autorité du prince, « des pouvoirs subordonnés et dépendants, mais nécessairement liés à la constitution de l'Etat, tempèrent l'exercice du pouvoir absolu » ³.

« Il est nécessaire », écrit-il encore au roi, « que vous soyez averti lorsque votre volonté cesse de concourir avec le vœu de la Nation; le point de communication entre vous et elle ne peut être que dans ces Corps de magistrature qui, sans passion, comme la loi dont ils sont dépositaires, n'espèrent ni ne craignent.

« ...ces Corps qui, par votre propre action, vous ramènent toujours au centre où la loi enchaîne les

(1) Rennes, Remontrances du 18 mars 1765, p. 26.

(2) FLAMMERMONT, t. II, p. 564.

(3) Rouen, Lettre au roi du 8 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 205.

volontés des peuples et présente un terme à l'abus du pouvoir » ¹.

D'après la Cour de Grenoble, le Parlement est « le seul Corps qui reste aujourd'hui intermédiaire entre le Monarque et le sujet » ².

La Cour de Besançon insère les Parlements dans la chaîne historique des corps placés par la constitution entre le prince et les sujets, pour établir entre eux « une relation perpétuelle,... une communication toujours uniforme » ³.

En 1788, le Parlement de Rennes s'exprime ainsi :

« ...le lien qui vous unit à la Nation est indissoluble par sa nature...

« Des intérêts et des devoirs réciproques ne font qu'assurer la perpétuité de cette union; enlever aux Corps intermédiaires, par qui ce *lien* et cette *union* subsistent, le droit de les entretenir et de veiller à ce qu'ils ne soient jamais rompus, c'est diviser ces *intérêts* mutuels, c'est se dégager de ces *devoirs réciproques* qui en assurent la perpétuité.

« ...c'est ainsi que fidèle aux vrais principes du régime monarchique, votre Parlement, Sire, a toujours mis les droits et les devoirs du Souverain à côté des droits et des devoirs des sujets et qu'il a tempéré les uns par les autres » ⁴.

(1) Lettre au roi du 26 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 214.

(2) Grenoble, Objets de remontrances du 4 mars 1771. *Ibid.*, p. 516.

(3) Besançon, Remontrances du 11 mars 1771. *Ibid.*, pp. 398 et 401.

(4) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. *Le Moy, Remontrances du Parlement de Bretagne*, pp. 137 et 138.

III. Placés dans cette situation intermédiaire, les Parlements étaient les intercesseurs désignés des peuples auprès du souverain.

Aussi, dès le début du règne de Louis XV, les Parlements se disent-ils les organes, et, qui plus est, les seuls organes des sujets auprès du roi. C'est à ce titre qu'ils exercent le droit de remontrances.

« Votre parlement », dit la Cour de Paris en 1718, « est le seul canal par lequel la voix de vos peuples ait pu parvenir jusqu'à vous depuis qu'il n'y a point eu d'assemblée d'états généraux » ¹.

Les remontrances, dit le Parlement de Rennes à la même époque, « sont non seulement permises, mais même ordonnées aux Parlements pour faire passer jusqu'au trône la voix des peuples » ².

A partir du milieu du siècle, les mots *peuples*, *sujets*, font volontiers place, dans le langage parlementaire, au mot *nation*.

En 1752, le premier président du Parlement de Paris, s'adressant à Louis XV, s'exprime ainsi :

« ...Daignez, Sire, vous occuper de ces importants objets que nous venons de mettre sous vos yeux... Nous vous en conjurons au nom d'une nation entière, effrayée des suites qu'entraîne la division des sentiments en matière de religion » ³.

En 1757, le Parlement de Bordeaux déclare :

(1) Paris, Itératives remontrances du 26 juillet 1718. FLAMMERMONT, t. I. p. 101.

(2) Rennes, Remontrances du 26 octobre 1718. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 15.

(3) Paris, Députation du 14 mai 1752. FLAMMERMONT, t. I, pp. 502-503.

« La Nation reconnaît encore dans ce corps [le Parlement de Paris] le garant de son obéissance, son ancien otage, l'interprète fidèle de ses sentiments, l'organe de ses besoins; ou plutôt elle se reconnaît elle-même, soit qu'il vous exprime au nom de vos sujets l'inviolable attachement qu'ils ont pour vous, soit qu'il vous expose quelquefois, à regret, l'impossibilité où vos peuples se trouvent, par un excès d'épuisement, de suivre dans toute leur étendue les mouvements de leur cœur. En toute occasion, c'est par l'entremise de ce corps que la Nation parle, supplie, représente, vous ouvre son cœur et pénètre jusqu'au vôtre » ¹.

Le Parlement, dit au même moment la Cour de Rennes, « ne parle jamais à la Nation qu'au nom du Roi et de même il ne parle jamais à son Roi qu'au nom de la Nation. Les remontrances sont celles de la Nation; le droit qu'il a de les faire est un droit essentiel à toute Nation libre » ².

Les remontrances du Parlement, dit la Cour de Paris, en 1759, sont le « seul organe de l'entière vérité auprès du trône », le seul moyen par lequel le roi « entend les plaintes légitimes et les gémissements de ses peuples » ³.

« Vous avez reconnu », dit, en 1764, le Parlement de Dijon, « que les lois fondamentales du Royaume

(1) Bordeaux, Remontrances du 25 mai 1757, p. 5.

(2) Rennes, Remontrances du 12 août 1757. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 56.

(3) Paris, Remontrances du 18 septembre 1759. FLAMMERMONT, t. II, pp. 243-244.

rendaient votre Parlement l'organe et l'intercesseur de vos peuples » ¹.

Et le Parlement de Rennes :

« ...Sire, on vous assure que personne ne se plaint. Ne serait-il pas plus vrai que personne n'ose se plaindre ? Tous les particuliers sont dans la dépendance; leur voix est étouffée par la crainte. Il n'y a qu'un corps libre et toujours subsistant, tel que votre Parlement, qui puisse se faire entendre et porter au pied du trône le cri que la Nation y porterait elle-même, si votre Parlement faisait une information juridiquedes faits dont il se plaint à V. M. » ².

En 1765, d'après la Cour de Rouen, les membres du Parlement sont seuls les « médiateurs » de la nation et ses « intercesseurs » auprès du souverain; ils sont, dit-elle au roi, « chargés par état de vous exposer ses besoins, de solliciter votre protection, de s'opposer courageusement à tout ce qui blesse ses intérêts, à tout ce qui ne porte pas l'empreinte de votre sagesse royale » ³.

Selon le Parlement de Paris, en 1768, lorsque les lois sont violées dans une province, « tous les peuples du Royaume paraissent alors fixer leur attention sur les tribunaux et leur demander de porter au pied du trône des plaintes et des inquiétudes qu'ils ne peuvent y faire parvenir » ⁴. Le Parlement

(1) Dijon, Remontrances du 14 février 1764, p. 8.

(2) Rennes, Remontrances du 11 août 1764. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, pp. 91-92.

(3) Rouen, Remontrances du 29 juillet 1765, p. 8.

(4) Paris, Remontrances des 18/20 mars 1768. FLAMMERMONT, t. II. p. 840.

cite, d'autre part, le passage des remontrances du Parlement de Rennes, du 11 août 1764, que nous venons de reproduire¹.

Les « Cours du Royaume », dit le Parlement de Rennes, « lorsque la Nation n'est pas assemblée, peuvent seules porter au pied du trône ses doléances et réclamer ses droits »². La magistrature, déclare-t-il plus loin, « est le seul organe que la Nation ait conservé lorsqu'elle n'est pas assemblée »³.

Plus tard, en 1788, le même Parlement dit encore :

« ...dans l'absence des Etats généraux, la Nation, ne pouvant faire entendre sa voix, a droit d'attendre du Parlement, qui est l'intermédiaire entre le Souverain et ses peuples, les réclamations qu'exigent les atteintes portées à ses droits »⁴.

En même temps, et à partir de 1755, année où commence leur rivalité avec le Grand Conseil, les Parlements affirment qu'ils constituent, à l'exclusion de tout autre organe, le *tribunal de la nation*, le *conseil de la nation*, et que le dépôt des lois est un *dépôt national*.

(1) FLAMMERMONT, t. II, p. 845.

(2) Rennes, Arrêté du 16 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 289.

(3) *Ibid.*, t. II, pp. 294-295.

(4) Rennes, Arrêté du 1^{er} mars 1788, pp. 2-3. V. aussi : Rouen, Remontrances du 5 août 1763, p. 6; Rennes, Remontrances du 18 mars 1765, p. 23; Rouen, Lettre au roi du 15 novembre 1766, p. 7; Dijon, Arrêté du 27 février 1768, p. 8; Rouen, Arrêté du 5 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 191; Dijon, Lettre au roi du 6 février 1771. *Ibid.*, t. II, p. 458; Toulouse, Arrêté du 8 mars 1771. *Ibid.*, t. II, p. 326; Rennes, Lettre au roi du 18 mars 1771. *Ibid.*, t. II, p. 296; Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, p. 16; Grenoble, Arrêté du 24 janvier 1788, p. 3.

Ainsi fait le Parlement de Paris, dans ses remontrances du 27 novembre 1755 :

« Quel tribunal entreprendrait de disputer à votre parlement le rang et les fonctions qu'il remplit dans cet ordre majestueux, qui remonte aux siècles les plus reculés; de s'insinuer en quelque sorte entre le Prince et sa cour, entre l'Etat et le tribunal de la nation; de se dire, ou concurremment avec le Parlement, ou au préjudice du Parlement, la *Cour du Roi*, le centre de l'Etat, le dépôt national et essentiel des lois... ? » ¹.

Le Parlement de Toulouse déclare de son côté que « le Grand Conseil... n'est pas le tribunal de la Nation : le dépôt des lois ne lui a pas été remis » ².

D'après le Parlement de Rouen, en 1757, le Parlement est « le temple inviolable des lois nationales » ³, le « temple de législation, où réside le dépôt nécessaire des archives de la Nation, où les lois conservent leur intégrité... » ⁴.

« Le greffe de votre parlement », dit la Cour de Paris, en 1788, « est un dépôt inviolable; c'est là que se conservent les titres de vos sujets et ceux mêmes de V. M.... Nous y conservons avec soin ces arrêts mémorables qui plus d'une fois ont affermi ou rétabli sur le Trône votre auguste race. Les actes conservatoires des droits de la Nation ne méritent pas moins et notre vigilance et l'immortalité ! » ⁵.

(1) FLAMMERMONT, t. II, p. 35.

(2) Toulouse, Remontrances du 19 décembre 1755, p. 14.

(3) Rouen, Remontrances du 6 août 1757, p. 2.

(4) *Ibid.*, p. 56.

(5) Paris, Remontrances des 11/13 avril 1788. FLAMMERMONT,

Le caractère tendancieux de ce langage n'échappe pas à la vigilance du pouvoir.

A la séance de la flagellation, la réponse royale, dressant la liste des principes téméraires et erronés que le Parlement hasarde, et des expressions nouvelles dont il se sert pour les caractériser, énumère, entre autres, les assertions que nous avons citées dans les pages précédentes :

Le Parlement « est le siège, le tribunal, l'organe de la Nation;... il est le protecteur et le dépositaire essentiel de sa liberté, de ses intérêts, de ses droits;... il lui répond de ce dépôt, et serait criminel envers elle s'il l'abandonnait;... il est comptable de toutes les parties du bien public, non seulement au Roi, mais aussi de la Nation ¹;... il est juge entre le Roi et son peuple;... gardien respectif, il maintient l'équilibre du gouvernement, en réprimant également l'excès de la liberté et l'abus du pouvoir... » ².

IV. Mais il ne suffit pas aux Parlements de se dire les *organes* de la nation; ils vont jusqu'à prétendre qu'ils en sont les *représentants*. L'idée est voisine, et pourtant différente; elle est aussi beaucoup plus dangereuse dans ses conséquences.

Dans le langage des Parlements, être l'organe de

t. III, p. 723. V. aussi : Metz, Remontrances du 18 mars 1756, p. 4; Bordeaux, Remontrances du 21 mai 1760, p. 10; Rennes, Remontrances du 18 mars 1765, pp. 32 et 44; Toulouse, Remontrances du 10 mars 1766. *Affaires des Parlements de Rennes et de Pau*, t. III, pièce 5, p. 17; Besançon, Protestation du 26 mai 1788, p. 7.

(1) On retrouvera plus loin cette idée.

(2) Paris, Séance royale du 3 mars 1766. FLAMMERMONT, t. II, p. 557.

la nation, c'est, comme on vient de le voir, prendre la parole pour elle, être l'interprète de ses sentiments, de ses vœux, de ses revendications; c'est, principalement, exercer le droit de remontrances, droit reconnu et réglementé par la royauté. Représenter la nation, c'est accomplir, sur sa désignation et en son nom, certains actes, en vertu d'une sorte de mandat. Un des actes les plus importants qui puissent incomber à la nation consiste pour elle, nous l'avons montré dans le chapitre précédent, à donner ou à refuser son consentement aux lois nouvelles. Or, on va voir que c'est justement dans l'accomplissement de cet acte que les Parlements prétendent représenter la nation.

Cette idée n'apparaît pas immédiatement sous une forme aussi précise.

Elle est d'abord sous-entendue. Ainsi, en 1755, le Parlement de Toulouse déclare succéder au « tribunal composé de tous les Francs dans le premier âge de la Monarchie, ensuite des principaux de la Nation qui la représentaient toute entière », mais sans dire expressément qu'il la représente lui-même à cette heure ¹.

L'année suivante, le Parlement d'Aix affirme que c'est au nom de la nation qu'il « prête hommage » aux lois nouvelles ².

En 1757, le Parlement de Rennes s'exprime en ces termes :

(1) Toulouse, Remontrances du 19 décembre 1755, p. 10. Cf Metz, Remontrances du 18 mars 1756, ci-dessous, pp. 124-125.

(2) Aix, Remontrances du... 1756, p. 13.

« Il ne se fait aucun établissement, quel qu'il soit, que tous ceux qui y ont intérêt ne soient entendus sur l'avantage ou désavantage qui peut en résulter; lorsqu'il s'agit des lois générales qui intéressent la Nation, c'est la Nation qui est consultée; c'est le Parlement pour elle qui est appelé en témoignage de l'équité et de l'utilité de la loi. Mais quelle foi pourrait être due au témoignage, si la voix du témoin a été étouffée,... si on a fait consentir à la Nation ce qu'elle ne consent point ?

« Telle est, Sire, l'idée d'un enregistrement sans communication, sans examen, sans délibération et sans jugement préalables; loin de remplir son objet, loin d'être le sceau de l'acceptation, loin d'attester à l'univers et à la postérité l'équité de la loi, la violence qui l'accompagne dépose à jamais le contraire » ¹.

En 1760, le Parlement de Rouen déclare formellement que, par la vérification des ordonnances, c'est-à-dire, comme on le verra, par l'exercice du droit d'enregistrement, les Parlements suppléent la nation dans l'« acceptation » des lois; c'est une conséquence du « dépôt des lois ».

« Il est », dit-il, « de l'essence d'une loi d'être acceptée. Le droit d'accepter est le droit de la Nation.

« ...Ce droit subsiste et V. M. le reconnaît en adressant l'édit et la déclaration qui occasionnent nos remontrances aux magistrats qui peuvent suppléer la Nation en les *vérifiant*;...

(1) Rennes, Remontrances du 12 août 1757. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 57.

« Exercé, pendant l'interstice des Etats, par ceux que la Nation regarde comme dépositaires de la législation, ce droit sacré et imprescriptible ne saurait l'être que par eux » ¹.

Enfin, en 1764, la Cour de Rennes précise que les Parlements représentent la nation dans le « consentement » à la loi :

« C'est le consentement de la Nation, que représente votre Parlement, qui donne le complément à la loi » ².

En 1771, le Parlement de Grenoble rattache la qualité de représentant de la nation à celle de « corps intermédiaire » :

« ...un des principes qui constitua toujours essentiellement la Monarchie française, fut l'adhésion libre de la Nation à chaque loi nouvelle, soit qu'elle fût convoquée aux champs de mars, dans les Parlements généraux, ou représentée par le seul Corps qui reste aujourd'hui intermédiaire entre le Monarque et le sujet; toujours son consentement fut nécessaire pour donner à la loi la sanction qui la complète.

« ...c'est de cet usage antique et solennel qu'est dérivée l'obligation du Monarque, d'adresser aux Cours souveraines... toutes les lois et ordonnances qui émanent de son pouvoir législatif; à l'examen et vérification desquelles Cours ces lois sont essentiellement soumises, pour acquérir le sceau légal de la publication » ³.

(1) Rouen, Remontrances du 10 mai 1760, p. 9.

(2) Rennes, Remontrances du 12 janvier 1764, p. 8.

(3) Grenoble, Objets de remontrances du 4 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 516.

En 1788, le Parlement de Dijon, après avoir formulé le principe qu'« aucune loi ne peut obliger que lorsqu'elle est consentie »¹, ajoute : « ...ce consentement est représenté par l'enregistrement libre dans les Cours »².

Le Parlement de Metz déclare :

« ...la Nation... a cru ne pouvoir mieux témoigner à ses premiers magistrats sa confiance, sa reconnaissance et son estime qu'en les autorisant à donner pour elle un consentement provisoire à ces lois, dont la constitution les avait établis les ministres, les dépositaires et les gardiens.

« ... de là est résulté pour eux l'obligation et le droit de n'enregistrer les lois nouvelles qu'après avoir procédé à leur vérification... »³.

A l'appui de leur prétention à représenter la nation dans le consentement aux lois, les Parlements ne se contentent pas d'invoquer les notions un peu abstraites de « corps intermédiaires » et de « dépôt des lois » ; ils utilisent, en outre, une démonstration historique qui prolonge, pour ainsi dire, celle par laquelle on a vu qu'ils s'efforcent de prouver que les lois doivent être consenties par la nation.

Les Parlements posent, d'abord, en principe qu'ils n'ont jamais été créés ou, autrement dit, que la royauté n'a pas eu à les établir⁴. Il en est ainsi parce

(1) V. ci-dessus, p. 84.

(2) Dijon, Protestations du 4 juin 1788, p. 2.

(3) Metz, Déclaration et itératives protestations du 20 juin 1788, p. 6.

(4) V. Grenoble, Remontrances du 10 avril 1756, p. 6 ; Rouen,

que leur origine se confond avec celle de la monarchie; ils sont nés avec elle; ils n'ont donc d'autre titre de création que celui de la monarchie elle-même¹. Ils sont inhérents à la constitution de l'Etat². « Les Cours souveraines », dit le Parlement de Dijon, sont « nées avec l'Etat et liées intimement à son essence »³. Le Parlement, dit la Cour de Paris, « est né avec l'empire des Français pour être une branche de la forme essentielle du gouvernement »⁴; il est une « partie essentielle de la constitution française », un « membre nécessaire de cet empire »⁵.

Les Parlements provinciaux, ne faisant qu'un avec le Parlement de Paris, participent de son ancienneté :

« On abuse en vain », dit le Parlement de Rouen, en 1761, « de la date des édits qui n'ont créé successivement les différentes classes du Parlement que pour les unir ou les ajouter à ce corps [le Parlement de Paris] qui ne fut jamais créé »⁶.

« Votre Parlement », dit la Cour de Rennes, en

Remontrances du 8 janvier 1761, p. 17; Aix, Arrêté du 18 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 500; *etc.*

(1) V. Bordeaux, Remontrances du 21 juillet 1756, p. 35; Rouen, Remontrances du 19 avril 1759, p. 6; Paris, Remontrances des 1^{er}/5 juin 1767. FLAMMERMONT, t. II, p. 804; Paris, Remontrances des 19/20 mars 1768. *Ibid.*, t. II, p. 854; Rennes, Remontrances du 19 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, pp. 274, 278, 282; *etc.*

(2) V. Toulouse, Remontrances du 10 mars 1766. *Affaires des Parlements de Rennes et de Pau*, t. VI, pièce 5, p. 17; Dijon, Lettre au roi du 6 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 458; Rouen, Lettre au roi du 8 février 1771. *Ibid.*, t. II, p. 205; Besançon, Remontrances du 10 avril 1771, p. 13; *etc.*

(3) Dijon, Arrêté du 27 février 1768, p. 7.

(4) Paris, Remontrances du 27 novembre 1755. FLAMMERMONT, t. II, p. 26.

(5) Paris, Itératives du 13 février 1785. *Ibid.*, t. III, p. 612.

(6) Rouen, Remontrances du 8 janvier 1761, p. 17.

1771, « n'a d'autre titre de création que celui de la Monarchie même, et les différentes compagnies qui le tiennent dans les provinces n'exercent l'identité de fonctions et l'égalité de pouvoir dont elles jouissent dans un ressort local, qu'en vertu de la vérification de l'édit de leur établissement fait en Parlement à Paris, et d'un enregistrement qui les lie au corps dépositaire des lois.

« Trois conditions essentielles ont toujours concouru à ces institutions successives : la volonté du Monarque, le vœu de la Nation, le vœu de la loi, constatés par la vérification libre dans votre Parlement séant à Paris » ¹.

Certains Parlements succèdent, d'ailleurs, aux Cours qui existaient avant la réunion de leurs provinces respectives à la couronné.

C'est ce qu'expose, en 1788, le Parlement de Besançon :

« ...le Parlement, Cour de France, Cour des Pairs, est aussi ancien que la Monarchie... Philippe le Bel le rendit sédentaire dans le XIV^e siècle, et en envoya une partie former le Parlement de Toulouse pour le Languedoc.

« ...les autres provinces ajoutées successivement au Royaume par succession, par des traités ou des capitulations, avaient des Cours dépositaires et gardiennes de leurs lois.

« ...ces Cours n'ont point été créées par les Rois

(1) Rennes, Remontrances du 19 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 282.

de France,... elles ont été confirmées et maintenues à la réunion des provinces à la Couronne » ¹.

Au même moment, le Parlement d'Aix, faisant allusion au projet d'une Cour plénière, déclare :

« ...on a vainement présenté la fausse idée de régénérer la constitution existante sous Philippe le Bel, puisque la plupart des provinces n'ont été réunies au Royaume que depuis cette époque et sous le serment de garder leurs lois et leur constitution.... elles avaient dans leur sein un tribunal souverain, chargé de la vérification des lois;... elles n'en doivent pas la conservation à la concession d'un Monarque français, mais à un vrai contrat entre les corps de la Nation et leurs souverains;... elles ne pourraient perdre ce droit sacré que par la violation expresse des traités.... l'on ne concevra jamais qu'une Cour séante à Paris... puisse remplacer le Conseil éminent des Comtes de Provence, le Conseil Delphinal, l'Echiquier de Normandie, la Cour des ducs de Bretagne, Bourgogne, Guyenne et autres.... les Parlements sont le patrimoine de chaque province... » ².

Des droits et des privilèges particuliers, dit le Parlement de Nancy, « sont assurés à un grand nombre de provinces par les titres mêmes qui les unissent à la domination française;... ces actes d'union, traités ou capitulations font partie du droit public du Royaume et commandent à la législation;...

« ...entre ces privilèges, dans lesquels plusieurs

(1) Besançon, Protestation du 26 mai 1788, p. 7.

(2) Aix, Protestations du 7 juin 1788, p. 9.

provinces ont été maintenues, elles comptent au premier rang, comme le garant et l'appui de tous les autres, la conservation de leurs Tribunaux souverains, dont l'antique existence remonte fort au-delà de l'époque des actes ou traités qui les ont incorporées au Royaume, et ne doit pas son origine (comme on voudrait l'insinuer) à des actes positifs de l'autorité des rois de France » ¹.

Puisque l'origine du Parlement est si ancienne, il est nécessaire, pour la retrouver, de remonter à nos premières institutions, à celles de cette époque lointaine où la nation consentait les lois en assemblée générale; l'histoire montrera qu'aux assemblées générales de la nation ont succédé certains organismes, chargés de représenter cette dernière dans l'exercice de ses attributions législatives; les Parlements succèdent, eux-mêmes, à ces organismes; il en résulte qu'à cette heure, et tout au moins dans l'intervalle des Etats généraux, c'est aux Parlements qu'il appartient de représenter la nation dans le consentement aux lois.

Déjà pendant la Régence, le Parlement de Paris invoque sa filiation avec la *Curia regis* des premiers Capétiens :

« Avant que le Parlement fût sédentaire, il se faisait des assemblées composées des personnages les plus considérables et les plus capables de l'Etat, plus ou moins souvent, suivant l'exigence des cas;

(1) Nancy, Déclaration et itératives protestations du 11 juin 1788, p. 5.

ces assemblées s'appelaient parlement : c'était dans ces assemblées que se faisaient les lois et c'était pour lors le seul conseil de nos rois.

« Vers l'année 1304, car la date n'en est pas absolument certaine, le Roi rendit le Parlement sédentaire par différentes raisons... » ¹.

Mais il faut attendre le milieu du siècle pour voir le même Parlement remonter au-delà, présenter un tableau complet de ses prétendues origines, et s'identifier avec les anciennes assemblées de la nation :

« Sire, il y a treize cents ans que la Monarchie subsiste, il y a treize cents ans que votre parlement, sous quelque dénomination qu'il ait été connu, forme toujours le même tribunal et exerce les mêmes fonctions dans l'Etat. Son administration, quant à la manutention des lois, n'a jamais cessé d'être la même jusqu'à ce moment; et il a toujours conservé le glorieux avantage d'être la vraie *Cour de France*, parce qu'il est né avec l'empire des Français pour être une branche de la forme essentielle du gouvernement.

« Qu'il nous soit permis, Sire, pour mieux développer ces vérités, de vous représenter que, dans le premier âge de la Monarchie, le Parlement était l'Assemblée générale de la nation, que tous les *Francs* étaient *Pairs*;...

« La confusion naturelle qui se fit des vainqueurs avec les peuples vaincus mit bientôt obstacle à ces assemblées générales, qui se tenaient fréquemment dans leur origine :... Les parlements généraux ne

(1) Paris, Itératives du 26 juillet 1718. FLAMMERMONT, t. I, p. 90.

furent plus alors composés ordinairement que de ceux qui étaient chargés de quelque administration, sans néanmoins abroger l'usage de ces assemblées générales auxquelles assistaient les grands du Royaume et des *Francs de toutes les conditions*. Ces assemblées étaient presque toujours convoquées quand il s'agissait... de la réformation des lois principales et des affaires les plus importantes de la Monarchie.

« Tel fut, Sire, l'état de votre parlement jusqu'à l'introduction du gouvernement féodal...

« Ce changement en fit naître un pareil dans le Parlement; il ne fut plus composé que des vassaux immédiats de la Couronne, qui prirent le nom de *Barons et de Pairs de France* : toute autre personne, à l'exception des conseillers lettrés, ne pouvait pas y être appelée, parce qu'elle était réputée étrangère aux affaires qui se traitaient dans cette assemblée...

« Quelque temps après, se firent plusieurs réunions à la Couronne; les arrière-vassaux du Roi devinrent *barons du Royaume*; de sorte que le nombre des membres du Parlement augmenta à proportion du progrès de ces réunions.

« Cette double révolution, occasionnée par l'établissement des fiefs, présente à V. M. les deux seuls changements que votre parlement ait éprouvés dans sa forme jusqu'en 1302. Pendant ces premiers siècles de la Monarchie, il n'y a jamais eu en France, pour l'expédition des affaires majeures, qu'un seul tribunal souverain, qualifié dans des temps de *Placite gé-*

néral, et, dans d'autres, de *Cour* ou de *Placite du Roi*. Lorsque les rois vos prédécesseurs administraient la justice dans leur cour ordinaire, et qu'il s'y présentait des affaires d'une certaine importance, ils ne statuaient que sur le provisoire et renvoyaient l'examen du fond au *Placite général*.

« Ces deux assemblées, dont l'une était *ordinaire* et l'autre *générale*, ne différaient entre elles que par le nombre de ceux qui les composaient. L'une et l'autre étaient présidées par le Roi; aussi, n'est-ce que dans le treizième siècle que le nom de parlement fut plus ordinairement employé, concurremment avec celui de *Conseil* ou de *Cour du Roi*, pour désigner ce même tribunal que l'on avait connu pendant neuf cents ans sous le nom de *Placite général* ou de *Placite du Roi*¹.

« ...Il est... bien établi que votre parlement ne changea point de nature en 1302; qu'il continua d'être véritablement la Cour de nos rois, celle où ils rendaient eux-mêmes la justice, celle qui, dans leur absence, remplissait cette importante fonction à leur décharge... Nous pouvons même dire avec vérité qu'il ne cessa point d'être essentiellement ce conseil sur lequel nos rois se reposaient en partie du soin de l'administration et qu'ils consultaient dans toutes les affaires de quelque importance...

« Si depuis la fixation à Paris des séances que votre parlement avait déjà coutume d'y tenir, nos

(1) Paris, Remontrances du 27 novembre 1755. FLAMMERMONT, t. II, pp. 26-28.

rois, qui jusqu'alors avaient, avec l'assistance et au milieu de leur cour, conduit l'administration dans toutes les parties du gouvernement général, attachèrent à leur suite quelques personnes prises dans le Parlement et que leur confiance ne chargea que de l'administration économique et journalière, le Parlement entier n'en fut pas moins le seul et véritable conseil de nos souverains, dans lequel ils continuèrent toujours de traiter, ou du moins de résoudre, tout ce qui pouvait appartenir à l'ordre législatif.

« Tout annonce même que leur intention ne fut point d'ériger un nouveau tribunal, ni de détacher du Parlement ces dépositaires particuliers de leur confiance, pour en former un nouveau corps distinct et séparé de la Cour du Roi, hors de laquelle ils se seraient trouvés sans caractère.

« ...Ils n'ignoraient point que la constitution de la Monarchie ne permettait pas qu'aucun nouveau plan de gouvernement pût préjudicier aux droits essentiels de leur cour. Aussi ne cessèrent-ils point de rapporter au corps du Parlement, comme à leur véritable conseil, la plénitude des fonctions mêmes qu'exerçaient auprès de leur majesté ceux des membres de cette cour qu'ils avaient attachés à leur suite.

« C'est par cette raison que, depuis 1302, nous les voyons encore tant de fois au milieu de leur parlement, dans les affaires importantes, prendre des résolutions, prononcer des jugements, dicter des lois, faire en un mot tous les actes qui appartiennent à la souveraineté. De là, Sire, cette maxime fondamen-

tale, qu'il est d'une indispensable nécessité que *toutes lois reçoivent dans votre parlement la dernière forme* par l'enregistrement qui en est ordonné... » ¹.

Les Parlements de province s'engagent aussitôt dans la voie tracée par le Parlement de Paris.

Pour la Cour de Toulouse, le Parlement est « ce tribunal composé de tous les Francs dans le premier âge de la Monarchie, ensuite des principaux de la Nation qui la représentaient toute entière, ambulatorio jusqu'à Philippe le Bel, fixé par ce Prince à Paris et à Toulouse, divisé par ses successeurs en plusieurs autres parties répandues dans les provinces » ².

« ...cet ordre unique », dit le Parlement de Bordeaux, « dont les dénominations successives et arbitraires n'ont jamais altéré l'identité, connu dans les différents âges de la Monarchie sous les noms de *Mallum Principis*, de Placite général, de Cour de France ou Cour du Roi, de Conseil public, et enfin sous celui de Parlement, il est toujours vrai qu'il fut établi dans l'origine pour être à perpétuité le vrai, le légitime dépositaire de la volonté des rois et leur conseil dans ce qui a rapport à la législation » ³.

« Pendant près de douze siècles », dit le Parlement de Metz, « à compter du premier âge de la Monarchie, l'on n'a reconnu qu'un seul tribunal souverain, qui fut longtemps ambulatorio à la suite de

(1) Paris, Remontrances du 27 novembre 1755. FLAMMERMONT, t. II. pp. 30-31.

(2) Toulouse, Remontrances du 19 décembre 1755, p. 10.

(3) Bordeaux, Remontrances du 12 mars 1756, p. 7.

nos rois. C'était dans la pleine assemblée de ce Conseil national que les prédécesseurs de V. M. venaient projeter et consommer toutes leurs lois, sans que le concours de la Nation, par le suffrage des membres qui l'y représentaient, fût jamais présumé diminuer ou affaiblir le pouvoir législatif et coactif qui a toujours résidé dans la personne seule de nos rois; ce qui détermine la constitution primitive du gouvernement, et fixe l'origine de l'autorité confiée à votre Cour, que la révolution des temps n'a point altérée. En effet, depuis que ses séances eurent été fixées dans la ville de Paris, nos rois ont continué de venir y présider et y ont souvent formé leurs ordonnances; et, lorsque le bien du service et l'intérêt des sujets eurent exigé qu'il fût établi d'autres tribunaux souverains dans les différentes provinces du Royaume, ce fut au même titre, et avec la même plénitude de pouvoir dont jouissait le premier tribunal... ils sont identiquement cette ancienne Cour du Roi, le seul tribunal de la Nation, où V. M., à l'exemple de ses prédécesseurs, consomme encore aujourd'hui toutes ses lois, tant par l'examen qu'elle laisse la liberté d'en faire avant la promulgation que par l'enregistrement qui s'y fait... » ¹.

Quelques années plus tard, le Parlement de Bordeaux reprend son exposé :

« Jetez, Sire, vos regards... sur le berceau de la Monarchie française, sur cette époque où une colonie de peuples, que tous les efforts des Romains n'avaient

(1) Metz, Remontrances du 18 mars 1756, pp. 3-4.

pu abattre, vient dans les Gaules jeter les fondements de cet empire... Vous y verrez la Nation assemblée former le seul et l'unique conseil de ses rois, le seul tribunal de leur justice souveraine. Vous y verrez ces assemblées, composées du chef de l'Empire et de ses membres, ne former essentiellement qu'un seul et même corps.

« ...Avec cette époque, Sire, se confond dans l'éloignement des siècles la naissance même de votre Parlement, dont le modèle existait déjà dans les mœurs et les usages de ces peuples avant la conquête.

« L'empire s'étend; la Nation cesse enfin de pouvoir s'assembler : le Parlement, Sire, devenu ambulatorioire à la suite de nos rois, demeure le garant des liens sacrés qui unissent le Monarque à ses sujets, le peuple à son Roi :... Et c'est ce même corps... que les révolutions des siècles ont amené jusqu'à nous toujours subsistant, quoique sous des formes différentes.

« Bientôt l'intérêt particulier du citoyen... demanda que ce corps... fût rendu sédentaire.

« Philippe le Bel... fixe dans la capitale du Royaume la résidence de ce corps, jusque-là ambulatorioire.

« Alors, Sire, naît comme naturellement cette police nouvelle qui donna lieu à ce nouveau Conseil, désigné depuis sous le titre de Conseil privé, toujours présent autour du Prince pour le conseiller et l'aider en ce qui concerne l'*administration* politique

de l'Etat; tandis que le Prince, comme législateur de la Nation et comme juge de ses sujets, demeura toujours inséparablement attaché, dans tout ce qui a rapport à l'autorité de *législation* et de *juridiction*, à ce corps primitif, à ce Conseil public du Souverain, à ce Conseil commun à la Nation et à son Roi » ¹.

En 1771, les Parlements de province reviennent sur cette question; entre autres, le Parlement de Bordeaux s'exprime en ces termes :

« ...Ainsi ², depuis la fondation de la Monarchie jusqu'au règne de Philippe le Bel, la Nation a été maintenue dans le droit de concourir à la législation : point de loi sans son consentement.

« Si donc il était vrai que le Parlement, devenu sédentaire sous Philippe le Bel, et perpétuel sous Charles VI, n'est pas le même que l'ancien Parlement ambulatorie, convoqué dans les premières années du règne de Philippe le Bel, sous Philippe le Hardi, sous Louis IX, sous Louis VIII, sous Philippe-Auguste; le même que les *Placita* convoqués sous Charlemagne et ses descendants, le même que les anciennes assemblées des Francs, dont l'histoire nous a transmis des vestiges avant et après la conquête; si la distribution de ce Parlement en plusieurs ressorts avait changé son essence constitutive; en un mot, si vos Cours de Parlement, Sire, n'avaient pas le droit d'examiner et de vérifier les lois nouvelles qu'il plairait à V. M. de proposer, ce droit ne

(1) Bordeaux, Remontrances du 21 mai 1760, pp. 6-10.

(2) V. ci-dessus, p. 78.

pourrait pas être perdu pour la Nation ; il est imprescriptible, inaliénable... Croirait-on que la vérification des lois nouvelles dans vos Cours de Parlement ne supplée pas ce droit primitif de la Nation ? L'ordre public pourrait-il gagner à le voir exercer encore par la Nation ? Si V. M. daigne la rétablir dans ses droits, on ne nous verra point réclamer cette portion d'autorité que les Rois vos prédécesseurs nous avaient confiée, dès que la Nation les exercera elle-même.

« Mais, jusque là, Sire, veuillez considérer que cette vérification des lois nouvelles est un devoir inséparable de nos fonctions : point de loi sans cette vérification, comme il ne pouvait y en avoir autrefois sans le consentement de la Nation assemblée » ¹.

De son côté, le Parlement de Besançon expose, dans ses remontrances du 11 mars :

« Les champs de mars ou de mai sous la première race, les assemblées générales sous la seconde et les commencements de la troisième, ensuite les Parlements, les Etats généraux, marquent une relation perpétuelle entre le Prince et les sujets, un concours, une communication toujours uniforme.

« Nous nous garderons bien, Sire, et ce n'est point notre objet, de rechercher jusqu'à quel point l'avis, le conseil, le consentement de ces assemblées influent sur les déterminations. Nous voulons seulement représenter à V. M. l'esprit du Gouvernement français, toujours éloigné de l'arbitraire » ².

(1) Bordeaux, Remontrances du 25 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, pp. 424-425.

(2) Besançon, Remontrances du 11 mars 1771. *Ibid.*, t. II, p. 398.

« ...Il suffit de voir que, dans toutes les époques, la constitution de l'Etat a placé entre le Prince et les sujets un Corps, sujet lui-même, chargé de concourir par ses conseils, par ses avis, par son consentement, suivant l'expression des monuments historiques, à la détermination du Prince.

« Vers le milieu du XIII^e siècle, ces assemblées du Roi et de ses fidèles prirent le nom de Parlement, sans quitter ceux de Cour et de Conseil du Roi.

« ...L'ordonnance de 1302, en fixant les séances du Parlement à Paris, n'y apporte aucun autre changement...

« En effet, Sire, le Parlement rendu sédentaire... ne fut pas moins le lit de justice de nos rois,... le dépôt des ordonnances *qui s'y faisaient la plupart le Roi y séant, ou autres de par lui*, ou qui s'y publiaient ensuite de vérification, c'est-à-dire d'une délibération libre, qui souvent procurait la correction ou la modification de la loi.

« Cette délibération libre, trace non équivoque du consentement, si expressément marqué dans les temps précédents, ne rendait point le Parlement participant du pouvoir législatif; elle tendait seulement à procurer que la loi nouvelle fût juste dans tous ses points, et également convenable et assortie aux droits et aux intérêts du Prince et de la Nation » ¹.

Le Parlement de Besançon répète, dans ses remontrances du 10 avril :

« Notre Gouvernement, toujours uniforme,... ne fut

(1) *Ibid.*, t. II, pp. 401-402.

point altéré par l'ordonnance de 1302, qui rendit sédentaire le Parlement. La communication de lumières, de vues, de sentiments, qu'on remarque dans toutes les époques de l'histoire, entre le Prince et les sujets; ce concours, ce concert admirable qui caractérise tous les gouvernements fondés par les peuples du Nord, subsista après Philippe le Bel. On le voit dans les lits de justice de nos rois... On le voit dans la majesté de nos rois, que les ordonnances nous disent être toujours présente en leurs Cours. On le voit enfin dans les ordonnances faites en *Parlement*...

« Cependant la présence personnelle de nos Rois devenant moins fréquente en leurs Cours, ils commencèrent à leur adresser leurs ordonnances, pour y être enregistrées et publiées;...¹

« Quelle qu'ait été autrefois *la Cour du Roi, la Cour de France, la Cour des Pairs*, les monuments les moins équivoques nous apprennent que tous ces titres étaient réunis dans votre Parlement, dès les premiers temps qui suivirent l'ordonnance de 1302 »².

Il résume encore sa pensée dans les remontrances du 5 juin :

« ...les Princes n'ont pas cru déroger à leur majesté en recevant les avis, les conseils, le consentement des peuples : les assemblées générales, les Placites, les Etats, les Parlements ont été les canaux de cette communication réciproque... »³.

(1) Besançon, Remontrances du 10 avril 1771, pp. 8-9.

(2) *Ibid.*, pp. 35-36.

(3) Besançon, Remontrances du 5 juin 1771, pp. 7-8. V. ci-dessus, p. 81.

Le Parlement de Toulouse, après avoir évoqué le souvenir des anciennes assemblées des Francs, où le roi exerçait son pouvoir législatif « avec la Nation et de son consentement », et des parlements généraux qui ont succédé à ces assemblées¹, poursuit en ces termes sa démonstration :

« Le régime féodal n'apporta de changement que dans la qualité et le nombre des personnes qui pouvaient avoir séance au Parlement; mais ses fonctions et ses droits restèrent tels qu'ils étaient avant l'introduction de la féodalité : même sous la troisième race, les nouvelles lois se formaient dans le sein du Parlement, le Roi y séant; elles y étaient arrêtées en forme de jugement par délibération et à la pluralité des suffrages. On en trouve la preuve dans les établissements faits... soit avant, soit depuis que le Parlement fut rendu sédentaire.

« Enfin nos rois ne vinrent plus délibérer dans leur Parlement sur la formation de la loi. Ils en firent dresser le projet dans leur Conseil. L'époque précise de ce changement nous est inconnue. La première ordonnance qui n'ait pas été arrêtée en Parlement et qui lui ait été envoyée pour être vérifiée et enregistrée, du moins la première qu'on connaisse, c'est l'ordonnance de 1334 concernant la régale.

« ...Les monuments postérieurs, d'accord avec l'ancienne tradition, prouvent... qu'en perdant le droit de concourir avec le Souverain à la formation de la loi, le Parlement fut toujours maintenu dans le droit

(1) V. ci-dessus, pp. 79-80.

d'examiner, de discuter, de modifier et même de refuser les lois nouvelles » ¹.

Le Parlement de Rennes, ayant déclaré que la forme essentielle qui rend légale la volonté du monarque réside dans le consentement de la nation, ajoute ce qui suit :

« La forme, le consentement a varié : tous d'abord ont été consultés; ensuite ce droit national ne s'exerce que par vos Cours, chargées du dépôt des lois et de leur exécution;...

« L'enregistrement des ordonnances ou leur vérification par les suffrages libres du Parlement est donc tout ce qui reste aujourd'hui pour représenter le consentement national » ².

En janvier 1775, le Parlement de Paris, à peine rappelé par Louis XVI, s'intitule un tribunal « coexistant » avec la nation, « qui a la filiation, la représentation et les prérogatives de ces tribunaux primordiaux, dont la Nation même faisait la composition... » ³.

En 1788, le Parlement de Rennes expose encore que les Parlements ont hérité le pouvoir, qu'exerçait autrefois la nation elle-même, de concourir à la formation des lois :

« ...Enfin ⁴, sous la troisième race, la Nation con-

(1) Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, pp. 339-340.

(2) Rennes, Remontrances du 24 juillet 1771. *Ibid.*, t. II, p. 310. v. ci-dessus, p. 82.

(3) Paris, Représentations du 8 janvier 1775. FLAMMERMONT, t. III, p. 258.

(4) V. ci-dessus, p. 82.

tinue de concourir à la formation des lois, et ces Assemblées générales du Roi et de ses fidèles prennent le nom de Parlement; et ce Parlement est ensuite rendu sédentaire *sans cesser d'être le même qui était auparavant ambulatoire à la suite des rois* [En note : C'est ce que disait le Garde des Sceaux de Marillac — Lit de justice du 15 janvier 1629], *sans cesser* conséquemment de participer à la législation, et, ce qui doit en être une autre conséquence nécessaire, *sans cesser* de veiller à la conservation des lois consenties » ¹.

Puisque la nation est représentée par les Parlements, on conçoit qu'elle ait été appelée, jadis, à agréer ses représentants, autrement dit, à consentir à leur établissement. C'est l'idée qu'expriment plusieurs Cours.

Ainsi, en 1771, la Cour de Rouen déclare que le Parlement a été d'abord fixé à Paris « par une loi revêtue du sceau de l'autorité du Prince et du vœu de la Nation » ², et que l'établissement de Parlements dans les provinces de l'ancien domaine royal a été fait avec le consentement du peuple, « *ad requisitionem gentium trium flatuum* » ³.

De même, la Cour de Rennes affirme que « le Parlement n'a été formé que par le concours de la vo-

(1) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 128.

(2) Rouen, Arrêté du 22 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 234.

(3) Rouen, Remontrances du 19 mars 1771. *Ibid.*, t. II, p. 227.

lonté du Monarque et du consentement de la Nation » ¹.

Plus tard, en 1788, le Parlement de Rouen fait allusion à « cette hiérarchie des tribunaux, cet ordre de leur compétence, établi depuis tant de siècles sur le vœu et du consentement de la Nation » ², et, protestant contre la création de la Cour plénière :

« ...jamais », dit-il, « la Nation française ne reconnaîtra le *Parlement universel, ce Tribunal suprême, la seule image de la majesté souveraine, la source unique de toute la justice du Royaume, que dans une Cour indestructible et nationale, formée ou avouée par elle, et non dans une assemblée recevant du Roi seul ses pouvoirs, son institution...* » ³.

Le Parlement, dit à la même époque la Cour de Pau, « est un corps antique et immuable, avoué par la Nation » ⁴.

D'après certaines remontrances, les Etats généraux auraient formellement reconnu les Parlements pour les représentants de la nation; cette allégation repose sur une délibération des Etats généraux de Blois, en 1576.

Le Parlement de Toulouse, en 1771, la rappelle en ces termes :

« ...dans l'instruction que les gens des mêmes Etats [les Etats de Blois] donnèrent à leurs députés envoyés vers le Roi de Navarre, le 4 janvier 1577, ils

(1) Rennes, Protestation du 23 octobre 1771, p. 7.

(2) Rouen, Arrêté du 25 juin 1788, p. 11.

(3) *Ibid.*, pp. 21-22.

(4) Pau, Remontrances du 26 juin 1788, p. 3.

les chargèrent de dire à ce Prince *qu'il faut que tous édits soient vérifiés et comme contrôlés ès Cours de Parlement, devant qu'ils obligent à y obéir : lesquelles combien qu'elles ne soient qu'une sorte de trois Etats raccourcis au petit pied, ont pouvoir de suspendre, modifier et refuser les édits.* Paroles remarquables, et qui prouvent qu'en cette partie le Parlement était regardé comme le représentant avoué de la Nation » ¹.

Si le consentement de la nation a été nécessaire pour établir les Parlements, il va de soi qu'il est également indispensable pour les supprimer.

Aussi, en 1771, après le « coup d'état » de Maupeou, les Parlements de province protestent en ce sens contre la suppression du Parlement de Paris et la création, dans son ressort, de Conseils supérieurs.

On tenterait vainement, dit le Parlement d'Aix, de persuader aux magistrats « qu'on puisse... enlever au Parlement dispersé les trois quarts de son ressort... sans égard pour les droits de la Nation, qui regarde le Parlement comme partie intégrante de la chose publique, sans le consentement des peuples qu'on veut soumettre à une magistrature avilie dès sa naissance... » ².

Et la Cour de Rouen :

« ...la séance du Parlement, aussi ancien que la Monarchie, ayant été d'abord fixée à Paris par une

(1) Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 342.

(2) Aix, Arrêté du 18 mars 1771. *Ibid.*, t. II, p. 499.

loi revêtue du sceau de l'autorité du Prince et du vœu de la Nation, on ne peut enlever à ses justiciables leurs juges qu'en vertu d'une loi revêtue de ce double caractère.

« ...dès lors la création des Conseils supérieurs... est illégale... » ¹.

La nation, dit le Parlement de Besançon, « ne peut être dépouillée de ses juges et de ses droits sans la convocation des Etats généraux du Royaume » ².

« ...la révolution dont nous sommes menacés et que nous avons déjà vu s'effectuer dans la plupart des Cours souveraines du Royaume, à supposer même qu'elle fût nécessaire, ne devrait avoir lieu que par le consentement de la Nation entière; mais... les ennemis de la magistrature ont pressenti le jugement de l'assemblée des Etats généraux, réclamée par tous les corps de la Monarchie, et... ils n'ont assuré le succès de leur projet qu'en empêchant le cri de la Nation de parvenir au pied du trône » ³.

En mai 1788, au moment du lit de justice tenu pour la réorganisation de l'ordre judiciaire, les Parlements renouvellent leurs réclamations :

« ...le dépôt des lois fut confié, pour en assurer l'invariabilité, aux Cours formées de membres inamovibles;... leur existence, leurs fonctions et leurs pouvoirs ne peuvent être annulés ou modifiés sans le concours de la Nation dont elles sont les avouées;...

(1) Rouen, Arrêté du 22 mars 1771. *Recueil des réclamations*, t. II, p. 234.

(2) Besançon, Protestations du 5 août 1771. *Ibid.*, t. II, p. 414.

(3) Rennes, Protestation du 23 octobre 1771, pp. 12-13. V. aussi : Toulouse, Protestation du 31 août 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 367.

leur suppression arbitraire enlèverait au Roi son conseil légal et à la Nation les seuls interprètes qui lui restent depuis la suspension des Etats généraux... » ¹.

« ...les Parlements ont été chargés par la Nation elle-même de la conservation de ses intérêts et du maintien de ses droits, lorsqu'elle ne serait point assemblée... ». La Cour « gardera inviolablement le dépôt qu'elle a reçu de la Nation, jusqu'à ce que les Etats généraux aient jugé à propos de le retirer... » ².

« ...en quelque lieu que les magistrats se trouvent réunis, la force seule peut les empêcher d'user du droit qu'ils tiennent de la Nation même, d'être les défenseurs des lois, et l'organe immédiat des peuples auprès du Souverain.

« ...les Etats généraux du Royaume, assemblés à Blois en 1579, ayant chargé les Parlements, dans leurs ressorts respectifs, de *suspendre, refuser ou modifier* les lois et particulièrement *les impôts*, il s'ensuit que si le droit d'enregistrement n'était pas lié aussi intimement à la Constitution française, que si les Cours du Royaume pouvaient jamais en être dépouillées, un pareil changement ne pourrait être opéré que par la Nation assemblée légalement et dans les formes anciennes, en Etats généraux... » ³.

Puisque les Parlements représentent la nation, il est logique qu'ils soient responsables devant elle.

Dès 1718, le Parlement de Paris prétend être res-

(1) Besançon, Arrêté du 8 mai 1788, p. 2.

(2) Toulouse, Arrêté du 13 mai 1788, pp. 23 et 24.

(3) Rennes, Arrêté du 31 mai 1788, pp. 139 et 140.

ponsable envers la nation de l'exacte observation des lois fondamentales¹.

« Votre parlement de Paris », dit la Cour de Toulouse, en 1771, « a juré de garder les ordonnances; il a promis solennellement au Roi et à la Nation de veiller à la conservation des lois fondamentales du Royaume... »².

Les Parlements répondent à la nation de l'inviolabilité du dépôt des lois³, de la portion qui leur est confiée du « ministère auguste » de la législation⁴, des effets de la loi⁵; ils lui sont comptables, en général, de toutes les parties du bien public⁶.

Ils sont tenus par leur serment d'assurer à la nation « la possession de ses droits, de ses franchises et de ses libertés »⁷.

Dans ses remontrances du 16 février 1788, le Parlement de Rennes, après avoir critiqué le discours de Lamoignon à la séance royale du 19 novembre 1787, et lui avoir opposé un tableau de la doctrine parlementaire, conclut en ces termes :

« Nous avons dû, Sire, rétablir ces maximes; elles sont la règle de notre conduite; elles fixent nos devoirs envers V. M. et la Nation »⁸.

(1) Paris, Itératives du 26 juillet 1718. FLAMMERMONT, t. II, p. 95.

(2) Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 351.

(3) V. Toulouse, Remontrances du 4 juin 1765, p. 14.

(4) V. Rouen, Arrêté du 18 août 1763, p. 6.

(5) V. Rouen, Lettre du 26 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 215.

(6) V. Rennes, Remontrances du 18 mars 1765, p. 57.

(7) Rouen, Lettre au roi du 12 février 1765, p. 37.

(8) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 138.

*

* *

Aux Parlements, qui prétendent représenter la nation, le pouvoir royal répond que c'est chose impossible; car leurs membres ne sont que les officiers du roi, et des officiers ne peuvent représenter la nation.

Dès les premières années du règne de Louis XV, le roi marque, dans une réponse aux remontrances du Parlement de Paris, que les Cours n'ont pas le droit « de représenter la nation et de parler au nom de tous les ordres du royaume » ¹.

En 1759, le chancelier, répondant à diverses remontrances, insiste sur la qualité d'officier qui caractérise les membres des Cours ².

« Les magistrats sont mes officiers », est-il encore dit dans la réponse royale lue à la séance de la flagellation, « ...c'est de moi seul que mes cours tiennent leur existence et leur autorité » ³.

Le vrai titre des magistrats, répond le roi, en 1769, au Parlement de Bordeaux, « est de former et d'être *la cour du Roi*;... conséquemment ils sont les juges et non les représentants du peuple » ⁴.

L'édit de décembre 1770 reproche à certains Parle-

(1) Réponse du 2 juillet 1718 aux remontrances du Parlement de Paris du 27 juin. FLAMMERMONT, t. I, p. 86.

(2) V. Réponses du chancelier à la députation du Parlement de Paris du 8 avril 1759 et aux remontrances du Parlement de Rouen du 19 avril 1759; v. ci-dessous, p. 160.

(3) Paris, Séance royale du 3 mars 1766. FLAMMERMONT, t. II, p. 557.

(4) Bordeaux, Réponse du roi aux objets de remontrances (1769), p. 4.

ments de s'être dits « les représentants de la nation » ; son préambule se termine ainsi :

« C'est en donnant à nos peuples l'exemple de l'obéissance que nos officiers feront respecter en eux le caractère de magistrats, caractère qu'ils ne tiennent point d'une loi constitutive, et que nous seuls leur imprimons par les provisions qu'il nous plaît de leur accorder » ¹.

« Remontez », dit le chancelier Maupeou au lit de justice du 7 décembre 1770, « à l'institution des parlements; suivez-les dans leur progrès; vous verrez qu'ils ne tiennent que des rois leur existence et leur pouvoir, mais que la plénitude de ce pouvoir réside toujours dans la main qui l'a communiqué » ².

Et le garde des sceaux Lamoignon, à la séance royale du Parlement de Paris, le 19 novembre 1787 :

« Quand nos rois ont établi les Parlements,... ils ont voulu instituer des officiers chargés de la distribution de la justice et du maintien des ordonnances du Royaume, et non pas élever dans leurs Etats une puissance rivale de l'autorité royale » ³.

Il est dit encore dans un arrêt du Conseil du 20 juin 1788, portant suppression des délibérations et protestations faites par certaines Cours, après le lit de justice du 8 mai :

(1) Edit de décembre 1770. ISAMBERT, t. XXII. pp. 506 et 507.

(2) FLAMMERMONT, t. II, p. 164. Au lendemain de l'édit et du lit de justice, le Parlement de Paris, contraint par les circonstances à une attitude plus soumise, a reconnu que ses membres n'avaient d'autre titre que celui d'officiers du roi. V. Représentations du 3 décembre 1770. FLAMMERMONT, t. III, p. 159; Arrêté du 7 janvier 1771. *Ibid.*, p. 175; Lettre du 17 janvier 1771. *Ibid.*, p. 178.

(3) Paris, Séance royale du 19 novembre 1787, p. 19.

« ...Ces écrits répandus sous le nom d'arrêtés ou de protestations de plusieurs cours, corps ou communautés, ne portent avec eux qu'un caractère de désobéissance et de révolte, contraire au devoir de tous ses sujets, et surtout des officiers qui composent ces corps... S. M., de laquelle seule ils tiennent leurs pouvoirs et la faculté de les exercer... Les officiers et autres sujets qui y parlent, s'élèvent au-dessus de l'autorité royale... Comme si la nation pouvait jamais croire qu'il existe entre les mains de quelques officiers du roi un pouvoir national et un droit de contrarier l'autorité dont ils émanent et d'en déterminer le caractère..... les parlements... prétendent qu'ils forment un corps national; comme si ce n'étaient pas des officiers du roi qui composaient tous ces corps, et que les officiers du roi pussent être les représentants de la nation » ¹.

De même, le roi reproche aux Parlements d'alléguer que leur essence « est aussi ancienne que la Monarchie » ², qu'ils sont « de l'essence de la Monarchie » et lui servent de « base » ³. Il rappelle aux magistrats qu'ils ne tiennent pas leur caractère d'une loi constitutive ⁴, mais que c'est du roi seul que les Cours tiennent leur existence et leur autorité ⁵, que ce sont

(1) Arrêt du Conseil du 20 juin 1788. ISAMBERT, t. XXVIII, pp. 585 et 586.

(2) Lettre du chancelier au Parlement de Rouen, 7 novembre 1760, p. 3.

(3) Paris, Séance royale du 3 mars 1766. FLAMMERMONT, t. II, p. 557.

(4) Edit de décembre 1770. ISAMBERT, t. XXII, p. 507.

(5) V. Lettre du chancelier au Parlement de Rouen, 7 novembre 1760; Paris, Séance royale du 3 mars 1766. FLAMMERMONT, t. II, p. 557.

les rois qui ont établi les Parlements¹.

Par ces simples affirmations, dont nous montrons que le bien-fondé n'était pas contestable, la royauté faisait justice de la thèse par laquelle les Parlements se flattaient de succéder aux anciennes assemblées de la nation et de représenter cette dernière.

On verra plus loin comment elle réfutait, d'autre part, la prétention des Parlements de participer à la formation des lois.

(1) V. Lettre du chancelier au Parlement de Toulouse, 18 février 1761. *Recueil de pièces servant à l'histoire du Parlement séant à Besançon*, t. II, p. 671; Ordonnance de novembre 1774. ISAMBERT, t. XXIII, p. 50; Discours de LAMOIGNON à la séance royale du Parlement de Paris, 19 novembre 1787, p. 19.

CHAPITRE V

Unité du Parlement. Les « Classes »

Répartis entre les provinces et pourvus chacun d'un ressort limité, les Parlements ne pouvaient prétendre à représenter la nation qu'en se faisant reconnaître pour les parties d'un même corps. Seul, en effet, un Parlement unique pouvait revendiquer, avec quelque vraisemblance, la succession de l'ancienne assemblée, également unique, de la nation. D'autre part, si les diverses Cours n'étaient que les branches d'un même Parlement, chacune d'elles se trouvait fondée à parler et à agir au nom du corps entier, et, par conséquent, au nom de toute la nation.

Les Cours étaient d'autant plus intéressées à défendre cette conception qu'elle leur permettait de se mêler aux affaires qui dépassaient le cadre de leurs ressorts respectifs, et d'intervenir, le cas échéant, en faveur d'autres Parlements en conflit avec le pouvoir royal.

*

* *

Au moment où la mort de Louis XIV plaçait sur le trône un enfant de cinq ans, on ne pouvait manquer

d'évoquer les souvenirs de la dernière minorité. Le vif succès qui accueillit, en 1717, la publication des *Mémoires* du cardinal de Retz témoigne de cette inclination des esprits ¹.

Or, au mois de mai 1648, le Grand Conseil, la Chambre des Comptes et la Cour des Aides de Paris, atteintes par les mesures fiscales de Mazarin, avaient obtenu que le Parlement se liguât avec elles. Le 13 mai, le fameux *arrêt d'union* rassembla au Palais, dans la chambre de St-Louis, ces quatre Cours souveraines, afin de pourvoir, de concert, à la réforme des abus. Cette collaboration aboutit à une série d'arrêts qui modifiaient profondément l'économie du gouvernement; Anne d'Autriche et Mazarin durent cependant les accepter, et même ils les confirmèrent en bloc dans une déclaration du 31 juillet ².

D'autre part, au début de 1649, pendant le siège de Paris par les troupes royales, le Parlement de Paris écrivit aux Parlements de province pour leur demander assistance, et trouva de l'écho chez certains d'entre eux; la correspondance se poursuivit quelque temps et amena des interventions du Parlement de Paris en faveur de quelques Cours provinciales ³.

L'épilogue de ce mouvement d'union entre Cours souveraines fut, après l'échec de la Fronde, la déclaration du 21 octobre 1652, qui défendit au Parlement

(1) Cf. LECLERCQ (Dom), *Histoire de la Régence*, t. II, p. 157.

(2) Cf. ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 518; PAGÈS, *La monarchie d'ancien régime en France*, pp. 125-127.

(3) GLASSON, *Le Parlement de Paris*, t. I, pp. 291, 295, 321.

de Paris de « prendre aucune connaissance des affaires générales » de l'Etat ¹.

Or, chose curieuse, ce fut, comme au temps de la Fronde, dans le cadre parisien, qu'au XVIII^e siècle se posa, pour la première fois, la question de l'entente entre Cours souveraines.

Un édit de mai 1718, manifestement inspiré par Law, avait prescrit une nouvelle refonte des monnaies. Cet édit fut envoyé à la Cour des Monnaies, à l'exclusion des autres Cours souveraines. La Cour des Monnaies enregistra l'édit, qui fut publié le 1^{er} juin, et arrêta des remontrances. Le 14 juin, le Parlement, violemment hostile à Law, invita la Chambre des Comptes, la Cour des Aides et la Cour des Monnaies à réunir leurs députés aux siens pour concerter une action commune. La Cour des Aides se réserva; le Régent interdit à la Cour des Monnaies d'accepter, et refusa à la Chambre des Comptes l'autorisation qu'elle sollicitait ².

Le 2 juillet, il rappelle au Parlement que chaque Cour « a sa portion d'autorité distincte et séparée qu'elle ne peut communiquer aux autres cours, et que les autres cours ne peuvent s'attribuer aussi; mais le Roi réunit en sa personne ces différents pouvoirs, indépendants les uns des autres, qui tous émanent de lui et dont il dispose comme il lui plaît.

« S. M. a remarqué avec plaisir dans les remontrances de son parlement les conséquences respec-

(1) ESMEIN, *loc. cit.*

(2) Cf. LECLERCQ (Dom), *op. cit.*, t. II, pp. 147-150.

tueuses qu'on doit tirer de ces principes, bien contraires au droit de représenter la nation et de parler au nom de tous les ordres du royaume.

« Que chaque cour se contente donc de former un corps séparé qui n'a plus besoin d'une nouvelle convocation pour tenir ses assemblées, ni pour rendre la justice dans les affaires de sa compétence, sans s'occuper de celles du gouvernement, lorsqu'il ne plaît pas à S. M. de l'en consulter.

« Qu'enfin chaque cour se renferme dans l'étendue de sa juridiction; qu'aucune ne s'attribue une supériorité d'inspection sur les autres cours, et que les compagnies différentes entre lesquelles S. M. a partagé le droit auguste de juger ses sujets n'entreprennent pas de changer cet ordre par des unions, des invitations ou des associations que S. M. n'a pas permises » ¹.

Le mois suivant, un arrêt du Conseil reproche au Parlement de Paris de faire continuellement « de nouvelles tentatives pour... se rendre supérieur aux autres cours supérieures, soit sur le fait des monnaies, soit par rapport aux impositions et aux subsides,... abuser des exemples des précédentes minorités, dont les divisions intérieures ou les guerres étrangères avaient troublé la tranquillité, renoncer presque entièrement à la distribution de la justice pour s'occuper de l'examen, ou plutôt de la critique des affaires du gouvernement... » ², — et dispose :

(1) Réponse du 2 juillet 1718 aux remontrances du Parlement de Paris du 27 juin 1718. FLAMMERMONT, t. I, pp. 86-87.

(2) Arrêt du Conseil du 21 août 1718. ISAMBERT, t. XXI, p. 160.

« ...7. N'entend S. M. que le parlement de Paris puisse inviter les autres cours à une association, union, confédération, consultation, ni assemblée par députés ou autrement, pour quelque cause et occasion que ce soit, sans une permission expresse et par écrit de S. M., à peine de désobéissance, et sous telle autre peine qu'il appartiendra, suivant l'exigence des cas.

« 8. Lui défend particulièrement S. M... de prendre connaissance d'aucunes affaires qui concernent le gouvernement de l'Etat, si S. M. ne trouve bon de lui en demander son avis par un ordre exprès » ¹.

Cependant, on allait voir bientôt que la menace la plus grave pour l'autorité royale ne résidait plus dans l'alliance des diverses Cours souveraines de la capitale, mais dans la confédération de tous les Parlements du royaume.

C'est la Cour de Rennes qui, dès 1718, donna, la première, le spectacle d'un Parlement intervenant, par esprit de solidarité, en faveur d'un autre Parlement ².

Cette intervention eut pour prétexte l'arrestation, sur l'ordre du gouvernement, de trois des magistrats du Parlement de Paris qui avaient protesté avec le plus d'ardeur contre le lit de justice du 26 août 1718.

(1) ISAMBERT, t. XXI, pp. 161-162.

(2) Cf. LE MOY, *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*, pp. 128-131.

Dès le 2 septembre, le Parlement de Rennes ordonna « qu'il serait fait des remontrances au Roi touchant l'exil de plusieurs des officiers du Parlement de Paris, et qu'il serait écrit au dit Parlement pour lui dire combien la nouvelle de cet exil a surpris et touché celui de Rennes » ¹.

Dans ses remontrances, datées du lendemain, le Parlement de Rennes exprima sa solidarité avec le Parlement de Paris :

« Henri second, qui a formé notre compagnie, nous ayant donné le Parlement de Paris pour modèle, a autorisé entre cette Compagnie et la nôtre une communication qui nous oblige de nous intéresser à ses disgrâces aussi bien qu'à ses avantages » ².

En même temps, dans une lettre au garde des sceaux, il disait :

« ...La fraternité qui rend nos intérêts communs, et le zèle que nous avons toujours reconnu dans ces magistrats pour le bien de la justice, ont été le motif de la lettre que nous avons pris la liberté d'écrire au Roi... » ³.

Enfin, dans une lettre adressée le même jour au Parlement de Paris :

« ... comme nous n'avons tous pour objet que le service de S. M. et le bien de l'Etat, nous vous assurons d'une parfaite intelligence si nécessaire afin d'y concourir, et d'une attention à nous conformer aux

(1) LE MOY, *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*, p. 130.

(2) LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, pp. 12 et 13.

(3) Bibl. nat., Lb 38 136, p. 40.

sages délibérations dont vous voudrez bien nous faire part » ¹.

Le Parlement de Paris, encore sous l'impression de l'accablant lit de justice du 26 août, n'osa répondre au Parlement de Rennes, le 7 septembre, que par une lettre très circonspecte ², dont voici le passage essentiel :

« Nous n'oublierons jamais que, dans cette occasion, la disgrâce de nos confrères vous a paru le sujet d'une affliction commune, et que notre douleur est devenue la vôtre. Nous avons tous les mêmes vues pour le service du Roi, pour le soulagement de ses peuples et pour la tranquillité publique. Nous agissons certainement tous, les uns et les autres, dans cet esprit » ³.

Cependant, lorsqu'à la fin de septembre 1718, quelques membres du Parlement de Rennes eurent été exilés, le Parlement de Paris, en même temps qu'il demandait le retour de deux de ses propres membres, intercédait pour les magistrats de Bretagne, sans hasarder, il est vrai, d'allusion à aucune « communication » entre Parlements :

« Comme ces privilèges sont communs à tous les Parlements, il n'est pas possible que les disgrâces qui arrivent à un ne soient un sujet d'affliction à toute la magistrature du royaume.

« Outre nos propres malheurs, nous ne pouvons

(1) Bibl. Nat., Lb ³⁸ 136, p. 38.

(2) D'après M. LE MOY, le Parlement de Paris montra sa réponse au Régent, avant de l'envoyer à Rennes (*Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*, p. 131).

(3) Bibl. nat., Lb ³⁸ 136, p. 39.

nous dispenser de ressentir avec une grande douleur ceux qui sont arrivés au Parlement de Bretagne par l'éloignement des membres de cette compagnie » ¹.

Cet échange de bons procédés fut d'ailleurs sans lendemain immédiat; et, lorsqu'en 1720 le Parlement de Paris fut exilé à Pontoise, le Parlement de Rennes s'abstint de risquer la moindre démarche en sa faveur ².

Quant aux autres Parlements, ils avaient laissé passer tous ces événements sans intervenir ³.

Peut-être certains d'entre eux gardaient-ils rancune au Parlement de Paris d'avoir joué à lui seul le rôle décisif, lors de l'ouverture du testament de Louis XIV.

C'est dans cet esprit que le Parlement de Dijon avait protesté, le 2 décembre 1715, « contre le droit que semblait s'arroger le Parlement de Paris, de disposer d'un si grand pouvoir au détriment des autres Cours souveraines »; il avait ajouté que « ce que venait de faire ce dernier Corps par circonstance, l'avait été par lui, non parce qu'il était le premier de tous, mais parce que, par la mort arrivée du Roi, la régence avait été ouverte dans son ressort » ⁴.

Toujours est-il qu'il faut attendre jusqu'en 1753 pour rencontrer une manifestation collective de la solidarité parlementaire.

(1) Paris, Représentations du 10 décembre 1718. FLAMMERMONT, t. I, p. 125.

(2) Cf. LE MOY, *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*, p. 143.

(3) Cf. FLOQUET, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. VI, p. 479.

(4) Cité par : LA CUISINE, *Le Parlement de Bourgogne*, t. III, p. 156.

Cette année-là, le Parlement de Paris refusa d'enregistrer des lettres patentes par lesquelles Louis XV évoquait au Conseil toutes les affaires concernant les sacrements, et essaya de justifier sa résistance dans ses grandes remontrances du 9 avril. Le roi exila les magistrats des Chambres des Enquêtes et des Requêtes, bientôt suivis par ceux de la Grand'Chambre qui, le 11 mai, fut reléguée à Pontoise. Aussitôt, plusieurs Parlements provinciaux, ceux d'Aix, de Bordeaux, de Rouen et de Toulouse, firent cause commune avec le Parlement de Paris et adressèrent au roi de vives remontrances sur la situation de ce dernier. Louis XV, d'ailleurs, ne tarda pas à rappeler les exilés¹.

Mais c'est seulement à partir de 1755 que la solidarité entre Parlements prend appui sur une base doctrinale.

Une querelle était née entre le Parlement de Paris et le Grand Conseil, juridiction d'exception, jalousée des Parlements parce que le roi évoquait volontiers devant elle les affaires qu'il ne voulait pas laisser juger par les tribunaux ordinaires, et que sa compétence s'étendait au royaume tout entier. Le roi avait pris parti contre le Parlement et pour le Grand Conseil, dans une déclaration du 10 octobre 1755 qui confirmait tous les privilèges de ce dernier. En novembre, le Parlement de Paris attaqua cette déclara-

(1) Cf. FLAMMERMONT, t. I, p. XXVII; GLASSON, *Le Parlement de Paris*, t. II, pp. 204 et 207; CARRÉ, dans *Histoire de France* de LAVISSE, t. VIII, 2, pp. 239-240.

tion dans de longues et importantes représentations. Les Parlements de province, qui se disaient également diminués et menacés par elle, se mêlèrent à la lutte; et c'est à cette occasion qu'apparut dans les remontrances la théorie de l'unité du Parlement, composé de diverses *classes* ¹.

Le Parlement de Paris y fait le premier allusion, en citant un discours du chancelier de l'Hôpital, prononcé dans son sein le 7 septembre 1560, d'après lequel tous les Parlements « ne forment qu'un même corps et ne sont que différentes classes du Parlement du Roi » ².

Le Parlement de Toulouse fait immédiatement écho et désigne le Parlement comme « un corps... qui, par ses *différentes classes* [En note : expression de M. le Chancelier de l'Hôpital en 1560] dispersées dans l'Etat, est présent dans toutes les parties de l'Etat... » ³.

Son exemple ne tarde pas à être suivi par d'autres Cours.

En mars 1756, le Parlement de Metz expose que les Parlements provinciaux ne forment avec celui de Paris qu'un seul corps qui succède à l'ancienne Cour du roi :

« ...lorsque le bien du service et l'intérêt des sujets eurent exigé qu'il fût établi d'autres tribunaux sou-

(1) Cf. CARRÉ, *op. cit.*, pp. 241-242; FLAMMERMONT, t. II, p. XII et s.; MARION, *Dictionnaire des institutions françaises aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Vo Grand Conseil.

(2) Paris, Remontrances du 27 novembre 1755. FLAMMERMONT, t. II, p. 73.

(3) Toulouse, Remontrances du 19 décembre 1755, pp. 12-13.

verains dans les différentes provinces du Royaume, ce fut au même titre et avec la même plénitude de pouvoir dont jouissait le premier tribunal. Ils ont été considérés comme des démembrements successivement faits de celui qui est né avec la Monarchie; ils ne formèrent tous qu'un seul et même corps; et ils sont identiquement cette ancienne Cour du Roi, le seul tribunal de la Nation, où V. M... consomme encore aujourd'hui toutes ses lois... » ¹.

En avril de la même année, le Parlement de Grenoble, après avoir rappelé que le Parlement a été fixé à Paris par Philippe le Bel, ajoute :

« Cependant, Sire, nos rois, obligés par la multiplicité des affaires et l'agrandissement du Royaume, de former successivement plusieurs classes de Parlement, les placèrent dans les différentes parties de l'Etat, pour y exercer une égale autorité à celle qui fut confiée au Parlement de Paris » ².

En juin, la Cour de Rouen analyse la notion de l'unité du Parlement :

« ...On verra le Parlement seul remonter à l'origine de la Monarchie. On verra le Parlement seul porter les caractères véritables d'un corps lié intimement à la saine constitution de l'Etat, corps unique et multiple tout à la fois : dans les temps les plus reculés, unique par l'universalité d'un ressort illimité, d'une juridiction indéfinie, d'un territoire subordonné de toutes parts, et relativement à toutes

(1) Metz, Remontrances du 18 mars 1756, p. 4. Cf. ci-dessus, pp. 124-125.

(2) Grenoble, Remontrances du 10 avril 1756, pp. 6-7.

les matières, à un seul et même tribunal; multiple, dans les mêmes temps, par sa présence successive dans toutes les parties de l'Etat, dans lesquelles il se portait avec le Souverain pour rendre aux peuples en dernier ressort la justice qui leur est due sur les lieux; dans les temps subséquents, on trouvera le Parlement multiple par la division des territoires, par la distinction des *différentes classes du Parlement du Roi*, établies en différentes provinces, selon que l'utilité des peuples a paru le demander; mais unique par l'unité de principes, par l'unité de correspondance, par l'unité d'un même être, par l'unité des rapports qui réunissent les différents membres de ce corps universel de magistrature, soit entre eux, soit avec le centre fixé dans la capitale, unique enfin par l'unité de subordination à un même chef qui est le Souverain » ¹.

De même le Parlement d'Aix :

« Les besoins de l'Etat, qui d'abord placèrent ce corps [le Parlement] à la suite des Rois, ont pu exiger qu'il fût rendu sédentaire, et même qu'il fût reproduit dans les différentes parties de l'Etat.

« Cette distribution du Parlement *en classes*, qui commence à s'annoncer dans l'édit de Philippe le Bel, a dû augmenter à mesure que la domination française s'est accrue par la gloire des armes ou par le don libre des Etats qui se sont unis à la Couronne; mais la division dans l'exercice du pouvoir n'en altère pas l'unité. La loi portée dans ces divers tribunaux

(1) Rouen, Remontrances du 26 juin 1756, pp. 20-21.

acquiert, par leur examen successif, de nouveaux garants de son utilité auprès des peuples; le dépôt des lois s'affermir en se multipliant. Un heureux accord d'intentions et de lumières réunit tous les Parlements sur les objets de la législation générale : s'ils se divisent, c'est lorsque la loi elle-même cesse d'être uniforme, pour suivre les mœurs et les usages des différents pays, et par égard pour les privilèges particuliers dont la conservation est précieuse à la Nation entière...¹

« Sire, votre Parlement de Provence tient à honneur le lien qui l'unit au Parlement de France. Le rapport glorieux dans lequel ces corps sont immédiatement unis à leur Souverain, est aussi le centre de leur union réciproque, ou plutôt de leur identité »².

Au mois d'août, le Parlement de Paris, intervenant dans une querelle particulière au Parlement de Bordeaux, rattache à son tour le Parlement unique, composé des différentes classes, à l'ancienne *Curia regis* :

« ...les compagnies des magistrats supérieurs connues sous le nom de Parlement composent l'ancienne cour du Roi qui était originairement attachée à la suite du Souverain et qui devint sédentaire dans la capitale. Le Parlement de Paris est la première et la métropolitaine cour du Royaume, suivant les expressions de François I^{er}. Tous les autres en sont des détachements ou, pour mieux dire, des extensions. Ainsi

(1) Aix, Remontrances du... 1756, pp. 6-7.

(2) *Ibid.*, p. 39.

la cour métropolitaine et toutes ses colonies sont les diverses classes d'un seul et unique parlement, les divers membres d'un seul et unique corps, animés du même esprit, nourris des mêmes principes, occupés du même objet.

De là, Sire, ce mouvement général de toutes vos cours de parlement dès qu'il s'agit de vos intérêts; de là cette prompte unanimité, cette concorde indélibérée, ces démarches uniformes quoique sans concert, pour réprimer tout ce qui blesse votre autorité, tout ce qui donne atteinte aux maximes du Royaume, toute innovation capable de troubler la Religion ou l'Etat;...

« Sire, les ennemis des lois, n'ayant pu réussir à nous perdre, tournent maintenant leurs attaques contre vos autres cours de parlement, résolus sans doute de revenir sur nous quand ils les auront anéanties » ¹.

Quelques mois plus tard, le 13 décembre 1756, Louis XV, lassé de la résistance que le Parlement de Paris opposait à ses volontés dans divers domaines, fit enregistrer en lit de justice un édit et une déclaration de discipline, supprimant deux chambres des Enquêtes sur trois, accroissant l'autorité de la Grand'Chambre où siégeaient les conseillers assagis par les années, et réglementant l'exercice du droit de remontrances. Les magistrats des Enquêtes et des

(1) Paris, Remontrances du 22 août 1756. FLAMMERMONT, t. II, pp. 138 et 139.

Requêtes répondirent par une démission collective et le cours de la justice fut suspendu ¹.

Au mois d'août suivant, le Parlement de Rouen intervint en faveur de celui de Paris, au nom du corps entier du Parlement, et fit ressortir la solidarité des classes en présence du danger qui, d'après lui, les menaçait toutes en atteignant l'une d'entre elles :

« De toutes parts retentit la réclamation solidaire du corps entier du Parlement, parce que l'ébranlement est général. Toutes les classes de ce corps font parvenir au trône les mêmes protestations, les mêmes remontrances, parce que *les Parlements ne sont qu'une même Cour, ... déparatie en diverses contrées pour la commodité des sujets de V. M., avec souveraineté et autorité pareille, et du tout égale* [En note : Réquisitoire du premier avocat général au Parlement de Rouen, 1586] » ².

« ...l'unité constitutive du Parlement, unité qui est elle-même le gage et le principe de l'unité de l'Etat... » ³.

« ...votre Parlement... frappé tout entier par le renversement de sa discipline fondamentale dans la classe séant à Paris... » ⁴.

« ...le système du dernier orage, dont le but est de consommer, par l'interversion de la discipline immémoriale de la classe du Parlement séant à Paris, le

(1) Cf. OLIVIER-MARTIN, dans *Histoire générale des peuples*, t. II, p. 260; Henri CARRÉ, dans *Histoire de France* de LAVISSE, t. VIII, 2. p. 243; FLAMMERMONT, t. II, p. XXI et s.

(2) Rouen, Remontrances du 6 août 1757, p. 3.

(3) *Ibid.*, p. 4.

(4) *Ibid.*, p. 35.

projet de révolution formé contre le Parlement entier » ¹.

« Après les lois primitives et fondamentales, la discipline immémoriale du Parlement fait une partie du droit public du Royaume...

« Cette discipline inébranlable ne fait que reporter dans l'intérieur de chacune des classes de votre Parlement l'économie qui règne dans le corps entier : elle forme l'union des différentes portions...

« Cette économie générale consiste en deux points, soit dans le corps entier, soit dans les classes particulières : l'unité des forces et leur multiplicité.

« L'unité générale de votre Parlement ne fait de ses différentes classes qu'un corps unique, où se conserve, sans conflit d'autorité, une correspondance mutuelle, une solidité indivisible de mouvements, d'impressions, de vues, d'actions et d'efforts pour le bien de l'Etat et la défense de votre autorité...

« La multiplicité des forces de votre Parlement consiste dans la distribution de ses classes répandues dans le Royaume, où chacune, représentant le corps entier, veillant, au nom de tout le corps, à la tranquillité publique, exerce sans obstacle, dans le ressort confié à ses soins, la plénitude du pouvoir dont tout le corps est dépositaire » ².

Au même moment, le Parlement de Rennes fait allusion, pour la première fois, à l'unité du Parlement ³.

(1) Rouen, Remontrances du 6 août 1757, p. 40.

(2) *Ibid.*, pp. 47-48.

(3) V. Rennes, Remontrances du 12 août 1757. *Le MOY, Remontrances du Parlement de Bretagne*, pp. 54 et 61.

Au mois de décembre 1758, un conflit éclata à Besançon, sur une question de discipline, entre la majorité du Parlement et le premier président de Boynes, qui était en même temps l'intendant de la province de Franche-Comté. Le gouvernement, obligé d'intervenir, emprisonna ou exila un certain nombre de conseillers. Les autres Cours, en vertu de la théorie des classes, prirent alors parti pour les magistrats punis et engagèrent avec le pouvoir une polémique acharnée qui ne prit fin qu'en 1761, avec le départ de Boynes et le rappel des exilés ¹.

Le Parlement de Paris avait, cette fois encore, donné le ton, dans ses remontrances d'avril 1759 :

« ...l'intérêt général du corps entier de la magistrature, celui de l'Etat, qui ne peut subsister que par l'harmonie de toutes ses parties, enfin celui dudit seigneur Roi, dont le service est essentiellement indivisible, font ressentir à son parlement, et l'obligent de faire connaître audit seigneur Roi par de très humbles remontrances, les atteintes qui peuvent être portées dans les différentes parties du Royaume à la dignité et à l'essence de la magistrature, à l'ordre universel du gouvernement et au service dudit seigneur Roi » ².

Le pouvoir royal, lors de l'affaire du Grand Con-

(1) Cf. GLASSON, *Le Parlement de Paris*, t. II, pp. 254-258; FLAMMERMONT, t. II, pp. 172 et 220.

(2) Paris, Objets de remontrances du 13 mars 1759. FLAMMERMONT, t. II, p. 177. Nous citons les objets de préférence aux remontrances elles-mêmes, parce que ces dernières ont été rédigées en termes atténués par le premier président Molé et que les objets ont été également publiés. Cf. FLAMMERMONT, t. II, p. 179.

seil, n'avait pas jugé bon de relever l'usage qu'avaient fait les Cours de la notion de classes; mais, à présent, il riposte par une critique précise de la théorie de l'unité et de l'indivisibilité du Parlement :

« Le Roi n'avait pas lieu de s'attendre à des remontrances de son parlement de Paris sur une affaire qui lui est étrangère et qui ne regarde que le Parlement de Besançon.

« S. M. aurait du moins souhaité que l'esprit dans lequel elles paraissent formées ne l'eût pas obligée de rappeler des principes qu'on ne doit jamais perdre de vue.

« Les officiers de son parlement de Paris doivent sentir qu'ils excèdent les bornes de leurs fonctions lorsqu'ils entreprennent de les étendre à l'ordre universel du gouvernement dans les différentes parties du Royaume. C'est dans la personne seule du Roi qu'existe l'universalité, la plénitude et l'indivisibilité de l'autorité; mais son service est nécessairement divisé entre ses officiers suivant la nature de leurs différentes fonctions et relativement aux départements et aux bornes que l'autorité royale leur a marqués et qu'ils ne peuvent transgresser sans troubler l'ordre, l'harmonie et la tranquillité de l'Etat.

« ...Le parlement de Besançon y est qualifié [dans les remontrances] de parlement séant à Besançon. Voudrait-on donner à entendre que les parlements différents ne sont qu'un seul et même corps, dont les parties sont distribuées dans les différentes provinces du Royaume et demeurent unies entre elles ?

Ce serait, abusant peut-être de quelque emphase d'expressions employées dans un sens tout différent par le chancelier de l'Hôpital, donner lieu de renouveler des prétentions solennellement prosrites et qui n'ont, depuis, été hasardées que dans des temps de troubles et de révolte, dont le Roi est bien assuré que son parlement déteste l'époque et le souvenir » ¹.

Le Parlement répond en convenant que « dans la personne du Roi, seul législateur dans son Royaume, réside l'universalité, la plénitude et l'indivisibilité de l'autorité » ; mais il ajoute :

« ...le principe de l'unité de l'autorité royale renferme le principe de l'unité de la magistrature;... nos rois se sont plus tantôt à se nommer les chefs du corps dont les magistrats sont membres, tantôt à représenter la justice de leur royaume comme un corps universel dont ils avaient à cœur de conserver la dignité; tantôt ils ont donné à leur parlement le titre de Cour première et métropolitaine, capitale et souveraine de leur royaume et seigneurie, leur premier et souverain consistoire, la source et l'origine de la justice de tout le Royaume, le lien de l'obéissance de tous les ordres de l'Etat...

« ...il n'est donc pas possible de douter de l'esprit dans lequel le chancelier de l'Hôpital vint dire à la Cour de la part du Roi : *Si un roi pouvait, comme autrefois a été fait, administrer sa justice souveraine par un seul parlement, il le ferait, et divers parlements*

(1) Réponse du chancelier à la députation du Parlement de Paris du 8 avril 1759. FLAMMERMONT, t. II, pp. 184-185 et 186.

*ne sont que diverses classes du parlement du Roi »*¹.

« ...C'est donc à vous, Sire, à plus forte raison, que doit se reporter aussi cette même autorité dont vous nous avez confié l'exercice. Quoique répartie dans les différentes provinces de votre royaume pour le soulagement et le bonheur de vos peuples, quoique l'exercice en soit confié aux magistrats dans des ressorts différents, de sa nature elle est indivisible, elle est une dans son principe; mais elle serait dénaturée, Sire, elle pourrait même devenir impuissante dans certains cas, si son unité ne se transmettait à la magistrature, en sorte que les magistrats, se suppléant mutuellement au besoin, puissent faire valoir dans son intégrité cette portion qui leur est confiée, ainsi que V. M. ferait Elle-même si Elle s'en était réservé l'exercice »².

Le roi ayant fait répondre sur un ton conciliant qu'il voulait bien ne pas chercher à voir dans ces secondes remontrances « ce qui d'ailleurs se sentirait encore de l'esprit qu'il y avait dans les premières »³, le Parlement tente cependant encore de justifier son intervention dans l'affaire du Parlement de Besançon :

« Malgré les distinctions des ressorts et des prérogatives, toutes les cours du Royaume ont un chef commun, qui est le Souverain. C'est à lui à qui elles reportent leurs démarches, et elles ne peuvent être

(1) Paris, Objets des itératives remontrances, arrêtés le 29 mai 1759. FLAMMERMONT, t. II, pp. 189 et 190.

(2) Paris, Itératives du 3 juillet 1759. *Ibid.*, t. II, p. 195.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 203. , .

animées que d'un même esprit lorsqu'elles se trouvent dans des circonstances semblables. S'il ne leur était pas permis de recourir à votre personne sacrée les unes pour les autres, que deviendrait toute la magistrature prise ainsi en détail ? » ¹.

Et, l'année suivante, le premier président, à la tête de députations de sa compagnie, fait encore allusion aux « principes immuables qui assurent l'unité du Parlement, distribué dans les différentes provinces du Royaume pour l'intérêt du Souverain, l'avantage des peuples et le bien de l'Etat » ², et déclare :

« Nous ne pouvons voir avec indifférence des atteintes dangereuses et multipliées portées depuis longtemps à des droits et à des lois que le corps entier de votre parlement est solidairement tenu par état et par serment de maintenir » ³.

Entre temps, les Parlements de province sont intervenus à leur tour.

Le Parlement de Bordeaux présente, à l'appui de la thèse de l'unité parlementaire, une démonstration historique détaillée.

Après avoir décrit les anciennes assemblées de la nation, puis le Parlement ambulatoire à la suite des rois ⁴, il ajoute :

« ...Et c'est ce même corps, Sire, essentiellement indivisible, connu, dans ces temps reculés, sous le nom de *Cour du Roi*, de *Cour de France*, de *Parle-*

(1) Paris, Nouvelles remontrances du 28 août 1759. FLAMMERMONT, t. II, p. 206.

(2) Députation du 12 juillet 1760. *Ibid.*, t. II, p. 211.

(3) Députation du 4 septembre 1760. *Ibid.*, t. II, pp. 215-216.

(4) V. ci-dessus. pp. 125-126.

ment, ou de *Cour des Pairs*, corps unique qui n'a jamais été supprimé ni divisé, parce qu'il n'aurait pu l'être sans changer la nature et le principe du gouvernement français, c'est ce corps que les révolutions des siècles ont amené jusqu'à nous toujours subsistant, quoique sous des formes différentes » ¹.

Il montre ensuite que l'extension du royaume a provoqué la dispersion du Parlement :

« Aussi vit-on alors ce tribunal unique se répandre successivement sur toute la surface de l'Empire, et, du centre où sa résidence avait été fixée, s'étendre jusqu'aux extrémités les plus reculées de l'Etat. Nos rois prenaient dans cette Cour première des colonies qu'ils envoyaient dans les provinces jeter les fondements de ces nouvelles classes, pour y exercer les mêmes fonctions que dans la capitale;...

« Mais tous ces différents sièges assignés dans le Royaume à ces magistrats ne mirent entre eux d'autre distinction que celle de la résidence : ils formèrent différentes Cours, mais toutes appartenantes au même corps, toutes essentiellement unies à ce tribunal né avec l'Etat, et que Philippe le Bel avait rendu sédentaire à Paris, à cette Cour *métropolitaine*, d'où elles sont sorties comme d'une source commune, suivant l'expression du célèbre Président de Thou : *ex qua tanquam ex matrice propagatae sunt*.

« Tout concourt, Sire, à prouver l'unité de chacune de ces parties avec cette Cour principale séant à Paris, qui est comme le chef-lieu du Parlement uni-

(1) Bordeaux, Remontrances du 21 mai 1760, p. 6.

versel. Identité de nom... Identité de fonctions [dé-pôt des lois, vérification et enregistrement des or-donnances]... Identité de prérogatives [tenue du lit de justice]... Identité de privilèges...

« Oui, Sire, il n'y a qu'un seul Parlement en France; et les différentes Cours répandues, sous ce nom, dans vos Etats, ne sont que des parties inté-grantes de ce corps unique » ¹.

La Cour de Bordeaux fait, il est vrai, une distinc-tion. Pour l'exercice de ses attributions qui touchent au droit privé, le Parlement a pu être divisé en classes formant des corps distincts et séparés, parce que le droit privé est lui-même divisé; mais, lorsqu'il s'agit de veiller au maintien du droit public, qui est un et indivisible, toutes les classes du Parlement doivent se réunir pour ne former qu'un seul corps; et le Parlement de Bordeaux en tire cette consé-quence :

« ...chaque événement qui peut porter atteinte au droit public du Royaume, aux lois générales qui en constituent l'essence, à l'autorité royale, à l'intérêt commun de l'Etat, au corps du Parlement ou à quel-qu'une des classes qui le composent, doit nécessaire-ment intéresser toutes les parties du corps; et... au-cune d'elles ne peut, sans trahir ce que le corps en-tier doit à V. M. et à l'Etat, regarder comme étranger pour elle tout événement dans ce genre qui ne lui est point personnel » ².

Le Parlement de Rouen, ayant déclaré, en avril

(1) Bordeaux, Remontrances du 21 mai 1760, pp. 13-19.

(2) *Ibid.*, pp. 22-27.

1759, que l'affaire du Parlement de Besançon intéresse « la cause générale des lois et de la magistrature » ¹, s'attire, au mois de juin, de la part du chancelier, une réponse analogue à celle que vient de recevoir le Parlement de Paris ².

Il revient néanmoins à la charge dans les itératives remontrances du 4 juillet 1760, où il s'efforce de prouver l'unité du Parlement, en montrant que le principe d'unité est à la base de la constitution française et se retrouve dans ses différents éléments :

« ...Unité d'un royaume... Unité d'une loi fondamentale... Unité d'un dépôt de la loi, suite nécessaire de l'unité de la loi, et, par conséquent, unité d'un Parlement qui a pu s'accroître et s'étendre pour porter au loin les influences de la justice, mais dont toutes les branches partent du même tronc, et ne sont avec lui que ce seul et unique olivier de paix qui a ses racines antiques dans les fondements de la Monarchie, et couvre d'une ombre salutaire toute la surface du Royaume ³.

« ...Même origine, même autorité, même nom. Tous ces rapports caractérisent l'identité d'un même corps composé de plusieurs *compagnies*, comme chaque compagnie est composée de plusieurs membres.

« L'exercice de la justice distributive se partage en différents territoires; mais la justice elle-même... est une et indivisible. Votre Parlement, chacune des classes, chacun des membres qui le composent, sont

(1) Rouen, Remontrances du 19 avril 1759, pp. 5 et 19.

(2) *Ibid.*, p. 29. V. ci-dessus, pp. 160-161.

(3) Rouen, Itératives du 4 juillet 1760, pp. 4-5.

également chargés de la défendre; sa conservation est l'obligation de tous; obligation solidaire entre eux, puisqu'ils l'ont contractée par un serment commun... ¹

« ...Que nos démarches fussent concertées, elles n'en seraient pas moins légitimes » ².

Le chancelier riposte dans une lettre du 7 novembre 1760 : il relève, dit-il, dans les remontrances précédentes, « l'idée nouvelle de regarder tous les Parlements comme ne composant qu'un seul corps, dont les Cours particulières ne sont que les branches; idée chimérique qui se détruit à la première vue du texte des ordonnances qui créent ces différents Parlements dans le Royaume ».

« On ne trouve », ajoute-t-il, « dans ces ordonnances, ni les termes de classes ou membres du Parlement, ni aucunes expressions nouvellement inventées; chacun d'eux a été successivement institué pour rendre la justice dans les limites du ressort qui lui est assigné. Il sont établis à l'instar et exemple de ceux qui ont été précédemment créés. Il est dit nommément qu'ils seront intitulés Parlements; les usages du Parlement de Paris et d'autres y seront observés; ils auront les mêmes privilèges, droits, honneurs, *etc.*, que les autres Parlements de notre Royaume.

« Ces termes n'annoncent qu'une égalité entre les anciens Parlements et ceux qui sont nouvellement établis. Mais cette égalité, loin de former une unité

(1) Rouen, *Itératives* du 4 juillet 1760, pp. 7-8.

(2) *Ibid.*, p. 10.

entre les Parlements, est précisément ce qui la détruit. L'égalité présente à l'esprit deux objets semblables, mais qui sont distincts et séparés. L'unité ne présente qu'un seul objet. Si les différentes Cours établies par les ordonnances sont égales entre elles, il s'ensuit qu'elles ne forment pas la même Cour.

« Aussi S. M. ne regarde ce système d'unité dans les Parlements que comme un prétexte dont on veut autoriser des associations qui, étant faites contre les prétentions du Roi, ne peuvent être tolérées suivant les lois du Royaume ».

Il termine en défendant au Parlement de Rouen de se mêler de l'affaire du Parlement de Besançon qui lui est étrangère¹.

Le Parlement de Rouen réplique vivement, en janvier 1761 :

« On abuse en vain de la date des édits qui n'ont créé successivement les différentes classes du Parlement que pour les unir ou les ajouter à ce corps [le Parlement de Paris] qui ne fut jamais créé. En vain, pour détacher ces branches du tronc dont elles sont issues, ou auquel elles ont été insérées, on nous attribue l'invention, prétendue récente, des termes de *membres* et de *classes*, et l'on qualifie l'unité du Parlement d'idée chimérique, qui se détruit, dit-on, à la première vue du texte des ordonnances. C'est ici, Sire, que l'on peut à juste titre douter que cette pièce soit l'ouvrage de votre chancelier. N'aurait-il donc point lu, n'aurait-il point entendu tant d'impor-

(1) Rouen, Lettre du chancelier du 7 novembre 1760, pp. 3-5.

tantas remontrances écrites ou verbales des différentes classes de votre Parlement ? Ou s'il en a connaissance, peut-il encore ignorer que c'est Louis XI qui nous qualifie de *membres* du corps dont il est le chef... que... en 1560, cette dénomination de *classes* se trouve dans la bouche du chancelier de l'Hôpital, qui vient dire au Parlement de la part du Roi *que divers Parlements ne font que diverses classes du Parlement du Roi*; que lui-même n'en était point l'inventeur et en avait puisé l'idée dans la nature des choses, et dans des ordonnances beaucoup plus anciennes de François I^{er} et de Charles VII.

« C'est cette ordonnance, Sire, rendue en 1454 (après la première distraction de ressort par l'établissement du Parlement séant à Toulouse)... qui déclare *que les présidents et conseillers desdits Parlements institués et ordonnés en chacun lieu de Paris et Toulouse, y ont telle puissance et autorité les uns comme les autres; et par ce, doivent être tenus et réputés UNS, et comme faisant UN même Parlement*. C'est cette ordonnance qui répète encore *que le Roi veut que les présidents et conseillers desdits Parlements et chacun d'eux être [sic] TENUS ET REPUTÉS TOUS UNS, et y demeurer en son service, en bonne union et fraternité, sans souffrir, pour cause des limites d'iceux Parlements, avoir entre eux aucune différence*. C'est de cette ordonnance qu'il résulte évidemment que l'égalité de privilèges, droits, honneurs et autorité, qui est entre les différentes classes du Parlement, de même qu'entre les diffé-

rentes chambres de chaque classe et entre les membres de chaque chambre, n'empêche point que, selon le vœu de cette loi, tous ne composent qu'*UN seul et même Parlement*. Comment donc cette vérité, écrite dans le texte même des ordonnances, est-elle traitée d'idée chimérique, qui se détruit à la première vue du texte des ordonnances ?... Comment donc, en dénaturant l'idée des choses et les expressions, ose-t-on flétrir de ce nom odieux d'association *notre bonne union et fraternité en votre service*, pendant que les ordonnances les plus anciennes nous en font un précepte ?

« Tels sont les titres qui justifient le saint concert de tous les ministres de la justice » ¹.

Ceci lui attire une semonce de Louis XV :

« Tous mes Parlements... doivent également s'occuper de l'administration de la justice et du maintien de l'ordre public, chacun dans l'étendue du territoire qui lui a été assigné par son établissement, sans se mêler de ce qui se passe hors de son ressort.

« Je ne puis trop témoigner mon mécontentement de l'abus qu'on fait du terme de *classes*, terme qu'on affecte de mettre en usage, depuis quelque temps, pour appuyer des maximes nouvelles et contraires à l'autorité qui réside dans ma seule personne » ².

De son côté, le Parlement de Toulouse, au mois d'août 1760, s'exprime en ces termes :

« L'unité constitutive du Parlement démontre l'in-

(1) Rouen, Remontrances du 8 janvier 1761, pp. 17-20.

(2) Députation du 1^{er} mars 1761. *Recueil des pièces servant à l'histoire du Parlement séant à Besançon*, t. II, p. 509.

térêt sensible de ses différentes parties à conserver des droits qui appartiennent solidairement à chacune d'elles : nous craignons encore moins que V. M. puisse regarder comme dangereuse cette unité qui fait le plus ferme appui de la Monarchie. Que les ennemis des lois... regardent l'unité du Parlement comme une invention moderne, comme une ligue contre l'autorité; nous sommes bien assurés, Sire, que V. M. reconnaîtra dans ce langage l'esprit de séduction qui travaille sans cesse à écarter du trône la vérité » ¹.

En février suivant, le chancelier lui répond comme il suit :

« Lorsque nos rois ont formé dans les différentes provinces du Royaume des tribunaux ou cours supérieures, pour rendre en leur nom la justice qu'ils doivent à leurs sujets, ils leur ont attribué à chacun un territoire distinct et séparé de celui des autres, dans l'étendue duquel il exercerait l'autorité qu'ils leur confiaient, et au-delà duquel il ne devait avoir aucun droit d'inspection ni aucune fonction à remplir.

« Ils ont accordé à chacun les mêmes droits, les mêmes honneurs et les mêmes prérogatives, dans le ressort qui lui était assigné.

« Ils leur ont également donné le titre de Parlement. On ne connaissait point, lors de leur établissement, le terme de Classes ou Membres de Parlement qu'on veut mettre en usage, depuis quelque temps, pour introduire une association qui est contraire à toutes les lois de l'Etat.

(1) Toulouse, Remontrances du 9 août 1760, p. 20.

« *Le Parlement de Toulouse*, disait un de nos rois,... *est le second Parlement* de notre Royaume. Il y a donc plusieurs Parlements dans le Royaume, et la Cour de Toulouse est un de ces Parlements.

« Après cette autorité, vous convient-il d'abandonner la qualité de Parlement qui vous est donnée par votre institution, qui vous est confirmée expressément par toutes les ordonnances déposées dans vos registres, pour vous réduire à n'être plus qu'une simple classe ?

« Aussi cette idée de classe n'a d'autre prétexte que l'abus qu'on fait d'une expression dont se servit autrefois un grand magistrat pour écarter l'idée de supériorité que quelques Cours auraient pu prétendre sur les autres, et on ne voit dans aucune ordonnance postérieure à ce discours que le nouveau système de classes ait jamais été adopté.

« C'est cependant à la faveur de cette expression solitaire, formellement contraire aux textes de toutes les ordonnances, que vous vous croyez en droit de porter votre jugement sur ce qui se passe dans le Parlement de Besançon.

« ...C'est pourquoi S. M. vous ordonne de vous renfermer dans l'administration de la justice que vous devez aux peuples de votre ressort, sans vous occuper davantage des affaires du Parlement de Besançon » ¹.

(1) 18 février 1761. *Recueil des pièces servant à l'histoire du Parlement séant à Besançon*, t. II, pp. 671-673 et 674.

En 1764, à propos du Parlement de Toulouse, en conflit avec le duc de Fitz-James, gouverneur du Languedoc, le Parlement de Rouen résume en termes particulièrement nets la théorie de l'unité parlementaire :

« ...suivant les lois fondamentales de la Monarchie, le Parlement de France, seul et unique Conseil public, légal et nécessaire du Souverain, est essentiellement UN, comme le Souverain dont il est le conseil et l'organe, et comme la constitution politique de l'Etat, de laquelle il est gardien et dépositaire;... les différentes classes du Parlement ayant également le Roi pour chef, et étant également chargées du maintien de la constitution monarchique, sont toutes le même Parlement;... la distinction des territoires assignés pour être l'objet immédiat de la vigilance de chacune desdites classes, ne fait entre elles aucune distinction de rang, de fonctions, ni d'autorité;... ne composant toutes ensemble qu'un même Parlement indivisible, aucune d'elles ne peut être dite la première;... toutes ensemble forment un seul et même corps, sous le même Chef suprême, chargées solidairement du même dépôt des lois constitutives de la Monarchie;... le Parlement est également dans chacune desdites classes la Cour plénière, universelle, capitale, métropolitaine et souveraine de France... » ¹.

En 1765, différentes Cours se prévalent de cette théorie pour intervenir dans les affaires des Parlements de Pau et de Rennes, en difficulté avec le pou-

(1) Rouen, Arrêté du 10 août 1764.

voir royal. Les Cours de Rouen et de Paris sont les plus actives.

« Votre Parlement », dit la Cour de Rouen, « partagé en douze classes, se trouve distribué dans toutes les parties de votre Empire. Ces différentes classes ont un ressort distinct qui leur est assigné, et dont elles ne peuvent franchir les limites en ce qui concerne les matières contentieuses; mais tout ce qui a rapport à votre gloire, au bien de vos sujets, à l'honneur de la magistrature, ne saurait leur être étranger, parce qu'elles sont toutes ensemble chargées solidairement de veiller à ces grands intérêts; parce que chacune d'elles est incontestablement une émanation, une branche de ce corps indivisible établi le gardien des constitutions de l'Etat » ¹.

« Les fonctions de la magistrature étant essentiellement indivisibles, les périls auxquels elle est exposée en les remplissant le sont aussi... l'oppression d'une classe du Parlement intéresse le Parlement entier » ².

« Votre Parlement entier, composé de toutes ses différentes classes, qui ne forment avec lui qu'un seul et même corps... » ³.

« Votre parlement », dit la Cour de Paris, « ...ne redoutera point les reproches de ceux qui voudraient faire envisager à V. M. ce qui se passe à l'égard de votre parlement séant à Pau comme étranger à votre parlement séant à Paris. Tel peut être le langage de

(1) Rouen, Remontrances du 23 juillet (?) 1765, p. 2.

(2) Rouen, Remontrances du 29 juillet 1765, p. 1.

(3) *Ibid.*, pp. 9-10.

ceux qui feignent d'ignorer que le devoir solidaire des différentes parties de votre parlement est d'instruire V. M. de tout ce qui peut intéresser la gloire de son règne, le salut de l'Etat, le maintien des lois publiques, en quelque partie du Royaume que le mal qui intéresse l'universalité de l'Etat ait pris naissance; de ces ennemis de la magistrature qui voudraient faire regarder son existence comme un vice politique, l'union de ses membres comme une ligue et son anéantissement total comme un bien pour l'Etat » ¹.

Le Parlement de Paris allègue, d'autre part, « un intérêt commun, une fraternité subsistante de tous temps entre les différentes classes » du Parlement ² et fait ressortir que la destruction du Parlement de Pau « deviendrait le signal et de l'anéantissement décidé du parlement séant à Rennes et de la subversion prochaine de toute la magistrature du Royaume » ³.

L'opposition de la magistrature atteint, à ce moment, un tel degré de violence que le gouvernement juge opportun de condamner solennellement les prétentions parlementaires. D'où la sévère admonestation lue à la séance royale du Parlement de Paris du 3 mars 1766 ou « séance de la flagellation » :

« Ce qui s'est passé dans mes parlements de Pau et de Rennes ne regarde pas mes autres parlements;...

(1) Paris, Remontrances du 25 août 1765. FLAMMERMONT, t. II, pp. 486-487.

(2) Paris, Remontrances du 6 septembre 1765. *Ibid.*, t. II, p. 501.

(3) *Ibid.*, p. 524.

« Je n'aurais pas d'autre réponse à faire à tant de remontrances qui m'ont été faites à ce sujet, si leur réunion, l'indécence du style, la témérité des principes les plus erronés et l'affectation d'expressions nouvelles pour les caractériser, ne manifestaient les conséquences pernicieuses de ce système d'unité que j'ai déjà proscrit et qu'on voudrait établir en principe, en même temps qu'on ose le mettre en pratique.

« Je ne souffrirai pas qu'il se forme dans mon royaume une association qui ferait dégénérer en une confédération de résistance le lien naturel des mêmes devoirs et des obligations communes, ni qu'il s'introduise dans la Monarchie un corps imaginaire qui ne pourrait qu'en troubler l'harmonie; la magistrature ne forme point un corps, ni un ordre séparé des trois ordres du Royaume; les magistrats sont mes officiers chargés de m'acquitter du devoir vraiment royal de rendre la justice à mes sujets... Je connais l'importance de leurs services : c'est donc une illusion, qui ne tend qu'à ébranler la confiance par de fausses alarmes, que d'imaginer un projet formé d'anéantir la magistrature et de lui supposer des ennemis auprès du trône; ses seuls, ses vrais ennemis sont ceux qui, dans son propre sein, lui font tenir un langage opposé à ses principes; qui lui font dire que tous les parlements ne font qu'un seul et même corps, distribué en plusieurs classes; que ce corps, nécessairement indivisible... ¹.

« Que les officiers de mes cours... fassent disparaître

(1) FLAMMERMONT, t. II, pp. 556-557.

toutes vues d'association, tous systèmes nouveaux et toutes ces expressions inventées pour accréditer les idées les plus fausses et les plus dangereuses... » ¹.

Le Parlement de Paris répond, dans un arrêté du 20 mars :

« ...les magistrats de différentes cours du Royaume sont astreints à l'observation des mêmes lois et doivent être animés du même zèle pour le service du Roi;... de ces obligations communes doit résulter, non une association ou confédération de résistance, qui n'existe pas et qui ne se formera jamais, mais une concorde indélébile, dont l'effet naturel est un concours de démarches toujours respectueuses pour obtenir de la justice et de la bonté du Roi ce qui est du bien de l'Etat » ².

Et les Parlements, ceux de Paris et de Rouen en tête, n'en continuent pas moins de s'occuper de l'affaire de Bretagne et d'adresser au roi des remontrances où ils invoquent les mêmes principes d'unité et de solidarité.

« L'ordre public », dit, par exemple, le Parlement de Paris, « est aussi indivisible et aussi universel que la Monarchie, dont il est la base et le soutien; les atteintes qui y sont portées dans une province le blessent dans l'universalité du Royaume, et le magistrat qui implore la justice du Souverain pour le porter à protéger et à maintenir la liberté des sujets et les lois de l'Etat, dans quelque portion de la Mo-

(1) FLAMMERMONT, t. II, pp. 558-559.

(2) Paris, Arrêté du 20 mars 1766. *Ibid.*, t. II, p. 564.

narchie qu'elles soient violées, ne transgresse jamais les bornes de son ministère; il veille au maintien de la constitution générale et n'agit que pour des intérêts communs » ¹.

« Les magistrats », dit le Parlement de Rouen, « sont les yeux du Prince, comme les lois sont sa règle. Ils ont deux ordres de devoirs, comme juges et comme magistrats : sous un regard, ils rendent la justice, et leur territoire est fixé; sous l'autre, ils veillent sur la chose publique, et à la conservation solidaire du dépôt des lois générales. Leur activité en cette partie ne peut admettre de ressort » ².

Lassé de cette résistance, Louis XV vient au Parlement de Paris, le 3 septembre 1770, tenir une nouvelle séance. Le chancelier Maupeou y reproche au Parlement d'avoir entraîné, par son exemple, d'autres Cours; il lui rappelle que ce qui se passe en Bretagne lui est étranger, lui défend de s'occuper de tout ce qui n'intéresse pas son ressort, et le prévient que le roi « regardera toute correspondance avec les autres Parlements comme une confédération criminelle contre son autorité et contre sa personne » ³.

Quelques mois plus tard, l'édit de décembre 1770 réfute, dans son préambule, la théorie de l'unité du parlement :

« ...Enfin elles [les Cours] se sont considérées comme ne composant qu'un seul corps et un seui

(1) Paris, Remontrances des 18/20 mars 1768. FLAMMERMONT, t. II, p. 840.

(2) Rouen, Lettre au roi du 19 août 1768, pp. 3-4.

(3) FLAMMERMONT, t. III, p. 156.

parlement, divisé en plusieurs classes répandues dans les différentes parties de notre royaume.

« Cette nouveauté, imaginée d'abord et ensuite négligée par notre parlement de Paris, quand il lui a paru utile de le faire, subsiste encore dans nos autres parlements; elle se reproduit, dans leurs arrêts et dans leurs arrêtés, sous les termes de *classes*, d'*unité*, d'*indivisibilité*; comme si nos cours pouvaient oublier que plusieurs d'entre elles existent dans des provinces qui ne faisaient point partie de notre royaume, mais qui nous appartiennent à des titres particuliers; que l'établissement de chacune d'elles a des dates différentes; que nos prédécesseurs, en les créant, les ont formées indépendantes les unes des autres, et n'ont établi aucun titre de relation entre elles; qu'ils leur ont marqué à toutes des bornes que nous ou nos successeurs pourrions étendre ou resserrer, quand l'intérêt de nos peuples l'exigera; et qu'enfin, au-delà de ces bornes, leur arrêts n'ont d'exécution que par nos ordres.

« Si ces erreurs n'étaient que l'oubli momentané des principes, nous nous contenterions de renouveler les défenses portées en notre séance du 3 mars 1766; mais elles se perpétuent, et chaque jour en voit éclore les funestes conséquences.

« Les envois que nos parlements se font les uns aux autres, leur correspondance mutuelle, et l'adoption inconsidérée que quelques-uns ont fait récemment, sans connaissance de cause, du jugement les uns des autres, pourraient les conduire à des actes plus irréguliers...

« Quoique ce système n'ait pas encore été poussé jusqu'à renouveler les arrêts d'union, si sévèrement défendus, ne serait-il pas à craindre que si nous laissons plus longtemps germer ces principes sans les détruire, nous n'eussions à nous reprocher les excès auxquels nos cours pourraient se porter un jour en les suivant ?

« Un des plus pernicieux effets de ce système est de persuader à nos parlements que leurs délibérations en acquièrent plus de poids, et déjà quelques-uns, se croyant devenus plus puissants et plus indépendants, ont établi des maximes inconnues jusqu'à présent... ».

Et l'article 1^{er} dispose :

« Nous défendons à nos cours de parlement de se servir des termes d'*unité*, d'*indivisibilité*, de *classes*, et autres synonymes pour signifier et désigner que toutes ensemble ne composent qu'un seul et même parlement, divisé en plusieurs classes.

« Leur défendons d'envoyer à nos autres parlements, hors les cas prévus par nos ordonnances, aucunes pièces, titres, procédures, mémoires, remontrances, arrêts et arrêtés relatifs aux affaires qui seront portées devant elles, soit par nos ordres, soit à cause de leur ressort.

« Comme aussi nous leur défendons de déposer en leurs greffes et de délibérer sur les pièces, titres, procédures, mémoires, remontrances, arrêts et arrêtés faits ou rendus par d'autres parlements, leur ordonnant de nous renvoyer lesdites pièces; le tout

sous peine de perte et privation de leurs offices » ¹.

Louis XV fait enregistrer cet édit le 7 décembre, dans un lit de justice où Maupeou rappelle encore que les Parlements « ne sont ni une émanation ni une partie les uns des autres; l'autorité, qui les créa, circonscrivit leurs ressorts, leur assigna des limites, fixa la matière comme l'étendue de leur juridiction » ².

Le 17 janvier 1771, dans une lettre au roi, le Parlement de Paris tente une dernière fois de justifier la correspondance entre Parlements :

« A l'égard de la correspondance entre les différents Parlements, nous ne pouvons, Sire, imaginer quel peut être le motif de la défense qui en est faite par l'édit. Ces correspondances, par la seule publicité des délibérations qui y ont donné lieu, n'ont jamais pu être suspectes; elles n'ont eu que des objets connus d'avance de V. M. et elles n'ont eu d'autre effet que de Lui adresser de très humbles supplications pour le bien de l'Etat et l'intérêt commun de la Magistrature » ³.

Puis le « coup d'état » de Maupeou s'accomplit; et, au lit de justice du 13 avril 1771, tenu pour l'installation du nouveau Parlement de Paris, le chancelier rappelle, pour les condamner, les erreurs de l'ancien :

« ...que resterait-il au Roi », demande-t-il, « si les magistrats, liés par une association générale, for-

(1) ISAMBERT, t. XXII, pp. 504-506 et 507-508.

(2) FLAMMERMONT, t. III, p. 164.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 180.

maient un ordre nouveau qui pût opposer au Souverain une résistance active et combinée » ¹.

Entre temps, les Parlements de province ont pris fait et cause pour le Parlement de Paris. Ils soutiennent, avec plus de vigueur que jamais, la théorie de l'unité du Parlement.

Pour le Parlement de Toulouse, les mots de « classe » et d'« unité » sont « aisés à justifier, ainsi que les liens particuliers qui, aux termes des ordonnances, identifient le Parlement de Toulouse à celui de Paris, au point de n'en faire qu'un seul et même Parlement » ².

D'après la Cour de Rennes, les différents Parlements de province « n'exercent l'identité de fonctions et l'égalité de pouvoir dont elles jouissent dans un ressort local, qu'en vertu de la vérification de l'édit de leur établissement fait en Parlement à Paris, et d'un enregistrement qui les lie au corps dépositaire des lois » ³.

« On vous a présenté », dit le Parlement de Bordeaux, « le système d'unité, d'indivisibilité du Parlement, comme une nouveauté dangereuse, qui entraînerait, sans doute, dans le plan de confédération; et le nouvel édit défend à vos Cours d'employer aucuns termes pour désigner que toutes ensemble ne composent qu'un seul et même Parlement.

(1) FLAMMERMONT, t. III, p. 190.

(2) Toulouse, Lettre au roi du 9 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 321.

(3) Rennes, Remontrances du 19 février 1771. *Ibid.*, t. II, p. 282.

« Si ce système est une erreur, c'est l'erreur de plusieurs siècles, c'est l'erreur de plusieurs Rois prédécesseurs de V. M., d'un chancelier dont la mémoire sera à jamais en vénération, des historiens qui ont le mieux connu l'origine, la nature et les droits des Cours de Parlement. Charles VII, Louis XI, François I^{er}, le chancelier de L'Hôpital, Du Tillet et La Roche Flavin ont regardé toutes les Cours de Parlement comme ne composant qu'un seul et même Parlement.

« Mais tout prouve que ce n'est pas une erreur. Le Parlement sédentaire à Paris est d'abord unique et universel pour tout le Royaume. Si on le divise en plusieurs ressorts, c'est à raison de la diversité des lois, des coutumes, et de la distance des lieux; c'est pour rendre la distribution de la justice plus prompte et plus avantageuse aux peuples.

« Toutes les Cours sont formées par des démembrements du Parlement de Paris, source commune » ¹.

La Cour de Bordeaux justifie ensuite la communication entre Parlements ².

La Cour de Rouen rappelle que l'établissement du Parlement de Toulouse, puis celui des Parlements successivement installés dans les provinces de l'ancien domaine royal, ont été consentis par le peuple ³.

On a accusé le Parlement, dit derechef la Cour de

(1) Bordeaux, Remontrances du 25 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, pp. 436-438.

(2) *Ibid.*, p. 439.

(3) Rouen, Remontrances du 19 mars 1771. *Ibid.*, p. 227. V. ci-dessus, p. 133.

Toulouse, « d'avoir imaginé le système de l'unité du Parlement, et on a donné à ce prétendu système la qualification de NOUVEAUTÉ DANGEREUSE; tandis qu'il n'a parlé que le langage de nos pères, celui des anciennes ordonnances, des chanceliers de France, du ministère public et des plus célèbres jurisconsultes » ¹.

Enfin, le Parlement de Dijon s'exprime en ces termes :

« Si vos Cours de Parlement ont été forcées, pour légitimer de justes réclamations, de représenter à V. M. l'unité du Corps dépositaire des lois, c'est une vérité qui dérive de la nature, et qui est consignée dans une foule de monuments historiques et législatifs; elle est une suite de l'unité de la loi, dont le dépôt leur est commun; leurs devoirs, leurs prérogatives sont les mêmes;...

« La circonscription des ressorts particuliers était absolument nécessaire pour l'administration de la justice contentieuse; elle ne peut être opposée lorsqu'il s'agit de lois générales du Royaume communes à toutes les Cours, et lorsqu'il y a lieu d'instruire le Souverain des atteintes qui y sont portées; il est indifférent en quels lieux elles sont commises; il est de votre intérêt, Sire, de les connaître; il est du devoir des magistrats de vous les représenter. C'est à quoi se réduisent les effets de cette unité dont on a fait un monstre, pour avoir le prétexte de créer des crimes et de trouver des coupables. » ².

(1) Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 353.

(2) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, pp. 14-15.

Les mesures de rigueur ordonnées par Maupeou contre les Parlements provinciaux mirent fin à la discussion.

Elle ne devait se rouvrir qu'à la fin du règne de Louis XVI.

A la séance royale du Parlement de Paris, le 19 novembre 1787, Lamoignon reproche au Parlement d'avoir établi « un concert dangereux » entre ses propres principes et « les déclamations des autres Cours de justice du Royaume » ¹.

D'autre part, les Parlements de Pau et de Rennes ayant protesté contre le transfert à Libourne du Parlement de Bordeaux ², Louis XVI répond à une députation du Parlement de Rennes :

« La séance que j'ai tenue dans mon parlement de Paris, les suites qu'elle a eues, et la translation du Parlement de Bordeaux à Libourne, sont des objets absolument étrangers à mon Parlement de Bretagne.

« Chaque Parlement est circonscrit dans son ressort pour toute matière; il ne peut ni ne doit s'occuper de ce qui y est étranger.

« Il aurait besoin, pour en prendre connaissance, d'un pouvoir nouveau; sans cela, rien de ce qui se passe hors de son ressort ne peut être permis ni soumis à son examen » ³.

(1) Paris, Séance royale du 19 novembre 1787, p. 5.

(2) Pau, Remontrances du 14 décembre 1787; Rennes, Remontrances du 22 décembre 1787.

(3) Rennes, Députation du 2 janvier 1788, p. 3.

Et Lamoignon envoie une réponse identique au Parlement de Pau¹.

Celui-ci réplique en ces termes :

« ...la lettre du garde des sceaux tend à introduire des principes funestes à l'Etat, par les bornes qu'ils mettraient au zèle des magistrats pour la chose publique, en érigeant en règle que chaque Parlement est circonscrit dans son ressort pour toutes les matières, et qu'il ne peut ni ne doit s'occuper de ce qui est extérieur;... isoler ainsi les vues de chaque Cour du Royaume, c'est rendre les provinces étrangères les unes aux autres, les inviter à séparer leurs intérêts, à circonscrire la patrie dans les bornes qui les distinguent; ce système formerait autant de nations distinctes dont les vues, souvent opposées entre elles, contrarieraient les plans de l'administration, l'unité du gouvernement. La cause de la magistrature en général ne saurait être étrangère au devoir du magistrat; les entreprises qui rendent vaine l'autorité des lois dans une province menacent le Royaume entier... »².

« Si la loi constitutionnelle souffre quelque atteinte dans une de vos provinces, le devoir commun des magistrats n'est-il pas de présenter à V. M. l'intérêt commun de tous vos sujets ?...

« Vos Cours de Parlement, circonscrites chacune

(1) Lettre du garde des sceaux au Parlement de Pau, 2 janvier 1788.

(2) Pau, Arrêté du 18 janvier 1788. Cité par Delmas, *Du Parlement de Navarre*, p. 412.

dans son ressort pour la distribution de la justice ordinaire, ont un devoir commun entre elles...

« Quand ils [les magistrats] plaident la cause de la patrie entière, qu'importent les limites de leur territoire ?¹.

« ...Ainsi s'affaibliraient insensiblement dans les esprits les véritables idées de la constitution; ainsi se propageraient en s'accréditant les maximes contraires, si la magistrature entière n'y opposait de concert les principes de la législation française. Pour prévenir les effets de cet heureux accord, on s'efforce d'isoler les Cours souveraines, de détourner leurs regards des atteintes portées à la liberté dans un territoire étranger.

« Mais un égal attachement à des principes qui leur sont communs, inspire à toutes le même zèle pour le bonheur de la Nation »².

Et le Parlement de Rennes dit, de son côté :

« ...les Cours de Parlement sont circonscrites dans leur ressort, pour tout ce qui concerne l'exercice de leur autorité et l'administration de la justice distributive. Elles ne peuvent rien ordonner ou faire exécuter au-delà du cercle qui leur est tracé, en fait de police et de jugement des contestations qui s'élèvent entre des particuliers. Elles reconnaissent qu'à cet égard leurs arrêts n'ont d'exécution au-delà du territoire qui leur est assigné qu'en vertu d'une permission spéciale de V. M.

(1) Pau, Remontrances du 28 janvier 1788, pp. 5 et 6.

(2) *Ibid.*, p. 11.

« ...Mais s'il est vrai que l'autorité des Cours de Parlement est resserrée dans de justes bornes, il est vrai aussi que leur vigilance sur tout ce qui intéresse l'ordre public et le maintien des lois a toute l'étendue de leur zèle pour le salut et la prospérité de la Monarchie.

« ...Les Parlements sont les dépositaires et les gardiens inflexibles des lois : ils doivent veiller à leur conservation, sans distinction de lieu ou de ressort;...

« *Ces lois primordiales et constitutives* ne varient point selon les différents ressorts des Cours de Parlement. La Monarchie est une; elle repose sur la même base, et cette base, ce sont les lois qui la constituent et la modifient. Ces lois violées à une des extrémités de l'Empire l'ébranlent dans toutes ses parties. Toutes ont donc un égal intérêt à se plaindre de la commotion qu'elles éprouvent et de la destruction qu'elles ont à redouter.

« Les magistrats sont les organes naturels des peuples auprès du Souverain. Ils doivent donc porter leur vigilance sur tout ce qui tient au bien général de la Monarchie, et réclamer contre tout ce qui tend à en détruire l'ordre et l'harmonie. Leur surveillance en cette matière ne peut donc être limitée, comme leur autorité en matière contentieuse » ¹.

Après avoir rappelé l'origine du Parlement de Paris ², la Cour de Rennes reproduit les arguments

(1) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, pp. 126-127.

(2) V. ci-dessus, pp. 82 et 132-133.

de texte habituellement présentés en faveur de la théorie des classes :

« Toutes les Cours de Parlement, Sire, ont eu la même origine, quoiqu'à des époques différentes. Elles sont toutes unies par les mêmes fonctions, les mêmes prérogatives, les mêmes devoirs. Elles sont toutes unies, *comme ne faisant qu'un seul Parlement diversement distribué pour le besoin des peuples* [En note : le Chancelier de l'Hôpital]. Charles VII veut que *les présidents et les conseillers desdits Parlements (de Paris et de Toulouse), institués et reportés en chacun lieu soient réputés un, et comme faisant un même Parlement; qu'ils demeurent en bonne union et fraternité sans souffrir, pour cause des limites d'iceux Parlements, avoir entre eux aucune différence* [En note : Ordonnance du 12 novembre 1454]. Plusieurs ordonnances postérieures sont rendues dans le même esprit; elles présentent les diverses Cours de Parlement répandues dans le Royaume comme *un Corps universel* [En note : Ordonnance de Louis XI de 1467, de Charles IX de 1566, de François I^{er} de 1521]. Il résulte de ces dispositions de la loi que les Parlements ne sont qu'un en divers ressorts, qu'ils ne sont qu'un *Parlement distribué dans les provinces pour la commodité des sujets* [En note : La Roche-Plessis, *Des Parlements de France*, liv. II, ch. 12, n° 20], pour leur rendre une justice plus prompte, selon les lois et les coutumes locales.

« L'effet de cette unité des Parlements est tout entier à l'avantage de la chose publique; et à Dieu

ne plaise, Sire, qu'il en résulte jamais une association criminelle et alarmante pour le Monarque, ou, comme on a toujours cherché à le faire craindre, qu'elle serve à élever dans le Royaume une autorité rivale de l'autorité souveraine » ¹.

A ces remontrances, Louis XVI, recevant une députation du Parlement, répond en ces termes :

« ...Je ne tolérerai jamais qu'un Parlement se mêle de ce qui est étranger à son ressort... Quelle confusion ne verrait-on pas régner dans l'administration du royaume, si malgré la différence causée par l'éloignement, par la diversité des vues et des intérêts, par le défaut d'unité dans les idées et dans les principes, toutes les affaires, sous le prétexte de quelques rapports indirects avec le bien général, pouvaient être l'objet des délibérations des quatorze Parlements ? » ².

Néanmoins, le Parlement de Rennes riposte encore :

« La Cour... a arrêté de tenir toujours pour maxime...

« Que dans les affaires des particuliers, la compétence du Parlement est circonscrite dans un ressort déterminé, qu'il ne pourrait étendre au-delà l'exercice de ses pouvoirs sans enfreindre la loi de la constitution; mais que dans tout ce qui tient à la propriété et la liberté civile, les règles sacrées de l'enregistrement, l'établissement des emprunts, la création

(1) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, pp. 128-129.

(2) LE MOY, *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*, p. 536.

des impôts, les principes constitutifs de la Monarchie, en un mot, dans tout ce qui a un rapport essentiel avec l'ordre public du Royaume, il existe un intérêt général et commun qui affecte individuellement chaque citoyen, sous quelque ressort qu'il soit placé.

« ...Qu'elle [la Nation] reçoit la justice distributive par différentes Cours qui ont chacune un ressort distinct et séparé; mais que toutes ont un droit commun, toutes sont soumises à l'obligation générale de réclamer l'observation des lois à l'ombre desquelles repose la liberté civile.

« Que l'infraction de ces lois dans une province, la liberté enlevée sans formes légales à ses citoyens, la loi de l'enregistrement violée, intéresse et la Nation entière et chaque citoyen en particulier...

« ...Elle se flatte que S. M., loin d'apercevoir dans les réclamations des Cours de son Royaume un concert dangereux, n'y verra qu'un vœu juste de toute la magistrature pour le maintien des lois fondamentales de l'Etat » ¹.

Dans ses remontrances d'avril 1788, le Parlement de Paris critique, à son tour, le discours de Lamoignon à la séance royale :

« Votre Garde des Sceaux... a qualifié de *concert dangereux* la concorde indélibérée de toutes les cours qui, pénétrées des mêmes sentiments ou frappées des mêmes coups, ont dû montrer une égale prévoyance ou le même courage » ².

(1) Rennes, Arrêté du 1^{er} mars 1788, pp. 2, 3 et 4.

(2) Paris, Remontrances des 11/13 avril 1788. FLAMMERMONT, t. III, p. 733.

Le Parlement de Rouen suit son exemple :

« La vigilance, le zèle de chacun des Parlements embrassent tout ce qui tient à l'ordre public, tout ce qui peut le maintenir ou le troubler... Une infraction des lois n'est jamais locale; la plus légère atteinte portée à l'ordre public se fait sentir dans toutes les parties du Royaume;... rien de ce qui intéresse l'ordre public n'est étranger aux réclamations de vos divers Parlements... » ¹.

C'est à ce moment que Lamoignon fait adopter par Louis XVI le projet d'une réforme considérable de l'organisation judiciaire. Il institue, sous le nom de *Cour plénière*, « une cour unique, dépositaire des lois communes à tout le royaume, et chargée de leur enregistrement » ².

Par là il réalise en partie, en la mettant au service du roi, cette unité que le roi refusait d'admettre lorsqu'elle était dirigée contre lui; mais c'est l'unité dans l'obéissance au lieu de l'unité dans la résistance.

Cette réforme soulève les protestations des Cours. Celle de Besançon résume à nouveau la théorie de l'unité du Parlement :

« ...les Parlements forment un seul corps, dont la première classe réside dans la capitale, et les autres dans les provinces.

« ...réunies... au Parlement national, elles [les

(1) Rouen, Arrêté du 3 mai 1788, reproduit par FLOQUET, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. VII, pp. 170-171.

(2) Lit de justice du 8 mai 1788. FLAMMERMONT, t. III, p. 751.

Cours de province] forment, sous un seul Monarque, une seule et même Cour... » ¹.

Les Parlements, dit la Cour d'Aix, « sont le patrimoine de chaque province, sans cesser de former entre eux un tout indivisible *pour remplir la justice souveraine du Roi, qui est essentiellement une en divers ressorts* [En note : Loyseau] » ².

Elle déclare être dans la ferme résolution « de ne jamais concourir à aucun acte capable de détruire ou d'affaiblir les principes et les devoirs solidaires qui lient tous les Parlements d'un nœud indissoluble » ³.

Le 20 juin 1788, un arrêt du Conseil « portant suppression des délibérations et protestations des cours et autres corps et communautés faites depuis la publication des lois portées au lit de justice du 8 mai » reproche une dernière fois aux magistrats d'avoir repris « le système, proscrit dans tous les temps, que les Parlements ne sont qu'un corps dont tous les membres sont distribués dans les différentes provinces du royaume, mais tous indivisibles » ⁴.

(1) Besançon, Protestation du 26 mai 1788, pp. 6 et 7. V. ci-dessus, p. 117.

(2) Aix, Protestation du 7 juin 1788, pp. 9-10.

(3) *Ibid.*, pp. 21-22.

(4) ISAMBERT, t. XXVIII, p. 586.

CHAPITRE VI

Analyse du droit d'enregistrement.

Résistance des Parlements aux enregistrements forcés

Au cours des pages qui précèdent, on a vu les Parlements affirmer la nécessité du consentement de la nation aux lois¹ et prétendre être chargés, en qualité de représentants de la nation, d'accorder ce consentement². Il nous reste à étudier le mode sous lequel ils entendent l'accorder.

On a déjà rencontré, dans maints passages des remontrances, l'idée suivant laquelle le consentement des Parlements aux lois, pour le compte de la nation, s'exprime par l'opération de l'enregistrement. En quoi cette opération consiste-t-elle ? Quel rôle joue-t-elle, d'après les Parlements, dans la formation des lois ? C'est ce que nous allons examiner.

Dès l'époque de la Régence, le Parlement de Paris expose ce qu'il entend par enregistrement. Toute loi, dit-il, doit être soumise à l'enregistrement du Parlement; cette formalité est nécessaire pour rendre la loi « publique »; elle est précédée d'un « examen »,

(1) V. ci-dessus, chapitre III.

(2) V. ci-dessus, chapitre IV.

par lequel le Parlement, dépositaire des lois fondamentales, s'assure que la loi nouvelle est compatible avec celles-ci, et qu'en outre elle est « utile ou du moins nécessaire » ; le Parlement procède à cet examen dans une délibération libre, c'est-à-dire où les magistrats opinent avec une entière liberté de suffrage :

« La majesté des édits exige une inviolable observation; il n'y a qu'une évidente nécessité publique qui puisse en autoriser le changement; et cette nécessité, Sire, ne paraît point ici » ¹.

« Nous avons appris de nos pères que toute loi qui contient un règlement de police générale pour tout le royaume doit être enregistrée au Parlement, et c'est dans ce premier tribunal de la justice du roi que s'en fait la publication. C'est par son autorité que l'envoi s'en fait à tous les bailliages et sénéchaussées du ressort, et cette formalité nécessaire pour rendre une loi publique ne peut être suppléée par aucun autre tribunal » ².

« ...toutes les ordonnances de nos rois qui nous imposent d'examiner dans les édits et autres lois qui nous sont apportés s'il n'y a rien de contraire aux intérêts de V. M. et de l'Etat et aux lois fondamentales du royaume, qui nous obligent d'en délibérer et par conséquent d'y opiner avec toute liberté de suffrages... » ³.

(1) Paris, Remontrances du 13 mai 1716. FLAMMERMONT, t. I, p. 43.

(2) Paris, Représentations du 19 juin 1718. *Ibid.*, t. I, p. 71. V. aussi Remontrances du 27 juin 1718. p. 78.

(3) Paris, Itératives du 26 juillet 1718. *Ibid.*, t. I, p. 88.

« L'on crut encore dès ce temps-là que le Parlement était une espèce de lien nécessaire entre le souverain et ses autres sujets, le peuple se persuadant que les lois examinées par le Parlement étaient utiles ou du moins nécessaires et nos rois ayant éprouvé que leurs sujets s'y soumettent plus volontairement lorsqu'elles ont passé par ce tribunal¹.

« ...ce grand prince [Louis XIV] a toujours regardé son parlement comme le véritable dépositaire des lois fondamentales de l'Etat, si nécessaires pour la conservation des droits de la couronne.

« C'est sans doute ce qui a convaincu les rois les plus absolus que l'enregistrement au Parlement est une condition nécessaire de la loi².

« ...ces lois respectables... qui... imposent au Parlement d'examiner les lettres patentes qui leur [*sic*] sont envoyées avant l'enregistrement et la publication... »³.

« Nous n'avons l'honneur d'être tous officiers de V. M. que pour délibérer en toute liberté sur les affaires qui se présentent et pour dire nos avis suivant les mouvements de nos consciences »⁴.

Mais c'est surtout entre 1750 et 1760 que les Parlements se sont attachés à analyser le droit d'enregistrement et à en définir la portée.

L'enregistrement, disent-ils, donne à la volonté du

(1) Paris, Itératives du 26 juillet 1718. FLAMMERMONT, t. I, p. 90.

(2) *Ibid.*, pp. 95-96.

(3) *Ibid.*, p. 99.

(4) Paris, Remontrances du 29 août 1718. *Ibid.*, p. 117.

roi, jusque-là « momentanée », la stabilité, le caractère invariable de la loi; il atteste que cette volonté est la volonté « propre » du roi, qu'elle n'a pas été « surprise »; il lui donne « force de loi »; la loi, projetée dans le Conseil, est « consommée » au Parlement; elle y reçoit sa « dernière forme ».

Jouant, en quelque sorte, sur ce mot de « forme », les Cours en viennent à dire que la loi est « formée » au Parlement et, de là, que le Parlement concourt par l'enregistrement à la « formation » de la loi.

Ce concours réside essentiellement dans la « vérification » qui précède l'enregistrement proprement dit de la loi, c'est-à-dire sa transcription sur les registres. La vérification consiste à examiner librement si la loi est compatible avec les lois fondamentales et avec les autres lois déjà existantes, si elle est juste, équitable et utile.

Dans l'affirmative, le Parlement enregistre l'ordonnance, et cet enregistrement exprime le consentement de la nation à la loi. Sinon, il refuse d'enregistrer, et ce refus exprime celui de la nation de consentir la loi. Il existe, d'ailleurs, des moyens termes entre l'acceptation et le refus purs et simples : ainsi, le Parlement peut modifier l'ordonnance en l'enregistraut, ou bien surseoir à l'enregistrement et adresser au roi des remontrances indiquant les rectifications nécessaires.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que les Parlements considèrent le droit d'enregistrement comme un droit de la nation et la loi qui l'institue comme une loi fondamentale.

Nous allons montrer, en suivant l'ordre chronologique, sous quelle forme ces différentes idées apparaissent, comment elles se développent et s'associent, dans les remontrances des divers Parlements.

En 1751, le Parlement de Paris revendique le droit de modifier la loi, à l'occasion de l'enregistrement :

« ...les modifications apposées aux arrêts d'enregistrement deviennent nécessairement partie intégrante de l'enregistrement, en sorte que détruire les modifications c'est détruire l'enregistrement même, solennité qui est essentielle pour établir une loi publique dans le royaume, que nous sommes bien convaincus, Sire, que vous jugez nécessaire, puisque telle est la loi de l'Etat... » ¹.

En 1753, le Parlement de Rouen revendique le droit de s'opposer aux volontés royales qui seraient contraires à l'équité et aux lois :

« Nos rois, exposés à la surprise,... ont reconnu que le seul moyen de ne pas être entraînés à des actes injustes, était de mettre, en quelque sorte, des bornes à leur propre puissance, de soumettre leurs volontés à l'inspection de magistrats éclairés et fidèles, obligés de les examiner à la lumière de l'équité et des lois, et qui reçussent de l'autorité de ces lois le droit de s'opposer à celles qui y seraient contraires. Vos Parlements sont chargés de cette importante fonction. Vos augustes prédécesseurs les ont astreints à résister au Souverain lui-même, si, par surprise, on abusait de son autorité. De là cette maxime inviolable

(1) Paris, Députation du 16 août 1751. FLAMMERMONT, t. I, p. 468.

dans le Royaume, que rien n'y a force de loi que ce qui est revêtu de l'enregistrement au Parlement » ¹.

En 1755, le Parlement de Paris retrace l'origine du droit d'enregistrement ² et fait particulièrement ressortir l'ancienneté du droit de délibérer avant d'enregistrer :

« ...vous apercevez, Sire, que le droit de délibération en vertu duquel votre parlement procède à l'enregistrement des édits de nos rois n'est pas seulement fondé sur un motif d'utilité publique, mais qu'il est essentiel à la constitution de votre parlement et de la Monarchie; que ce droit est le même qu'il a exercé de toute ancienneté, le même que nos souverains ont perpétuellement reconnu, tantôt en venant en personne traiter dans cette cour les affaires les plus importantes de l'Etat, tantôt en demandant que le Parlement suppléât, par son suffrage et son enregistrement, la délibération qui, par quelques circonstances particulières, n'avait pu précéder la rédaction de la loi » ³.

Le Parlement, dit-il, est le tribunal « où la loi se prépare, se détermine, se consomme, se dépose et s'exécute » ⁴, et qui exerce « ces hautes et importantes fonctions que peuvent seuls exercer le Souverain et ceux qui forment un même corps avec lui : délibérer sur les lois, les consacrer, leur imprimer le

(1) Rouen, Remontrances du 6 novembre 1753, citées par FLOQUET, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. VI, pp. 317-318.

(2) V. ci-dessus, pp. 120-124.

(3) Paris, Remontrances du 27 novembre 1755. FLAMMERMONT, t. II, p. 32.

(4) *Ibid.*, p. 34.

dernier caractère et le sceau de l'autorité souveraine » ¹.

Il invoque « l'indispensable nécessité de l'enregistrement au Parlement pour que quelque acte que ce puisse être acquière le caractère législatif », en s'appuyant sur des citations qui seront souvent reproduites :

« Nous n'avons plus à craindre, Sire, qu'on réussisse à vous inspirer des impressions défavorables sur la nature, l'usage et les conséquences de ce droit invariable de votre cour. Vous avez vu cette ancienne forme constitutive de votre monarchie intimement liée avec la gloire même et les intérêts de V. M., avec la stabilité de votre trône, avec la prospérité de votre état; heureux ordre de gouvernement auquel vous êtes redevable de la conservation de diverses contrées de vos états !... c'était cet ordre dont Henri IV reconnaissait le prix lorsque, le Premier Président lui représentant que le Parlement ne pouvait enregistrer un édit contraire au bien de l'Etat, si la liberté des suffrages, essence de toute délibération, ne lui était ôtée, ce prince répondit en ces termes à jamais mémorables : *A Dieu ne plaise que je me serve jamais de cette autorité qui se détruit souvent en la voulant établir, et à laquelle je sais que les peuples donnent un mauvais nom !*

« C'est notre fidélité, Sire, qui nous inspire de vous répéter ce que votre parlement eut l'honneur de dire à l'un de vos prédécesseurs, par l'organe du Premier

(1) Paris, Remontrances du 27 novembre 1755. FLAMMERMONT, t. II, p. 35.

Président : « *Nous avons, Sire, deux sortes de lois : les unes sont les ordonnances de nos rois...; les autres sont les ordonnances du Royaume... Entre ces lois publiques, celle-là est une des plus saintes, et laquelle vos prédécesseurs ont plus religieusement gardée, de ne publier ni loi ni ordonnance qui ne fût vérifiée en cette compagnie. Ils ont estimé que violer cette loi, c'était aussi violer celle par laquelle ils sont faits rois...* (Discours de M. de Harlay, premier président, au Roi, séant en son lit de justice au Parlement, le 15 juin 1586).

« Nous ne rappellerons point ici les monuments des premiers âges de la Monarchie : vous savez, Sire, dans quelle plénitude, avec quelle solennité, s'exerçait autrefois le droit qu'a le Parlement, comme le vrai sénat du Royaume, de délibérer sur les édits et ordonnances, qui par sa délibération y prennent leur dernière forme et autorité, quand elles y sont publiées et enregistrées (Discours de M. Le Maître, avocat général, le 13 juin 1499) » ¹.

« Les édits, ordonnances et déclarations », dit-il encore, « ne peuvent être vérifiés que par les parlements sur les lois dont ils ont seuls le dépôt et la garde » ².

La Cour de Toulouse déclare à son tour que le Parlement a le droit de modifier la loi :

« Nos rois, dans l'exercice de la législation,... n'ont pas dédaigné d'assujettir leur volonté suprême à des

(1) Paris, Remontrances du 27 novembre 1755. FLAMMERMONT, t. II, pp. 69-70.

(2) *Ibid.*, p. 87.

formes qui, en lui imprimant le dernier caractère de loi, en attestent, à ceux qui doivent obéir, l'utilité et la justice.

« Suivant ces formes, Sire, les délibérations libres du tribunal public de nos Souverains peuvent seules communiquer à leur volonté, jusqu'alors momentanée, la stabilité qui constitue l'essence des lois. Ce tribunal... a toujours conservé avec soin et rempli avec fidélité cette importante fonction.

« Aussi voit-on nos souverains délibérer avec leur Parlement sur les lois qu'ils se proposaient d'établir; lui permettre de corriger celles qui étaient déjà scellées;... enjoindre de les publier *sous les modifications que le Parlement a advisé en délibérant sur icelles* [En note : lettres patentes du 17 juillet 1559]; en ordonner l'exécution *suivant les vérifications qui en ont été faites dans les Compagnies supérieures* [En note : déclaration du 31 juillet 1648], avec cette circonstance que les arrêts de vérification apportaient à ces ordonnances des modifications considérables;...

« ...Telle est donc, Sire, cette maxime fondamentale de l'Etat que rien n'y peut avoir force de loi qu'après avoir été vérifié et enregistré dans le Parlement...

« ...Ne permettez pas qu'on regarde comme loi, qu'on publie comme loi, ce qui n'aurait pas été préalablement vérifié et enregistré dans vos Cours de Parlement » ¹.

L'enregistrement, dit le Parlement de Rouen en

(1) Toulouse, Remontrances du 19 décembre 1755, pp. 9-12 et 22.

février 1756, atteste au peuple la justice de la loi :

« Il est de principe qu'aucun Etat ne peut subsister sans lois. Elles sont la base de toute autorité;... mais pour les rendre authentiques, pour les rendre invariables, il est des formes nécessaires dont tout législateur ne peut se dispenser.

« Ce sont ces formes qui font connaître, qui assurent la sagesse de la loi; ce sont ces formes qui annoncent aux peuples que la loi est juste, qu'ils doivent s'y soumettre;...

« ...la loi n'est jamais mieux observée que quand les peuples sont assurés qu'elle est juste, qu'elle est stable, par la forme de l'enregistrement.

« ...C'est donc une loi fondamentale de l'Etat, c'est le titre de la Nation que nous réclamons aujourd'hui » ¹.

Au mois de juin de la même année, le Parlement de Rouen énonce en ces termes la loi de l'enregistrement :

« Aucun acte n'est revêtu des formes nécessaires pour lui donner force de loi, s'il n'est vérifié en vos Parlements, auxquels appartient exclusivement le droit de communiquer aux lois la dernière forme essentielle à leur autorité : maxime fondamentale de l'ordre législatif ».

Un peu plus loin, il déclare que l'enregistrement au Parlement est « un acte de concours avec le législateur, qui imprime à la loi le caractère complet de son autorité » ².

(1) Rouen, Remontrances du 12 février 1756, pp. 3, 6, 12-13.

(2) Rouen, Remontrances du 26 juin 1756, pp. 18 et 19.

D'après le Parlement de Bordeaux, l'enregistrement donne au peuple la certitude juridique que la loi exprime la volonté propre du roi :

« ...une loi n'est point obligatoire, quelques caractères extérieurs et apparents qu'elle puisse avoir d'autorité et de justice, si les peuples n'ont une certitude légale qu'elle est la volonté propre du Souverain, qu'elle est juste, qu'elle n'est l'ouvrage ni de la surprise ni de l'importunité, qu'elle n'a reçu aucune altération ni dans le principe qui l'a produite, ni dans les différents canaux par lesquels elle a dû passer jusqu'à eux.

« Cette certitude légale, Sire, n'a jamais eu ni pu avoir d'autre fondement que la vérification de la loi faite par le Parlement;...

« Le Parlement a, par la nature de sa constitution et de ses devoirs, une fonction essentielle dans la législation : fonction qui lui est propre, qui ne peut être transportée à autre qu'à lui, aussi ancienne, aussi nécessaire que lui-même.

« Cette fonction, Sire, consiste dans le droit exclusif de recevoir la loi directement de la main du Souverain, de la comparer avec les lois générales du Royaume, lois ou constitutives de l'Etat ou établies pour en assurer la durée par l'attention qu'elles ont eue de concilier la gloire du Monarque avec l'avantage de ses sujets.

« Si la loi qui est adressée au Parlement remplit ces deux objets importants de la législation, il l'envoie aux tribunaux qui lui sont inférieurs, pour en

faire la publication sur les lieux; et en cela il ne fait autre chose qu'attester aux peuples juridique-ment que cette loi est l'ouvrage propre du Souverain, qu'il l'a reçue de lui immédiatement, qu'elle est juste, qu'elle leur est avantageuse, qu'elle mérite leur respect, leur soumission et leur reconnaissance.

« Si la loi, dans quelqu'un de ces points de vue, renferme quelqu'inconvénient réel, ou par rapport à la gloire du Prince, ou par rapport à l'utilité générale, surtout si elle blesse en quelque chose le droit public du Royaume,... vos augustes prédécesseurs, Sire, ont imposé à leur Parlement l'obligation indispensable de leur faire à ce sujet leur très-humbles représentations ».

Plus loin, le Parlement affirme que la tradition suivant laquelle la vérification des lois est confiée au Parlement, a tous les caractères d'une loi constitutive de l'Etat et fait dès lors partie intégrante du droit public de la nation¹.

Le Parlement de Bordeaux montre également comment, par l'effet d'une fiction de présence du roi au Parlement, la loi projetée dans le Conseil est consommée dans le Parlement :

« ...Sire, juge et législateur de vos peuples, après y avoir projeté [dans le Conseil] les lois nécessaires à la conservation de leur honneur, de leurs intérêts, de leur repos, votre autorité se transporte dans votre Parlement; vous en devenez le chef immédiat : c'est dans ce *Conseil légal* du Souverain que par la voie

(1) Bordeaux, Remontrances du 13 mars 1756, pp. 5-8 et 10-11.

de la vérification et de l'enregistrement, vous consommez les lois projetées... » ¹.

Les rois, dit-il encore, « ont voulu que tout ce qu'ils auraient ordonné sur le fait de la justice, fût porté à leur Conseil public et légal..., afin que s'il trouvait juste la loi projetée, après en avoir fait un examen libre et réfléchi, il y mit la dernière forme par la transcription sur ses registres et la publication; que s'il la trouvait injuste ou contre les lois déjà établies, il la rejetât comme une surprise qui leur aurait été faite [En note : Philippe de Valois, Ordonnance de 1344] ou que, suivant l'exigence des cas, il eût soin de les en avertir, *pour qu'ils la corrigassent suivant la justice et la raison* [En note : Charles le Chauve, 844] » ².

Les Parlements, dit la Cour de Metz, « sont identiquement cette ancienne Cour du Roi, le seul tribunal de la Nation, où V. M., à l'exemple de ses prédécesseurs, consomme encore aujourd'hui toutes ses lois, tant par l'examen qu'elle laisse la liberté d'en faire avant la promulgation que par l'enregistrement qui s'y fait » ³.

Le Parlement de Grenoble, après avoir exposé la formation historique des différentes classes du Parlement ⁴, conclut :

« ...ainsi l'ancienne forme d'instituer les édits dans la Cour plénière, par le concours et la réunion de la

(1) Bordeaux, Remontrances du 21 juillet 1756, p. 32.

(2) *Ibid.*, pp. 35-36.

(3) Metz, Remontrances du 18 mars 1756, p. 4.

(4) V. ci-dessus, p. 153.

puissance royale avec l'examen et le consentement libre du Parlement, devenant impraticable, la voie de vérification et de publication prit la place du moyen de concours; et nos rois, après avoir rédigé leurs édits, les ont constamment envoyés dans les Parlements, pour être vérifiés et promulgués.

« ...trois choses nécessaires à la loi : l'institution, la vérification et la publication; l'institution appartient à V. M., en qui réside la puissance suprême; la vérification et la publication sont du devoir de vos Parlements » ¹.

En 1757, le Parlement de Bordeaux définit, en les distinguant, la vérification, l'enregistrement proprement dit — c'est-à-dire la transcription — et la publication de la loi :

« ...on ne doit pas confondre la publication de la loi avec l'enregistrement qui ordonne cette publication dans tous les ressorts; encore moins doit-on confondre l'enregistrement même avec la vérification qui le précède, et dont il n'est que le témoignage.

« Votre Parlement, Sire, sans avoir jamais pensé à s'attribuer aucune part dans le pouvoir législatif qui réside en entier dans la personne sacrée du Souverain, est néanmoins, par son institution, son conseil légal en matière de législation. Il est chargé, par devoir et par serment, de juger de l'utilité de la loi pour l'avantage du Monarque et de ses sujets. Il la compare aux lois anciennes et fondamentales;

(1) Grenoble, Remontrances du 10 avril 1756, pp. 7 et 8.

il s'assure qu'elle n'a rien de contraire à ces lois primitives, d'où dépendent la sûreté du Trône, le repos et le bonheur des peuples.

« Ce jugement de comparaison, dans lequel entrent encore les considérations prises des temps et des circonstances, ne peut être que le fruit d'une délibération parfaitement libre et pleinement réfléchie, parce qu'il doit former, dans l'esprit des peuples, en faveur de la loi, un préjugé certain de justice et d'utilité qui accompagnent toujours la volonté propre du Prince : il doit garantir au Prince même comme au peuple, que cette volonté est exempte de surprises et de préventions; et c'est, Sire, ce jugement que nous appelons vérification de la loi.

« ...Quand la loi est vérifiée, ou quand ce jugement dont nous avons parlé est rendu, on la transcrit au livre des ordonnances, qui fait partie des registres de la Cour; et c'est ce qu'on appelle proprement enregistrement, à la suite duquel se fait la publication. Mais c'est abuser des termes que de penser que ce soit cette transcription qui fasse le complément de la loi; elle était complète, elle avait tout ce qu'il lui fallait pour être loi, dès l'instant de la vérification.

« ...Ce sont ces opérations véritablement distinctes et séparées que le langage ordinaire confond dans le mot unique d'*enregistrement*. Mais il est évident, Sire, que, de toutes ces opérations, la vraie, l'essentielle, la capitale, est la vérification de la loi, faite par un jugement réfléchi, et rendu, comme tout autre jugement, avec une liberté entière dans les suffrages.

« Sans cette condition indispensable, ce n'est plus l'enregistrement dont nous venons de parler; ce n'est qu'une vaine transcription, qui ne saurait renfermer en soi cette garantie de justice qui est due au Prince qui a fait la loi, et aux peuples qui doivent s'y soumettre » ¹.

« ...on a voulu », dit le Parlement de Rouen, « renverser une des plus augustes, une des plus solennelles lois du Royaume, celle qui préside à la formation et à la stabilité des autres lois, celle de la nécessité d'un enregistrement librement délibéré et consenti de votre Parlement, pour communiquer aux volontés du Souverain la dernière forme et l'empreinte irrévocable du caractère législatif...

« Cette loi, intimement liée avec la constitution de notre gouvernement primordial, remonte à l'origine de la Monarchie, elle n'est que le vestige de l'ordre des délibérations politiques formées anciennement par nos rois au milieu et sur l'avis de leur Parlement ².

« ...Il n'est plus de Parlement, s'il n'existe au milieu de l'Etat plus de temple de législation, où réside le dépôt nécessaire des archives de la Nation, où les lois conservent leur intégrité, où l'autorité des anciennes s'exerce jusque sur celles qui sont présentées pour être admises dans le même sanctuaire... » ³.

« Il ne se fait », dit le Parlement de Rennes,

(1) Bordeaux, Remontrances du 25 mai 1757, pp. 20-24.

(2) Rouen, Remontrances du 6 août 1757, pp. 41-42 et 44-45.

(3) *Ibid.*, p. 56-57.

« aucun établissement, quel qu'il soit, que tous ceux qui y ont intérêt ne soient entendus sur l'avantage ou désavantage qui peut en résulter; lorsqu'il s'agit des lois générales qui intéressent la Nation, c'est la Nation qui est consultée; c'est le Parlement pour elle qui est appelé en témoignage de l'équité et de l'utilité de la loi. Mais quelle foi pourrait être due au témoignage, si la voix du témoin a été étouffée, si on lui a dicté, si on lui a fait souscrire ce qu'il n'a ni dit ni pensé, si on a fait consentir à la Nation ce qu'elle ne consent point ?

« Telle est, Sire, l'idée d'un enregistrement sans communication, sans examen, sans délibération et sans jugement préalables; loin de remplir son objet, loin d'être le sceau de l'acceptation, loin d'attester à l'univers et à la postérité l'équité de la loi, la violence qui l'accompagne dépose à jamais le contraire » ¹.

En 1758, le Parlement de Bordeaux rattache la notion de vérification à celle du dépôt des lois :

« Il fallait un dépôt des lois... Il fallait un corps à qui la garde de ce dépôt fût confiée, qui veillât sans cesse au maintien et à l'exécution des lois anciennes et fondamentales;... qui, par une conséquence nécessaire de ce dépôt, pût comparer à ces lois anciennes celles que les circonstances pourraient exiger dans la suite, et *qui pût naturellement rappeler le Prince et son propre Conseil à un nouvel examen*, en cas de

(1) Rennes, Remontrances du 12 août 1757. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 57.

surprise ou d'atteinte à ces lois primitives et nationales.

« Par sa nature, ce nouveau Conseil [le Conseil du roi] ne pouvait être ce dépositaire; par la constitution de l'Etat, c'était au Parlement qu'était dévolu ce dépôt; le Parlement continua d'être le Conseil *légal* du Souverain » ¹.

Il exprime à nouveau l'idée que la loi, projetée au Conseil, est délibérée et consommée dans le Parlement :

« En distinguant avec nous les branches différentes de cette autorité qui réside dans les mains de nos rois, vous découvrez quels sont les sièges où, suivant leurs différents caractères, le Souverain exerce et remplit les fonctions que lui impose la Royauté;...

« Autorité d'*administration*, qui projette, délibère, agit et exécute dans le Conseil;

« Autorité de *législation*, qui projette dans le Conseil, délibère et consomme dans le Parlement;

« Autorité de *juridiction*, qui délibère, qui agit, qui exécute dans le Parlement seul » ².

Il n'est aucune loi, dit le Parlement de Paris en 1760, « sans un enregistrement libre, précédé de vérification et d'examen. Cette vérification, nécessaire pour donner à toutes les lois le caractère d'authenticité auquel les peuples reconnaissent l'autorité qui doit les conduire...

« ...La source de cet acquiescement, qui ajoute en-

(1) Bordeaux, Remontrances du 10 mai 1758, pp. 15-16.

(2) *Ibid.*, pp. 18-19.

core à l'obéissance, n'est autre chose que la confiance des peuples sur l'utilité, sur la nécessité, sur la possibilité de l'imposition, et cette confiance, que le pouvoir suprême, quelque juste qu'il soit, n'inspire pas seul, est une suite de l'examen libre, après lequel la vérification de la loi atteste la justice de ses motifs et la nécessité de son exécution » ¹.

« Avant la vérification », dit le Parlement d'Aix, « l'ouvrage du législateur n'est ni constaté ni consommé ». Jusqu'à la publication, « la loi imparfaite n'existe que dans l'intérieur du sanctuaire de la justice; elle est voilée aux yeux du peuple dans les mystères de la législation » ².

La Cour de Rouen expose que la vérification de la loi par le Parlement supplée l'acceptation, c'est-à-dire le consentement de la nation :

« Il est de l'essence d'une loi d'être acceptée. Le droit d'accepter est le droit de la Nation.

« Ce droit,... autrefois l'âme du Gouvernement français, subsiste, et V. M. le reconnaît en adressant l'édit et la déclaration qui occasionnent nos remontrances, aux magistrats qui peuvent suppléer la Nation en les *vérifiant*, en jugeant de leur proportion avec ses forces actuelles,... de leur rapport aux anciennes maximes que vous avez juré de protéger.

« Exercé, pendant l'interstice des Etats, par ceux que la Nation regarde comme dépositaires de la lé-

(1) Paris, Remontrances du 20 janvier 1760. FLAMMERMONT, t. II, p. 274.

(2) Aix, Remontrances du 28 mars 1760, pp. 6 et 8.

gislation, ce droit sacré et imprescriptible ne saurait l'être que par eux » ¹.

Dans les années suivantes, les Cours insistent encore sur la nécessité de l'enregistrement de la loi au Parlement, après une délibération libre ².

Après la séance de la flagellation, le Parlement de Paris déclare, dans son arrêté du 20 mars 1766, qu'il continuera de tenir pour maxime inviolable :

« Que le pouvoir législatif réside dans la personne du Souverain, sans dépendance et sans partage; que telle est cependant la sage économie du Gouvernement français, qu'avant que la loi ait reçu sa dernière forme et qu'elle puisse être exécutée, elle doit être vérifiée au Parlement, *qui est le vrai consistoire des rois*.

« Que cette vérification consiste dans l'examen que font les magistrats pour comparer la loi nouvelle avec les anciennes, dont ils sont dépositaires, et s'assurer qu'elle ne blesse ni l'ordre public ni les droits des citoyens; que l'enregistrement délibéré par le Parlement est tout à la fois et le témoignage et l'effet de cette vérification;... que, s'ils se portent à enregistrer du très exprès commandement du Roi ce qui ne présenterait que des inconvénients particuliers et ne serait pas d'une conséquence majeure, il est de leur

(1) Rouen, Remontrances du 10 mai 1760, p. 10.

(2) V. Paris, Remontrances du 24 juin 1763. FLAMMERMONT, t. II, pp. 343 et s.; Itératives du 9 août 1763. *Ibid.*, p. 408; Toulouse, Remontrances du 22 décembre 1763, pp. 41 et s.; Paris, Remontrances du 26 décembre 1763. FLAMMERMONT, t. II, pp. 417 et s.; Pau, Arrêté du 19 novembre 1764, cité dans : Paris, Remontrances du 25 août 1765. FLAMMERMONT, t. II, p. 489.

devoir et les ordonnances leur prescrivent de ne pas donner leurs suffrages à ce qui donnerait atteinte aux lois fondamentales et aux maximes essentielles de la Monarchie, ou qui pourrait occasionner un préjudice notable à l'Etat » ¹.

En 1771, les Parlements provinciaux font ressortir — on l'a vu ² — que l'enregistrement de la loi dans les Parlements, représentants de la nation, exprime le consentement de cette dernière. A cette occasion, les Cours définissent et analysent le droit d'enregistrement. Reproduisant, à peu de choses près, les idées et les formules que nous venons de relever, elles les présentent sur un ton plus pressant, en des termes moins voilés; car elles se soucient de moins en moins de masquer leurs audaces sous des réticences et des précautions oratoires.

Ainsi, le Parlement de Grenoble, après avoir rappelé que le consentement de la nation, d'abord réunie en assemblée générale, puis représentée par le Parlement, a toujours été nécessaire pour « donner à la loi la sanction qui la complète » ³, ajoute :

« ...c'est de cet usage antique et solennel qu'est dérivée l'obligation du Monarque, d'adresser aux Cours souveraines... toutes les lois et ordonnances qui émanent de son pouvoir législatif; à l'examen et vérifica-

(1) FLAMMERMONT, t. II, p. 564. V. aussi : Paris, Remontrances des 1/5 juin 1767, *Ibid.*, t. II, pp. 716 et 793; Remontrances des 19/20 mars 1768. *Ibid.*, pp. 861 et 877; Remontrances du 14 mars 1770. *Ibid.*, t. III, pp. 86 et 92.

(2) V. ci-dessus, pp. 114 et 127-132.

(3) V. ci-dessus, p. 79.

tion desquelles Cours ces lois sont essentiellement soumises, pour acquérir le sceau légal de la publication » ¹.

La Cour de Toulouse, tout en reconnaissant que les Parlements ne sauraient concourir à la « formation » des lois, revendique néanmoins pour eux le droit de les discuter, de les modifier et de les refuser :

« ...Enfin nos rois ne vinrent plus délibérer dans leur Parlement sur la formation de la loi. Ils en firent dresser le projet dans leur Conseil. L'époque précise de ce changement nous est inconnue...

« Mais ce qui n'est pas incertain, Sire, c'est que, dans ce nouvel ordre de choses, le Parlement conserva, pour la vérification des lois, la même liberté des suffrages dont il jouissait lorsqu'elles étaient délibérées dans son sein. Un règlement qui l'aurait réduit à la simple faculté de remontrer, et qui aurait anéanti par là un droit national exercé sans contradiction pendant plus de neuf siècles, ne serait pas une loi ignorée de l'histoire.

« Les monuments postérieurs, d'accord avec l'ancienne tradition, prouvent, au contraire, qu'en perdant le droit de concourir avec le Souverain à la formation de la loi, le Parlement fut toujours maintenu dans le droit d'examiner, de discuter, de modifier, et même de refuser les lois nouvelles ².

« Ainsi le droit que votre Parlement exerce dans

(1) Grenoble, Objets de remontrances du 4 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 516.

(2) Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771. *Ibid.*, t. II, p. 340. V. ci-dessus, pp. 131-132.

la vérification des lois est un droit national aussi ancien que la Monarchie, droit attesté par nos souverains, réclamé par les Etats généraux du Royaume...¹.

« De là tant d'édits refusés, et le plus souvent sans remontrances;...

« De là ces modifications apposées aux nouveaux édits, et qui, suivant le droit public du Royaume, sont une condition essentielle de l'enregistrement, et deviennent, pour ainsi dire, parties intégrantes de la loi même.

« ...De là, enfin, l'usage constant et si souvent utile à la Monarchie, de résister aux lettres de jussion, lorsqu'elles ont pour objet l'enregistrement de quelque loi contraire au bien de l'Etat ou à l'intérêt du Prince².

« ...on ne peut refuser le titre de fondamentale à une loi [celle de l'enregistrement] qui prend sa source dans le droit originaire et primitif de la Monarchie, et qui, en même temps, est le fondement et la sauvegarde de toutes les autres »³.

Le Parlement de Besançon rappelle que lorsque la présence personnelle des rois devint moins fréquente dans leurs Cours, « ils commencèrent à leur adresser leurs ordonnances, pour y être enregistrées et publiées; mais ce n'était point un enregistrement sans connaissance, ni une publication passive ».

(1) V. ci-dessus, pp. 134-135.

(2) Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, pp. 343-346.

(3) *Ibid.*, p. 348.

« Ainsi », conclut-il, après avoir cité des précédents, « l'enregistrement et la publication des ordonnances et des édits étaient précédés d'un examen, d'une délibération libre, qui produisait ou un *arrêt* ordonnant que la nouvelle loi serait publiée dans les sièges royaux, ou la correction de cette même loi. C'est ce que, dans les temps suivants, on a appelé *modifications*, quelquefois expressément approuvées par nos rois, plus souvent tacitement tolérées, en considération de l'esprit de justice qui les avait dictées.

« Tout cela, Sire, en prouvant la nécessité d'une délibération libre, fait voir que l'enregistrement n'est point une vaine formalité; mais qu'il tire son origine de ce qui se pratiquait dans les anciennes assemblées, où nos rois délibéraient avec leurs fidèles sur l'état du Royaume.

« ...La nécessité d'une délibération libre dans vos Cours est donc une des plus essentielles parties de l'ordre public. Cette image *de l'avis et du consentement, ce reste de l'ancienne institution, cet examen*, qui opère la vérification des lois nouvelles, imprime à vos Cours le caractère de ministres essentiels de la loi; le mandement de l'observer et faire exécuter, l'enregistrement qui est fait ensuite, les en rend dépositaires et gardiennes... » ¹.

« Les fonctions de votre Parlement », dit la Cour de Dijon, « ne se bornent point à l'administration de la justice; dépositaire de toutes les lois, il est

(1) Besançon, Remontrances du 10 avril 1771, pp. 9, 10 et 13. V. ci-dessus, pp. 129-130.

chargé de l'exécution de celles qui sont faites; il doit concourir par la vérification à l'établissement de celles qui sont à faire;...¹

« Depuis que le Parlement a été rendu sédentaire, toutes les lois y ont reçu, toutes y doivent recevoir, par l'enregistrement, la dernière forme absolument nécessaire à chacun des actes législatifs...

« Ce serait se faire illusion si l'on prétendait que cet enregistrement n'a d'objet que la publicité... La transcription de la loi par des scribes sur des registres, et la vérification de la loi par les magistrats, diffèrent infiniment, quoiqu'on donne à l'une et à l'autre le nom d'enregistrement. Les lois parlent de l'enregistrement, d'examen et de vérification; c'est ce dernier terme qui est employé dans les ordonnances : or, la vérification n'existe qu'où il y a un examen réfléchi, une comparaison délibérée, une adhésion libre.

« Si la loi est juste et conforme au bien public, les dépositaires s'empressent de lui imprimer le sceau de la vérification... Si elle est susceptible de quelques doutes importants, les magistrats les exposent dans des remontrances;... si le Souverain persiste, c'est le cas où ils se servent de la formule du très-exprès commandement de S. M.; ils n'ont jamais opposé une résistance invincible que lorsqu'il résulte évidemment de l'examen de la loi qu'elle attaque ou quelque droit inviolable ou l'intérêt public; les réclamations unanimes des Cours annoncent alors infailli-

(1) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, p. 19.

blement l'injustice de la loi et l'impossibilité de l'obéissance...

« La vérification ne fait point participer le magistrat à la législation : la loi a reçu et ne peut recevoir l'être, dans toutes ses parties, que de la main du Souverain; la vérification est l'approbation de la loi, et le dernier sceau qu'elle doit recevoir. De même qu'un chancelier ne participe ni à la souveraineté ni à la législation en imprimant le sceau matériel à la loi,... ainsi le magistrat, en imprimant le sceau moral et approbatif de la vérification, signe évident de la justice, ne s'ingère nullement au pouvoir législatif.

« Le magistrat, en qualité de dépositaire et d'administrateur des lois,... veille à la conservation des lois anciennes, à la vérification des lois nouvelles; il ne crée rien, il conserve » ¹.

Pour conserver les lois, « pour qu'il ne s'en introduise point de nouvelles, contraires à celles des anciennes qui sont immuables, au bien public, aux véritables intentions du Souverain, qui en sont toujours inséparables, rien de si utile, rien de si nécessaire que l'établissement d'un corps de citoyens qui les vérifie, qui les confronte avec les anciennes, qui accepte celles qui sont utiles, et qui ait le droit de refuser le sceau de l'authenticité légale à celles qui, après un examen libre et réfléchi, se trouvent évidemment pernicieuses : par là le Souverain est à couvert de toutes les surprises » ².

(1) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, pp. 30-31, 32, 33-34.

(2) *Ibid.*, pp. 57-58.

« L'enregistrement des ordonnances », dit la Cour de Rennes, « ou leur vérification par les suffrages libres du Parlement, est donc tout ce qui reste aujourd'hui pour représenter le consentement national... L'enregistrement ne doit pas consister en de simples formalités extérieures qui n'en sont pas l'essence; les lois étaient vérifiées par le consentement de la Nation, avant d'être inscrites et consignées dans les registres; ceux qui ne prendraient l'enregistrement que pour l'inscription sur le registre, sans examiner même si elle est volontaire ou forcée, se trompent ou voudraient se tromper. Il en est de même de ceux qui réduiraient la promulgation à une publication quelconque » ¹.

En 1788, les Parlements font particulièrement ressortir la nécessité de soumettre l'enregistrement à la règle de la pluralité des suffrages exprimés dans une délibération libre.

Ainsi le Parlement de Rouen :

« Tous les actes émanés de votre autorité et envoyés à vos Parlements sont assujettis à des formes; ils doivent souffrir le choc des opinions, subir toutes les épreuves d'une mûre délibération, et recevoir enfin leur sanction de l'unanimité ou de la pluralité bien reconnue des suffrages » ².

(1) Rennes, Remontrances du 24 juillet 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 310. V. ci-dessus, pp. 82 et 132. V. aussi : Rouen, Lettre au roi du 8 février 1771. *Ibid.*, t. II, p. 206; Rennes, Remontrances du 19 février 1771. *Ibid.*, t. II, pp. 275-276; Bordeaux, Remontrances du 25 février 1771. *Ibid.*, t. II, pp. 425 et s.

(2) Rouen, Lettre au roi du 17 janvier 1788, p. 3.

« La loi de l'enregistrement », dit le Parlement de Rennes, « est celle de toutes les lois fondamentales qui exige de nous la plus exacte vigilance. C'est elle qui donne aux volontés du Souverain le caractère de loi et qui avertit les sujets de s'y soumettre.

« L'enregistrement est soumis à des formes dont l'observation est rigoureusement nécessaire : il doit être précédé d'une vérification libre. La vérification est la comparaison de la loi nouvelle avec les anciennes. De cet examen ou vérification, il résulte une délibération, et enfin une réunion de suffrages pour adopter ou rejeter » ¹.

« La seule volonté du Roi », dit le Parlement de Paris, « n'est pas une loi complète; la simple expression de cette volonté, n'est pas une forme nationale; il faut que cette volonté, pour être obligatoire, soit publiée légalement; il faut, pour qu'elle soit publiée légalement, qu'elle ait été librement vérifiée : telle est, Sire, la Constitution française, elle est née avec la Monarchie » ².

Le Parlement expose ensuite qu'à mesure que se sont succédés les champs de mars, les placites généraux, la Cour du roi et, enfin, le Parlement, la liberté de suffrage a toujours été de principe dans ces diverses assemblées ³ :

« C'est ainsi », conclut-il, « que les délibérations

(1) Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 135.

(2) Paris, Remontrances des 11/13 avril 1788. FLAMMERMONT, t. III, p. 727.

(3) V. ci-dessus, pp. 83-84.

libres du Parlement, le Roi présent, ont fait place aux vérifications libres du Parlement, le Roi absent; cette liberté des vérifications est devenue le droit public du Royaume.

« ...Sous Henri III, les Etats généraux ont réclamé les libertés de nos suffrages et demandé la publication des modifications du Parlement comme faisant partie intégrante des lois.

« ...Votre auguste prédécesseur a reconnu lui-même, malgré tant de surprises, ce droit inviolable.

« Et V. M. ne croira pas pouvoir, au mépris de ces preuves, sans égard pour ces exemples, détruire d'un seul coup la Constitution en concentrant le Parlement dans sa personne.

« ...A Dieu ne plaise que ces principes portent jamais atteinte au pouvoir législatif de V. M. ! Le droit de vérifier les lois n'est pas celui de les faire; mais si l'autorité qui fait la loi pouvait encore suppléer ou gêner la vérification, celle-ci n'étant plus qu'une précaution dérisoire ou qu'une vaine formalité, la volonté de l'homme pourrait remplacer la volonté publique et l'Etat tomberait sous la main du despotisme » ¹.

Quelques semaines plus tard, dans son arrêté du 3 mai 1788, le Parlement de Paris range parmi les lois fondamentales « le droit des cours de vérifier dans chaque province les volontés du Roi et de n'en ordonner l'enregistrement qu'autant qu'elles sont

(1) Paris, Remontrances des 11/13 avril 1788. FLAMMERMONT, t. III, pp. 730-732.

conformes aux lois constitutives de la province ainsi qu'aux lois fondamentales de l'Etat » ¹.

Le Parlement de Toulouse déclare, de son côté :

« ...la vérification libre dans les Parlements est une des bases les plus essentielles de la Monarchie;... elle est la sauvegarde des lois et des propriétés;... la réduire à une simple présentation de la loi qu'on semblerait soumettre à l'examen des magistrats, sans que la pluralité des suffrages déterminât l'enregistrement, c'est anéantir la Monarchie, faire dépendre la loi de la volonté seule du Prince qui la présente » ².

Dans les jours qui précèdent et qui suivent le lit de justice du 8 mai, divers Parlements de province protestent contre les transcriptions faites sur leurs registres par voie d'autorité, sans délibération préalable et libre de leur part ³.

Puis on affirme que le droit d'enregistrement a été attribué aux Parlements du consentement de la nation :

« ...en enlevant ce droit aux Cours, qu'une possession de tant de siècles en avait investies, de l'aveu et du consentement de la Nation... » ⁴.

On en déduit que ce consentement est également nécessaire pour le leur retirer :

« ...l'intérêt de la Nation, qui ne peut être dépouillée de la forme de gouvernement qui lui est propre, sans la convocation et le consentement des

(1) FLAMMERMONT, t. III, p. 746.

(2) Toulouse, Protestation du 3 mai 1788, p. 2.

(3) V. ci-dessous, p. 242.

(4) Nancy, Déclaration et itératives protestations du 11 juin 1788, p. 5.

Etats généraux, exige que les lois soient enregistrées ès Cours, après une vérification libre » ¹.

« ...les Etats généraux du Royaume, assemblés à Blois en 1579, ayant chargé les Parlements, dans leurs ressorts respectifs, de *suspendre, refuser* ou *modifier* les lois et particulièrement *les impôts*, il s'ensuit que si le droit d'enregistrement n'était pas lié aussi intimement à la constitution française, que si les Cours du Royaume pouvaient jamais en être dépouillées, un pareil changement ne pourrait être opéré que par la Nation, assemblée légalement et dans les formes anciennes en Etats généraux » ².

Enfin, on rappelle une dernière fois que l'enregistrement du Parlement exprime le consentement de la nation à la loi :

« ...la Nation... a cru ne pouvoir mieux témoigner à ses premiers magistrats sa confiance... qu'en les autorisant à donner pour elle un consentement provisoire à ces lois dont la constitution les avait établis les ministres, les dépositaires et les gardiens.

« ...de là est résulté pour eux l'obligation et le droit de n'enregistrer les lois nouvelles qu'après avoir procédé à leur vérification, qui consiste à en examiner la justice, à s'assurer qu'elles n'ont rien de contraire aux vrais intérêts du Souverain et des peuples, ainsi qu'à la constitution de l'Etat; et cet examen ne doit pas être moins libre que si la Nation s'en occu-

(1) Toulouse, Protestation du 3 mai 1788, p. 7.

(2) Rennes, Arrêté du 31 mai 1788, p. 140.

paît elle-même, ou par ses mandataires exprès » ¹.

Jusqu'à la convocation et l'assemblée des Etats généraux, « les Parlements forment le seul corps qui ait le droit et la possession de suppléer les représentants de la Nation, par l'examen et la vérification libres des lois qui doivent être présentées à leur enregistrement » ².

*

* *

La royauté reconnaît que les Parlements ont le droit d'examiner les lois qui leur sont adressées pour être enregistrées.

Ainsi, dans une lettre adressée au Parlement de Dijon, en 1763, le chancelier écrit que le roi « maintiendra toujours la nécessité des enregistrements des édits, déclarations et lettres patentes, avant qu'ils puissent être publiés et exécutés » dans le ressort des Cours ³.

De même, dans une déclaration du 21 novembre 1763, le roi reconnaît qu'un édit n'est dûment enregistré qu'après vérification dans les Parlements « en la forme ordinaire » ⁴.

On lit dans le préambule de l'édit de mai 1788 « rétablissant » la Cour plénière :

« Les lois qui intéressent uniquement un ressort

(1) Metz, Déclarations et itératives protestations du 20 juin 1788, p. 6.

(2) *Ibid.*, p. 28. V. aussi : Dijon, Protestations du 4 juin 1788; ci-dessus, p. 115.

(3) Cité par : Toulouse, Remontrances du 22 décembre 1763, p. 44.

(4) Cité par : Toulouse, Remontrances du 22 décembre 1763, p. 45, et Rouen, Remontrances du 29 août 1764, p. 31.

ou une partie de notre royaume, doivent incontestablement être publiées et vérifiées dans les cours supérieures qui sont chargées d'y rendre la justice à nos peuples;...

« Nous avons reconnu que deux sortes d'assemblées font partie de la constitution française : les assemblées momentanées des représentants de la nation... et les assemblées permanentes d'un certain nombre de personnes préposées pour vérifier et publier nos lois » ¹.

Mais les Parlements ne doivent pas utiliser la formalité de l'enregistrement à fin de coopérer à la formation des lois et de partager avec le souverain le pouvoir législatif.

Les lois, répond le roi en 1718 à des remontrances du Parlement de Paris, « ne subsistent que par la volonté du souverain et n'ont besoin que de cette volonté seule pour être loi; leur enregistrement dans les cours, à qui l'exécution en est confiée, n'ajoute rien au pouvoir du législateur; c'en est seulement la promulgation, et un acte d'obéissance indispensable dont les cours doivent tenir et tiennent sans doute à honneur de donner l'exemple aux autres sujets » ².

Le 16 août 1751, Louis XV répond en ces termes à une députation du Parlement de Paris :

« La soumission est le premier devoir de mes sujets; c'est à mon parlement à donner l'exemple de cette loi fondamentale de mon royaume. Lorsque je

(1) ISAMBERT, t. XXVIII, pp. 560 et 561.

(2) Paris, Réponse du roi du 2 juillet 1718 aux remontrances du 27 juin 1718. FLAMMERMONT, t. I, p. 86.

lui ai permis de me faire des remontrances sur les édits et déclarations que je lui envoie pour enregistrer, je ne lui ai point donné le pouvoir de les anéantir ou altérer sous prétexte de les modifier » ¹.

En 1760, le chancelier rappelle au Parlement de Rouen que c'est le roi seul « qui forme les ordonnances et les lois » ; il l'avertit que le roi a reconnu dans ses remontrances « un projet formé d'établir » que le consentement du Parlement « est nécessaire dans la confection des lois » ².

Dans la réponse lue à la séance de la flagellation, le roi, après avoir reproché aux Cours de prétendre « que les Parlements coopèrent avec la puissance souveraine dans l'établissement des lois », rétablit ainsi les principes :

« ...c'est à moi seul qu'appartient le pouvoir législatif sans dépendance et sans partage;... c'est par ma seule autorité que les officiers de mes cours procèdent, non à la formation, mais à l'enregistrement, à la publication, à l'exécution de la loi... » ³.

En 1787, le chancelier répond en ces termes à des remontrances du Parlement de Bordeaux :

« Vous dites que le principe de la nécessité de l'enregistrement dans les Cours est prouvé par les modifications que les Cours ont, de toute ancienneté, apposées à l'enregistrement des lois.

« Cette faculté, dont le Roi a quelquefois permis

(1) FLAMMERMONT, t. I, p. 468.

(2) Lettre du chancelier au Parlement de Rouen, 7 novembre 1760.

(3) Paris, Séance royale du 3 mars 1766. FLAMMERMONT, t. II, p. 557.

l'usage à ses Cours, ne peut s'appliquer qu'aux modifications qui n'altèrent en rien le fond de la loi, parce qu'il n'y a que le législateur qui puisse changer sa volonté » ¹.

Mais c'est dans le préambule de l'édit de décembre 1770 que l'on trouve la réfutation la plus complète des prétentions parlementaires relatives au droit d'enregistrement :

« ...n'accordant de force à nos lois qu'autant que par une délibération libre, ils [les Parlements] les auront adoptées et consacrées, ils élèvent leur autorité à côté et même au-dessus de la nôtre, puisqu'ils réduisent par là notre pouvoir législatif à la simple faculté de leur proposer nos volontés, en se réservant d'en empêcher l'exécution.

« ...le droit de faire des lois par lesquelles nos sujets doivent être conduits et gouvernés, nous appartient à nous seuls, sans dépendance et sans partage; nous les adressons à nos cours pour les examiner, pour les discuter et les faire exécuter : lorsqu'elles trouvent, dans leurs dispositions, quelques inconvénients, nous leur avons accordé la permission de nous faire les remontrances respectueuses qu'elles jugent convenables;...

« Le désir que nous avons de connaître les objets qui pourraient échapper à notre vigilance, nous engagera toujours à les maintenir dans l'usage de nous faire des remontrances, même avant l'enregistrement...

(1) Réponse du 29 novembre 1787 aux remontrances du Parlement de Bordeaux du 31 octobre, p. 7.

« Mais cet usage... ne doit pas être, entre les mains de nos officiers, un droit de résistance : leurs représentations ont des bornes, et ils ne peuvent en mettre à notre autorité.

« Lorsqu'après avoir balancé les principes qui nous déterminent (et que souvent des raisons d'Etat ne nous permettent pas de leur révéler) avec les motifs qui les empêchent de procéder librement à l'enregistrement de nos volontés, nous persévérons néanmoins dans le dessein de les faire exécuter, nous n'exigeons point d'eux qu'ils donnent des suffrages qui ne s'accorderaient point avec leurs sentiments particuliers; mais, soit par nous-mêmes, soit par nos représentants, nous ordonnons l'enregistrement de nos lois; ces lois doivent être exécutées sans contradiction; il est du devoir de nos cours de les faire observer par tous nos sujets indistinctement, et de poursuivre ceux qui tenteraient d'y contrevenir » ¹.

Ce dernier alinéa est d'une importance capitale; car il retire au système parlementaire toute efficacité. Si le roi peut passer outre au refus opposé par la Cour à l'enregistrement, et faire transcrire d'autorité la loi sur les registres, l'effet de la résistance du Parlement se trouve ramené à la mesure d'un simple retard, et rien n'empêche plus l'exécution de la loi de suivre son cours.

Aussi les Parlements disputent-ils âprement au roi le dernier mot.

(1) ISAMBERT, t. XXII, pp. 506-507.

Maupeou ayant dit au Parlement de Paris, lors du lit de justice du 7 décembre 1770 :

« Quand le législateur veut manifester ses volontés, vous êtes son organe, et sa bonté permet que vous soyez son conseil; il vous invite à l'éclairer de vos lumières et vous ordonne de lui montrer la vérité.

« Là finit votre ministère.

« Le Roi pèse vos observations dans sa sagesse; il les balance avec les motifs qui le déterminent; et de ce coup d'œil qui embrasse l'ensemble de la Monarchie, il juge les avantages et les inconvénients de la loi.

« S'il commande alors, vous lui devez la plus parfaite soumission » ¹,

— voici ce que réplique, entre autres, le Parlement de Rouen :

« Les remontrances peuvent être inutiles; nous n'en avons que trop d'exemples; et les mêmes ordonnances enjoignent aux magistrats *de persister, de n'avoir aucun égard aux ordres réitérés...* Leur ministère ne *fin*it donc point au premier commandement, et leur résistance doit durer autant que le commandement qui en est l'objet se renouvelle.

« Ce n'est point là, Sire, réduire votre pouvoir législatif à la simple faculté de nous proposer vos volontés en nous réservant d'en empêcher l'exécution...

« Ce ne sont... pas, Sire, les magistrats qui vous résistent en ces cas particuliers... C'est la loi, c'est

(1) FLAMMERMONT, t. III, p. 164.

la volonté constante et immuable du Souverain qui, s'opposant elle-même à sa volonté surprise et momentanée, commande la résistance » ¹.

*

* *

Au nom du principe suivant lequel tout enregistrement doit être précédé d'une délibération libre de leur part, les Parlements refusent d'admettre que l'enregistrement puisse être fait par voie d'autorité. Que le roi en personne, au lit de justice, ou bien par l'intermédiaire des « porteurs de ses ordres », impose la transcription d'office de la loi sur leurs registres, les Parlements considèrent cette transcription comme incapable de suppléer l'enregistrement qu'ils n'ont pas librement consenti.

Le lendemain même du lit de justice du 26 août 1718, la Cour de Paris, sous le prétexte que ses membres n'y ont pas opiné, déclare qu'« elle n'a pu, ni dû, ni entendu délibérer en aucune manière que ce soit sur tout ce qui y fut fait et publié le jour d'hier en la présence du Roi et par l'express commandement que M. le Garde des Sceaux en fit en son nom et qu'elle n'y a aucune part » ².

Après le lit de justice du 3 septembre 1732, elle arrête que « attendu... le défaut de communication d'aucune des matières qui devaient y être traitées, la Cour n'a pu, ni dû, ni entendu donner son avis » ³.

(1) Rouen, Lettre au roi du 8 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, pp. 206-207.

(2) FLAMMERMONT, t. I, p. 115.

(3) Paris, Arrêté du 4 septembre 1732. *Ibid.*, t. I, p. 298.

Au lit de justice du 21 août 1756, le premier président du Parlement de Paris s'exprime en ces termes :

« ...votre parlement aurait-il mérité de perdre la plus noble et la plus essentielle de ses prérogatives, le droit de concourir aux délibérations de V. M. et à l'authenticité de ses lois par des suffrages libres... ?

« Si l'intention de V. M. est de protéger et de maintenir inviolablement les lois de son Etat, Elle daignera ordonner que les deux déclarations soient remises à son parlement pour y être délibéré en la manière accoutumée.

« Elle permettra que tous les autres objets qui pourraient Lui être proposés soient communiqués à son parlement et qu'il lui soit laissé un temps nécessaire pour y délibérer au lieu et en la manière accoutumés... » ¹.

Dans ses remontrances du 18 septembre 1759, le Parlement de Paris cite le passage suivant d'un discours d'Omer Talon, avocat général au Parlement de Paris, à l'époque de la Fronde :

« La nécessité de la vérification des édits au Parlement est une des lois publiques les plus saintes et que les Rois ont toujours observée le plus religieusement; cette vérification consiste dans la liberté des suffrages et c'est une espèce d'illusion dans la morale et de contradiction dans la politique de croire que des édits qui, par les lois du Royaume, ne sont pas susceptibles d'exécution jusqu'à ce qu'ils aient été apportés et délibérés dans les compagnies souve-

(1) FLAMMERMONT, t. II, pp. 126-127.

raines, passent pour vérifiés lorsque le Roi les a fait lire et publier en sa présence » ¹.

Au lit de justice du 20 septembre 1759, les magistrats se plaignent d'être privés « dans ce moment » du droit essentiel de concourir par leurs délibérations « à l'authenticité nécessaire pour donner aux lois une exécution » ². Ils déplorent, comme ils le feront de nouveau dans les années suivantes, l'abandon des « formes ordinaires de recueillir les suffrages » ³.

Au lit de justice du 31 mai 1763 :

« Nous sommes... obligés », dit le premier président, « d'observer un silence respectueux sur tout objet qui ne nous aurait point été communiqué pour en être délibéré en la manière accoutumée » ⁴.

Et, le lendemain, la Cour arrête « qu'il sera dressé procès-verbal de tout ce qui a été fait et dit audit lit de justice, déclarant ladite Cour qu'elle n'a point donné son avis, protestant au surplus contre les différentes innovations qui ont été faites le jour d'hier, soit en prenant les opinions, soit autrement, ensemble contre l'enregistrement forcé des édits et de la déclaration, comme lesdits enregistrements tendant à la subversion des lois fondamentales du Royaume... » ⁵.

Elle renouvelle ses protestations dans les remontrances du 24 juin 1763, en rappelant que « le lit de

(1) FLAMMERMONT, t. II, p. 253. Cf. Paris, Remontrances du 24 juin 1763. *Ibid.*, t. II, p. 342.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 260.

(3) Lit de justice du 21 juillet 1761. *Ibid.*, t. II, p. 303.

(4) Lit de justice du 31 mai 1763. *Ibid.*, t. II, p. 331.

(5) Paris, Arrêté du 1^{er} juin 1763. *Ibid.*, t. II, p. 339.

justice même, nonobstant l'étrange intervention de ses anciens usages, dépose encore, par le langage muet de toutes ses formes, de la nécessité de la vérification des lois au Parlement avant qu'elles puissent avoir autorité.

« ...tout combat la supposition qu'une forme aussi majestueuse ne conduise qu'à la simple prononciation d'une résolution prise et consommée avant l'ouverture de la cérémonie. Cette forme, en effet, d'une mission donnée en apparence au Chancelier de France pour aller recueillir les voix... est un témoignage bien solennel, tout illusoire qu'il soit devenu, non seulement de la nécessité de la vérification des lois et nommément des lois bursales qui sont l'objet de cette cérémonie, mais encore de la nécessité d'avis demandés et recueillis, de la nécessité d'une délibération pour opérer vérification.

« Néanmoins, Sire, il est de notoriété, il est même en quelque sorte devenu de cérémonial réglé, que les membres du Parlement ne donnent point leur voix, qu'il ne leur serait pas même possible, par la disposition de la séance du lit de justice, de donner leur suffrage... Au surplus, l'introduction dans le lieu du lit de justice d'une multitude de personnes étrangères au secret des délibérations du Parlement,... rendrait encore la délibération impossible. Enfin aucun suffrage, fût-il possible de le donner, ne pourrait ni être recueilli par le Chancelier, ni être balancé avec les suffrages opposés, ni être connu de V. M. et contribuer soit à éclairer ses résolutions, soit à dissiper

les surprises qui pourraient Lui avoir été faites, soit à coopérer à l'authenticité de la loi.

« Ainsi dégénère en pure formalité et en vain appareil l'acte le plus auguste de l'autorité souveraine, la solennité sacramentelle de la législation française, la coopération, aussi ancienne que la Monarchie, de tous les grands du Royaume et de tous les ministres essentiels des lois à la confection et à la promulgation des lois nouvelles; ainsi devient illusoire, chancelant, arbitraire l'ordre législatif entier avec la loi fondamentale et tutélaire de toutes les autres lois, qui présidait exclusivement à leur pureté, à leur authenticité » ¹.

Enfin, le 4 septembre, le premier président représente encore à Louis XV que le Parlement ne reconnaîtra jamais comme une vérification la publication des édits et déclarations faite, même en présence du roi, sans délibération libre ².

De son côté, le Parlement de Rouen, dans ses remontrances sur le lit de justice du 31 mai, stigmatise « un édit et une déclaration... transcrits par voie d'autorité sur les registres du Parlement séant à Paris, avec un appareil illégal décoré du nom de *lit de justice*, publiés dans ce sanctuaire auguste de l'équité, comme ayant le sceau de la loi, malgré sa réclamation et son désaveu » ³.

Au lit de justice du 11 janvier 1769, le Parlement de Paris maintient sa position :

(1) FLAMMERMONT, t. II, pp. 344 et 345-346.

(2) *Ibid.* t. II, p. 408.

(3) Rouen, Remontrances du 5 août 1763, pp. 7-8.

« ...nous nous contenterons, Sire, de représenter à V. M., en suivant les traces de ceux qui nous ont précédés, le droit essentiel qu'a votre parlement de concourir par une délibération libre à l'authenticité nécessaire aux lois, droit établi par les ordonnances qui nous imposent silence dans tout autre lieu que celui qu'elles ont assigné pour être le siège de nos fonctions,... droit qui ne peut s'exercer librement qu'en suivant les formes ordinaires de recueillir les suffrages et de les faire connaître à V. M., afin qu'Elle en puisse sonder et balancer l'importance.

« Nous sommes également obligés, Sire, d'observer un respectueux silence sur tout objet qui ne nous aurait point été communiqué pour être délibéré en la manière requise et accoutumée » ¹.

Au lit de justice du 7 décembre 1770, le premier président s'exprime en ces termes :

« Votre parlement espère que V. M. ne désapprouvera pas... que dans le cas où V. M. ordonnerait la publication d'aucuns édits, déclarations ou autres objets à la charge de vos sujets et qui n'auraient été communiqués à votre parlement, à l'effet d'y être délibéré au lieu et en la manière accoutumés, ensemble au cas où les matières présentées ne seraient portées au conseil, mais à l'audience, où il serait introduit des personnes étrangères, et où, en leur présence, il serait demandé aux membres de votre parlement des suffrages qui ne pourraient être donnés à voix haute et librement, votre parlement se trouve

(1) FLAMMERMONT, t. III, p. 61.

dans l'impossibilité d'y prendre aucune part » ¹.

Le lendemain du lit de justice du 6 août 1787, le Parlement de Paris déclare nulles et illégales les transcriptions qui y ont été faites sur ses registres; il en donne les raisons dans son arrêté du 13 août :

« La Cour... considérant... Qu'il est affligeant pour le Parlement de voir que sa présence purement passive et involontaire serve de prétexte pour écraser les peuples; que l'ordre donné au Parlement de se rendre auprès du Roi prouve que la nécessité de l'enregistrement est avouée; que la mention de l'enregistrement qu'on montre aux peuples et qu'on insère dans les papiers publics est faite pour en imposer et pour dissimuler les réclamations constantes que le Parlement n'a cessé d'opposer à tout enregistrement de ce genre par ses arrêtés, arrêts et suppli-cations publiques et privées;

« Que le vain fantôme d'une délibération et l'ordre donné au Garde des Sceaux de parcourir une grande assemblée dans laquelle tous ceux qui sont obligés d'y paraître n'apportent que la douleur de s'y rendre et l'affliction profonde exprimée par un morne silence, ne peut jamais donner au Roi un droit légal à un impôt... dont la perception légitime ne peut être autorisée que par un consentement libre et une obéissance raisonnée... » ².

Le Parlement de Rennes arrête, à son tour, que la transcription faite au lit de justice du 6 août est

(1) FLAMMERMONT, t. III, p. 166.

(2) *Ibid.*, p. 689.

« illégale et incapable de suppléer à un enregistrement qui doit toujours être précédé d'une délibération libre » ¹.

Enfin, au lit de justice du 8 mai 1788, le premier président réserve encore les prétendus droits du Parlement, en reproduisant, à peu de choses près, la formule utilisée lors du lit de justice du 7 décembre 1770 ².

La résistance des Parlements provinciaux à l'enregistrement des ordonnances par voie d'autorité se manifeste avec ampleur à l'occasion des réformes fiscales du contrôleur général Bertin, qui font l'objet des édit et déclaration d'avril 1763. Tandis que le Parlement de Paris proteste comme on vient de voir contre l'enregistrement ordonné par le roi au lit de justice du 31 mai, les Cours de province s'en prennent aux transcriptions d'office effectuées sur leurs registres par les porteurs de ses ordres. Faute par elles d'avoir pu délibérer librement sur ces édit et déclaration, la transcription en est déclarée nulle comme illégale, et de nul effet ³.

Le Parlement de Paris proteste de son côté :

« Une loi, Sire, sur laquelle une délibération libre du Parlement n'a pas imprimé en connaissance de cause le sceau d'une autorisation nécessaire, est évidemment une loi non vérifiée; en vain, l'autorité

(1) Rennes, Arrêté du 22 août 1787, p. 5.

(2) FLAMMERMONT, t. III, p. 756; V. ci-dessus, p. 236.

(3) V. notamment : Bordeaux, Arrêté du 7 septembre 1763; Toulouse, Arrêt du 15 septembre 1763; Pau, Arrêt du 16 septembre 1763, cité par DELMAS, *Du Parlement de Navarre*, pp. 334-335.

s'armera du pouvoir le plus absolu; elle peut la faire porter sur des registres, elle peut la faire lire en présence des peuples, elle peut la faire exécuter par force et par contrainte, jamais il ne sera en son pouvoir qu'une loi non délibérée dans le Parlement soit une loi vérifiée; il sera donc toujours vrai que les efforts les plus soutenus de l'autorité absolue ne peuvent parvenir qu'à faire exécuter des lois non vérifiées, dont l'invalidité sera toujours ineffaçable et ne cessera de réclamer contre leur exécution.

« Toutes les transcriptions, Sire, des édits du mois d'avril dernier, faites par autorité sur les registres des différentes classes du Parlement, ne peuvent donc être regardées que comme illégitimes et illusoirement placées sur les registres des tribunaux de la justice souveraine de V. M., dépôts sacrés des lois et non des actes illégaux;...

« ...aux termes des ordonnances, *les arrêts des Cours souveraines ne peuvent être cassés ni rétractés que par les voies de droit*, et aucune de ces ordonnances ne met au nombre de ces voies de droit des actes de pouvoir absolu, des radiations, des émargements forcés.

« Le scandale de ces transcriptions, de ces radiations,... est... un crime contre votre personne sacrée..., un crime envers l'autorité légale de V. M., représentée dans votre parlement, un crime envers l'Etat... » ¹.

Quelques années plus tard, à la suite de la séance

(1) Paris, Remontrances du 26 décembre 1763, pp. 417-418 et 419.

de la flagellation, le même Parlement arrête que ses membres continueront de tenir pour maxime inviolable « que, s'ils se portent à enregistrer du très exprès commandement du Roi ce qui ne présenterait que des inconvénients particuliers et ne serait pas d'une conséquence majeure, il est de leur devoir et les ordonnances leur prescrivent de ne pas donner leurs suffrages à ce qui donnerait atteinte aux lois fondamentales et aux maximes essentielles de la Monarchie, ou qui pourrait occasionner un préjudice notable à l'Etat » ¹.

Dans les premiers mois de 1771, les Parlements de province protestent en ces termes contre l'édit de décembre 1770 :

« Des transcriptions faites par autorité sur les registres de vos Cours suffiraient-elles pour donner aux volontés de nos rois la sanction, le caractère de lois ? Alors même ferait-on une loi aux magistrats d'approuver, par leur silence ou par leur présence, l'infraction des lois fondamentales, pourraient-ils taire la vérité sans trahir l'Etat et le Souverain ? Pourrait-on les forcer à tromper eux-mêmes les peuples, à leur laisser croire qu'ils ont vérifié et enregistré, lorsqu'il n'y a eu ni examen ni délibération ? » ².

« Si la loi est juste et conforme au bien public, les dépositaires s'empressent de lui imprimer le sceau de la vérification... Si elle est susceptible de

(1) Paris, Arrêté du 20 mars 1766. FLAMMERMONT, t. II, p. 564.

(2) Bordeaux, Remontrances du 25 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 427.

quelques doutes importants, les magistrats les exposent dans des remontrances;... si le Souverain persiste, c'est le cas où ils se servent de la formule du très exprès commandement de S. M.; ils n'ont jamais opposé une résistance invincible que lorsqu'il résulte évidemment de l'examen de la loi qu'elle attaque ou quelque droit inviolable ou l'intérêt public; les réclamations unanimes des Cours annoncent alors infailliblement l'injustice de la loi et l'impossibilité de l'obéissance ¹.

« Une loi aussi juste que sage aurait été de menacer de la privation d'offices et de la vengeance des lois ceux qui conseilleraient de regarder toute volonté du Souverain, ou plutôt la leur, comme l'unique loi de l'Etat, et de statuer que l'expression de ces volontés deviendrait une loi à l'instant, et parce qu'elle aurait été enregistrée en sa présence ou par les porteurs de ses ordres.

« Les séances de nos rois dans leur Parlement étaient autrefois de véritables lits de justice; l'examen des lois s'y faisait avec scrupule, la liberté des suffrages était entière, on y opinait à voix haute; il n'est resté que la formalité de demander à voix basse des suffrages qu'on ne donne pas, qu'il ne serait pas possible de donner, et qui ne produiraient aucun effet : protestation en faveur de la règle, qui l'atteste et la réclame sans cesse; aussi a-t-on toujours tenu pour maxime que ces actes de pouvoir absolu n'étaient qu'une violence passagère faite à la loi, et

(1) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, p. 32.

que ni les édits qui n'avaient été enregistrés que par des porteurs d'ordres, ni ceux qui ne l'avaient été que par la présence du pouvoir absolu, ne devaient être mis au nombre des lois de l'Etat » ¹.

L'édit de décembre « anéantit la vérification libre et délibérée de l'enregistrement; il ne laisse subsister d'autre principe législatif que la volonté du Prince, et de forme législative que la notification, ou faite en sa présence, ou par les porteurs de ses ordres : dès lors tous les actes possibles de pouvoir absolu deviennent légitimes » ².

A la fin du règne de Louis XVI, les Parlements accusent les transcriptions forcées d'établir le régime de la « seule volonté » du prince et de conduire au despotisme :

« ...si l'autorité qui fait la loi pouvait encore suppléer ou gêner la vérification, celle-ci n'étant plus qu'une précaution dérisoire ou qu'une vaine formalité, la volonté de l'homme pourrait remplacer la volonté publique et l'Etat tomberait sous la main du despotisme » ³.

Ils déclarent — souvent par avance — nulles, illégales et incapables de produire aucun effet les transcriptions sur leurs registres des « projets de loi » dont l'enregistrement n'aurait pas été décidé par eux-mêmes après une libre vérification.

Ainsi, à titre d'exemple, le Parlement de Nancy dé-

(1) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, pp. 36-37.

(2) *Ibid.*, p. 42.

(3) Paris, Remontrances des 11/13 avril 1788. FLAMMERMONT, t. III, p. 732.

clare qu'il tient et tiendra pour « nulle, illégale, incapable de suppléer la vérification libre et d'imprimer la sanction légale », la transcription faite sur ses registres, le 8 mai, « de divers édits, ordonnances et déclarations, par voie d'autorité, et sans examen ni délibération préalable de sa part » ¹.

*

* *

La royauté est bien résolue à garder pour elle le dernier mot que les Parlements lui disputent pour l'établissement des lois. A plusieurs reprises, au cours du XVIII^e siècle, elle a, dans un langage aussi ferme que précis, revendiqué le droit de briser la résistance des Cours en faisant transcrire d'autorité la loi sur leurs registres.

Ainsi, en 1760, le roi reproche au Parlement de Grenoble d'avoir perdu de vue que « l'ordonnance de 1667, enregistrée par tous les Parlements du Royaume, assure la plus entière exécution aux édits que le Roi aura fait publier *en sa présence, ou de son exprès commandement porté par personnes par lui commises*; et que ce lit de justice... n'est autre chose que cette publication autorisée par toutes les lois du Royaume, et usitée dans tous les siècles de la Monarchie » ².

(1) Nancy, Déclaration et itératives protestations du 11 juin 1788, p. 16. V. aussi : Pau, Protestation du 2 mai 1788, p. 2; Rouen, Arrêté du 5 mai 1788, pp. 4-5; Rennes, Protestation et arrêté du 5 mai 1788, p. 5; Besançon, Protestation du 26 mai 1788, p. 13; *etc.*

(2) Réponse aux remontrances du Parlement de Grenoble du 20 novembre 1760. p. 4.

A la séance de la flagellation, le roi reproche aux parlementaires de soutenir « qu'ils doivent opposer une barrière insurmontable aux décisions qu'ils attribuent à l'autorité arbitraire et qu'ils appellent des actes illégaux, ainsi qu'aux ordres qu'ils prétendent surpris... ».

« Les remontrances », dit-il plus loin, « seront toujours reçues favorablement...; mais si, après que j'ai examiné ces remontrances et qu'en connaissance de cause j'ai persisté dans mes volontés, mes cours persévéraient dans le refus de s'y soumettre, au lieu d'enregistrer du très exprès commandement du Roi, formule usitée pour exprimer le devoir de l'obéissance, si elles entreprenaient d'anéantir par leur seul effort des lois enregistrées solennellement, si enfin, lorsque mon autorité a été forcée de se déployer dans toute son étendue, elles osaient encore lutter en quelque sorte contre elle, par des arrêts de défense, par des oppositions suspensives ou par des voies irrégulières de cessations de service ou de démissions, la confusion et l'anarchie prendraient la place de l'ordre légitime, et le spectacle scandaleux d'une contradiction rivale de ma puissance souveraine me réduirait à la triste nécessité d'employer tout le pouvoir que j'ai reçu de Dieu pour préserver mes peuples des suites funestes de ces entreprises » ¹.

Le préambule de l'édit de décembre 1770 décrit ainsi l'attitude des magistrats en présence des enregistrements par voie d'autorité :

(1) Paris, Séance royale du 3 mars 1766, pp. 557-558.

« Si après avoir écouté avec patience et avec bonté leurs remontrances, nous croyons devoir faire enregistrer nos lois par nos ordres, on les voit s'élever contre cet usage ancien et légitime de notre puissance, qualifier ces enregistrements de *transcriptions illégales*, et contraires à ce qu'ils appellent *les principes fondamentaux de la monarchie*; ils sortent de l'assemblée lorsque les porteurs de nos ordres se mettent en devoir de les remplir ».

Il rétablit ensuite, dans les termes que nous avons cités plus haut ¹, le droit de l'autorité royale de faire procéder à ces transcriptions d'office; et l'article 3 de l'édit stipule :

« Nous leur permettons de nouveau [aux officiers des Cours] de nous faire, avant l'enregistrement de nos édits, déclarations ou lettres patentes, telles remontrances ou représentations qu'ils estimeront convenables pour le bien de nos peuples et pour celui de notre service, leur enjoignant d'en écarter tout ce qui ne s'accorderait pas avec le respect qu'ils nous doivent.

« Lorsqu'après les avoir écoutés aussi souvent que nous le jugerons nécessaire pour connaître leurs observations et juger de leur importance, nous persévérons dans notre volonté, et que nous aurons fait enregistrer, en notre présence ou par les porteurs de nos ordres, lesdits édits, déclarations et lettres patentes, nous leur défendons de rendre aucuns arrêts, ou de prendre aucuns arrêtés qui

(1) V. ci-dessus, p. 229.

puissent tendre à empêcher, troubler et retarder l'exécution desdits édits » ¹.

De même, l'ordonnance de discipline intervenue en novembre 1774, au moment du rétablissement du Parlement de Paris, dispose :

« ...Art. 26... lorsqu'il nous aura plu, après avoir répondu aux remontrances de nos parlements, de faire publier et enregistrer en notre présence, dans notre parlement de Paris, ou dans les parlements de province, en présence des personnes chargées de nos ordres, aucunes ordonnances, édits, déclarations et lettres patentes, voulons que rien ne puisse en suspendre l'exécution...

« Art. 27. Dans les cas néanmoins où les officiers de nos parlements, après avoir procédé à l'enregistrement de nos ordonnances, édits, déclarations et lettres patentes de notre très exprès commandement, et après la publication et enregistrement qui en auraient été faits en notre présence ou en celles des personnes chargées de nos ordres, estimeront devoir encore, pour le bien de notre service, nous faire de nouvelles représentations, ils le pourront, et cependant l'exécution desdites ordonnances, édits, déclarations et lettres patentes ne sera suspendue en aucune manière ni sous aucun prétexte » ².

A la suite de la séance royale du 19 novembre 1787, Louis XVI, recevant, le 17 avril 1788, une grande députation du Parlement de Paris, répond en

(1) ISAMBERT, t. XXII, pp. 506 et 508.

(2) *Ibid.*, t. XXIII, p. 55.

ces termes aux remontrances des 11/13 avril précédents ¹ :

« ...Il était superflu de me parler de la loi de l'enregistrement et de la liberté des suffrages. Lorsque je viens tenir mon parlement, c'est pour entendre la discussion de la loi que j'y apporte et me déterminer sur l'enregistrement avec plus de connaissance de cause; c'est ce que j'ai fait le 19 novembre dernier.

« J'ai entendu les avis.

« Il n'est nécessaire de les résumer que lorsque je n'assiste pas à vos délibérations; la pluralité peut seule alors me faire connaître le résultat de vos opinions.

« Lorsque je suis présent, j'en juge par moi-même.

« Si la pluralité dans mes cours forçait ma volonté, la Monarchie ne serait plus qu'une aristocratie de magistrats, aussi contraire aux droits et aux intérêts de la Nation qu'à ceux de la Souveraineté.

« Ce serait, en effet, une étrange constitution que celle qui réduirait la volonté du Roi à la valeur de l'opinion d'un de ses officiers, et qui assujettirait le législateur à avoir autant de volontés qu'il y aurait de délibérations différentes dans les diverses cours de justice de son royaume.

« Je dois garantir la Nation d'un pareil malheur » ².

Enfin, au lit de justice du 8 mai 1788, le roi fait encore aux Parlements les reproches suivants :

« Il n'est point d'écart auquel mon parlement de Paris ne se soit livré depuis une année.

(1) V. ci-dessus, pp. 221-222.

(2) FLAMMERMONT, t. III, p. 735.

« Non content d'élever l'opinion de chacun de ses membres au niveau de ma volonté, il a osé faire entendre qu'un enregistrement auquel il ne pouvait être forcé était nécessaire pour confirmer ce que j'aurais déterminé, même sur la demande de la Nation.

« Les parlements de province se sont permis les mêmes prétentions, les mêmes entreprises.

« Il en résulte que des lois intéressantes et désirées ne sont pas généralement exécutées, que les meilleures opérations languissent, que le crédit s'altère, que la justice est interrompue ou suspendue, qu'enfin la tranquillité publique pourrait être ébranlée.

« Je dois à mes peuples, je me dois à moi-même, je dois à mes successeurs d'arrêter de pareils écarts » ¹.

(1) FLAMMERMONT, t. III, p. 750.

CHAPITRE VII

Les Parlements et les Etats généraux.

Consentement à l'impôt et vérification des lois fiscales

On a vu, dans un précédent chapitre¹, que lorsque, dans la seconde moitié du règne de Louis XV, les Parlements prétendent représenter la nation dans le consentement aux lois nouvelles, ils réservent expressément le droit des Etats généraux. C'est seulement, disent-ils, dans l'« intervalle », dans l'« interstice » des Etats que les Parlements sont habiles à représenter la nation. Il résulte logiquement de cette idée que si la nation venait à être assemblée dans ses Etats généraux, les Cours devraient leur remettre le pouvoir national de consentir les lois.

Cette conséquence, les Parlements paraissent l'avoir au moins entrevue lorsqu'en 1771, pour la première fois au XVIII^e siècle, ils demandèrent la convocation des Etats généraux. On sait que cette demande, formulée d'abord par le Parlement de Rouen dans une lettre au roi, du 8 février 1771², a

(1) V. ci-dessus, chap. II.

(2) Rouen, Lettre au roi du 8 février 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 210. Cf. Rouen, Lettre au roi du 9 novembre 1788, p. 4, et Rennes, Remontrances du 16 février 1788. LE MOY, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, p. 140.

la suite du prétendu coup d'état opéré par Maupeou contre le Parlement de Paris, fut reproduite presque immédiatement par plusieurs autres Cours ¹.

Or voici ce que dit à cette occasion le Parlement de Dijon :

« Nous ne cherchons point, Sire, à usurper les droits que la Nation pourrait exercer, ou ceux qu'elle exercerait par elle-même. Nous n'avons jamais demandé autre chose, si ce n'est qu'ils fussent conservés avec les lois du Royaume et les droits de chaque citoyen sous la protection des lois.

« Nous savons, Sire, qu'il est des cas extraordinaires qui devraient être du ressort imprescriptible des assemblées nationales; nous les verrions même volontiers, si elles subsistaient continuellement, remplir toutes les fonctions dont nous nous acquittons pour elles » ².

Cette profession de foi était-elle sincère ? Renfermait-elle autre chose qu'une « emphase d'expressions » à laquelle le Parlement s'abandonnait sans risque, étant bien persuadé que le gouvernement ne songeait nullement alors à assembler les Etats généraux ?

On peut en douter lorsqu'on examine l'attitude des Cours à la fin du règne de Louis XVI, au moment critique où la convocation des Etats généraux devient chose probable, puis certaine.

(1) V. notamment : Rennes, Arrêté du 16 mars 1771. *Recueil des réclamations, etc.*, t. II, p. 294; Toulouse, Remontrances du 6 avril 1771. *Ibid.*, t. II, p. 357; Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, pp. 17 et 80.

(2) Dijon, Remontrances du 16 avril 1771, pp. 16-17.

Nous avons rappelé, au début de cette étude, à la suite de quelles circonstances le Parlement de Paris fut amené à réclamer cette convocation ¹.

Dans ses remontrances du 26 juillet 1787, le Parlement refuse d'enregistrer une loi qui établit un impôt perpétuel, dès lors que ce dernier n'a pas été préalablement consenti par les Etats généraux, représentant la nation :

« ...Louis le Grand, se croyant obligé de percevoir le Dixième, douta qu'il en eût le droit, et si le Parlement crut alors avoir celui de l'enregistrer, ce fut parce que l'impôt ne devait avoir qu'une courte durée, ce fut surtout parce que la position de l'Etat semblait s'opposer à tous délais; sans cela, il eût dit que la Nation seule, réunie dans ses Etats généraux, pouvait donner à un impôt perpétuel un consentement nécessaire, que le Parlement n'avait pas le pouvoir de suppléer ce consentement, encore moins celui de l'attester quand rien ne le constatait; et que, chargé par le Souverain d'annoncer sa volonté aux peuples, il n'avait jamais été chargé par ces derniers de les remplacer. C'est ce que votre parlement prend aujourd'hui la respectueuse liberté de dire à V. M. Pénétré de cette vérité, alarmé d'un déficit qui semble monter à une somme énorme, frappé des désordres qui l'ont produit et qui pourraient le perpétuer, il a formé le vœu de voir la Nation assemblée préalablement à tout impôt nouveau. Elle seule, instruite de la véritable position des Finances, peut extirper

(1) V. ci-dessus, pp. 8-9.

de grands abus et offrir de grandes ressources » ¹.

Si l'on examine de près leurs remontrances de 1787 et de 1788, on constate que les Parlements, tout en réclamant en faveur des Etats généraux le droit de représenter la nation dans le consentement aux subsides, n'abdiquent pas pour autant leur propre droit de vérifier les lois, y compris les lois fiscales.

Notons, du reste, que les Parlements ne remettent pas entièrement aux Etats généraux le droit de consentir les impôts, mais entendent le partager, dans une certaine mesure, avec eux. En effet, si, d'après les parlementaires, les Etats généraux seuls ont qualité pour consentir les impôts perpétuels ², les Cours peuvent les suppléer « par provision », lorsqu'il s'agit d'impôts urgents à la fois et de durée limitée ³.

Ceci dit, certains Parlements expriment l'idée que, dans les cas où le consentement à l'impôt est donné par les Etats généraux, il doit être suivi de l'enregistrement de la loi fiscale par le Parlement, après vérification.

Cette notion n'apparaît pas toujours avec une grande netteté dans les mois qui précèdent le lit de justice du 8 mai 1788. En effet, dans cette phase de la lutte contre la Couronne, les Parlements sont plus

(1) FLAMMERMONT, t. III, pp. 673-674.

(2) V. Paris, Remontrances du 26 juillet 1787 ci-dessus; Grenoble, Arrêté du 21 août 1787, p. 7.

(3) V. Paris, Remontrances du 26 juillet 1787 et Grenoble, Arrêté du 21 août 1787 ci-dessus; Toulouse, Arrêté du 27 août 1787, p. 7; Rouen, Arrêté du 20 décembre 1787, p. 10; Toulouse, Remontrances du 12 janvier 1788, p. 7; Rouen, Remontrances du 5 février 1788, pp. 20 et 30; Metz, Déclarations et itératives protestations du 20 juin 1788, pp. 6 et 28.

occupés d'obtenir, puis de hâter la convocation des Etats généraux que de défendre leur conception traditionnelle du droit d'enregistrement.

Ainsi le Parlement de Paris déclare que les subsides doivent être octroyés par les Etats généraux et que les lois doivent être vérifiées par les Cours, mais il ne précise pas si les lois qui établissent les subsides, ces derniers une fois octroyés, doivent encore être soumises aux Cours :

« ...la Constitution exige, en matière de lois, la vérification des cours; en matière de subsides, l'octroi préalable des Etats généraux...

« S'agit-il d'un subside ? C'est à la Nation à l'accorder. La liberté des Etats généraux n'a pas encore fait la matière d'un doute.

« S'agit-il d'une loi ? C'est aux Cours à la vérifier librement... » ¹.

Le Parlement de Rouen est plus net :

« Consenté par les Etats, vérifié par les Cours et surveillé par elles, réparti équitablement par les assemblées provinciales, l'impôt ne sera plus un fléau pour les peuples;...

« Si la formalité de l'enregistrement est nécessaire pour la légalité de l'impôt, elle n'est pas moins indispensable pour parvenir à sa juste répartition » ².

Lorsque, par l'édit de mai 1788, le droit d'enregistrement leur est enlevé au profit de la Cour plénière, les Parlements le revendiquent sans restriction. Le

(1) Paris, Itératives du 30 avril 1788. FLAMMERMONT, t. III, pp. 740 et 741.

(2) Itératives du... 1788, pp. 4 et 7.

passage suivant d'une protestation du Parlement d'Aix, du 7 juin 1788, en témoigne :

« ...nous déclarons persister dans les résolutions prises en tout temps par la Cour, pour le maintien des maximes de la Monarchie française et du Comté de Provence, notamment pour la conservation du droit inviolable, appartenant aux Etats généraux, de la libre *concession des subsides à titre de subvention et de dons*, comme devant ladite concession précéder l'enregistrement de la loi bursale, nécessaire pour convertir le don en tribut ou impôt... » ¹.

On voit donc que même à l'instant où, pour les besoins de leur tactique, les Parlements ont cru opportun de réclamer les Etats généraux, dont ils avaient, d'ailleurs, toujours réservé les droits, ils ont maintenu intacte leur conception de l'enregistrement, et, partant, celle de leur propre rôle en matière législative.

(1) Aix, Protestation du 7 juin 1788, p. 20

CHAPITRE VIII

Critique de la doctrine parlementaire de la souveraineté. Conclusion

- I. Critique de la conception parlementaire de la constitution et des lois fondamentales. — II. Critique de la théorie contractuelle des Parlements. — III. Critique de la thèse historique des Parlements. Les Parlements ne représentent pas la nation. Fausseté de la théorie des classes. — IV. Critique de la conception parlementaire de l'enregistrement des lois. — V. Les Parlements et la notion de souveraineté nationale. Conclusion.

Au cours des pages qui précèdent, nous avons mis en regard les conceptions que le problème de la formation des lois et de la souveraineté en général a inspirées, au XVIII^e siècle, d'une part aux Parlements et de l'autre à la royauté.

Nous allons tenter maintenant d'apprécier la valeur juridique et historique respective des deux doctrines, en les examinant à la lueur des principes traditionnels de l'ancien régime.

I. L'idée, formulée par les Parlements et admise par la royauté, d'après laquelle le gouvernement de la France aurait été « monarchique » et non despo-

tique, autrement dit, « légitime » ou fondé sur les lois, dominait ces principes. Il existait bien dans ce pays, selon la célèbre formule de Retz, un sage milieu entre « la licence des rois et le libertinage des peuples ».

En outre, on admet volontiers aujourd'hui que l'ancienne France possédait une constitution coutumière, composée des lois fondamentales du royaume. Cette constitution, dit M. Declareuil, avait été forgée par « un maître d'œuvre, le roi, une équipe de merveilleux artisans, légistes, administrateurs ou soldats, en possession d'une technique sans cesse perfectionnée, grâce à laquelle furent dégagées les règles apparues essentielles à l'existence de la nation et qu'on nomma par la suite ses lois fondamentales. La réussite fut une œuvre d'art et de raison, conçue selon une méthode positive, sous la seule inspiration de l'intérêt public. L'idéologie n'y eut aucune part... La constitution monarchique fut le produit de la collaboration que la sagesse ou l'imagination des rois et des légistes surent imposer aux événements. Chacun de ses éléments fut créé ou défini à mesure que les exigences de l'histoire le réclamaient » ¹.

La conception de la constitution française et des lois fondamentales qui servait de base à la doctrine des Parlements, n'était donc pas une abstraction, mais reposait sur des données juridiques et historiques positives.

Toutefois il arriva, au cours du XVIII^e siècle, que

(1) DECLAREUIL, *Histoire générale du droit français*, pp. 389-390.

les parlementaires, cédant à l'entraînement général des esprits, au lieu d'entendre toujours la constitution et les lois fondamentales dans leur sens traditionnel, les rattachèrent aux spéculations purement rationnelles des théoriciens de l'*Ecole du droit de la nature*; ils s'écartaient alors de l'histoire pour rejoindre l'idéologie.

Mais où leur erreur, sinon leur mauvaise foi, saute aux yeux, c'est dans la liste qu'ils dressaient des lois fondamentales. Certes, sur quelques-unes d'entre elles : règles sur la dévolution de la couronne et la succession au trône, principe de l'inaliénabilité du domaine royal, — la royauté et les Parlements étaient d'accord, et aucun doute n'était permis. Mais, en revanche, rien n'autorisait les Parlements à ranger, par exemple, au nombre des lois fondamentales la « loi » de l'enregistrement; et c'est à juste titre que la royauté s'y refusait.

Le principe de l'immutabilité des lois fondamentales, mis en évidence par les Parlements, reconnu par la royauté, était conforme à l'esprit du régime. C'est parce qu'elle était soumise à certaines lois que les souverains ne pouvaient ni abroger ni modifier, une fois reconnues et établies, que la monarchie française était « légitime » et que le roi de France n'était pas un despote ¹.

Louis XV et Louis XVI étaient donc fidèles à la tradition monarchique lorsqu'ils s'avouaient « dans l'heureuse impuissance » de changer à eux seuls les

(1) Cf. DECLAREUIL, *op. cit.*, p. 401.

lois fondamentales¹. Mais il va de soi que cette formule valait seulement pour les lois que les souverains, d'accord avec cette tradition, reconnaissaient pour fondamentales.

De même, on admettait que toute atteinte aux lois fondamentales exigeait l'assentiment de la nation, représentée par les Etats généraux². La royauté l'a reconnu explicitement, par exemple dans l'édit de juillet 1717³. Mais, là encore, il s'agissait d'une loi fondamentale dont le caractère était incontesté : en l'espèce, celle qui réglait la dévolution de la couronne, en cas d'extinction de la lignée légitime du prince. En revanche, la réunion des Etats généraux n'était nullement nécessaire, comme les Cours l'ont prétendu à tort, respectivement en 1771 et en 1788, pour supprimer le Parlement de Paris ou pour créer une cour plénière⁴; car, dans ces hypothèses, aucune loi fondamentale n'était en jeu.

II. C'était une idée très ancienne que celle d'un contrat synallagmatique intervenu, à l'origine de la société, entre le roi et le peuple, pour fixer leurs droits et leurs obligations réciproques. Dégagée par les théologiens scolastiques, admise au temps des guerres de religion par les publicistes des deux partis, et à la fin du XVII^e siècle par Jurieu, cette notion de contrat servait encore de base à la doctrine de *l'Ecole du droit de la nature et des gens*⁵.

(1) V. ci-dessus, pp. 63-64.

(2) Cf. DECLAREUIL, *op. cit.*, pp. 393 et 528.

(3) V. ci-dessus, p. 64.

(4) V. ci-dessus, pp. 66-67.

(5) V. ci-dessus, p. VII.

Les écrits de certains jurisconsultes de cette école, entre autres Locke, Puffendorf, Burlamaqui, furent largement répandus en France, au XVIII^e siècle. On trouve — nous l'avons vu — dans certaines remontrances des Parlements, l'écho de l'influence considérable qu'ils exercèrent, à cette époque, sur les esprits ouverts à la science politique. On la mesure mieux encore dans les *Maximes du droit public français*, ouvrage publié en 1771, au moment de la réforme de Maupeou, par plusieurs avocats parisiens, et qui fut très lu dans le milieu parlementaire.

Or, cette conception d'un contrat synallagmatique primitif était une pure construction de l'esprit, dépourvue d'aucun fondement positif. Elle reposait, dit M. Declareuil à propos des théoriciens du XVI^e siècle, sur une « fantasmagorie historique »¹.

De plus, elle était dangereuse; car il en résultait que si l'une des parties ne remplissait pas ses obligations, l'autre se trouvait déliée des siennes par la résolution du contrat : si c'était le roi qui manquait à ses devoirs envers la nation, celle-ci pouvait lui retirer le pouvoir.

C'est bien ce qu'avaient professé les docteurs scolastiques et, après eux, à la fin du XVI^e siècle, les partisans de la souveraineté du peuple². Poussé à l'extrême, ce raisonnement légitimait l'assassinat du prince tyrannique; en fait, il avait inspiré les meurtriers de Henri III et de Henri IV.

Les Parlements, bien entendu, ne sont pas allés

(1) DECLAREUIL, *op. cit.*, pp. 392-393.

(2) V. ci-dessus, p. VII.

aussi loin. On a vu, cependant, que sans rattacher en termes exprès cette audacieuse imputation à l'idée de contrat, ils ont accusé, à plusieurs reprises, la politique gouvernementale de risquer la rupture du lien qui unissait le souverain aux sujets et réciproquement ¹.

Une autre conséquence de la théorie contractuelle, plus anodine en apparence, était redoutable par la place qu'elle avait prise dans la doctrine parlementaire : la notion de droits stipulés, respectivement au profit du souverain et de la nation, par une convention synallagmatique, conduisait à séparer les droits de la nation des droits du roi, et à opposer les premiers aux derniers. Or, rien n'était plus contraire à la tradition monarchique, d'après laquelle, le roi et la nation ne formant qu'un même corps, les intérêts de l'un et de l'autre se trouvaient confondus ². Ce n'est pas dans le *Traité des droits de la Reine*, écrit de circonstance qui ne traduit qu'imparfaitement la pensée intime de Louis XIV ³, mais dans la réponse de Louis XV aux remontrances du Parlement de Paris, lue à la séance de la flagellation, qu'il faut chercher l'expression de cette idée capitale : « Les droits et les intérêts de la Nation, dont on ose faire un corps séparé du Monarque, sont nécessairement unis avec les miens et ne reposent qu'en mes mains » ⁴.

(1) V. ci-dessus, pp. 67-68.

(2) Cf. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, t. II, p. 363.

(3) Cf. LEMAIRE, *op. cit.*, pp. 188 et s.

(4) V. ci-dessus, p. 69.

III. L'argument principal que les Parlements produisaient en faveur de leur prétention à représenter la nation dans le consentement aux lois était — on l'a vu — un argument historique. Le Parlement de Paris, disaient les Cours, est le successeur des assemblées générales de la nation, qui remontent à l'origine de la monarchie, et auxquelles il est relié, à travers le temps, par une chaîne ininterrompue d'institutions : champs de mars et de mai, *placita* des Mérovingiens et des Carolingiens, *Curia regis* des premiers Capétiens; le Parlement de Paris est « identique » à la *Curia regis*, elle-même « identique » aux *placita*; or, les *placita* représentaient la nation, trop étendue, dès ce temps-là, pour être convoquée en entier, et consentaient les lois en son nom; le Parlement de Paris, ainsi que les autres Parlements, qui ne font qu'un avec lui, représentent donc à leur tour la nation, et, au moins dans l'intervalle des Etats généraux, ont la mission et le pouvoir de consentir pour elle les lois.

La théorie n'était pas nouvelle. Déjà au temps des guerres de religion, le huguenot Hotman, dans sa *Franco-Gallia*, avait désigné le Parlement de Paris comme le successeur des assemblées carolingiennes et était remonté jusqu'à celles des tribus germaniques ¹.

Ces idées avaient été reprises à l'époque de la Fronde, entre autres par Claude Joly. Au XVIII^e

(1) Cf. CARCASSONNE, *op. cit.*, p. 6; G. WEILL, *Les théories sur le pouvoir royal en France pendant les guerres de religion*, pp. 100 et s. et p. 284.

siècle, on les retrouve dans le *Judicium Francorum*, pamphlet qui fit grand bruit en 1732 et que plusieurs Parlements condamnèrent, peut-être à regret, — puis, en 1753, dans les *Lettres historiques* de l'avocat Le Paige, qui eurent un vif succès et inspirèrent directement les remontrances de 1755-1756, dans lesquelles les Parlements présentaient pour la première fois un large tableau de leurs prétendues origines¹.

Or, il n'y avait de vérité, pour ainsi dire, qu'aux deux bouts de la chaîne tendue par les Parlements entre eux-mêmes et les anciennes assemblées de la nation.

Il est exact, en effet, que dans les *civitates* germaniques décrites par Tacite, l'assemblée du peuple, comprenant tous les hommes libres en âge de porter les armes, décidait toutes les affaires importantes².

Il est exact, d'autre part, que le Parlement de Paris est né de la *Curia regis* : à partir du second tiers du XIII^e siècle, par suite de la complexité et de l'ampleur croissantes des affaires, les assises judiciaires de la *Curia* s'étaient transformées progressivement en un organisme distinct, le Parlement, pourvu d'un personnel de plus en plus nettement différencié; peu à peu cet organisme était devenu permanent et, au début du XIV^e siècle, sédentaire à Paris³.

(1) Cf. FLAMMERMONT, t. II, p. XII et s. V. ci-dessus, pp. 119 et s.

(2) Cf. ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, pp. 36 et 40.

(3) Cf. ESMEIN, *op. cit.*, pp. 364 et 369; DECLAREUIL, *op. cit.*, pp. 453 et 605; CHÉNON, *Histoire générale du droit français public et privé*, t. I, p. 694-697.

En revanche, ni la *Curia regis* ni, avant elle, les *placita* ou les champs de mai et de mars n'avaient représenté la nation, ni concouru en son nom à la formation des lois.

Les rois francs, assez forts pour se passer de l'approbation de l'assemblée du peuple, avaient bien gardé l'habitude de convoquer tous leurs guerriers dans le « champ de mars » et, plus tard, dans le « champ de mai », pour les passer en revue et s'assurer de leur état d'esprit; mais ils ne songeaient plus à les mêler à la direction des affaires ¹.

Par contre, ils réunissaient autour d'eux, aux mêmes dates, du moins à l'origine, les notables laïques et ecclésiastiques, en des assemblées plus restreintes qui portaient les noms de *concilium*, *conventus*, *placitum* : ce dernier prévalut dans la suite. On siégeait au *placitum*, non pas en vertu d'un droit, mais d'un ordre royal ².

Si, en fait, l'autorité de ces assemblées a varié selon les positions respectives du roi et de l'aristocratie des grands, en droit, leur rôle était purement consultatif. Elles ne succédaient donc à aucun titre aux assemblées populaires des anciens Germains ³.

On conçoit, dès lors, que le fameux passage de l'édit de Pistes, si souvent invoqué par les Parlements, n'ait ni le sens ni la portée que ces derniers

(1) Cf. ESMEIN, *op. cit.*, pp. 67-68; CHÉNON, *op. cit.*, t. I, p. 203.

(2) Cf. DECLAREUIL, *op. cit.*, p. 97.

(3) Cf. ESMEIN, *op. cit.*, pp. 68-69.

lui attribuaient. La maxime *Lex consensu populi fit et constitutione regis* est, en effet, une formule romaine du temps où l'empereur possédait sans conteste la plénitude du pouvoir législatif. Sous la monarchie franque, on l'appliquait à la rédaction des coutumes, faite par l'autorité des rois avec la participation du peuple. Mais il ne s'agissait là que de fixer la tradition existante et nullement de voter une loi nouvelle ¹.

Quant à la *Curia regis*, voici en quoi elle avait consisté : lorsqu'il se présentait des affaires importantes, les premiers Capétiens réunissaient aux grands officiers de la Couronne et aux palatins des prélats et des seigneurs vassaux, en nombre variable, dans une assemblée appelée *curia*, *conventus*, *concilium* et, en définitive, *Curia regis*. Ces personnages venaient là, non pour exercer un droit, mais pour accomplir un devoir et pour apporter au roi l'aide et le conseil, *auxilium et consilium*, sans lesquels il n'eût pu entreprendre aucun grand dessein. En principe, l'initiative et la décision dans les délibérations appartenaient au roi seul. En fait, selon l'étendue de sa puissance et de son prestige, le monarque amenait, plus ou moins aisément, la Cour à ses vues, ou bien transigeait avec elle, parfois même se voyait réduit à suivre son avis. Le pouvoir effectif de la *Curia regis* dépendait donc des circonstances; mais il est bien certain que, pas plus que les champs de mars et de

(1) Cf. DECLAREUIL, *op. cit.*, p. 123, note; ESMEIN, *op. cit.*, pp. 92-93.

mai ou les *placita*, elle ne constituait une assemblée nationale, associée au pouvoir législatif ¹.

Le Parlement se targuait donc en vain de sa filiation avec la *Curia regis*; elle ne faisait nullement de lui, comme il voulait le faire croire, le successeur des anciennes assemblées de la nation.

A la vérité, ce n'était pas le Parlement, mais le Conseil du roi, né comme lui de la *Curia regis*, qui continuait la tradition de ces assemblées consultatives qui avaient accompagné la monarchie, depuis son origine, non pour partager sa souveraineté, mais pour l'éclairer et la conseiller ².

Une fois que l'on a fait justice de la démonstration historique des Cours, rien ne demeure plus de leur prétention à représenter la nation. En effet, les parlementaires n'y avaient aucun titre, car ils n'étaient que les officiers du roi. En le leur rappelant avec solennité, comme à la séance de la flagellation ou dans l'édit de décembre 1770, ou encore à la séance royale du 19 novembre 1787 ³, la royauté exprimait une vérité juridique incontestable. En effet, dans l'ancienne France, l'autorité résidait pleinement et exclusivement dans la personne du monarque et elle était incommunicable; toutefois, le roi en divisait l'exercice, soit entre des commissaires, soit entre des officiers ⁴. Ces derniers étaient, comme leur nom

(1) Cf. ESMEIN, *op. cit.*, pp. 356 et 368; DECLAREUIL, *op. cit.*, p. 451.

(2) Cf. DECLAREUIL, *op. cit.*, p. 807.

(3) V. ci-dessus, pp. 139-140.

(4) V. Réponse du chancelier à la députation du Parlement de Paris du 8 avril 1759, ci-dessus, p. 160.

l'indique, titulaires d'un office; c'est le roi qui les nommait par « lettres de provision » ¹. En fait, depuis le début du XVII^e siècle, il ne choisissait pas ses officiers, mais se bornait normalement à investir le candidat présenté par le titulaire en fonctions ou par ses héritiers; il n'en reste pas moins qu'en droit l'officier était nommé par le roi, qui lui déléguait en même temps l'exercice d'une portion de sa propre autorité ².

C'est encore sur un argument historique que reposait essentiellement la théorie des « classes ». Les Parlements, disaient les magistrats, forment un seul corps indivisible, parce que les Cours de province ont été simplement détachées du Parlement de Paris pour la commodité de la justice.

Il est de fait que l'extension progressive du royaume avait rendu nécessaire l'établissement, sur divers points du territoire, de juridictions analogues au Parlement de Paris, à la fois pour alléger la tâche de ce dernier et pour rapprocher les justiciables de leurs juges.

Mais les Parlements provinciaux avaient une autre raison d'être : « Ils furent moins une création proprement dite qu'une transformation. Ils furent établis dans des grands fiefs ou principautés réunis à la Couronne, et dans lesquels avait existé, avant l'annexion, une juridiction seigneuriale supérieure et

(1) V. Edit de décembre 1770, ci-dessus, p. 140.

(2) Cf. DECLAREUIL, *op. cit.*, pp. 423-424; ESMEIN, *op. cit.*, p. 398.

centrale, dont le Parlement provincial fut la continuation à un titre nouveau »¹.

De toute façon, les Parlements permanents et sédentaires institués successivement par la royauté dans les provinces, du XV^e au XVIII^e siècle, étaient entièrement distincts et indépendants les uns des autres²; chacun exerçait, dans les limites de son ressort, les attributions propres que le roi lui avait confiées³. Lorsque le roi ou son chancelier rappelaient ces faits aux Parlements, ils demeuraient dans la vérité historique.

IV. C'était — nous l'avons montré — par l'opération de l'enregistrement, telle qu'ils la concevaient, que les Parlements entendaient participer, pour la nation, à la formation des lois. Qu'était-ce donc, en réalité, que l'« enregistrement » ?

L'enregistrement proprement dit était une mesure d'ordre, destinée à assurer la conservation de la loi. Celle-ci, après avoir été rendue publique par une lecture à l'audience, était transcrite sur un registre du greffe.

A l'occasion de cette formalité, le Parlement avait pris, de bonne heure, avec la tolérance et, dans une certaine mesure, l'encouragement du pouvoir, l'habitude de « vérifier » au préalable l'ordonnance, c'est-

(1) ESMEIN, *op. cit.*, p. 378; Cf. CHÉNON, *op. cit.*, t. I, pp. 875 et s.

(2) V. Edit de décembre 1770, ci-dessus, p. 179.

(3) V. Réponse du chancelier à la députation du Parlement de Paris du 8 avril 1759, ci-dessus, p. 160; Lettre du chancelier au Parlement de Rouen, 7 novembre 1760, ci-dessus, p. 167; Réponse du chancelier aux remontrances du Parlement de Toulouse, 18 février 1761, ci-dessus, p. 171.

à-dire de la discuter et, lorsque cette discussion faisait ressortir quelque inconvénient de la loi, d'en avertir le roi par des remontrances; le Parlement attendait ensuite la réponse du roi pour procéder à l'enregistrement.

Cette pratique, ainsi comprise, était légitime et somme toute inoffensive. D'une part, en effet, elle se rattachait à la tradition du « conseil » : de l'origine du Parlement, issu de la *Curia regis*, les magistrats conservaient le caractère de conseillers du roi; à ce titre, ils avaient non seulement le droit mais même le devoir de l'éclairer et de l'aider sincèrement de leurs avis, au risque de lui déplaire. D'autre part, les remontrances étant en principe tenues rigoureusement secrètes, le roi pouvait, d'après elles, revoir et, le cas échéant, rectifier son ordonnance, voire même la retirer, sans compromettre son autorité ni abaisser son prestige.

On voit qu'il y avait une part de vérité dans la conception parlementaire de l'enregistrement. Il est exact que l'enregistrement *lato sensu* était plus qu'une simple transcription, qu'il donnait lieu à une « vérification », c'est-à-dire à une délibération sur le bien-fondé et l'opportunité de la loi. Il est exact, en outre, que cette délibération devait normalement être libre, c'est-à-dire dégager sans contrainte l'avis de la majorité. Enfin, le Parlement était en droit de surseoir à l'enregistrement jusqu'à ce que le roi eût répondu aux remontrances. Seulement, si le roi passait outre à ces dernières, maintenait son ordonnance telle

quelle, et en prescrivait l'enregistrement, rien ne devait plus empêcher ni même différer celui-ci, sous peine de paralyser l'exécution de la loi.

Or, c'est ici que la thèse parlementaire entraînait en contradiction avec la thèse royale. Les Parlements se prétendaient fondés à refuser l'enregistrement et à tenir l'ordre d'enregistrer pour non venu, jusqu'à ce que le roi eût tenu compte des observations qu'ils avaient faites et des modifications qu'ils avaient proposées.

Mais c'était la théorie de la royauté, et non celle des Parlements, qui était conforme à la tradition française et d'accord avec l'esprit du régime monarchique.

En effet, lorsque le roi en personne, dans un lit de justice, ou par l'intermédiaire d'un « porteur de ses ordres », fait enregistrer une loi d'office, il exerce une prérogative générale qui est de l'essence de son autorité, dont elle traduit la toute-puissance sous la forme la plus extrême, — prérogative dont on rencontre des applications dans d'autres domaines que celui de la législation, par exemple dans ceux de la justice et de la police.

Le régime monarchique « reposait sur une subordination rigoureuse de tous les corps et de tous les individus à l'autorité du roi, seul responsable; tous devaient s'incliner devant un ordre péremptoire émané de sa personne » ¹.

Ce principe est rappelé d'une façon très complète

(1) OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, t. II, p. 361.

dans une réponse du chancelier au Parlement de Paris, en 1759 :

« Le Roi, seul législateur dans son royaume, regardera toujours l'observation des lois comme le fondement le plus solide de son autorité. Ce n'est point donner atteinte à ce principe, lorsque, par des considérations supérieures ou des raisons d'Etat dont ses officiers ne peuvent être juges, S. M. use du pouvoir souverain qui réside en sa personne, par des voies d'administration dont qui que ce soit ne peut se dire exempt dans son royaume..... On y parle [dans les remontrances] du droit de la Nation, comme s'il était distingué des lois dont le Roi est la source et le principe, et que ce fût par ce droit que les lois protégeassent les citoyens contre ce qu'on veut appeler les voies irrégulières du pouvoir absolu. Tous les sujets du Roi en général et en particulier reposent entre ses mains à l'abri de son autorité royale; il sait que l'esprit de justice et de raison doit être inséparable, et, lorsque, dans cet esprit, il use au besoin du pouvoir absolu qui lui appartient, ce n'est rien moins qu'une voie qu'on puisse dire irrégulière » ¹.

Les Parlements se plaçaient donc, plus ou moins consciemment, à côté de la question, lorsqu'ils reprochaient aux transcriptions d'office de porter atteinte à la liberté de leurs délibérations; car il ne s'agissait plus alors de délibérer, mais d'obéir. Au contraire, Maupeou situait le débat sur son vrai ter-

(1) Réponse du chancelier à la députation du Parlement de Paris du 8 avril 1759. FLAMMERMONT, t. II, pp. 185 et 186.

rain, et le tranchait suivant les vrais principes, lorsqu'il faisait dire au roi : « Lorsqu'après avoir balancé les principes qui nous déterminent... avec les motifs qui les empêchent de procéder librement à l'enregistrement de nos volontés, nous persévérons néanmoins dans le dessein de les faire exécuter, nous n'exigeons point d'eux qu'ils donnent des suffrages qui ne s'accorderaient point avec leurs sentiments particuliers; mais, soit par nous-mêmes, soit par nos représentants, nous ordonnons l'enregistrement de nos lois; ces lois doivent être exécutées sans contradiction » ¹.

La position des Parlements était particulièrement critiquable en ce qui concernait les lits de justice. La présence du roi retirait, en effet, au Parlement toute autorité propre : *adveniente principe cessat magistratus* ². Quand le roi siégeait dans sa « cour de parlement », celle-ci n'était plus habile qu'à lui donner conseil, comme jadis la *Curia* : son rôle devenait purement consultatif. « Le chancelier ou, en son absence, le garde des sceaux allait bien aux opinions; mais on ne comptait pas les avis et on ne suivait pas la procédure usitée dans la Cour pour déterminer quelle était la majorité » ³. Il ne pouvait donc être question de « délibération libre », puisqu'il n'y avait pas même, à proprement parler, délibération.

V. En affirmant, d'abord, que l'enregistrement

(1) Edit de décembre 1770. V. ci-dessus, p. 229.

(2) ESMEIN, *op. cit.*, p. 513; DECLAREUIL, *op. cit.*, pp. 667 et 812.

(3) FLAMMERMONT, t. I, p. XXXVII.

représentait le consentement de la nation à la loi, puis en soutenant que le refus d'enregistrer ne pouvait être annulé par les voies d'autorité, les Parlements rendaient le consentement de la nation indispensable à l'existence de la loi. Qu'ils le voulussent ou non, ils aboutissaient de la sorte, non pas certes à transférer intégralement le pouvoir législatif du roi à la nation, mais tout au moins à le partager entre le roi et la nation.

Or, sans aller plus loin, rien n'était plus contraire à l'essence du régime monarchique que l'idée d'un partage de la souveraineté et, par conséquent, du pouvoir législatif. Il était, en effet, de tradition que l'autorité souveraine résidait toute entière, indivisiblement, dans la personne du roi : « Le Roy est Monarque », dit Guy Coquille, « et n'a point de compagnon en sa Majesté Royale »¹. Et Le Bret : Le roi est seul souverain dans son royaume et la souveraineté n'est non plus divisible que le point en la géométrie »².

Cela résultait de la nature même de la souveraineté monarchique : le roi de France, ne tenant son pouvoir que de Dieu, n'était responsable que devant lui; mais, en même temps, il était seul responsable; la plénitude de la responsabilité impliquait la plénitude de l'autorité.

C'est donc à juste titre que Louis XV rappelait au Parlement : « C'est dans la personne seule du Roi

(1) Cité par DECLAREUIL, *op. cit.*, p. 423, note 158.

(2) Cité par CHÉNON, *op. cit.*, t. II, p. 347, note 2.

qu'existe l'universalité, la plénitude et l'indivisibilité de l'autorité¹.... Son autorité étant souveraine, personne dans son Royaume ne peut la partager avec Elle, c'est S. M. seule qui en possède la plénitude².... C'est en ma personne seule que réside la puissance souveraine... la plénitude de cette autorité, qu'elles [les Cours] n'exercent qu'en mon nom, demeure toujours en moi »³.

Or, non seulement la doctrine parlementaire conduisait à un partage de la souveraineté, mais ce partage était conçu de manière à conférer à la nation, et non au roi, le rôle décisif, en lui assurant le dernier mot. Au roi était réservée l'initiative des lois, mais la nation, représentée par les Parlements, exerçait définitivement, en dernier ressort, un droit d'amendement et un droit de veto : par le premier, elle obligeait le roi à faire la loi comme elle voulait et autrement qu'il ne voulait; par le second, elle lui interdisait de faire la loi qu'il voulait et qu'elle ne voulait pas. Les Parlements accaparaient ainsi la réalité du pouvoir législatif dont le roi ne gardait que l'apparence.

Ce n'est donc pas assez de dire que les Parlements élevaient une puissance, une autorité rivales de l'autorité royale⁴. Ils ne se contentaient pas d'établir

(1) Réponse du chancelier à la députation du Parlement de Paris du 8 avril 1759. V. ci-dessus, p. 160.

(2) Lettre du chancelier au Parlement de Rouen du 7 novembre 1760, p. 2.

(3) Séance royale du 3 mars 1766. FLAMMERMONT, t. II, p. 557.

(4) Lit de justice du 13 avril 1771. *Ibid.*, t. III, p. 190; Séance royale du 19 novembre 1787, p. 19.

le « monstrueux équilibre » dont parlait le chancelier, au lit de justice du 13 avril 1771 : ils le rompaient à leur profit. Maupeou était encore plus près de la vérité lorsqu'il montrait qu'en n'accordant de force aux lois qu'une fois adoptées et consacrées par eux, dans une délibération libre, les magistrats élevaient leur autorité à côté *et même au-dessus* de l'autorité royale¹; et il n'exagérait nullement lorsque, ayant dit au Parlement de Paris :

« Quand le législateur veut manifester ses vœux, vous êtes son organe, et sa bonté permet que vous soyez son conseil; il vous invite à l'éclairer de vos lumières et vous ordonne de lui montrer la vérité.

« Là finit votre ministère.

« Le Roi pèse vos observations dans sa sagesse; il les balance avec les motifs qui le déterminent; et de ce coup d'œil qui embrasse l'ensemble de la Monarchie, il juge les avantages et les inconvénients de la loi.

« S'il commande alors, vous lui devez la plus parfaite soumission »²,

— il concluait en ces termes.

« Si vos droits s'étendaient plus loin, si votre résistance n'avait pas un terme, vous ne seriez plus ses officiers, mais ses maîtres; la majesté du Trône ne résiderait plus que dans vos assemblées; et, dépouillé des droits les plus essentiels de la Couronne,

(1) Edit de décembre 1770. V. ci-dessus, p. 228.

(2) Lit de justice du 7 décembre 1770. V. ci-dessus, p. 230.

dépendant dans l'établissement des lois, dépendant dans leur exécution, le Roi ne conserverait que le nom et l'ombre vaine de la Souveraineté » ¹.

En réclamant pour la nation la part prépondérante du pouvoir législatif, les Parlements ont fourni un apport de première importance à la doctrine de la souveraineté nationale.

Mais en outre les théories parlementaires, en donnant une base juridique à l'opposition de la magistrature au pouvoir royal, ont contribué à hâter les événements qui allaient consacrer le triomphe de cette doctrine.

Leur résistance de principe aux enregistrements forcés poussait les Parlements à des actes que l'on peut déjà qualifier de révolutionnaires : arrêts de défense, adressés aux juridictions inférieures et strictement obéis d'elles ²; suspension du service judiciaire; démissions collectives ³. Le pouvoir royal réprouvait ces agissements ⁴ et les interdisait ⁵, mais en vain.

Il est vrai que la royauté n'était pas désarmée pour autant. Elle gardait, en effet, la ressource d'user jusqu'à l'extrême de la « voie d'autorité », en exilant, par lettres de cachet, certains membres de la

(1) Lit de justice du 7 décembre 1770. FLAMMERMONT, t. III, pp. 164-165.

(2) Cf. MARION, *Histoire financière*, t. I, p. 222; FLAMMERMONT, *Le chancelier Maupeou et les Parlements*, p. 121.

(3) Cf. ESMEIN, *op. cit.*, p. 514; DECLAREUIL, *op. cit.*, pp. 813-814.

(4) V. Séance de la flagellation, ci-dessus, p. 244; Edit de décembre 1770, préambule. ISAMBERT, t. XXII, pp. 501 et s.

(5) V. Edit de décembre 1770, art. 2 et 3, ci-dessus, pp. 245-246.

Cour, ou la Cour toute entière, parfois même en emprisonnant les conseillers les plus acharnés ¹. Mais ces mesures rigoureuses, si légitimes fussent-elles, donnaient au roi figure de despote aux yeux de l'opinion qu'elles maintenaient dans la fièvre ².

D'autre part, c'est grâce à l'application systématique de la théorie des « classes » que l'opposition parlementaire a pu prendre toute son ampleur et toute sa gravité. C'est cette théorie qui a permis aux Cours d'étendre au royaume entier des conflits destinés normalement à demeurer localisés. La résistance de chacune eût été vraisemblablement facile à réduire, si elle n'avait été sans cesse entretenue par l'appui rencontré dans les autres ressorts. On a vu qu'à partir de 1755, le pouvoir ne peut plus s'attaquer à un seul Parlement sans accepter la lutte avec tous les autres. « La moindre opposition est soutenue par une agitation générale, multipliant les embarras du gouvernement, énervant l'administration et surexcitant tout le pays » ³. Ce n'est pas sans raison qu'en lisant les textes où la royauté condamne la théorie de l'unité parlementaire, on croit sentir poindre, sous la dignité mesurée du discours, une sourde inquiétude. L'application, l'insistance que Louis XV, surtout, et ses porte-paroles ont mises à dénoncer et à réprouver d'avance l'éventualité d'une « association » qui eût groupé les Parlements en un « corps », en un « ordre » nouveau, capable de compromettre

(1) Cf. ESMEIN, DECLAREUIL, *loc. cit.*

(2) Cf. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, t. II, p. 381.

(3) OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, t. II, p. 363.

l'équilibre de la monarchie, prouvent à quel point la royauté craignait cette éventualité, et à quel point elle était à craindre ¹.

En effet, il est permis de penser que le « système des classes » a donné à la rébellion des Parlements son véritable caractère. La Révolution française, envisagée dans ses causes morales, s'explique par un détachement de l'élite éclairée à l'égard des institutions qui la régissaient. La propagande philosophique avait en partie engendré, en partie traduit un divorce entre les dispositions intellectuelles de cette élite et l'esprit même du gouvernement traditionnel. Ces sentiments de désaffection avaient gagné, de proche en proche, les appuis naturels de l'autorité et jusqu'à ses organes. Des ministres : Turgot, Calonne et d'autres, nombre d'intendants, la majeure partie du haut personnel de l'administration et des finances, sans parler de l'armée, avaient perdu la foi dans les vertus et dans l'avenir du régime qu'ils avaient pour mission de défendre. Mais il n'y avait encore là qu'une tendance, un état d'esprit, une somme, si l'on peut dire, de crises de conscience individuelles. Au contraire, dans les Parlements, le « lien naturel des mêmes devoirs et des obligations communes » avait, comme Louis XV lui-même l'avait fait pressentir ², dégénéré en une « confédération de résistance », dont la théorie des classes était la charte et dont le

(1) V. Séance de la flagellation, ci-dessus, pp. 176-177; Edit de décembre 1770, ci-dessus, pp. 179-180; Lit de justice du 13 avril 1771, ci-dessus, pp. 181-182.

(2) V. Séance de la flagellation, ci-dessus, p. 176.

royaume entier était le territoire. Des fonctionnaires, organisés en ce qu'on appellerait aujourd'hui un vaste syndicat, s'insurgeaient contre les principes qui constituaient l'esprit même de leur fonction, et contre le monarque qui l'avait remise en leurs mains. La cognée, eût dit Omer Talon, s'élevait contre le bras qui lui donnait le mouvement ¹.

Les remontrances étaient l'organe de la ligue parlementaire. Indûment imprimées, mises en vente et répandues dans le public, à une époque où n'existait encore ni tribune ni presse politique, leur influence se renforçait de leur caractère en quelque sorte officiel, de leur aspect juridique, de leur ton solennel et compassé, du prestige enfin qui s'attachait à la personne de ces hommes, les plus hauts magistrats du pays, distingués, sinon toujours par les lumières, du moins par la naissance et la fortune, entourés d'une nombreuse et active clientèle de juges inférieurs, d'avocats, de procureurs, de clercs, soutenus par une troupe zélée de publicistes et de pamphlétaires. « Les classes moyennes », dit M. Olivier-Martin, « se tournaient volontiers vers ces magistrats dont le langage empreint de gravité défendait à leurs yeux la majesté de la loi et les bases antiques de la constitution. Toute atteinte portée à leur autorité — le fût-elle pour sauver l'autorité monarchique — leur semblait un pas nouveau vers le despotisme et les amenait un peu plus vers les doctrines nouvelles, parées de

(1) Cf. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, t. II, pp. 366 et 381.

toutes les séductions de l'intelligence et de la mode » ¹.

La rébellion des « grandes robes » n'avait pas même l'excuse de la générosité et du désintéressement. On sait, en effet, que sous des dehors libéraux, les parlementaires déguisaient le plus étroit conservatisme social, le plus âpre égoïsme politique. De même qu'en défendant, en apparence, les libertés publiques, ils ne songeaient qu'à préserver les privilèges de leur caste, de même, sous couleur d'assurer à la nation l'exercice de ses droits, ils étaient uniquement soucieux d'accaparer à leur profit le pouvoir politique ².

C'est donc par une étrange inconséquence que les magistrats des Cours, après avoir ébranlé par leur résistance l'autorité monarchique, entraînent le roi vers les Etats généraux, et ainsi vers des changements qui ne pouvaient se faire que contre eux.

Le triomphe du principe de la souveraineté nationale, que les Parlements avaient contribué à dégager, correspondit, en effet, à leur anéantissement. Éliminés de la vie publique dès le début de la Révolution, les membres de ces corps ne tardèrent pas à payer de leurs biens et, pour beaucoup, de leur existence, un demi-siècle de coupables erreurs et d'aveuglement.

(1) *Op. cit.*, t. II, p. 266.

(2) Cf. AULARD, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 16; MARION, *Histoire financière*, p. 206 et *Dictionnaire*, Vo Parlements; H. SÉE, *La France économique et sociale au XVIII^e siècle*, pp. 96-97.

OUVRAGES CITÉS

I. Sources.

- Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la révolution de 1789, édité par ISAMBERT et autres. Paris, 1821-1833, 29 vol. in-8°.
- Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle, éditées par FLAMMERMONT (J.) et TOURNEUX (M.). Paris, 1888-1898, 3 vol. in-4° (Collection de documents inédits sur l'histoire de France).
- LE MOY (A.). — Remontrances du Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle. 1909, in-8°.
- Recueil de pièces servant à l'histoire du parlement séant à Besançon, pour les années 1758, 1759, 1760, 1761. S. l. n. d., 2 vol. in-12. Bibl. nat. Lb³⁸ 880.
- Recueil des réclamations, remontrances, lettres, arrêts, arrêtés, protestations des parlements, cour des aides, chambre des comptes, bailliages, présidiaux, élections, au sujet de l'édit de décembre 1770, l'érection des conseils supérieurs, la suppression des parlements, *etc.*; avec un abrégé historique des principaux faits relatifs à la suppression du parlement de Paris et de tous les parlements du royaume (Décembre 1770-28 septembre 1771). Londres, 1773, 2 vol. in-8°. Lb³⁸ 1256.
- Affaires des parlements de Rennes et de Pau. Paris, 1767-1771, 8 vol. in-4° (Recueil factice). — Lb³⁸ 1566.
- Rennes. — Lettre au garde des sceaux du 3 septembre 1718. — Lb³⁸ 136.
- Rennes. — Lettre au Parlement de Paris du 3 septembre 1718. — Lb³⁸ 136.
- Paris. — Lettre au Parlement de Rennes du 7 septembre 1718. — Lb³⁸ 136.

Toulouse. — Remontrances du 19 décembre 1755. — Lb³⁸ 1473.

Rouen. — Remontrances du 12 février 1756. — Lb³⁸ 657.

Bordeaux. — Remontrances du 12 mars 1756. — Lb³⁸ 661.

Metz. — Remontrances du 18 mars 1756. — Lb³⁸ 665.

Grenoble. — Remontrances du 10 avril 1756. — Lb³⁸ 668.

Rouen. — Remontrances du 26 juin 1756. — Lb³⁸ 674.

Bordeaux. — Remontrances du 21 juillet 1756. — Lf²⁵ 107.

Aix. — Remontrances du... 1756. — Lb³⁸ 701.

Rennes. — Remontrances du 11 février 1757. — Lb³⁸ 1493.

Bordeaux. — Remontrances du 25 mai 1757. — Lb³⁸ 749.

Rouen. — Remontrances du 6 août 1757. — Lb³⁸ 758.

Bordeaux. — Remontrances du 10 mai 1758. — Lb³⁸ 771.

Rouen. — Remontrances du 19 avril 1759. — Lb³⁸ 807.

Aix. — Remontrances du 28 mars 1760. — Lb³⁸ 827.

Rouen. — Remontrances du 10 mai 1760. — Lb³⁸ 828.

Bordeaux. — Remontrances du 21 mai 1760. — Lb³⁸ 832.

Rouen. — Itératives remontrances du 4 juillet 1760.
— Lb³⁸ 836.

Rennes. — Itératives remontrances du 18 juillet 1760.

— Lb³⁸ 839.

Rouen. — Itératives remontrances du 26 juillet 1760.

— Lb³⁸ 844.

Toulouse. — Remontrances du 9 août 1760. — Lb³⁸ 851.

Lettre du chancelier au Parlement de Rouen du 7 novembre
1760. — Lb³⁸ 867.

Toulouse. — Objets d'itératives remontrances du 17 novembre
1760. — Lb³⁸ 858.

Grenoble. — Remontrances du 20 novembre 1760. — Lb³⁸ 862.

Réponse aux remontrances du Parlement de Grenoble du
20 novembre 1760. — Lb³⁸ 841.

Rouen. — Remontrances du 8 janvier 1761. — Lb³⁸ 867.

Rouen. — Remontrances du 5 août 1763. — Lb³⁸ 904.

Grenoble. — Remontrances du 17 août 1763. — Lb³⁸ 910.

Rouen. — Arrêté du 18 août 1763. — Lb³⁸ 908.

Bordeaux. — Arrêté du 7 septembre 1763. — Lb³⁸ 916.

Toulouse. — Arrêté du 15 septembre 1763. — Lb³⁸ 920.

Grenoble. — Objets de remontrances du 29 novembre 1763.
— Lb³⁸ 927.

Toulouse. — Remontrances du 22 décembre 1763. — Lb³⁸ 935.

Rennes. — Remontrances du 12 janvier 1764. — Lb³⁸ 942.

Dijon. — Remontrances du 19 janvier 1764. — Lb³⁸ 946.

Dijon. — Remontrances du 14 février 1764. — Lb³⁸ 948.

Rouen. — Arrêté du 10 août 1764. — Lb³⁸ 963.

Rouen. — Remontrances du 29 août 1764. — Lb³⁸ 965.

Rouen. — Lettre au roi du 12 février 1765. — Lb³⁸ 1528.

Rennes. — Remontrances du 18 mars 1765. — Lb³⁸ 971.

Toulouse. — Remontrances du 4 juin 1765. — Lb³⁸ 1528.

Rouen. — Remontrances du 23 juillet (?) 1765. — Lb³⁸ 977.

Rouen. — Remontrances du 29 juillet 1765. — Lb³⁸ 978.

Metz. — Lettre au roi du 10 septembre 1765. — Lb³⁸ 1529.

Rouen. — Lettre au roi du 15 novembre 1766. — Lb³⁸ 1002.

Rouen. — Lettre au roi du 3 septembre 1767. — Lb³⁸ 1002.

Dijon. — Arrêté du 27 février 1768. — Lb³⁸ 1541.

Rouen. — Lettre au roi du 19 août 1768. — Lb³⁸ 1031.

Grenoble. — Remontrances du 31 août 1769. — Lb³⁸ 1560.

Réponse du roi au Parlement de Bordeaux. — Lb³⁸ 1041.

Bordeaux. — Remontrances du 16 janvier 1771. — Lb³⁸ 1075.

Bordeaux. — Arrêté du 29 janvier 1771. — Lb³⁸ 1085.

Rennes. — Lettre au roi du 18 mars 1771. — Lb³⁸ 1159.

Besançon. — Remontrances du 19 avril 1771. — Lb³⁸ 1173.

Dijon. — Remontrances du 16 avril 1771. — Lb³⁸ 1214.

Besançon. — Remontrances du 5 juin 1771. — Lb³⁸ 1238.

Rennes. — Remontrances du 24 juillet 1771. — Lb³⁸ 1243.

Besançon. — Protestation du 5 août 1771. — Lb³⁸ 1244.

Toulouse. — Protestation du 31 août 1771. — Lb³⁸ 1246.

Rennes. — Protestation du 23 octobre 1771. — Lb³⁸ 1260.

Grenoble. — Arrêté du 21 août 1787. — Lb³⁹ 410.

Rennes. — Arrêté du 22 août 1787. — Lb³⁹ 414.

Toulouse. — Arrêté du 27 août 1787. — Lb³⁹ 425.

Perpignan (Conseil souverain du Roussillon). — Arrêté du 3 septembre 1787. — Lb³⁹ 441.

Séance royale du Parlement de Paris, 19 novembre 1787. — Lb³⁹ 467.

Réponse du chancelier, du 29 novembre, aux remontrances du Parlement de Bordeaux du 31 octobre 1787. — Lb³⁹ 474.

Rennes. — Objets de remontrances du 6 décembre 1787. — Lb³⁹ 475.

- Grenoble. — Remontrances du 20 décembre 1787. — Lb³⁹ 480.
Rouen. — Arrêté du 20 décembre 1787. — Lb³⁹ 481.
Bordeaux. — Remontrances du 21 décembre 1787. — Lb³⁹ 482.
Rennes. — Remontrances du 22 décembre 1787. — Lb³⁹ 483.
Rennes. — Députation du 2 janvier 1788. — Lb³⁹ 506.
Lettre du garde des sceaux au Parlement de Pau du 2 janvier 1788. — Lb³⁹ 495.
Toulouse. — Remontrances du 12 janvier 1788. — Lb³⁹ 503.
Rouen. — Lettre au roi du 17 janvier 1788. — Lb³⁹ 505.
Grenoble. — Arrêté du 24 janvier 1788. — Lb³⁹ 6371.
Pau. — Remontrances du 28 janvier 1788. — Lb³⁹ 495.
Rouen. — Remontrances du 5 février 1788. — Lb³⁹ 518.
Rouen. — Itératives remontrances du... 1788. — Lb³⁹ 525.
Grenoble. — Remontrances du 23 février 1788. — Lb³⁹ 522.
Rennes. — Arrêté du 1^{er} mars 1788. — Lb³⁹ 526.
Bordeaux. — Remontrances du 4 mars 1788. — Lb³⁹ 528
Pau. — Protestation du 2 mai 1788. — Lb³⁹ 554.
Toulouse. — Protestation du 3 mai 1788. — Lb³⁹ 6593.
Rouen. — Arrêté du 5 mai 1788. — Lb³⁹ 550.
Rennes. — Arrêté et protestation du 5 mai 1788. — Lb³⁹ 560.
Besançon. — Arrêté du 8 mai 1788. — Lb³⁹ 6402.
Rennes. — Arrêté du 9 mai 1788. — Lb³⁹ 560.
Toulouse. — Arrêté du 13 mai 1788. — Lb³⁹ 6593.
Besançon. — Protestation du 26 mai 1788. — Lb³⁹ 568.
Rennes. — Arrêté du 31 mai 1788. — Lb³⁹ 561.
Dijon. — Protestation du 4 juin 1788. — Lb³⁹ 6429.
Aix. — Protestation du 7 juin 1788. — Lb³⁹ 589.
Nancy. — Déclaration et itératives protestations du 11 juin 1788. — Lb³⁹ 6450.
Metz. — Déclarations et itératives protestations du 20 juin 1788. — Lb³⁹ 6472.
Rouen. — Arrêté du 25 juin 1788. — Lb³⁹ 600.
Rouen. — Lettre au roi du 9 novembre 1788. — Lb³⁹ 793.
Pau. — Remontrances du 26 juin 1788. — Lb³⁹ 601.

II. Ouvrages.

AULARD (A.). *Histoire politique de la Révolution française*.
1901, in-8°.

- BARTHELEMY (J.) et DUEZ (P.). *Traité élémentaire de droit constitutionnel*. 1926, in-8°.
- CARCASSONNE (E.). *Montesquieu et le problème de la constitution française au XVIII^e siècle*. S. d., in-8°.
- CARRÉ (H.). (V. LAVISSE).
- CHÉNON (E.). *Histoire générale du droit français public et privé, des origines à 1815*; t. I, 1926, in-8°; t. II, 1^{re} fascicule publié par les soins de OLIVIER-MARTIN, 1929, in-8°.
- DECLAREUIL (J.). *Histoire générale du droit français, des origines à 1789*. 1925, in-8°.
- DELMAS (P.). *Du Parlement de Navarre et de ses origines*. 1898, in-8°.
- ESMEIN (A.). *Cours élémentaire d'histoire du droit français*; 15^e éd., mise à jour par GÉNESTAL (R.). 1925, in-8°.
- ESMEIN (A.). *Eléments de droit constitutionnel français et comparé*; 6^e éd. revue par BARTHELEMY (J.). 1914, in-8°.
- FLAMMERMONT (J.). *Le chancelier Maupeou et les Parlements*. 1883, in-8°.
- FLOQUET (A.). *Histoire du Parlement de Normandie*. 1840-1842, 7 vol. in-8°.
- GLASSON (E.). *Le Parlement de Paris; son rôle politique depuis le règne de Charles VII jusqu'à la Révolution*. 1901, 2 vol. in-8°.
- Histoire générale des peuples, de l'antiquité à nos jours*, publiée sous la direction de Maxime PETIT : t. II, livre VIII, ch. II; livre IX, ch. I, IX, X, par OLIVIER-MARTIN. S. d., in-fol.
- LA CUISINE (de). *Le Parlement de Bourgogne depuis son origine jusqu'à sa chute*; 2^e éd., 1864, 3 vol. in-8°.
- LAVISSE (E.). *Histoire de France illustrée depuis les origines jusqu'à la Révolution* : t. VII, 1^{re} partie, par E. LAVISSE; t. VIII, 2^e partie, par H. CARRÉ; t. IX, 1^{re} partie, par H. CARRÉ, P. SAGNAC et E. LAVISSE. S. d., in-4°.
- LECLERCQ (Dom H.). *Histoire de la Régence*. 1921, 3 vol. in-8°.
- LEMAIRE (A.). *Les lois fondamentales de la monarchie française d'après les théoriciens de l'ancien régime*. 1907, in-8°.
- LE MOY (A.). *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*. 1909, in-8°.
- MARION (M.). *Histoire financière de la France depuis 1715*; t. I, 1914, in-8°.

- MARION (M.). *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*. 1923, in-8°.
- MONTESQUIEU. *De l'esprit des lois*. Ed. Garnier. S. d., 2 vol. in-12.
- OLIVIER-MARTIN. (V. *Histoire générale des peuples*).
- PAGÈS (G.). *La monarchie d'ancien régime en France (de Henri IV à Louis XIV)*. 1928, in-16.
- ROSCHACH (continuateur de Dom VAISSÈTE). *Histoire générale de Languedoc*; t. XIV, 1886, in-4°.
- SÉE (H.). *La France économique et sociale au XVIII^e siècle*. 1925, in-16.

Paris, le 17 mars 1932.

Vu : le Président de la thèse,
OLIVIER-MARTIN,

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu et Permis d'Imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	V
CHAPITRE PREMIER. — Exposé d'ensemble	1
CHAPITRE II. — Le gouvernement monarchique et la constitution française	13
CHAPITRE III. — La nation participe par son consentement à la formation de la loi	71
CHAPITRE IV. — Les Parlements représentent la nation dans le consentement à la loi	86
CHAPITRE V. — Unité du Parlement. Les « classes ».	143
CHAPITRE VI. — Analyse du droit d'enregistrement. Résistance des Parlements aux enregistrements forcés.	194
CHAPITRE VII. — Les Parlements et les Etats généraux. Consentement à l'impôt et vérification des lois fiscales	249
CHAPITRE VIII. Critique de la doctrine parlementaire de la souveraineté. Conclusion	255
OUVRAGES CITÉS	280

